



Détente en Pologne

Le général Jaruzelski libère tous les détenus politiques

Le général Kiszczak, ministre de l'intérieur, a fait savoir, le jeudi 11 septembre, que tous les prisonniers politiques encore détenus en Pologne seraient libérés dans les trois ou quatre jours à venir. Seules exceptions, les personnes coupables d'actes de « terrorisme, espionnage, sabotage ou divulgation de secrets d'Etat ». Mais les prisonniers les plus connus quitteront leur cellule.

Fragile espoir

Enfin une décision intelligente ! Malgré toutes les réserves qu'on peut avoir sur les arrière-pensées du général Jaruzelski, on ne peut que se réjouir des très larges mesures de « clémence » annoncées.

Il a dû pourtant en coûter beaucoup à certains fervents de la répression, pour ne pas parler de leurs répondants soviétiques, d'accepter l'élargissement d'un homme comme Zbigniew Bujak, le dirigeant clandestin de Solidarnosc qui avait défié les autorités pendant des années.

Voulant créer un choc pour une fois positif, le général Jaruzelski n'a pas hésité. Il visait d'ailleurs tout autant l'opinion internationale que polonaise. Ce n'est certainement pas par inadvertance que la mesure de libération, après tout de nature strictement intérieure, a été annoncée solennellement aux ambassadeurs des pays membres de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE). Les diplomates, bien sûr, ont été reçus en deux fournées, d'abord les représentants des pays socialistes puis les autres, ceux dont on espère bien en récompense de cet effort un peu de considération, de reconnaissance et, surtout, de crédits.

Reste à connaître les véritables intentions du général Jaruzelski. A-t-il seulement cherché à faire un coup, quinze à vingt de nouveaux prisonniers un peu plus tard, ou a-t-il réellement compris que la société polonaise ne fonctionnera jamais sans une certaine dose de pluralisme ? Car les amnisties précédentes ont toujours buté sur la même difficulté : ne s'agit-elle pas de libérer les personnes coupables, les amnisties ont pour la plupart repris leurs activités de leur sort de prison.

Comme les fois précédentes, l'opposition attend donc un geste du pouvoir qui confirmerait son intention de rompre cet enchevêtrement stérile : répression, amnistie et un reconstruit, tandis que la pays s'enfonce doucement mais sûrement dans la médiocrité, l'apathie et le sous-développement économique.

La libération des prisonniers politiques, si elle n'est pas immédiatement compensée par de nouvelles amnisties, pourrait au moins donner la possibilité au pouvoir et à l'opposition de préciser leurs intentions. A cet égard, le sort du projet de « conseil consultatif » présenté par le général Jaruzelski lors du dernier congrès du parti à la fin juin pourrait servir de test. Il s'agit d'un organisme créé auprès du Conseil d'Etat dont le rôle serait purement consultatif mais qui, d'est à l'essentiel, s'ouvrirait à des personnalités indépendantes du pouvoir. Bien peu de choses en vérité, mais qui, si de part et d'autre on le souhaite, pourrait être l'occasion de renouer, timidement et sans illusions, une certaine forme de dialogue.

La morosité économique aux Etats-Unis

Baisse record à la Bourse de New-York

Les valeurs cotées à la Bourse de Paris ont reculé de 3 % en moyenne ce vendredi 12 septembre, lors de la séance du matin, par mimétisme avec la Bourse de New-York et celle de Tokyo, qui a suivi le mouvement commencé aux Etats-Unis. Wall Street a subi jeudi l'une des plus fortes chutes de son histoire. En valeur absolue, le marché a baissé de 4,6 %.



Pour la première fois le jeudi 11 septembre un gouverneur de la Banque de France a reçu un secrétaire général de la CGT. (Lire page 32.)

Plusieurs facteurs expliquent la baisse de New-York. Compte tenu des mauvais records récemment atteints, une correction s'imposait. Mais la Bourse réagit surtout au climat de morosité ambiante, justifiée par la situation économique des Etats-Unis et accentuée par la perspective de mauvais indicateurs boursiers attendus. L'incertitude est encore renforcée par les spéculations sur l'évolution des taux d'intérêt. (Lire nos informations page 29.)

Dernière minute :

Explosion au quartier de la Défense : plusieurs blessés

Une explosion s'est produite vendredi vers midi dans le magasin Casino du quartier de la Défense. On déplore plusieurs blessés, déclarait-on à l'état-major des pompiers. Selon les premiers renseignements parvenus aux pompiers, il pourrait s'agir d'un attentat. Le bilan s'élèverait à une dizaine de blessés.

M. Jacques Toubon :

« Ne pas céder au terrorisme »

Dans un entretien avec « le Monde », le secrétaire général du RPR estime que la lutte contre le terrorisme est « par excellence une affaire gouvernementale », et que le rôle du président de la République ne lui paraît pas décisif.

PAGE 6

La politique fiscale de M. Balladur

Qui paiera moins d'impôts et qui paiera plus de cotisations sociales en 1987.

PAGE 27

Drogue : la croisade de M. Reagan

La Chambre des représentants doit l'armée de pouvoirs dans la lutte contre les stupéfiants.

PAGE 10

Le sommaire complet se trouve page 32.

L'Iran relance la « guerre des villes »

Bagdad frappée au cœur

Deux Français, MM. Schang et Lancia, gravement blessés lors du récent bombardement de la ville irakienne de Tabriz (ouest du pays), ont été rapatriés le jeudi 11 septembre vers la France par avion sanitaire. Tous deux travaillaient sur un projet de centrale thermique à Tabriz, pour le compte de la société Alstom Atlantique.

D'autre part, l'artillerie iranienne a de nouveau pilonné, jeudi, certains quartiers de Bassorah, la grande ville du sud de l'Irak. — (APF, Reuters).

BAGDAD de notre envoyé spécial

La « guerre des villes » semble, cette fois, bien engagée. Un missile sol-sol iranien est tombé ce vendredi matin 12 septembre à 1 h 24 précises en plein centre de

Bagdad, à quelques 500 mètres de la place du Soldat-inconnu où se trouvent les hôtels Méridien et Sheraton avec leurs vingt étages.

L'engin a frappé dans une petite rue parallèle à l'avenue Saadoun (les « Champs-Élysées » de Bagdad), faisant de nombreux tués et blessés parmi les habitants des modestes logements à deux étages qui bordent cette voie d'habitation paisible. L'incendie causé par la déflagration a été rapidement maîtrisé par les équipes de secours, qui sont arrivées sur les lieux quelques minutes seulement après la chute du missile. Les riverains, tirés de leur sommeil par le bruit de l'explosion, regardaient, hébétés, les sauveteurs s'activer parmi les décombres, sans pouvoir comprendre ce qui leur était brusquement tombé du ciel.

L'effet de souffle a ravagé les magasins et les restaurants bor-

dant l'avenue Saadoun, emportant les façades de verre et détruisant partiellement les aménagements intérieurs, dans un rayon de 1 kilomètre environ. L'hôtel Méridien n'a subi que de légers dégâts : deux des lourds panneaux de verre arrachés par le souffle et précipités au sol. La célèbre et belle mosquée d'Al-Joula, à 100 mètres seulement de l'impact, a eu sa lourde porte d'entrée arrachée.

Il ne fait pas de doute que ce qu'on qualifie ici de « missile Rafsanjani » (du nom du président du Parlement iranien) constitue une riposte au bombardement, jeudi, de la raffinerie de Tabriz par l'aviation irakienne. Selon un diplomate occidental en poste à Bagdad, l'engin visait vraisemblablement la centrale électrique qui se trouve sur l'autoroute de Bassorah, à quelques kilomètres de l'impact. Déjà, il y a environ deux

mois, les Iraniens avaient envoyé un missile sol-sol sur Bagdad en représailles des attaques effectuées par l'aviation irakienne contre des objectifs économiques iraniens. Les Iraniens avaient alors fait la sourde oreille et n'avaient pas répondu au tir de Téhéran.

Feront-ils cette fois encore preuve de la même patience ? Cela paraît peu probable. Depuis quelques jours, des manifestations populaires organisées un peu partout en Irak réclament des mesures énergiques contre les bombardements iraniens des quartiers résidentiels de Bassorah (la grande ville du sud de l'Irak), qui ont fait en un mois près de soixante-dix morts.

JEAN GUEYRAS.

(Lire la suite page 2.)

M. Jacques Chirac

invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Jacques Chirac sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Grand Jury RTL-le Monde », dimanche 14 septembre, de 18 h 15 à 19 h 30.

Le premier ministre répondra aux questions d'André Passeron et d'Alain Verhulst, du Monde, de Paul-Jacques Truffaut et de Gilles Leduc, de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

M. Chirac aura ainsi l'occasion pour la première grande émission à laquelle il participe depuis l'été de décrire les mesures prises par le gouvernement dans sa lutte contre le terrorisme, de tracer la philosophie qui se dégage de ses décisions économiques et budgétaires et de préciser les problèmes politiques de la majorité et ceux liés à la cohabitation.

M. Monory supprime les « mises à disposition »

Le harcèlement des troupes laïques

M. René Monory, ministre de l'éducation nationale a annoncé qu'il supprimerait les quelque 1 700 postes « mis à disposition » des associations périscolaires. Des associations pour la plupart contrôlées par la FEN.

Et de quatre ! Après l'affaire des PEGC, l'offensive sur les assurances scolaires et le dossier des directeurs d'école, M. René Monory jette un nouveau pavé dans la mare laïque. Depuis six mois qu'il est rue de Grenelle, c'est presque incidemment que le ministre de l'éducation nationale annonce chacune de ses décisions importantes, l'air de ne pas y toucher.

Cette fois, M. Monory a saisi l'occasion d'une conférence de presse sur la déconcentration administrative, tenue par

M^{me} Michèle Alliot-Marie, secrétaire d'Etat chargée de l'enseignement, pour glisser qu'il supprimerait, dès le budget 1987, les 1 679 postes de l'éducation nationale mis à la disposition des associations périscolaires, et les remplacerait par des subventions négociées d'année en année. Un nombre équivalent de postes seront ainsi délégués pour l'enseignement actif (nos dernières éditions du 12 septembre).

Quelles sont ces associations ? Principalement des mouvements pédagogiques, une fédération de parents d'élèves, des maternelles et des associations d'éducation populaire, qui sont autant de composantes de la périscolaire laïque gravitant autour de la FEN et dont elles constituent une partie de l'empire.

Sont concernées : la Jeunesse au plein air (centres de vacances et de loisirs), les Eclaireurs et Eclaireuses de France, le Centre d'entraînement aux méthodes d'éducation active, les Pupilles de l'enseignement public, mais surtout la Ligue de l'enseignement et de l'éducation permanente, dont les activités s'étendent du tourisme à l'édition, en passant par les classes vertes, le sport et l'audiovisuel. Avec ses fédérations départementales, la Ligue bénéficie à elle seule de près de tiers des enseignants « mis à disposition » (MAD). La décision de M. Monory touchera aussi des associations non liées à la FEN comme la PEEP (parents d'élèves) et l'Alliance française.

PHILIPPE BERNARD.

(Lire la suite page 26.)

FRED, UN DEMI-SIÈCLE DE LÉGENDE 1936-1986

Un style années 30, la technique d'aujourd'hui. Fred a été créé pour son 50^e anniversaire une montre unique. En série limitée.



50 ans de passion, 50 ans de création.

FRED JOAILLER

6, rue Royale, Paris. 42.60.30.65

Le Clarté, 74, Champs-Élysées, Hôtel Méridien, Espace « Galeries Lafayette », Paris • Aéroport d'Orly, 21, bd de la Croisette, Cannes • Hôtel Lomas, Monte-Carlo, 20, rue de Marché, Genève • Beverly Hills • Houston • Dallas • New York.

صكذ من الاصل

Etranger

Le sommet israélo-égyptien d'Alexandrie

Atmosphère amicale, compliments et bonnes paroles entre M. Moubarak et M. Pérès

Les Etats-Unis se sont félicités de la rencontre au sommet qui a réuni, les jeudi 11 et vendredi 12 septembre, à Alexandrie, le premier ministre israélien, M. Shimon Pérès, et le président égyptien, M. Hosni Moubarak. « Les négociations, cela marche ; nous appelons toutes les autres parties au conflit à suivre cet exemple », a déclaré un porte-parole du département d'Etat. A Moscou,

en revanche, la rencontre n'avait pas suscité de commentaire jeudi et elle n'était pas mentionnée par la presse.

A Paris, le Quai d'Orsay a indiqué que la France se félicitait qu'égyptiens et israéliens soient parvenus à un accord sur le règlement du différend frontalier de Tabu, un développement, a indiqué un porte-

parole, qui ne peut que « contribuer à l'apaisement des tensions dans la région ».

A Damas, le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), de M. Georges Habache, a dénoncé « la politique capitaliste du régime égyptien », tandis qu'à Tripoli, la radio libyenne accusait le président Moubarak de trahison. — (AFP, Reuter.)

ALEXANDRIE
de notre envoyé spécial

« Etrange sommet ! » De cette rencontre d'Alexandrie entre le président Moubarak et M. Shimon Pérès, si souvent promise et si longtemps incertaine, il se dégage comme un parfum ambigu. Certes, l'événement a eu lieu. Et il est de ceux qui devraient, après tout, se suffire à eux-mêmes. Cinq semaines avant de céder son fauteuil, au nom de l'alternance, à M. Itzhak Shamir, le premier ministre israélien a obtenu ce qu'il voulait, ce qu'il désespérait même un temps d'obtenir, un sommet en terre égyptienne venant couronner en beauté ses deux années de règne. A Alexandrie, l'important pour M. Pérès n'était-il pas d'abord de participer ?

Il n'empêche. Bien qu'il fut encore trop tôt, ce vendredi matin 12 septembre, pour tirer avant le tonner de rideau toutes les leçons du rendez-vous d'Alexandrie, comment ne pas ressentir une vague déception ? Annoncé depuis des mois, l'événement avait, de ce fait, déjà perdu un peu de sa fraîcheur. Mais scellée ensuite par rapidement et à la hâte, il a du mal à convaincre entièrement. Tout se passe au fond comme si cette première rencontre Pérès-Moubarak souffrait d'avoir été trop désirée à Jérusalem.

Et pourtant, certaines images restent. Jeudi à 13 h 30, l'hélicoptère amenant de l'aéroport M. Pérès et son collègue égyptien, M. Aïl Loufi, s'immobilise sur l'esplanade du palais Ras-el-Tin, l'ancienne résidence d'été du roi Farouk au style néo-baroque et aux murs couleur crème. A cet instant précis, une immense étoile de David s'élève au fronton du palais. Une étoile soignée car aucun drapeau juif ne pavait la ville. M. Pérès s'avance alors au son de la Marche triomphale d'Alta. La clique de la marine égyptienne passe avec aisance du Pont de la rivière Kwat aux hymnes nationaux. Une espérance musicale qui étonne dans ce décor d'un autre âge, où M. Pérès passera la nuit.

Du balcon d'où ils suivent la scène au côté de M. Ossama el Baz (conseiller du roi, réputé fort rigide envers Israël), les deux hauts fonc-

tionnaires israéliens qui ont négocié à l'arrière la tenue du sommet — MM. Abraham Tamir et David Kimche — goûtent en souriant leur récompense. Songent-ils aux tractions laborieuses depuis bientôt deux ans à tenter de régler la querelle lillipésienne sur l'enclave frontalière de Tabu ? (Une petite plage sur la mer Rouge que les deux pays se disputent depuis 1982.) La nuit précédente, ils ont enfin signé avec leurs homologues égyptiens la formule de compromis qui sera soumise à un arbitrage international (le Monde du 12 septembre). Outre quelque cent cinquante journalistes arrivés le matin même de Tel-Aviv, la délégation israélienne comprend notamment M. Ezer Weizman, le « meilleur ami » de l'Egypte, M. Abba Eban, ancien ministre des affaires étrangères, et M. Dan Méridor, député du Likoud proche de M. Shamir. Ce dernier, invité à Alexandrie par M. Pérès, avait décliné l'offre.

Un accueil cordial

La rencontre s'est déroulée en quatre temps. M. Loufi convia d'abord ses hôtes israéliens à un déjeuner à l'issue duquel les deux premiers ministres prononcèrent une allocution. Le président Moubarak et M. Pérès eurent ensuite un long tête-à-tête, suivi d'un dîner de travail. Un dernier entretien devait réunir à nouveau vendredi matin. M. Pérès avait, semble-t-il, pour projet initial de visiter une synagogue dans cette ville où vécut naguère une importante communauté juive. Il a renoncé à ce geste symbolique. Il n'y a eu de temps sans doute. Il devait prendre congé en fin de matinée vendredi pour être en Israël bien avant le début du repos sabbatique.

A plusieurs reprises, M. Uri Savir, porte-parole du premier ministre, a souligné le caractère « très amical » de ces entretiens d'Alexandrie — qui ont lieu en anglais — et de l'accueil réservé aux israéliens. La cordialité des égyptiens ne fait pas de doute. Mais tous ceux qui accompagnèrent M. Menahem Begin en Egypte à l'époque où il était l'hôte du président Sadate ne retrouveront en rien l'atmosphère

chaudeur qui entourait ces visites. La dernière d'entre elles remonte à août 1981. Le gouvernement égyptien a clairement imposé à celle de M. Pérès un « profil bas ». Arrivé et reparti en hélicoptère, M. Pérès n'a rien vu de la grande métropole égyptienne. Ses habitants semblaient tous ignorer la présence au palais du dirigeant israélien et la radio nationale ne paraissait guère empressée de les en informer.

La question palestinienne

Avant le départ de M. Pérès pour Alexandrie, la presse israélienne avait fait la fine bouche. Elle lui reprochait d'avoir donné l'impression d'être prêt à d'ultimes et humiliantes concessions pour obtenir, « en mendiant », son sommet. Sans illusion, elle soulignait que l'Egypte n'avait assoupli ses positions sur Tabu qu'à la suite d'insistantes pressions de M. Richard Murphy, ambassadeur du département d'Etat au Proche-Orient. Lors de son prochain voyage aux Etats-Unis, M. Moubarak s'apprêterait à brigner la rançon de sa tardive bonne volonté sous la forme d'une demande d'accroissement de l'aide américaine. Faut-il, dans ces conditions, parler, avec les plus sceptiques, de « sommet au rabais » ? Ce jugement apparaît trop abrupt.

Au-delà, en effet, de compliments et de bonnes paroles de part et d'autre sur le « début d'une nouvelle ère » (M. Abdel Méguid, ministre égyptien des affaires étrangères) ou sur la « fin de la poix froide » (M. Pérès), il reste une décision, attendue il est vrai, et quelques propos de poids. M. Moubarak a annoncé jeudi soir, comme prévu, le retour immédiat, après quatre ans d'absence, d'un ambassadeur égyptien à Tel-Aviv. Ce poste doit revenir à M. Mohamed Bassiouny, qui, depuis les massacres de Sabra et Chatila, servait comme chargé d'affaires en Israël. Le Caire avait de longue date subordonné cette normalisation diplomatique à la signature de l'accord d'arbitrage sur Tabu.

Reste la question palestinienne, prioritaire pour l'Egypte, et la relance du processus de paix. Fidèle aux promesses faites en cabinet restreint, avant son départ, à ses

partenaires-rivaux du Likoud, M. Pérès s'en est tenu, sur le premier point, aux accords de Camp David, en soulignant, conformément à ce texte, « le droit des Palestiniens à participer à la détermination de leur propre avenir ». « Nous voulons sérieusement résoudre le problème palestinien », a-t-il ajouté. Les Palestiniens sont un peuple comme les autres. Nous ne devons dominer aucun peuple. Nous ferons tout notre possible pour surmonter les obstacles à la paix, en se fondant sur les résolutions 242 et 338 qui nous donnent, à nous et à vous, un dénominateur commun. » Rappelant qu'il était ouvert, sous certaines conditions, à une forme d'internationalisation du cadre d'éventuelles négociations israélo-arabes, M. Pérès a poursuivi :

« Trois ou quatre pays de la région soutiennent le principe de négociations directes avec un appui international. Ce que nous ne refusons pas, mais dont la forme est sujette à discussion. » M. Moubarak répondit par un commentaire modéré : « S'agissant d'une possible conférence internationale, les différences qui nous séparent ne sont pas énormes. Mais nous ne sommes toujours pas d'accord sur la façon de résoudre le problème palestinien. »

Au cours des entretiens, le raisonnement marqué ses distances envers l'O.L.P., en lui reprochant d'avoir rompu l'accord conclu en février 1985 avec le roi Hussein. (« Israël, a-t-il dit, ne doit pas être seul à déployer des efforts de paix »). Les israéliens ont, bien entendu, relevé ce fait avec satisfaction. Ces entretiens et ces discours débouchèrent-ils sur une « déclaration d'Alexandrie » ? Depuis plusieurs jours, les négociateurs israéliens ont tenté d'obtenir de l'Egypte la rédaction d'un communiqué conjoint, fût-il conçu en termes généraux. On ignorait toujours vendredi matin si un tel texte serait publié. En tout cas, une chose est sûre : à Alexandrie, le courant est passé entre M. Moubarak et M. Pérès. Les deux hommes ne s'étaient jamais pratiqués. Ils ont longuement fait connaissance. Cette dimension personnelle restera l'un des principaux acquis de leur rencontre.

J.-P. LANGELLIER.

Les suites de l'« affaire Daniloff »

Moscou adopte un ton nettement plus conciliant

MOSCOU
de notre correspondant

Le ton a incontestablement changé à Moscou dans l'affaire Daniloff. Il y a quelques jours, il n'était question que de la culpabilité du journaliste américain, de son futur procès et de l'instruction, qui pourrait durer six à huit mois. Les officiels soviétiques semblent avoir retrouvé le sens des réalités et reconnaissent désormais que l'affaire est négociable.

« Ce genre d'incident ne doit pas entraver les rapports soviéto-américains. La partie soviétique fait tout son possible en ce sens. Des contacts ont été établis avec les organismes américains compétents. Tout dépend de la partie américaine », a déclaré jeudi 11 septembre M. Vladimir Petrovski, vice-ministre des affaires étrangères. En langage soviétique, cela équivaut à admettre que les « contacts » ainsi établis avec les « organismes américains compétents » visent à négocier une solution réciproque, c'est-à-dire qui engloberait le cas de M. Guenadi Zakharov, le ressortissant soviétique employé à l'ONU et

départi pour espionnage depuis le 23 août à New-York.

La même volonté d'apaisement apparaît indirectement dans un article publié ce vendredi dans la Pravda. L'auteur paraît sincèrement désolé qu'un « incident banal » ait pu « être gonflé aux dimensions d'une crise dans les rapports américano-soviétiques ». Dénonçant le « bon sens incroyable » autour de la « prétendue affaire Daniloff », la Pravda s'interroge, sur un ton grandiloquent, des « répercussions possibles de cette dernière ».

« Pendant tout sans de la mesure, on met en question non seulement les perspectives du développement des relations américano-soviétiques, mais aussi les problèmes de la guerre et de la paix, l'avenir du désarmement, les perspectives de survie de l'humanité », écrit le quotidien du parti. Pour ce dernier, il est inconcevable qu'un événement de ce genre puisse détourner l'attention des diverses « initiatives de paix » de M. Gorbatchev, et surtout de la prorogation jusqu'au 1^{er} janvier prochain du moratoire soviétique sur les essais nucléaires.

DOMINIQUE DHOMBRES.

NATIONS UNIES

La suppression de la session d'été de la commission des droits de l'homme est vivement critiquée

GENÈVE
de notre correspondant

Souvent considérées, au sein du système des Nations unies, comme des parentes pauvres, voire des brutes galeuses, les organisations non gouvernementales (ONG) ont récemment organisé, à l'initiative de la Société anti-esclavagiste de Londres, un séminaire de trois jours à Genève sur les droits de l'homme. Le motif de cette réunion était la suppression, pour cause d'économie, de la session d'été 1986 de la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU, au cours de laquelle vingt-six experts indépendants devaient examiner les principales violations des libertés dans le monde.

Le séminaire a attiré à Genève les principaux témoins des conférences internationales qui s'y retrouvent périodiquement sous l'égide de l'ONU. Mais ce fut le monde ouvrier à l'envers : organisations et puissances invitantes, les ONG avaient nommé « délégués » les membres de leurs organisations respectives, et invité en qualité d'observateurs « les représentants des gouvernements, les experts membres de la sous-commission et de hauts fonctionnaires de l'ONU et de ses institutions spécialisées ».

Parmi ces observateurs, M. Kurt Herndl, secrétaire général adjoint et directeur du Centre des droits de l'homme des Nations unies, s'est félicité de la tenue de cette réunion. Ce qui a surpris, non seulement parce qu'il avait été accusé de vouloir restreindre le rôle des ONG dans l'indépendance l'aurait inspiré, mais parce que, d'une certaine manière, l'ONU est visée par cette réunion, présidée par M. Michel Blum, représentant la Fédération internationale des droits de l'homme. Ce dernier s'est étonné qu'en dépit de l'importance primor-

diale que leur accorde sa charte, l'ONU ne réserve que 0,7 % de son budget aux droits de l'homme. Et il s'est demandé si « de mauvais esprits ne pourraient en conclure que l'ONU se désintéresse des droits de l'homme à plus de 99 % ».

Pour sa part, M. Louis Joinet, en tant qu'expert français, a déclaré que « les mesures prises à l'occasion de la sous-commission ont été immédiatement ressenties comme un mauvais coup porté à la cause des droits de l'homme ». M. Theo van Boven, ancien directeur de la division des droits de l'homme de l'ONU, a souligné l'importance des procédures spéciales instituées par la sous-commission, grâce auxquelles « des atrocités commises dans bien des parties du monde furent identifiées et devinrent l'objet d'études et d'enquêtes et [grâce auxquelles] les besoins des groupes humains exigeant une attention particulière furent reconnus ». Il a également insisté sur la nécessaire indépendance des fonctionnaires des Nations unies, et a rappelé que les articles 101 et 102 de la charte leur font « une obligation de rechercher ou de recevoir des instructions d'un gouvernement quelconque », mais leur reconnaissent « le droit d'être protégés contre toute dégradation du caractère exclusivement international de leur service ».

Les conclusions du colloque qui ne s'est pas pour autant transformé en tribunal, tendent à une coopération plus étroite entre les Nations unies et les ONG, à un meilleur rapport coût-efficacité et à « un engagement politique » dans le sens des droits de l'homme, plutôt que « des confrontations idéologiques ou politiques ou un traitement sélectif des problèmes des droits de l'homme, fondé sur des intérêts géopolitiques ».

ISABELLE VICHNIAC.

Asie

PAKISTAN : l'enquête sur la prise d'otages

Arrestation d'un suspect à Islamabad

Un suspect répondant au nom de Salman Taraki, qui pourrait être l'organisateur de la prise d'otages sanglante du Boeing-747 de la PanAm, le 5 septembre sur l'aéroport d'Islamabad, a été interpellé à l'aéroport d'Islamabad, a indiqué jeudi 11 septembre, l'agence officielle pakistanaise APP. Un second suspect, qui était parvenu à s'enfuir de l'aéroport d'Islamabad au moment de l'interpellation, se serait réfugié au siège de l'O.L.P. dans la capitale pakistanaise. Selon un quotidien pakistanaise, M. Salman Taraki est un Arabe, dont on ne précise pas la nationalité, qui n'a pas d'emploi au Pakistan mais qui y aurait beaucoup voyagé, notamment entre Islamabad et Karachi, itinéraire qu'il aurait accompli sept fois ces dix derniers jours. Islamabad et Karachi sont distantes d'un millier de kilomètres.

D'autre part, le responsable des problèmes de sécurité au sein de l'Association des transports aériens internationaux (IATA), M. Rodney Wallis, a mis en cause, jeudi à Montréal, la direction de l'aéroport de Karachi, l'accusant de ne pas avoir appliqué les procédures de sécurité qui auraient pu empêcher la prise d'otages et la mort de vingt et un passagers de Boeing américain. « Dans cette affaire », a affirmé M. Wallis, il y a eu une défaillance. Les procédures de sécurité adoptées conjointement par l'IATA et l'administration fédérale américaine de l'aviation, il y a un an, n'ont pas été respectées, et ce alors que j'ai rendu personnellement ces documents à des responsables pakistanaise il y a deux semaines lors d'une réunion à Singapour, m'insistant sur la nécessité d'appliquer rigoureusement les mesures de contrôle dans les aéroports. » — (AFP.)

LIBAN

Nouvel enlèvement d'un Américain

Beyrouth (AFP). — Un ressortissant américain, M. Joseph Sesipoyh (cinquante ans), comptable à l'université américaine de Beyrouth (AUB), a été enlevé ce vendredi 12 septembre à Beyrouth-Ouest (à majorité musulmane), a indiqué la police.

Des hommes armés ont contraint M. Sesipoyh à monter dans une voiture sur la corniche du front de mer alors qu'il se rendait à son travail dans la matinée. Cet enlèvement intervient quarante-huit heures après le rapt d'un autre Américain à Beyrouth-Ouest, M. Franck Herbert Reed.

Au sud du Liban, jeudi, dans la région de Tyr, cinq « casques bleus » népalais ont été blessés par un bombardement en provenance de positions israéliennes. A New-York, un porte-parole des Nations unies a annoncé le même jour que des mesures pratiques immédiates « allaient être prises pour améliorer la sécurité des soldats de la FINUL. La liste des mesures de sécurité a été transmise à la délégation française à l'ONU. Le dispositif envisagé a été élaboré par le secrétaire général adjoint, M. Marak Goulding, lors de sa récente visite dans la région, et par le commandant de la FINUL, le général Haglund.

L'Iran reprend la « guerre des villes »

Bagdad frappée au cœur

(Suite de la première page.)

Bagdad a déjà protesté auprès des Nations unies, et le général Adnan Khairallah, commandant en chef adjoint des forces armées et ministre de la défense, a affirmé, dans une déclaration à l'Agence irakienne de presse, que « la longue patience des Irakiens ne durera pas longtemps ». Il a ajouté que son pays disposait de moyens redoutables, susceptibles d'« effacer de la carte » de nombreuses villes iraniennes.

Incapables de répliquer — faute d'avions — aux raids irakiens qui se font de plus en plus précis, les dirigeants de Téhéran n'ont pas le choix et sont obligés de recourir à des actions spectaculaires, à portée essentiellement psychologique : celles-ci, conjuguées aux menaces constamment répétées de la « grande offensive imminente », ont pour but de créer, au sein de la population irakienne, un climat d'anxiété et de mécontentement.

Mais l'Irak dispose de missiles soviétiques encore plus performants que ceux « bricolés » par les Iraniens, et l'escalade de la « guerre des villes » risque d'être particulièrement sanglante.

JEAN GUEYRAS.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél : (1) 45-91-92 ou 45-91-71
Tél : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Robert Boyer-Négre (1944-1969) Jacques Fauret (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beauvois, président.

Administrateur général : Bernard Wouta.

Rédacteur en chef : Daniel Veruet.

Correspondant en chef : Claude Sales.

ABONNEMENTS

BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél : (1) 42-47-98-72

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE			
354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS			
PAR VOIE NORMALE			
687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries)			
L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG			
PAYS-BAS			
399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
IL - SUISSE, TUNISIE			
504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 8 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 625 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 180 pes. ; G.-R., 80 p. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 50 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 6 400 dl. ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 8 kr. ; Pays-Bas, 2,5 f. ; Portugal, 110 esc. ; Roumanie, 338 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,80 S. ; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,50 \$.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessmy, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-51-91-92 ou 45-51-71
Tél : (1) 42-47-98-72

Etranger

Le voyage en Europe du président de Sao-Tomé-et-Principe

Le pari pro-occidental de M. Da Costa

M. Manuel Pinto Da Costa, président de Sao-Tomé-et-Principe, qui effectue une « visite de travail » en France, quittera Paris le samedi 13 septembre pour se rendre successivement en Belgique et aux Pays-Bas, puis aux Etats-Unis, en Espagne et au Portugal. Le président santon-

méen a été reçu par le président de la République, le premier ministre et les ministres des affaires étrangères et de la coopération. Proche historiquement du camp socialiste, Sao-Tomé effectue depuis peu un spectaculaire rapprochement avec les pays occidentaux, notamment avec la France.

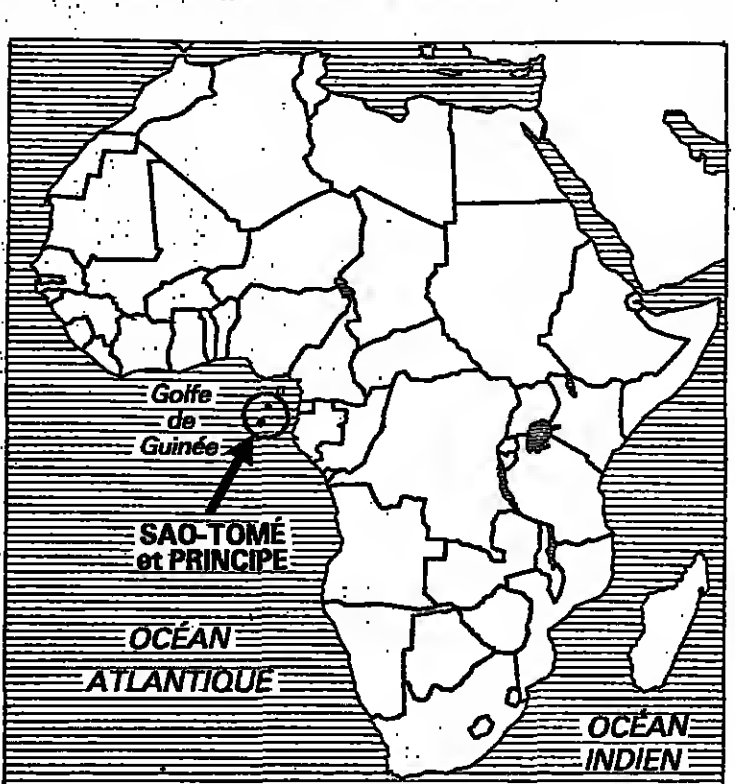
« Sao, c'est quoi ? » Trop souvent confronté à cette interrogation, M. Fradique de Menezes, ministre des affaires étrangères de la République démocratique de Sao-Tomé-et-Principe, a pu mesurer l'ignorance de ses interlocuteurs s'agissant de l'existence même de son propre pays. Ce micro-Etat (le plus petit d'Afrique après les Seychelles), qui, le 12 juillet dernier, a fêté le onzième anniversaire de son indépendance, n'a jamais, il est vrai, beaucoup fait parler de lui. Deux îles, Sao-Tomé et Principe, d'une superficie de 859 et 142 kilomètres carrés, 103 000 habitants environ, aucune richesse naturelle, le tout situé dans l'océan Atlantique, dans le golfe de Guinée, à 300 kilomètres à l'ouest des côtes gabonaises. Si l'histoire santoméenne retient que, en 1913, l'ancienne colonie portugaise avait été le premier producteur mondial de cacao, en revanche elle ne gardera probablement pas trace des réalisations laissées par le Portugal, qui, à la fin du quinzième siècle, peuplèrent les îles d'esclaves noirs. Leurs descendants, les « fils de la terre », souvent métissés, constituent aujourd'hui une sorte d'aristocratie.

La lutte de « libération nationale », l'influence de la « révolution des œillots » au Portugal, celle du grand voisin angolais, amènent naturellement les chefs du mouvement d'indépendance, M. Miguel Trovada, ancien premier ministre, et M. Manuel Pinto Da Costa, à choisir une « orientation » marxiste. L'économie du pays va d'ailleurs brutalement après l'indépendance en 1975, et Sao-Tomé tombe peu à peu dans l'orbite de l'Union soviétique et de ses alliés, avec, pour première conséquence, une politique de nationalisations tous azimuts.

En 1978, la menace d'un débarquement de « mercenaires impériaux » provoque l'arrivée de troupes angolaises et « cubaines ». Cette présence militaire — environ un millier d'hommes aujourd'hui — n'a jamais dépassé mille cinq cents. L'Union soviétique, pour sa part, dispose de deux radars à longue portée à Monte-Café. Les accords noués avec les pays socialistes n'ont guère été favorables aux intérêts santoméens, et aujourd'hui encore, l'Allemagne de l'Est, qui a financé la construction d'une brasserie et d'une briqueterie — qui ne fonctionnent pratiquement pas — se rembourse en prélevant une partie de la production de cacao, qu'elle revend deux fois plus cher à l'exportation.

Sous l'influence de ses puissants « protecteurs », le régime santoméen s'est bientôt radicalisé, et les modérés comme MM. Miguel Trovada et Leonel d'Alva, anciens ministres des affaires étrangères et de l'éducation, ont été écartés du pouvoir. M. Trovada disparaît aujourd'hui, en France, d'un statut de réfugié politique. « Le virage, dit un diplomate, s'est effectué lente-

ment, mais il est très sensible depuis deux ans. » Pragmatique, le président Da Costa a compris que seul un rapprochement avec les pays occidentaux lui permettra de redresser la situation économique du pays.



ment, mais il est très sensible depuis deux ans. » Pragmatique, le président Da Costa a compris que seul un rapprochement avec les pays occidentaux lui permettra de redresser la situation économique du pays.

« Rompre l'isolement »

Cet infléchissement ne s'effectue pas sans luttes intestines. En février 1985, deux ministres influents et hostiles aux nouvelles orientations politiques, M. Maria de Amorim (affaires étrangères) et M. Agostinho Mendes Dias (Fin), quittent à leur tour le gouvernement. L'Union soviétique, incapable, comme par exemple au Ghana et au Bénin, de

l'Angola. Outre une présence militaire (environ huit cents hommes), Luanda apporte une aide véritable à Sao-Tomé, notamment sous forme de carburant et de ciment, et la compagnie aérienne angolaise assure deux vols hebdomadaires à destination de la capitale santoméenne. Sans cette ouverture vers le continent africain, les deux îles ne seraient reliées au monde extérieur que par un vol mensuel de la compagnie portugaise TAP.

« Rompre l'isolement » est devenu le leitmotiv des dirigeants santoméens. Après une période difficile, les relations de Sao-Tomé avec le Gabon se sont nettement améliorées, et Libreville favorise un rapprochement de Sao-Tomé avec les pays d'Afrique centrale, notamment dans le but de permettre l'entrée du territoire au sein de l'UDEAC (Union douanière et économique de l'Afrique centrale), étape nécessaire avant d'envisager une éventuelle intégration à la zone franc, objectif que poursuit le gouvernement santoméen, qui a suivi avec beaucoup d'intérêt l'exemple de la Guinée-Equatoriale.

La coopération avec la France est d'ailleurs exemplaire : Sao-Tomé a apprécié que Paris ait réagi si rapidement, au début de l'année, pour envoyer une aide d'urgence, alimentaire et médicale, afin d'enrayer une épidémie de paludisme qui a provoqué la mort d'une centaine de personnes. Devenu le premier partenaire bilatéral, la France a accordé une aide de 12 millions de francs en 1985. Celle-ci, qui devait atteindre environ 15 millions cette année, et qui est quatre fois supérieure à l'aide portugaise, est notamment consacrée à la réhabilitation de l'agriculture vivrière, trop longtemps délaissée au profit de la production de cacao, et au développement de la pêche. Les dirigeants santoméens ont, de leur côté, donné des pages de leur nouvelle orientation « libérale » en engageant une réforme agraire (avec distribution de terres aux petits agriculteurs), en favorisant l'initiative privée et en adoptant un code des investissements favorable aux étrangers. Plus que tout, Sao-Tomé a besoin de diversifier ses maigres ressources, qui dépendent pour plus de 80 % de la vente du cacao. Un projet touristique est en cours d'exécution, mais l'isolement du territoire rend sa rentabilité aléatoire.

A bien des égards, le nouveau réalisme de la politique santoméenne constitue un pari. Le président Da Costa s'est engagé dans un processus de rapprochement avec l'Occident, dont l'échec serait inévitablement sanctionné par un retour en force des partisans d'une alliance privilégiée avec les pays de l'Est.

R. C.

LAURENT ZECCHINI.

La visite de M. Chirac à Alger

Une concertation globale et plusieurs questions d'actualité

M. Jacques Chirac est attendu samedi 13 septembre à Alger pour une visite officielle à l'invitation de son collègue algérien, M. Abdelhamid Brahimi. Accompagné d'une délégation réduite, il aura un entretien avec le président Chadli ; ce voyage, initialement prévu pour le mois de juillet, avait été reporté en raison d'ennuis de santé du chef de l'Etat algérien.

Le déplacement du premier ministre permettra de faire le point sur certaines questions bilatérales et d'élargir à l'Algérie la traditionnelle concertation franco-maghrébine. M. Chirac s'est en effet rendu en visite officielle à Tunis en mai et, en août, il a passé quelques jours de vacances au Maroc, où il a rencontré le roi Hassan II.

En matière de « grande politique », M. Chirac aura la possibilité de se faire une opinion sur les dispositions d'esprit de ses hôtes après la rupture de l'union maroco-libyenne. Tout en sachant les limites de l'entente « contre nature » entre le roi Hassan II et le colonel Kadhafi, les dirigeants algériens la considéraient comme une menace potentielle. Maintenant que la Libye, dépitée, leur fait des appels du pied pour une nouvelle alliance visant à relever les « défis américano-sionistes », ils doivent peser les avantages et les inconvénients d'une telle association.

Pour le moment, ils n'ont rien dit donnant à penser que l'entreprise de séduction libyenne ait réussi. Avant de recevoir à Alger une délégation du Pentagone (le Monde du 10 septembre), ils ont fait preuve d'une relative modération au sommet des non-alignés, s'abstenant par exemple de soutenir la candidature du Niaragna, bête noire de Washington, à la présidence du mouvement.

Au retour d'Harare, M. Chadli a fait une escale au Gabon, un des pays d'Afrique noire francophone que le colonel Kadhafi présente comme inféodés à la France, et que la presse algérienne malmenait naguère. Il s'y est montré fort aimable, ce qui est dans la ligne d'une nouvelle politique visant à ne pas laisser au Maroc le monopole du dialogue avec ces pays. Parmi ses nombreux entretiens à Harare, il a eu une conversation avec le premier ministre du Zaïre, M. Kengo Wa Dondo.

Des contentieux en suspens

L'actualité française amènera vraisemblablement M. Chirac à évoquer des questions liées au terrorisme. L'Algérie a joué un rôle d'intermédiaire entre les FARL et Paris, pour la libération de M. Gilles Peyrolles, directeur du centre culturel français de Tripoli enlevé au Liban en 1985. Elle avait cru comprendre, à cette époque, que Georges Ibrahim Abdallah, déjà entre les mains des Français, serait relâché. Elle apparaît plus qu'elle ne le souhaiterait dans l'itinéraire du terroriste entré en France avec un passeport algérien, mais elle s'indigne de tout soupçon de collusion avec des hommes dont elle déclare condamner les méthodes.

Le 8 septembre, un éditorial du quotidien El Moudjahid citait un discours récent du président Chadli : « Pendant la guerre de libération, nous organisons nos opérations en Algérie et dans le pays qui nous agressaient, sans plus ».

Nous croyons à l'action révolutionnaire qui se déploie dans les pays agressés ; cependant nous récusons le terrorisme pour le terrorisme. » Et le quotidien officiel de s'élever contre « des rapprochements imaginaires et sournois ».

Après une longue période de tension, née en partie des désillusions au sujet de l'attitude du gouvernement socialiste à l'égard du Front Polisario, les relations franco-algériennes étaient déjà entrées dans une phase de relative sérénité quand les élections légis-

latives de mars, eurent lieu. Plus pragmatiques que ne le donne à croire un certain discours officiel, les Algériens étaient préparés à la nouvelle donne politique à Paris.

Au mois de mai, ils reçurent successivement MM. Michel Noir, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères, et Robert Pandraud, ministre délégué à la sécurité, qui leur parla des problèmes de l'immigration et de la circulation des personnes.

En dehors de l'hypothétique fourniture d'un réseau radar de surveillance militaire des côtes et des frontières terrestres — affaire en négociation depuis plusieurs années — la France n'attend pas de « grands contrats », la tendance étant aux économies en raison de la chute des recettes pétrolières. Mais elle alimenterait maintenir ses positions en matière de commerce courant bien qu'on estime que, cette année, l'Algérie devra réduire de 25 % le volume de ses importations.

Gaz de France et la Sonatrach ont ouvert cette semaine la négociation du contrat gazier de 1982 par lequel le gouvernement socialiste avait accepté de payer les livraisons algériennes à un prix « politique ».

De source française on précise, que cette renégociation, prévue par le contrat, concerne uniquement les sociétés parties pre-

nantes et non le gouvernement en tant que tel. Il n'est pas sûr que ce point de vue soit partagé par l'Algérie qui a toujours insisté sur le caractère « global » des relations bilatérales.

Parmi les autres sujets épineux, il y a les activités des opposants installés en France, dont l'Algérie a beaucoup de mal à admettre qu'elles ne soient pas réprimées par les autorités aussi longtemps qu'elles s'exercent dans la légalité. La présence d'une forte communauté immigrée incite ces opposants à se faire entendre. La dernière en date de leurs initiatives est la création d'un périodique *Libre Algérie*, qui, à l'inverse de la plupart des petites publications mi-clandestines, indique son adresse : 4, rue des Immeubles-industriels 75011 Paris.

Du côté français, on soulèvera une fois de plus, la question des enfants des couples mixtes divorcés, qui, en principe, devrait être réglée dans le cadre d'un convention judiciaire globale, préparée très loyalement du côté algérien. On s'inquiète aussi de la lenteur du transfert des fonds appartenant aux anciens pieds-noirs qui, en nombre très limité, ont enfin pu vendre leurs biens en Algérie. Il est probable que M. Chirac dira sans détour sa pensée au sujet de cette affaire à laquelle s'intéressent de près des membres du RPR.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

Après la visite de M. Cheysson

Signature de cinq accords financiers entre la Tunisie et la CEE

TUNIS
de notre correspondant

Cinq conventions de financement par la CEE, d'un montant global de 23,5 millions d'ECU, ont été signées le jeudi 11 septembre à Tunis à l'occasion de la visite qu'y effectue actuellement M. Claude Cheysson, commissaire européen chargé de la politique méditerranéenne et des relations Nord-Sud à la Commission européenne.

Ces subventions et prêts seront utilisés pour la lutte contre la désertification de la Tunisie du Sud, l'assistance technique aux unités coopératives de production agricole, l'amélioration des périmètres publics irrigués, la recherche de nouvelles ressources en eau et l'aide aux petits et moyens agriculteurs des zones défavorisées.

Avec la signature de ces conventions, les 139 millions d'ECU représentant l'ensemble du second protocole financier CEE-Tunisie se trouvent complètement engagés. De

nouvelles négociations pour la conclusion d'un troisième protocole doivent en principe s'ouvrir avant la fin de l'année.

M. Cheysson, qui est reçu ce vendredi par le premier ministre tunisien, M. Rachid Sfar, s'est entretenu jeudi avec le secrétaire général de la Ligue arabe, M. Chadli Klibi, de l'évolution de la situation au Moyen-Orient et de la relance du dialogue euro-arabe. Il a déclaré qu'il ferait part de la teneur de ces conversations aux ministres des affaires étrangères de la CEE lundi prochain.

Comme à l'époque où il venait à Tunis en tant que chef de la diplomatie française, M. Cheysson a tenu à rencontrer le président de l'O.L.P., M. Yasser Arafat, qui l'a invité à déjeuner. L'aide que peut apporter la Communauté européenne aux populations des territoires arabes occupés et les différents problèmes de l'heure ont été évoqués.

MICHEL DEURÉ.

Reçus à Paris par M. Madelin

Les Luxembourgeois n'ont obtenu aucune garantie pour Cattenom

Les représentants des gouvernements du Luxembourg et du Land de Sarre se rencontrent, le mercredi 17 septembre, à Sarrebruck pour discuter des problèmes que leur pose la centrale nucléaire française de Cattenom, située tout près des deux frontières. Le Parlement européen, d'autre part, a réuni jeudi à Strasbourg l'Assemblée des députés, le report de la mise en route de la centrale, dont la première tranche doit devenir opérationnelle le 11 novembre.

A Paris, le ministre luxembourgeois des affaires étrangères a été reçu jeudi par son collègue français de l'Industrie.

La délégation luxembourgeoise conduite par M. Jacques Poes, ministre des affaires étrangères, est sortie très déçue de l'entretien qu'elle a eu jeudi avec M. Madelin, ministre français de l'Industrie. M. Poes était venu pour obtenir des concessions sur quatre points concernant la centrale nucléaire de Cattenom : 1) engagement d'EDF de ne pas mettre en service les tranches 3 et 4 ; 2) partage des informations « à la source » pour tout accident ; 3) aide mutuelle en cas de catastrophe ; 4) association à part entière du Luxembourg aux études de sûreté.

M. Madelin a tout refusé, sauf l'aide mutuelle en cas de catastrophe, un accord qui remonte à 1961 et qui prévoit que les pays signataires, lors des opérations de secours, ne privilégieront pas leurs ressortissants au détriment des autres.

« Nous avons rencontré les mêmes refus avec M. Roland Dumas », a reconnu le ministre (socialiste) des affaires étrangères. Mais, entre-temps, est survenue la catastrophe de Tchernobyl. En cas d'accident similaire à Cattenom, situé à moins de 10 kilomètres de la frontière, « c'est tout le Luxembourg qui serait rayé de la carte », a estimé M. Poes.

« Après Tchernobyl », a ajouté le ministre luxembourgeois, nous

n'avons jamais signé la convention franco-luxembourgeoise du 12 mars 1986. Obtenir des garanties sur la température de l'eau de la Moselle ou sur les émanations radioactives — 3 curies par bloc et par an dans les rejets aqueux — n'est plus suffisant. Nous avons une profonde méfiance à l'égard des producteurs. Nous voulons pouvoir obtenir toutes les données de fonctionnement de la centrale, sans intermédiaire. »

Déplorant l'argument de la « souveraineté nationale » constamment avancé par le gouvernement français, le ministre luxembourgeois a mis en garde contre la dégradation des relations entre les deux peuples : « La France était numéro un dans le cœur des Luxembourgeois. Mais cette francophilie s'effrite. »

Les interlocuteurs français ne semblent pas mesurer à quel point le Luxembourg se méfie du nucléaire. « Nous avons été le premier pays à renoncer à l'atome dès 1977, avant les Autrichiens et les Danais », a rappelé M. Poes. Et maintenant, des pays comme la Suède et l'Allemagne fédérale s'engagent sur la voie de l'« Austerlitz », c'est-à-dire la sortie du nucléaire. Il finira bien, sans doute, que la France y vienne à son tour, pense-t-on au Grand-Duché.

R. C.

LAURENT ZECCHINI.

CE SOIT A
« APOSTROPHES »

Pascal
QUIGNARD

Le salon du Wurtemberg
roman

« Un plaisir rare, un très beau livre. »
Claude Roy
Le Nouvel Observateur

GALLIMARD *nrf*

سكنا من الاصل

Amériques

CHILI

Les trois prêtres français ont été expulsés

Les trois prêtres français, Pierre Dubois, Jacques Lancelot et Daniel Caruette, arrêtés lundi à Santiago, ont été expulsés du Chili, le jeudi 11 septembre, sur ordre du gouvernement. Ils ont quitté le Chili à bord d'un avion de la compagnie aérienne brésilienne Varig à destination de Paris. Les trois prêtres étaient accusés par les autorités de menées subversives contre le régime militaire.

Le Père Pierre Dubois a donné à Sao-Paulo, lors de l'escalade, des indications sur son arrestation, affirmant notamment qu'il avait été frappé à cinq reprises par un des policiers qui ont investi lundi sa paroisse de la Victoria, sans mandat de perquisition. Il a ajouté que ni lui ni les Pères Lancelot et Caruette n'avaient été soumis à un interrogatoire, preuve, a-t-il souligné, que les autorités chiliennes n'avaient rien de précis à leur reprocher. Leur expulsion, a-t-il estimé, est la conséquence des difficultés que le régime militaire rencontre avec l'Eglise catholique.

Cette expulsion a fait l'objet d'un communiqué du Quai d'Orsay, qui « exprime son profond regret de l'expulsion du Chili de trois prêtres français et tient à rendre hommage à ces religieux qui se sont dévoués avec une admirable générosité au service des habitants déshérités d'un fief de la dictature ». Le ministère français des affaires étrangères indique aussi être « sérieusement préoccupé par les récents événements qui ont provoqué un regain de tension et de violence dans le pays. Il réitére son souhait que les problèmes actuels du Chili puissent trouver leur solution par la voie du dialogue et dans le respect des droits de l'homme et des libertés démocratiques ».

La célébration au Chili du troisième anniversaire de l'arrivée au pouvoir des militaires, le 11 septembre 1973, a aussi été l'occasion, jeudi, de nombreux mouvements de protestation dans plusieurs pays d'Amérique latine et d'Europe. L'une des plus importantes manifestations s'est déroulée en Argentine, où environ 15 000 personnes ont participé à un rassemblement à Buenos Aires. En Uruguay, plusieurs milliers de personnes ont pris part à une marche, et le régime militaire chilien a également été condamné au Venezuela par l'Internationale démocratique chrétienne (IDC).

dans un communiqué signé par l'ancien président vénézuélien, M. Luis Herrera. En Europe, la Communauté économique européenne (CEE) a adressé un télégramme de condoléances à la veuve du journaliste chilien, José Carrasco, « lâchement assassiné ».

Le général Pinochet a, lui, exhorté le peuple chilien à maintenir une « unité exemplaire » pour lutter contre le marxisme. Le Chili est confronté à une « guerre bréguélienne », menée par la « subversion marxiste » et « promise par un empire idéologique sans frontières », a affirmé le chef de l'Etat dans un discours de plus de deux heures prononcé lors des cérémonies du treizième anniversaire de son arrivée au pouvoir.

Le général a aussi accusé « certaines organisations religieuses » de « confondre leur fonction pastorale avec la contingence politique ». Le secrétaire général du gouvernement chilien, M. Francisco Cuadra, a, par ailleurs, précisé que les trois prêtres avaient « résisté aux forces de l'ordre au moment de leur interpellation et ont tenté d'agresser les personnes qui les arrêtaient. (...) De plus, ils avaient sur eux des tracts et d'autres objets que nous estimons très compromettants », a ajouté M. Cuadra au cours d'une émission de télévision.

Enfin à Punta Arenas, à 2 500 kilomètres au sud de la capitale, cinq personnes ont été interpellées jeudi dans la soirée à l'issue d'un office religieux à la mémoire de l'ancien président Salvador Allende. C'est dans cette ville que le commandement de la V^e région de l'armée de terre chilienne a condamné avec force, mercredi, l'enlèvement et l'assassinat par des militaires du journaliste José Carrasco. — (AFP, AP, Reuters et UPI.)

● CUBA : la femme du dissident Ricardo Bofill est optimiste. — M^{me} Bofill, femme du dissident cubain réfugié à l'ambassade de France à La Havane, s'est déclarée « optimiste », le jeudi 11 septembre à Paris, après avoir été reçue par des membres du gouvernement français et en particulier par M. Claude Malhuret, secrétaire d'Etat chargé des droits de l'homme auprès du premier ministre. « Je ne crois plus que l'on fasse sortir mon mari de l'ambassade pour le rendre aux autorités cubaines », a-t-elle dit.

ETATS-UNIS

Le physicien Peter Hagelstein abandonne ses recherches sur la « guerre des étoiles »

San-Francisco. — Un des principaux physiciens travaillant sur la « guerre des étoiles », M. Peter Hagelstein, dont les découvertes avaient permis au président Reagan de lancer son appel en faveur d'un bouclier antimissile dans l'espace en mars 1983, a décidé d'abandonner ses recherches. Agé de trente-deux ans, M. Hagelstein, qui avait reçu la plus haute distinction accordée par le département de l'énergie en 1984 pour ses travaux sur le canon laser à rayon X, quitte le laboratoire national du Lawrence-Livermore (Californie) à la fin du mois.

Le savant, qui a accepté un poste de chercheur et d'enseignant au Massachusetts Institute of Technology (MIT), s'est refusé à tout commentaire sur son départ de Livermore, l'un des principaux laboratoires de recherche pour l'IDS (Initiative de défense stratégique). Mais, selon un de ses collègues du MIT, où M. Hagelstein avait fait ses études, il aurait été « troublé » par l'idée que ses travaux puissent servir à des fins militaires et désirait retourner à une carrière universitaire.

« C'est une perte énorme pour notre programme. On ne peut pas remplacer un Peter Hagelstein », a déclaré M. George Chapline, qui dirige l'équipe des physiciens de Livermore travaillant sur le laser à rayon X. — (AFP.)

[M. Hagelstein, qui travaillait depuis 1975 à Livermore, est l'inventeur d'une expérience qui a montré qu'un photon pouvait provoquer une émission de rayons X par l'explosion d'une bombe H — des expériences qui ont permis de développer des lasers à rayons X pour ce phénomène. Le succès qu'il obtient sur ce laser par Edward Teller, le créateur de la bombe H américaine, pour pousser le président Reagan à engager l'effort d'un système de satellites antimissiles.]

Europe

PAYS-BAS

Un membre du gouvernement impliqué dans un scandale immobilier

AMSTERDAM
de notre correspondant

Une affaire de pots-de-vin versés par des sociétés immobilières à la Caisse de retraite des fonctionnaires (ABP) est en train de prendre les dimensions d'un scandale politique impliquant un membre du gouvernement néerlandais.

Deux anciens directeurs de l'ABP ont, ces derniers mois, répondu devant la justice des sommes importantes qu'ils ont touchées de promoteurs immobiliers en échange de l'attribution de marchés. L'opposition parlementaire et certains journaux reprochent à M. Gus Broks, sous-secrétaire d'Etat au logement (chrétien-démocrate), de n'avoir pas exercé de contrôle sérieux sur les activités immobilières de l'ABP et d'avoir fait verser à l'organisme de retraite des subventions publiques excessives.

Quand M. Broks prit ses fonctions en 1977, les grands investisseurs, ABP en tête, répugnaient à investir dans le logement, préférant faire fructifier l'argent qui leur était confié dans des centres commerciaux et des hôtels en République fédérale et aux Etats-Unis. Afin de briser l'apathie des investisseurs, M. Broks leur offrit non seulement des rendements considérables, mais aussi la garantie officielle que les investisseurs des finances fédérales feraient les yeux sur l'attribution, pas tout à fait conforme aux règles, des subventions publiques qui leur seraient allouées.

L'opposition de gauche reproche à M. Broks, qui a interrompu ses vacances, d'avoir favorisé les riches.

● NORVÈGE : manifestations contre M^{me} Thatcher. — De violentes manifestations ont trouble le week-end, le jeudi 11 septembre, contre la « dame de fer » devant le château d'Akershus. La foule avait commencé à manifester devant l'hôtel de ville d'Oslo où elle était haranguée par Denny Morrison, dirigeant du Sinn Féin (branche politique de l'IRA), protestant contre le maintien de la présence britannique en Irlande du Nord. — (Reuters.)

BELGIQUE

Trois nouvelles arrestations liées à l'affaire des « tueurs fous du Brabant »

BRUXELLES
de notre correspondant

Le juge d'instruction de Nivelles a placé, mercredi 10 septembre, sous mandat d'arrêt Michel Baude, Jean-Claude Estievenart et Kaci Bouaroudj, suspects d'avoir participé à la bande dite des « tueurs fous du Brabant-Wallon », qui avait semé la terreur en Belgique de 1982 à 1985. Michel Cocu, l'ancien policier accusé lui aussi d'être un des acteurs des tueries, arrêté depuis le 21 mars dernier, restera en prison. Aucune décision « un mandat d'arrêt international a été lancé à l'encontre d'Adrien Vittorio, qui vit — sans se cacher puisqu'il a donné plusieurs interviews — à la frontière française. Ces cinq hommes — qui constituent la « filière Boraine » car tous sont originaires du Borinage — avaient déjà été arrêtés en 1983 et avaient reconnu leur participation à plusieurs hold-up, dont l'un s'était terminé tragiquement. Ils s'étaient ensuite tous rétractés. Les policiers les suivent ensuite, bien entendu, « à la trace », ce qui semble exclure leur participation éventuelle aux hold-up les plus tragiques : ceux de 1985.

Aveux, rétractations, aveux... les preuves semblent pour le moment limitées : un pistolet dont Cocu était propriétaire au moment des trois agressions. Les enquêteurs semblent maintenant penser que les tueurs de 1985, étaient sans doute différents de ceux de 1983 qui auraient dû quitter la Belgique une fois leur dernier forfait signé.

J. A. F.

ITALIE

Dans le cadre de la lutte antiterroriste Les valises diplomatiques seront contrôlées

ROME
de notre correspondant

Le ministère des affaires étrangères italien a décidé de soumettre au contrôle des détecteurs de métal, dans les aéroports et aux frontières, les valises diplomatiques et les bagages personnels des agents des ambassades étrangères à Rome. Cette mesure a été proposée par M. Giulio Andreotti, d'ordinaire plutôt considéré comme une « colombe » sur le front antiterroriste. « Il y a quelque temps que nous en discutons avec nos alliés. Et puisque les autres ne se décident pas, nous avons donc décidé de prendre les devants », a-t-il dit.

C'est la première fois qu'un pays adopte ce genre de mesures concernant les « valises » diplomatiques, destinées en principe au transport de courrier et dont l'inviolabilité est à ce titre garantie par la convention de Vienne réglementant les droits et les devoirs des représentations diplomatiques à l'étranger.

La convention n'empêche pas le contrôle par rayons X. Mais elle interdit l'ouverture d'une valise diplomatique ou son séquestre. Alors, que faire si l'on repère des objets suspects ? « Nous étudions la question », dit-on au ministère des affaires étrangères.

J.-P. C.

● GRANDE-BRETAGNE : émeutes raciales à Bristol. — De violentes émeutes se sont produites jeudi 12 septembre dans le quartier Saint-Paul, l'un des plus pauvres de Bristol, une ville de 160 kilomètres à l'ouest de Londres. Un porte-parole de la police a indiqué que dix policiers et trois journalistes avaient été blessés, et que soixante-dix émeutiers avaient été arrêtés.

La violence s'est déchaînée à la suite d'une « opération coup de poing » de la police destinée à mettre fin au trafic de drogue qui sévissait dans ce secteur, principalement habité par des Britanniques d'origine antillaise. — (AP, UPI.)

POLOGNE

Le général Jaruzelski libère tous les détenus politiques

(Suite de la première page.)

Enfin, les termes de la fameuse loi de clémence (jamais le mot amnistie n'a été utilisé) étaient assez vagues pour alimenter toutes les conjectures. En principe, tous les prisonniers, coupables ou accusés d'appartenance à une organisation illégale (c'était le cas pour tous les dirigeants connus), n'étaient pas susceptibles d'être libérés, sauf « circonstances exceptionnelles » dont le procureur était seul juge.

Cette restriction tout comme la référence aux « circonstances exceptionnelles » sont balayées par la recommandation du général Kiszczak. De quoi confirmer dans leur opinion tous ceux qui en Pologne n'accordent qu'une importance très secondaire à l'aspect juridique des choses et estiment que seule importe la volonté des détenteurs du pouvoir.

La nouvelle des libérations a été publiée par l'agence PAP et annoncée dès l'ouverture du journal télévisé, accompagné d'une interview du général Kiszczak reprise dans la presse de ce vendredi. Comme pour donner encore plus d'impact aux mesures annoncées et pour lever toute ambiguïté, le ministre de l'Intérieur cite même le nom des prisonniers les plus notoires qui vont être libérés, en commençant par le plus célèbre d'entre eux, Zbigniew Bujak.

Il cite aussi Wladyslaw Frasyniuk, ancien dirigeant clandestin de Wrocław, un homme d'une très grande détermination qui fut durement traité en prison ; Bogdan Borusewicz et Tadeusz Jodynak, tous deux anciens dirigeants régionaux ; l'architecte et éditeur clandestin Czeslaw Bielecki, qui a observé des mois durant une grève de la faim ; Josef Teliga, un vieux militant paysan de plus de soixante-dix ans ; Leszek Moculski, le chef, gravement malade, de la Confédération pour une Pologne indépendante, qui, à la différence de Solidarnosc, se veut un

parti politique. Et aussi, parmi d'autres, des militants dits : fautes d'un terme plus adéquat, « pacifistes », MM. Czaputowicz et Niemczyk. Au total, annonce le ministre de l'Intérieur, deux cent vingt-cinq personnes bénéficieront de cette mesure (un chiffre qui, si l'on comprend bien, inclut à la fois les personnes déjà libérées et celles qui vont l'être).

Mais il y a aussi forcément l'envers de la médaille. Le pouvoir ne pouvait faire preuve de générosité sans montrer d'abord sa force. Dans les heures qui ont précédé l'annonce de la libération imminente des prisonniers, une vaste opération a donc été lancée dans tout le pays par le « service de sécurité » (la police politique). Il s'agissait selon l'agence PAP et la télévision de « dissoudre sans recours à des mesures de répression pénale les groupes et structures qui s'efforcent encore de mener des activités dirigées contre l'Etat et l'ordre public ».

Du matériel a été saisi et « trois mille conversations » ont été menées. Il s'agissait, selon la très curieuse expression utilisée par le communiqué officiel, de « conversations de dévouement », c'est-à-dire qu'elles permettaient aux représentants des organes du ministère de l'Intérieur de faire savoir à toute une série de gens qu'ils ne savaient long sur leur compte et qu'un moindre écart ils pourraient sévir. Le dévouement obéit à une logique un peu particulière.

Pour pouvoir bénéficier elles aussi d'une amnistie de fait, les personnes coupables de certains « délits », mais ni arrêtées ni condamnées, devaient théoriquement, aux termes de la loi votée en juillet, « dévier » leurs activités illégales. Comme elles ne se décidaient apparemment pas à le faire, la police politique a donc pris les devants et s'est chargée du dévouement. Dans la pratique ces

conversations, parfois menées à la suite d'interpellations en pleine rue, ont concerné des milieux très divers, depuis des ouvriers des chantiers de Gdansk jusqu'à des écrivains comme le poète Wiktor Woroszyński ou l'humoriste et essayiste Stefan Kisielewski.

Ce type de mise en garde, adressée à des opposants qui ne sont pas sés de la dernière pluie, risque de ne pas être d'un très grand effet. Mais, présentée comme la pendant de la mesure de libération des prisonniers, l'opération permet de faire semblant de croire que toute activité semblant à cesser dans le pays, par un coup de baguette magique... Ce qui justifie qu'on passe l'éponge mais justifie aussi qu'on repasse les menottes au cas où il s'avérerait qu'on a été abusé.

Pour ceux dont les activités, réelles ou supposées, ont ainsi été bizarrement « dévolées », comme pour ceux qui sortiraient demain de prison, la menace demeure éternellement permanente, la liberté très surveillée. Mais dans l'immédiat l'heure est à la joie spontanément exprimée par un conseiller de Lech Walesa, qui n'en revient pas d'une si bonne nouvelle et veut croire qu'elle annonce d'autres. C'est bien là le problème, immédiatement rappelé par M. Walesa lui-même dès qu'on l'a prié de commenter l'événement. « Nous nous réjouissons, mais il faut garder à l'esprit que si l'on ne permet pas l'existence d'une société pluraliste, les prisonniers se rempliront à nouveau sous peu ».

Cet espoir est aussi celui de l'Eglise. Le communiqué publié à l'issue de la dernière conférence épiscopale, le 6 septembre dernier, rappelle que chacun devrait pouvoir participer à la vie publique et sociale sans renoncer à sa conviction et dans le respect des droits de citoyens, y compris le droit de créer des associations indépendantes.

JAN KRAUZE.



La revue en kiosque 65 francs



Le livre en librairie 95 francs

ATLASECO

VIENT DE PARAÎTRE 86

Un outil de travail indispensable

- une cartographie économique originale ;
- des tableaux de chiffres les plus récents qui soient
- c'est une compréhension facile des problèmes de chaque pays vous permettant d'obtenir :
 - une note meilleure à vos examens,
 - un rapport plus solide pour votre entreprise.
- un service Atlaseco sur Minitel : taper AFC

BON DE COMMANDE

Je désire recevoir le livre ATLASECO et je joins à ma commande un chèque de 95 F à l'ordre de S.G.E. : 9, rue d'Albouze - 75002 Paris - étranger : 105 F - avion : 120 F

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

Je désire recevoir la revue ATLASECO et je joins à ma commande un chèque de 95 F à l'ordre de S.G.E. : 9, rue d'Albouze - 75002 Paris - étranger : 75 F - avion : 100 F

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

MIEUX COMMUNIQUER POUR MIEUX ENTREPRENDRE

L'enjeu fondamental pour les entreprises et les Administrations est d'accroître leur efficacité, leur réactivité, leur productivité.

Alors qu'en dix ans, le gain de productivité a atteint 90 % dans l'usine, il n'a été que de 4 à 5 % dans le bureau où l'essentiel de l'activité est le traitement de l'information et la communication.

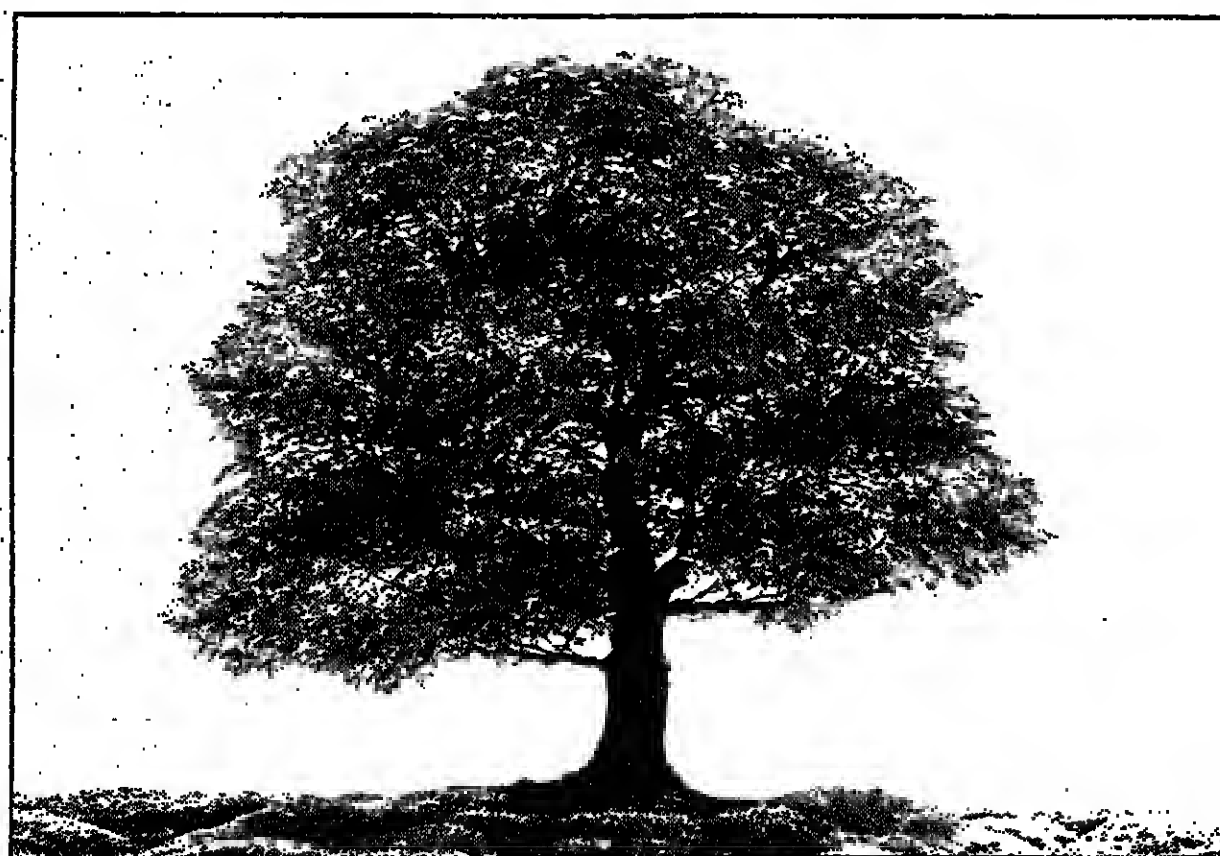
L'informatique a déjà permis de réaliser plus vite et mieux que l'homme des calculs et des tâches répétitives.

Aujourd'hui l'ordinateur assiste le raisonnement humain, le prolonge, le renforce, le multiplie.

Mais paradoxalement, dans une même entreprise, les équipements informatiques et bureautiques sont souvent non compatibles et non communicants. L'éclatement géographique qui s'ajoute aux préoccupations différentes de chacun des services, ne favorise guère la communication au plan global. Il en résulte une perte importante de productivité et de qualité de service ou de prestation.

Pour entreprendre et progresser sans entrave, les entreprises et les Administrations ne peuvent plus admettre d'être prisonnières d'un système ou d'un constructeur qui ne respecterait pas les normes internationales. Il leur faut la liberté de choisir le matériel le mieux adapté à leur nature ou à leur structure et qui

se connecte avec celui qui existe déjà. La liberté d'évoluer pour pouvoir bénéficier des progrès de la technologie et pour satisfaire les besoins nouveaux. C'est l'addition de toutes ces libertés qui leur permet d'accroître leur capacité d'entreprendre et leur compétitivité. C'est pourquoi BULL propose une informatique communicante, ouverte et évolutive.



Permettre aux entreprises et aux Administrations de mieux communiquer pour mieux entreprendre, c'est le fondement de la politique BULL, développée au plan international et symbolisée par son arbre de communication.

BULL.
L'arbre
de
communication.



هكذا من الاجل

هكذا من الاصل

Politique

Le gouvernement et la lutte contre le terrorisme

« D'abord, ne pas céder »

nous déclare M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR

« Dire que l'on va « terroriser les terroristes » n'est-ce pas imprudent ? La formule est de Charles Pasqua, après le 16 mars, et, depuis, les terroristes ne semblent toujours pas terrorisés... »

C'est une formule tout à fait exacte. Contre les terroristes, le principe même de l'action est de renverser le chantage. Il faut les mettre en infériorité, notamment médiatique. D'où cette expression qui est, par ailleurs, une alliteration, un effet de style : il faut renverser la situation psychologique que cherchent à créer les terroristes.

C'est quand même un peu court pour définir une politique.

Une politique, c'est un ensemble complet. Et c'est ce que le gouvernement fait : coopération internationale, car le terrorisme est, par définition, transfrontalier ; développement des moyens légaux de la police et de la justice, déploiement accru de la police ; mobilisation et vigilance populaires ; enfin, des actions qui, pour être efficaces, doivent rester secrètes. Mais l'objectif c'est bien de mettre les terroristes en situation d'infériorité.

En la matière, la majorité n'a-t-elle pas cédé à la tentation de l'Etat-spectacle ? Le premier ministre avait promis une amélioration dans le domaine de la sécurité « dès le début de l'année prochaine », tandis que MM. Pasqua et Pandraud multipliaient des déclarations encore plus péremptives. N'est-ce pas une gageure, voire de la démagogie, alors que l'on sait qu'il s'agit d'un travail de longue haleine ?

C'est tout à fait l'inverse ! Nous n'avons pas voulu, nous, faire des lois qui soient des mausolées législatifs, des monuments du droit. Dans des domaines bien ciblés, nous avons apporté des améliorations législatives qui étaient indispensables à l'efficacité de la lutte contre l'insécurité. La manière dont nous les avons présentées, le caractère dédaigneux du débat, étaient à l'opposé de la politique spectaculaire de l'ancien garde des sceaux qui prétendait remettre à l'honneur les libertés et qui ne réalisait, en fait, qu'un affaiblissement des moyens juridiques de défense de la société.

Quant aux résultats, nul aujourd'hui ne peut dire que les pronostics du premier ministre ne soient pas vérifiés. Il faut bien distinguer, même si dans l'opinion les choses sont mélangées, la délinquance et la criminalité de droit commun du terrorisme. Ce n'est pas la multiplication des attentats qui empêchera que, dans le premier domaine, l'on observe des améliorations. Autrement, c'est nous faire un procès d'intention. C'est comme pour l'économie : en 1987, les faits nous départageront.

Redonner confiance

On a le sentiment qu'il y a un gouvernement deux musiques : le ton Chabanais, posé, et le ton Pasqua, plus musclé, plus campagne électorale.

On connaît la personnalité du ministre de l'intérieur et du ministre de la police quand ils ont été nommés. De même que M. Balladur a été lui-même à la télévision, il est eux-mêmes, et personne n'attend qu'ils se transforment en philosophes existentialistes. Ce qu'attendent les Français des gens qui les gouvernent, c'est qu'ils ne les trompent pas et notamment sur leur personnalité. Qu'ils soient vrais.

Il y a autre chose. A leur arrivée en fonction, les deux responsables de

la place Beauvau avaient une tâche prioritaire : redonner confiance à la « maison », aux corps de police. Ils ne pouvaient le faire en adoptant un ton, un comportement, des propos légalisants, tièdes, infusoires. L'arrivée de MM. Pasqua et Pandraud devait correspondre à un changement d'atmosphère et de comportement.

Sur l'attitude à adopter face aux exigences des terroristes, et notamment sur le cas d'Abdallah, il y a eu des nuances, sinon des divergences, au sein du gouvernement. Cela vous a-t-il surpris ? Cela vous semble-t-il normal ?

Je peux vous dire deux choses. Mon opinion d'abord : elle a été constamment qu'il fallait garder Abdallah. Deuxièmement, un témoignage personnel : au mois de juillet, Jacques Chirac m'a dit très clairement qu'il n'était pas question de libérer Ibrahim Abdallah. Pour moi, tout ce qui peut être écrit sur les divergences, les évolutions, ça n'existe pas : mon opinion est connue et celle de Jacques Chirac, je peux témoigner qu'elle a été constante depuis deux mois, depuis que la



PANCHO.

question se pose. Quant au gouvernement, je ne participe pas à ses collocations.

Cela étant, il ne faut pas en rajouter. Par exemple, je suis tout à fait d'accord avec ce qu'a dit, à plusieurs reprises, Joëlle Kauffmann : ce n'est pas la peine de faire des redondances, des moulinets avec les bras. Ne pas céder, plutôt que de le dire. Faisons ce que nous avons à faire, ne faisons pas tout un plat de déclarations. Il y a, dans ces affaires, une vertu du silence ou, en tout cas, de la brièveté. Les positions les plus simples et les plus courtes sont, sur ce genre de sujet, les meilleures.

Mais alors pourquoi le premier ministre n'a-t-il pas dit, clairement et brièvement, le soir de l'attentat à l'Hôtel de Ville de Paris, qu'il ne fallait pas céder ?

Parce qu'il a d'abord voulu analyser, pour les Français, les éléments de cette situation, leur expliquer d'où cela vient, leur dire quelle attitude ils doivent avoir. Deuxième temps de la manœuvre, ce sera la semaine prochaine : voilà ce que le gouvernement va faire, ce qu'il a décidé. Lundi soir, ce n'était pas la politique du gouvernement, mais l'attitude de la France face à une situation analysée par le premier ministre comme une situation de guerre, un cancer au cœur de la démocratie.

Autre dossier épineux : êtes-vous favorable à un échange qui pourrait permettre de sauver la vie des otages français au Liban ?

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, estime que la lutte contre le terrorisme « est par excellence une affaire gouvernementale » dans laquelle, « institutionnellement parlant », le rôle du président de la République ne lui « paraît pas décisif ». Dans l'attente d'une intervention prochaine du premier ministre pour annoncer « ce que le gouvernement va faire », M. Toubon rappelle que sa position « constante » a été qu'il « fallait garder Abdallah » mais ne se prononce pas sur les débats au sein du gouvernement.

La libération des otages français au Liban, estime-t-il, dépend de la « normalisation des relations de la France avec l'ensemble des Etats concernés au Proche et au Moyen-Orient », ce qui exclut qu'elle prenne « la forme d'une négociation, d'un échange ».

Les choses ne se présentent pas comme cela mais d'une manière beaucoup plus normale. Nous devons créer les conditions d'une libération des otages. Elles résident, fondamentalement, dans la normalisation des relations de la France avec l'ensemble des Etats concernés au Proche et au Moyen-Orient : une attitude d'équilibre, de neutralité de notre pays, lui permettant de jouer un rôle positif dans la solution globale du problème. Nous sommes en train de réaliser cette normalisation.

C'est la condition même de la libération des otages. Je ne crois pas du tout que celle-ci doit prendre la forme d'une négociation, d'un échange, parce qu'il s'agit de la France en tant qu'Etat, en tant que

peuple, et aucunement d'une organisation négociant avec une autre. Concrètement, cela signifie que tout ce qui se fait dans ce domaine doit l'être par des voies officielles : je ne dis pas publiques mais officielles, et non pas personnelles, officieuses... En 1984, dans votre livre *Pour en finir avec la peur*, vous jugez « regrettable que la sécurité soit presque exclusivement un enjeu politique et électoral » et vous souhaitez « une trêve de la polémique, du combat et la surchauffe verbale ». On en est loin aujourd'hui. Et vous-même, au lendemain du dernier attentat, avez dénoncé la « faiblesse » et l'« idéologie » des socialistes. Toubon dément Toubon ?

Non. Je crois qu'on n'est pas loin de cette trêve. Sur la sécurité en général, le débat s'est beaucoup éloigné de la polémique. Lors du débat parlementaire, dans l'attitude de l'opposition sur les projets de M. Chandon et même de M. Pasqua, il n'y a pas eu une véritable crispation. Si quelques préjugés idéologiques sont évacués, à lire les propos des uns et des autres, on a vraiment l'impression que le désir d'un renforcement des moyens, légaux et matériels, de la sécurité est partagé.

Mais il faut distinguer entre le désir et la réalisation : il ne suffit pas de dire qu'il faut lutter contre le terrorisme par exemple, il faut s'en donner les moyens. On ne peut pas multiplier les déclarations de principe et ne pas leur donner un contenu, c'est-à-dire modifier le droit. Or c'est ce qu'a refusé l'opposition. C'est un fait.

Quant à la polémique, elle est de caractère historique, rétrospectif : pendant les deux premières années du septennat, le gouvernement a montré une certaine complaisance, d'origine idéologique, à l'égard d'organisations terroristes, françaises ou étrangères - amnistie de membres d'Action directe, tractions et contacts avec des organisations palestiniennes, arméniennes,

corse, etc. A chaque fois, on obtient le résultat inverse de celui recherché : les deux parties ont le sentiment d'être flouées, et les terroristes en rajoutent. Bref, les socialistes ont commis deux erreurs : un certain angélisme et une faute technique.

Le terrorisme, avec ses dimensions de politique intérieure et de politique étrangère, peut-il mettre en péril la cohabitation ?

Non. Deux exemples : dans l'affaire Abdallah, il semble bien que les points de vue de l'Elysée et de Matignon soient les mêmes : lors de l'intervention américaine en Libye, ce fut pareil. Il n'y a pas de divergences. Et sur un plan institutionnel, la cohabitation ne peut pas non plus être touchée, s'il y avait une divergence de fond. Car c'est par excellence une affaire gouvernementale, qui relève de la responsabilité du premier ministre, des ministères concernés, des administrations civiles et militaires. Institutionnellement parlant, le rôle du président ne me paraît pas décisif. Cela étant, que le président de la République, qui représente le pays, soit en complet accord avec le gouvernement, c'est très important politiquement.

Propos recueillis par EDWY PLENEL

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

A quoi pense, dans sa prison française, Georges Ibrahim Abdallah, chef présumé des Fraternités armées révolutionnaires libanaises, cet homme pour le bénéfice duquel sont commis les attentats de ces derniers temps ? Est-il à ce point indifférent à tout ce qui l'entoure, à tout sentiment humain, de pitié, de compassion ou d'honneur, qu'il ne ressent pas la féroce des moyens employés pour arracher sa libération ? Voût-il, au contraire, sous l'impulsion d'une civilisation française qu'il connaît bien, mais qui est aujourd'hui assaillie par ses frères, ce que peut avoir d'atrocité incompatible le mot de meurtre et celui de liberté ?

Qua pense Georges Ibrahim Abdallah de cette pièce noire dont il est le héros que l'on entend jamais ? A-t-il le cœur soulevé d'espoir que s'ouvrira, avant la terre privu par l'indulgente condamnation prononcée contre lui, les portes de sa prison ; ou bien le cœur soulevé de haine de les franchir couvert de sang ?

Un seul homme vaut-il qu'on réponde pour lui cent fois plus de sang qu'il n'en coulera jamais dans ses veines ? A plus forte raison lorsque l'homme au nom de qui meurent tant d'autres hommes ne risque pas sa vie là où il est, et à peine, désormais, sa liberté ?

pour le combattre, à perdre son âme pour se garantir du sang. Sous la réserve qu'un tel abandon comporte à la clé une garantie de succès.

Les solutions législatives ? Qui peut y accéder toi ? L'appareil répressif français n'est pas malin et permet beaucoup. Mais le risque de la prison n'est pas de nature à effrayer un terroriste. Pas même, pour ceux qui s'apercevraient dans les drames actuels une triste mais bonne occasion de redonner vigueur à leurs amours abolies, le rétablissement de la peine de mort. Il meurt aussi des terroristes sur le champ de leurs exploits. Cela n'en diminue pas plus le nombre que leur fanatisme n'en est affecté. De plus, on a vu que, lorsque l'appareil répressif se mettait en mouvement, et sanctionnait, il développait le terrorisme plus qu'il ne l'effrayait.

Sang

Les solutions policières ? Elles ne sont pas moins aléatoires, sans que la police y puisse rien. Le couvre-feu serait-il même ordonné qu'il ne faudrait pas se faire d'illusions sur l'efficacité d'une réglementation qui n'aurait guère du temps où les « terroristes » essaient à l'assaut de l'occupant naif.

Contrôler tout le monde et en tous lieux ? De préférence ceux qui ont le visage... ? Il n'y a pas de place pour une nouvelle forme de la sanction suspecte à du 17 septembre 1793. Passons. Fouiller tous les paquets ? Soit dit sans faire d'humour noir, quoi de plus normal que d'entrer dans un bureau de poste porteur d'un paquet ?

Dissuader, prévenir, notamment par un grand déploiement d'autocars gris souris et d'hommes casqués ? Premièrement, tout ne saurait être surveillé, et l'attentat commis à l'Hôtel de Ville de Paris, dont l'hôte est aussi premier ministre, montre assez qu'il n'est pas de gardiennage sans failles. Deuxièmement, qui tolérerait que Paris, nombre de grandes villes et les transports collectifs soient envahis de forces de l'ordre en uniforme, l'arme au poing, faisant ressembler la capitale de la France à Santiago du Chili ?

Des représailles dans les zones d'origine des terroristes ? Pour autant qu'on le sache et sous réserve d'autres motifs, restés inconnus, cela n'a marché qu'une fois lorsque l'URSS a son tour été victime d'une prise d'otages à Beyrouth. Mais la politique des représailles que mène Israël ne l'empêche pas de compter, à intervalles réguliers, les morts juifs, qu'ils soient ou non israéliens.

De plus, même si les représailles de la France étaient secrètes, l'adversaire saurait bien, lui, discerner d'où vient le coup et y répondre un ton plus haut. Bref, « terroriser le terrorisme », cela fait vigoureux, mais cela ne veut rien dire. Combien de terroristes, ou de gens de leur camp, combattants ou non, faudrait-il tuer pour rendre vraie cette présumptueuse formule ? Ne se trouverait-il pas, par dessus le marché, une poignée d'Etats sans vergogne pour déploier avec des mines en coin que la France... etc., etc.

effet fondés à hurler que, si l'on avait cédé, elle serait encore en vie ?

Mais céder quoi ? En échange de quoi ? De quelles assurances que le terrorisme se retirera de France et ne se saisira jamais plus d'otages français ? Compte tenu de l'éparpillement des centres de terrorisme, comme l'a souligné le ministre français des affaires étrangères, avec qui la France passerait-elle un contrat qui engagerait tous les diplomates de la grande ?

Un tel choix, de surcroît, ne saurait être national. Si les pays occidentaux veulent se liguer contre le terrorisme, ils sont bien obligés de se concerter aussi sur le terrain des concessions. Il est peu vraisemblable que la décision de céder puisse être prise sans que les alliés de la France dans ce combat en soient plus ou moins d'accord. Sinon, quel précédent ! Quel risque pour les autres pays atteints ou visés par le phénomène ! On se trouverait, sur ce chapitre, face à une nouvelle illustration de cette « théorie des dominos » que M. MacNamara appliquait aux contrées de la péninsule indochinoise tombant les unes après les autres sous l'empire communiste.

Le terrorisme, c'est comme un mauvais gaz. Il n'est pas toujours facile de savoir d'où il vient ni quand il se dissipe, de savoir quand la vent fera son office de grand nettoyeur des ciels enroulés, par le jeu du vent, précédemment. Mais on ne commande pas au vent, qui, à son gré, véhicule la mort ou l'éloigne.

Il en va de même du terrorisme dont on ne sait jamais bien pourquoi il s'abat sur un pays. Et il est d'autant plus difficile d'avoir une action contre lui qu'il s'agit d'un terrorisme externe au territoire atteint, tant par ses agents que par ses moyens et ses buts, et parfois ses victimes, comme les sept Français encore détenus au Liban.

Lorsqu'il s'agit d'un terrorisme interne, par ses acteurs et ses buts, comme la subreptive RFA avec la Fraction armée rouge et l'Italie avec les Brigades rouges, le ténacé tendant à l'exterminer du tissu social ressemble moins au remplissage du tonneau des Danaïdes. A plus forte raison lorsque le tissu social, autrement dit le pays, rejette dans sa quasi-unanimité les moyens mais aussi les buts des révolutionnaires.

C'est pourquoi le général Pinochet qualifiant de terroristes les organisateurs de l'attentat dont il n'a pas été la victime n'est pas dans la situation que connaît l'Allemagne et l'Italie naguère. Ce ne sont pas les cent ou cent cinquante mille personnes réunies mardi à Santiago pour le soutien qui réduiront à rien le nombre incomparablement plus grand de ceux qui voudraient la voir parti, fût-ce au ciel, quel que soit le moyen retenu.

C'est pourquoi aussi, même et surtout en politique - dont le terrorisme fait partie - il importe de s'entendre sur le vocabulaire. La nature des moyens employés, le recours à la violence meurtrière, ne suffisent pas à baptiser terroristes ceux qui s'y adonnent. Pour savoir si l'on a ou non affaire à une entreprise terroriste, on ne peut éviter de s'interroger sur sa légitimité.

Or on aura beau dire et on aura beau faire, il n'y a pas de définition in abstracto du terrorisme qui vaille pour tous les temps et pour tous les lieux. Les bombes algériennes d'avant 1962 ne faisaient pas le même bruit que celles qui explosent en 1986 sur le même sol. Bien que les uns et les autres aient été également meurtriers, également injustes, aussi pervers, aussi frappés et frappaient des gens qui n'ont ou n'avaient pas la moindre faculté de donner satisfaction à ceux qui les possèdent. Mais on dut bien céder au FLN algérien alors que rien n'indiquait qu'il le faille (ou qu'on le puisse) à l'égard des Fraternités armées libanaises et de leurs avatars.

Après l'attentat à l'Hôtel de Ville

Douze interpellations

Agissant sur renseignements fournis par la DST et les Renseignements généraux, la Brigade criminelle a procédé, jeudi 11 septembre, à Paris et dans sa banlieue, à Lyon, à Maas et à Amiens, à douze interpellations de personnes originaires de Proche-Orient. Sept autres personnes, qui avaient regagné le Liban depuis quelque temps, n'ont pu être entendues. Vendredi 12 septembre, dans la matinée, la situation des douze personnes interpellées (essentiellement des Libanais) était encore examinée dans les locaux de la police judiciaire.

Les policiers ont agi dans le cours d'une enquête de flagrant délit après l'attentat, perpétré jeudi 8 septembre, dans le bureau de poste de l'Hôtel de Ville de Paris. Il est peu vraisemblable que cette opération ait des conséquences judiciaires. Aucune arme n'a été saisie, et les personnes interpellées (notamment

un étudiant, un journaliste, un électricien, un menuisier, un chauffeur) séjournaient et travaillaient régulièrement en France.

Il s'agit d'un sondage avec tous les aléas du sondage, reconnaît un policier. De fait, admet-on dans les milieux judiciaires, les personnes interpellées devraient être mises en liberté au terme de leur garde à vue, au plus tard samedi 13 septembre.

De telles opérations, ordonnées rituellement par le pouvoir politique après chaque attentat, permettent surtout de saisir quelques documents et de rafraîchir les fichiers. Dans le cas présent, de nombreux papiers ont été saisis, mais, écrits en arabe, leur dépouillement se révèle difficile, la police - comme d'ailleurs l'armée - disposant de moins en moins de fonctionnaires capables de traduire avec exactitude des documents rédigés dans cette langue.

SICOB 1986. BULL L'ARBRE DE COMMUNICATION.

Avec BULL, les entreprises et les Administrations peuvent gérer la complexité et le volume grandissant des flux d'information.

L'offre BULL est constituée de quatre familles de produits articulées autour de l'Architecture de Réseaux de Communication ISO/DSA :

- Informatique générale
- Informatique scientifique et technique
- Informatique et bureautique distribuées
- micro-informatique professionnelle.

L'Architecture de Réseaux ISO/DSA, conforme aux standards internationaux, permet d'organiser des solutions intégrant les équipements d'autres constructeurs.

Ainsi, BULL favorise la liberté de choix et d'évolution de ses clients. C'est dans le respect de ce principe que BULL met en place progressivement son programme BlueGreen* dont l'objectif est d'intégrer sur le poste de travail de

l'utilisateur les fonctions bureautiques, télématiques et informatiques.

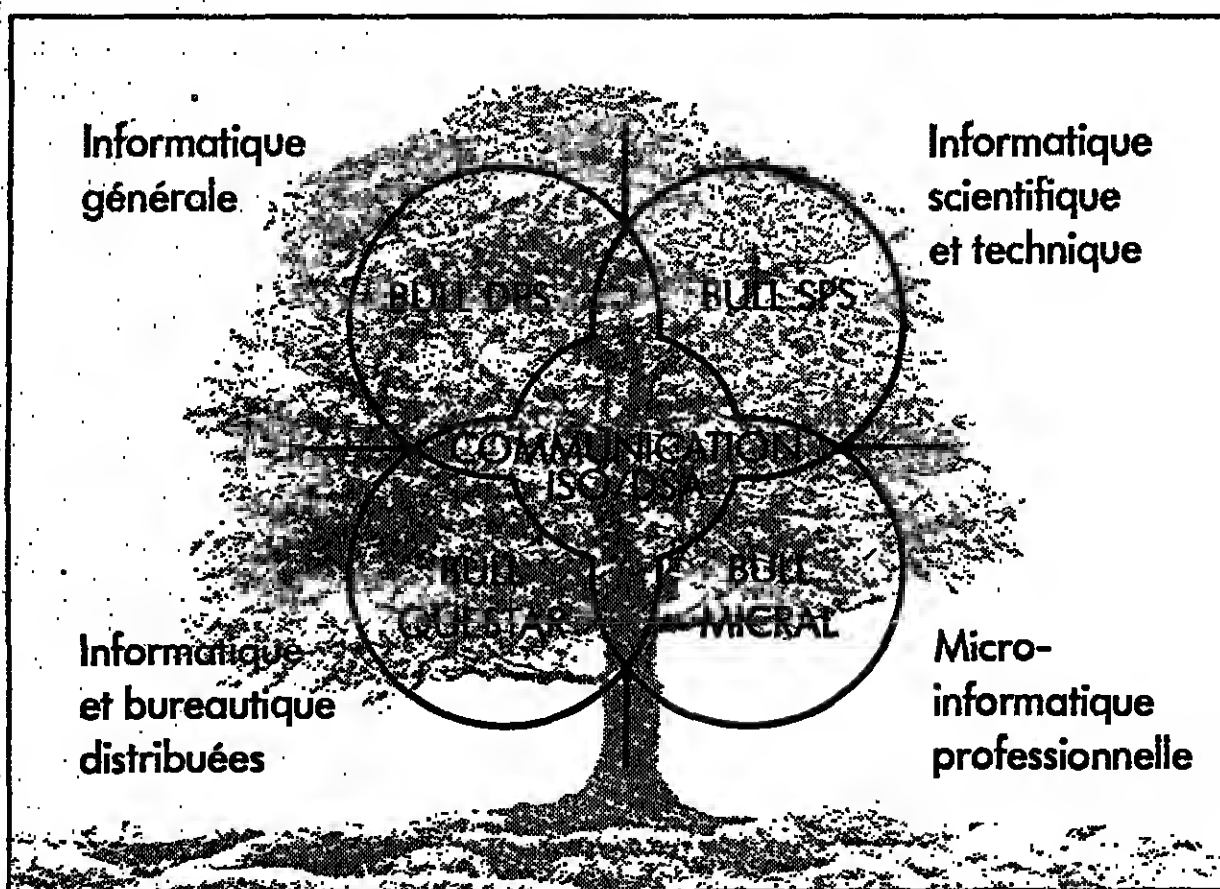
BULL, c'est aussi le service et l'expérience d'un constructeur européen d'informatique et de bureautique, présent partout dans le monde.

Grâce à une politique active de coopération avec les Sociétés de Service et d'Ingénierie Informatique, BULL offre aux clients la possibilité de bénéficier des meilleures expertises.

Aujourd'hui, BULL permet aux entreprises et aux Administrations, grâce à une meilleure exploitation de leur ca-

pital d'information, d'accroître leur productivité tant sur le plan collectif qu'individuel.

C'est tout cela que BULL présente en action au SICOB 86.



BULL.
L'arbre
de
communication



*BlueGreen est une marque déposée par le Groupe BULL.

سكزا من الاجل

Politique

La préparation des élections sénatoriales

Divisions dans la majorité

L'union ne se décrète pas d'en haut, elle se réalise ou non sur le terrain. Le RPR et l'UDF ont choisi de privilégier la stratégie d'union : elle est officiellement réalisée dans vingt-trois des vingt-huit départements appartenant à la série renouvelable le 28 septembre. En revanche, dans le Haut-Rhin, le Rhône, la Haute-Savoie, les Hautes-Alpes, la Seine-Saint-Denis et les Yvelines, chacune des deux familles de la majorité se bat sous ses propres couleurs. Toute élection rimant avec compétition, les situations s'embrouillent localement des appétits manifestés par des personnalités écartées des listes officielles. La situation née de l'extrême division interne au camp RPR et au camp UDF se retrouve dans l'Essonne, où pourtant existe une liste d'union. Il en est de même dans le Val-d'Oise notamment. A peine plus simple, l'exemple du

Rhône illustre les ambitions du parti de M. Chirac dans un secteur - celui de la représentation des collectivités locales - où il souffre d'un handicap encore sérieux, même s'il s'est atténué depuis 1981, par rapport à ses alliés. Dans les départements où RPR et UDF ne se sont pas accordés, les cas de dissidence existent aussi. En privilégiant l'union et le renouvellement des sénateurs, la majorité a du même coup suscité des velléités en son sein.

Les états-majors vont donc être conduits à en désavouer les auteurs, ce qui ne manquera pas de confirmer que les élections sénatoriales se politisent. Déjà en 1983, les grands électeurs avaient été plus sensibles aux consignes de parti qu'aux réseaux d'influence tissés localement.

RHONE : la difficile partie de campagne du RPR

LYON
de notre correspondant régional

Sept places, deux mille sept cent quarante-sept « grands électeurs » et... huit listes. Rarement une campagne sénatoriale aura été aussi active et indécise dans le Rhône, où le duel entre l'UDF et le RPR apporte une nouvelle démonstration des divergences locales entre les deux composantes de la majorité nationale. La formation chiraquienne a décidé de s'immiscer dans ce que le monde politique rhodanien a toujours, peu ou prou, considéré comme une chasse gardée des « divers droite-centristes-apolitiques » ou encore des « non-inscrits » dont le maire de Lyon, M. Francisque Collomb, sénateur qui sollicite un nouveau mandat est l'exemple le plus marquant.

« J'ai écrit au RPR le 17 avril. Il ne m'a répondu que le 12 mai, et encore après une relance, pour me demander des délais. » Ces détails épistolaires ont de l'importance dans la bouche du maire de Lyon, toujours très attentif aux formes. L'enjeu d'ailleurs ? La constitution d'une liste commune de sept noms. Le débat s'est vite enlisé pour raisons de simple arithmétique électorale : l'UDF souhaitait voir ses quatre sortants reconduits (outre le maire de Lyon, MM. Pierre Vallon, Serge Mathieu et M. Alfred Gerin lequel, élu sur une liste concurrente il y a neuf ans, a rejoint le giron centriste en cours de mandat) ; le RPR nourrissait de solides espoirs pour deux des siens : MM. René Trégouët et un deuxième dont on ne connaît l'identité que plus tard : M. Emmanuel Hamel, ancien député UDF-PR en totale rupture de « barrière ».

Du mille feuilles au sandwich toutes les tentatives de composition de liste commune ont échoué. « Quand j'ai dit aux responsa-

bles RPR que je ne faisais pas de blocage sur le nom de Hamel, ils étaient déconcertés », affirme M. Collomb, qui ajoute : « Ils pensaient que la rupture viendrait de moi. » A la fin des négociations, M. Michel Noir, ministre du commerce extérieur (RPR), très impliqué dans tout ce qui touche à la vie politique de la ville et du département, a soutenu l'idée de deux listes séparées pour « ratisser large ».

Outre la remarque avancée par le sénateur communiste sortant M. Camille Vallin, que les « grands électeurs » « ne sont pas des feuilles mortes », les élus UDF se sont opposés à cette tactique, en ralliant celle adoptée par M. Noir lors des élections législatives de mars dernier. « Curieux », souligne le député UDF-PR M. Alain Mayoud, le RPR a une stratégie à géométrie variable ; aux législatives, ils réclamaient l'union ; aux sénatoriales, ils veulent « ratisser ».

Le même homme est un des plus virulents face à la candidature de M. Hamel, tout bonnement accusé - au cours d'un débat sur Radio-France Lyon - de « trahison ». Un terme qui fait bondir M. Noir : « Hamel est un homme courageux qui s'est battu les armes à la main en 1943. Qu'on ne vienne pas me chatouiller sur ce terrain... » Résistance ou pas, M. Collomb se dit persuadé que la candidature du M. Hamel fait partie des « trois problèmes » du RPR rhodanien pour le scrutin du 28 septembre. Impression confirmée par un grand électeur nouvellement désigné au scrutin du Beaujolais, à Beaujeu, qui avoue : « Hamel ? Je ne le comprends pas bien. Le même élu, s'il s'apprête à M. Trégouët, homme de terrain et conseiller général très actif de Saint-Laurent-de-Chamousset, ne votera pas pour lui parce qu'il tient à l'élection du quatrième de la liste UDF,

M. Alfred Gerin qui n'a pas ménagé son temps d'écoute des élus ruraux. Un type de calcul, qui, s'il était renouvelé, pourrait coûter cher au RPR... »

Les deux autres handicaps évoqués par le maire de Lyon concernent l'absence de maires sur la liste RPR : « Ça, chez les grands électeurs, ça compte beaucoup. » « Exact », concède M. Serge Guinchard, secrétaire départemental du RPR, qui ne fait pas mystère de l'implantation municipale - et particulièrement rurale - « insuffisante » de son parti. Un manque aux raisons historiques, « qui se traduit même au niveau de nos structures de parti » reconnaît le responsable chiracien. S'ajoute aux malheurs du RPR l'affaire du découpage des circonscriptions législatives à la « mode Pasqua » auquel les élus ruraux reprochent de bouleverser leurs habitudes.

Il reste que toutes ces difficultés du RPR sont à relativiser. N'ayant pas de sortant et pouvant quasi mathématiquement - grâce aux votes des élus d'union estampillés RPR des grandes villes - en obtenir au moins un, il ne pourra pas être qualifié de perdant. Quant à l'UDF et ses alliés, elle a une barre très haute à franchir pour conserver ses quatre sièges. D'autant plus haute que des voix peuvent être gaspillées par d'autres listes telles que le Front national ; une autre conduite par le sénateur sortant M. Jean Mercier (ancien MRG devenu « valoisien » en cours de mandat) ; une autre enfin menée par un ancien député « apparenté » - on souligne évidemment le terme chez ses anciens amis - au RPR, M. Pierre-Bernard Costé, qui clame à qui veut l'entendre qu'il a été abandonné par M. Noir, malgré des « promesses ».

PS : le retour d'ascenseur

A gauche, où la moisson sénatoriale de 1977 avait été exceptionnellement riche avec trois élus - un communiste, M. Camille Vallin, un socialiste, M. Francisque Collomb, un MRG, M. Mercier - le gain total de deux sièges pourrait être considéré comme tout à fait honorable. Les récents déboires électoraux de cette « famille » aujourd'hui désemparée - et surtout l'effet des municipales perdues de 1983 - pourraient avoir de lourdes conséquences. D'autant plus qu'une liste MRG autonome est en lice. Dans ces conditions, on comprend l'insistance de Charles Herzu qui soutient sur le terrain MM. Servat et Roland Bernard, maire d'Oullins, ancien député, à qui l'ancien ministre de la Défense doit avoir réussi, il y a près de dix ans, son arrivée à Villeurbanne. M. Bernard, alors secrétaire fédéral, avait soutenu M. Herzu contre les tentatives égoïstes de certains militants.

Le « retour d'ascenseur » a en lieu en deux temps. Pour l'établissement de la liste, puisque M. Herzu a eu raison devant les militants des réseaux de M. Jean Poperen, pour permettre la montée en numéro deux de M. Bernard. Puis aujourd'hui, pour persuader que toutes les voix qui iront sur d'autres listes de gauche sont des voix perdues. Le maire de Villeurbanne reconnaît qu'il serait « déçu » si le PS n'emportait pas deux sièges.

Un pronostic contesté par le maire de Givors, M. Vallin, qui, au nom de la spécialité du scrutin arrive presque à faire oublier qu'il n'occupe plus de siège - en deux mandats séparés par neuf ans - au groupe communiste du Palais du Luxembourg.

Les premières estimations attribuent trois sièges certains à la liste centriste, un au RPR et un au PS. L'intérêt se portera donc sur les bénéficiaires des deux derniers sièges. La bataille d'annonce serrée entre l'UDF, le RPR et le PS et, avec des chances moindres, le PCF.

CLAUDE REGENT.

Le découpage électoral

La mise au point de l'ordonnance est retardée par le Conseil d'Etat

A la surprise générale, le Conseil d'Etat demande et obtient une nouvelle réunion de la « commission des sages » avant de se prononcer lui-même sur le découpage électoral.

L'assemblée générale plénière du Conseil d'Etat, qui devait commencer l'examen, jeudi 11 septembre, du projet d'ordonnance sur le nouveau découpage électoral, a été reportée à vendredi. Dans la matinée, le ministre de l'intérieur a fait savoir que la commission dite des « sages » devait d'abord se réunir de nouveau. Il a diffusé un communiqué indiquant que le Conseil d'Etat avait « émis le souhait, afin d'éviter tout risque de contentieux, de voir la commission instituée par l'article 7 de la loi du 11 juillet 1986 à nouveau saisir du projet de découpage pour les douze départements où le gouvernement, tout en respectant l'orientation indiquée par la commission, a établi un projet différent ».

Le ministre de l'intérieur a donc décidé de « demander à la commission de se réunir dans les meilleurs délais. Son avis sera rendu public dans les conditions fixées par la loi [NDLR : c'est-à-dire par le Journal officiel] et transmis au Conseil d'Etat ».

Cette péripétie a pris de court un certain nombre de conseillers d'Etat, qui se sont présentés jeudi après-midi dans les locaux du Palais-Royal pour apprendre que leur assemblée générale n'avait pas lieu.

Le ministère de l'intérieur semble avoir été pris à contrepied par l'argumentation de dernière heure que lui a soumise la section de l'intérieur du Conseil d'Etat, qui est à l'origine de cette décision et de ce report.

« Intimidation »

Il est en effet de jurisprudence constante, a fait valoir le Conseil d'Etat, que, lorsque des organismes consultatifs (en l'occurrence la « commission des sages ») sont sollicités de donner un avis sur un texte et lorsqu'ils suggèrent de modifier ce texte, l'élaboration d'une nouvelle version différente à la fois du projet initial et des suggestions de cet organisme justifie que le projet en partie nouveau lui soit aussi soumis.

La « commission des sages » - éphémère par définition - pouvait-elle être assimilée à un tel organisme consultatif (générallement permanent) ? C'est la conclusion à laquelle sont finalement parvenus les conseillers d'Etat. Dès lors, ont-ils fait valoir, si la commission des sages n'émet pas un nouvel avis sur un certain nombre de cas (douze départements selon le ministère de l'intérieur) (2), il existe un risque de contentieux ultérieur qui pourrait remettre en cause toute la procédure.

Le ministère de l'intérieur s'étant rendu à cet argument, la « commission des sages » devrait se réunir à nouveau le samedi 13. L'assemblée générale du Conseil d'Etat examinera alors le projet d'ordonnance le 18 septembre, et peut-être le lendemain.

Cet épisode n'est sans doute pas exclusivement juridique. Tout au long de l'examen du projet par la section de l'intérieur du Conseil d'Etat, la majorité, par la voix de M. Jacques Toubon, n'a pas ménagé ses critiques au Conseil d'Etat. Le secrétaire général du RPR, en s'en prenant vigoureusement à ce

qu'il estime être une politisation de ce grand corps, qui serait, selon lui, en train de « perdre son indépendance », n'a pu que rassurer au sein du Conseil d'Etat le mécontentement qui s'empare de l'Assemblée du Palais-Royal chaque fois qu'elle est mise en cause, comme ce fut le cas, de façon spectaculaire, en 1982 (1).

Soupponnant M. Toubon de vouloir les « intimider », irrités de voir l'attitude de certains des rapporteurs de la section de l'intérieur (entre autres son président, M. Jean Kahn) mise en cause dans les milieux de la majorité, un certain nombre de conseillers d'Etat n'ont donc pas vu d'un mauvais œil M. Charles Pasqua se soumettre à une « recommandation » teintée de menace de la Haute Juridiction.

Les actes successifs de cette petite épreuve de force souterraine ont en tout cas pour conséquence de retarder un peu plus l'élaboration ultime du projet. Le chef de l'Etat quitte Paris le 15 pour un voyage en Indonésie dont il reviendra le 19 au soir. Si l'assemblée générale du Conseil d'Etat se réunit le 18 (et probablement le 19), M. Mitterrand disposera d'un délai très bref pour prendre connaissance de son avis, puis du nouveau projet d'ordonnance éventuellement modifié par M. Pasqua.

Le ministère de l'intérieur n'exclut pas, officiellement, le maintien au 24 septembre de l'examen en

conseil des ministres du projet d'ordonnance. Mais, si les délais et les circonstances conduisaient à un report au 1^{er} octobre de cet examen en conseil des ministres, le chef de l'Etat disposerait alors de divers éléments nouveaux pour peser le sens et les termes de sa décision : les résultats de l'élection législative partielle de Haute-Garonne et des élections sénatoriales (28 septembre).

En outre, la séquence dans les rangs de la majorité ne sera peut-être pas aussi grande que celle qu'affiche le premier ministre. On sera en effet à la veille de la rentrée parlementaire (2 octobre) et en plénières journalières parlementaires de l'UDF et du RPR (30 septembre et 1^{er} octobre), qui se dérouleront dans ce cas dans l'attente (ou sous la menace) de la décision présidentielle.

MICHEL KARMAN.

(1) L'arrêt Canal du Conseil d'Etat (18 octobre 1982) annula une ordonnance qui institua une cour militaire de justice. Ce tribunal d'exception avait condamné à mort André Canal, qui fut la vie à cet arrêt. Le général de Gaulle en conçut une grande fièvre et un ras-le-bol durable à l'égard du Conseil d'Etat.

(2) Il s'agit des Bouches-du-Rhône (hors Marseille), du Finistère, du Gard, de la Haute-Garonne, de l'Hérault, du Loiret, de la Marne, du Pas-de-Calais, des Hauts-Pyrénées, des Pyrénées-Orientales, du Tarn et du Val-d'Oise.

Le « dossier noir » du PS

L'alternance interdite

M. Jean Poperen, numéro deux du PS et membre du secrétariat national du parti chargé des élections, a présenté, devant le conseil, le vendredi 12 septembre, le « dossier noir » du découpage électoral. Dans une brève présentation, les auteurs de ce dossier reprennent l'argumentation développée depuis plusieurs semaines par les dirigeants socialistes contre les intentions de M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur.

Les assertions de la lettre confidentielle du PS, qui affirmait que ce projet de découpage n'est pas une « tricherie » (le Monde des 11 et 12 septembre), apparaissent comme une « bavure », en contradiction avec le jugement des auteurs du dossier. Ceux-ci estiment que, en l'état, le projet de découpage permettrait qu'une majorité de sièges soit acquise malgré une minorité de voix et qu'un découpage peut bel et bien « fausser le suffrage universel ».

Ils ajoutent : « En estimation moyenne, ce sont des dizaines de sièges qui seraient volés à la gauche. Ce serait le risque pour elle, et durant de longues années, de ne plus pouvoir être majoritaire à l'Assemblée nationale. C'est l'alternance même, fondement de la démocratie représentative, qui est en question. »

« Un seul parti, le RPR, représenterait un électeur sur quatre, prendrait tout en assurance la domination à l'intérieur même de la droite, écarterait des responsabilités politiques la moitié du pays ou plus », affirment-ils, avant d'estimer que, « après l'Etat UDR et l'Etat RPR, ce serait l'Etat chiracien ».

« Pour y parvenir, poursuivent-ils, pour assurer à son clan le maximum de circonscriptions « sûres »,

Pasqua n'a pas lésiné sur les moyens : il a refoulé les cantons favorables à la gauche en des sortes de « réserves », de « ghettos », laissant partout ailleurs le champ libre à la droite, ou bien il a noyé tel canton de gauche dans une zone de droite.

« Des regroupements de cantons ont été imaginés au mépris des réalités économiques, culturelles, des traditions. Moins basse sur la France : les chiraquiens visent au-delà même des législatures. Pour parfaire leur implantation, ils entendent frapper la gauche et notamment les socialistes dans les villes que ceux-ci administrent, ou dont on peut penser qu'ils retrouveraient la direction en 1989. Des villes entières seraient privées de représentants socialistes à l'Assemblée nationale. »

Cartes à l'appui, le « dossier noir » analyse le découpage de vingt-trois départements répartis dans quinze régions illustrant, selon les auteurs, les « manœuvres » et les « pièges » des propositions du ministre de l'intérieur. Parmi les cas retenus figurent les Hauts-de-Seine, où, selon les auteurs, il s'agit de faire « place nette pour les jeunes loups de Pasqua », la Seine-et-Marne, où les mêmes se demandent s'il ne s'agit pas d'assurer une hégémonie du RPR.

Dans le cadre des critiques formulées contre l'établissement d'une même ville en plusieurs circonscriptions, le « livre noir » énonce les exemples du « dépeçage » de Versailles et de Saint-Quentin-en-Yvelines (Yvelines), de Créteil (Val-de-Marne), du Havre (Seine-Maritime), de la « micro-chirurgie » à Montpellier (Hérault), de Pau - « taillé en pièces » - (Pyrénées-Atlantiques), de Grenoble (Isère), qui « explose ».

Dans cet échantillon sont énumérées des situations conduisant à la fabrication de « ghettos » pour la gauche, comme en Loire-Atlantique ou dans le territoire de Belfort. A l'inverse, « la technique de la noyade » conduit, affirme le « dossier noir », à un risque de non-représentation de la gauche dans le Loiret. De même, les auteurs estiment que le découpage de la Moselle ne peut avoir pour conséquence qu'une sous-représentation parlementaire du PS.

Les auteurs reprennent également l'argumentation développée par les socialistes du Calvados, qui affirment-ils, tout est fait pour laisser « les champs libres » à M. Michel d'Ornano (UDF). Ils ne négligent pas non plus de reprocher à M. Pasqua sa préférence pour « la maquette politicienne » à la prise en compte des réalités de la géographie humaine. C'est le cas de la deuxième circonscription des Alpes-de-Haute-Provence, dont les deux parties ne peuvent être reliées que « par hélicoptère ».

A. CH.

« Un fantastique voyage dans le labyrinthe scientifique. »

« Valeurs Actuelles »

MICHEL PONIATOWSKI

LES TECHNOLOGIES NOUVELLES

La chance de l'homme

«... Un des rares politiques capable de saisir le sens de la géopolitique des technologies avancées dans son ensemble. Ce livre est une mine d'informations en tout genre...» DANIEL GABRIEL, « LE POINT »

« Fantastique voyage dans le labyrinthe scientifique. » « Valeurs Actuelles »

« Une réponse passionnante donnée par un homme dont on connaît la personnalité. » « LE JOURNAL DU PARLEMENT »

« Un livre remarquable dont la conclusion se veut résolument optimiste... » ROGER BOUZNAC, « NICE-MATIN »

« Ce livre a grande valeur d'avertissement. » GERMAIN CHANDROST, « SUD-OUEST »

« Une fantastique exhortation, un terrible diagnostic et un manuel de survie-survie. » DANIEL RUD, « LES DERNIÈRES NOUVELLES D'ALSACE »

« Un livre extrêmement riche. » A.S. SLAMA, « LE FIGARO »

«... Son mérite est de nous aider à réfléchir sur un avenir qui n'est écrit nulle part mais qui s'écrit chaque jour. » JEAN-CLAUDE VIAL, « LE QUOTIDIEN »

Plon

Commission nationale de l'Informatique et des Libertés

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

29-31, quai Voltaire, Paris 7

1985

Politique

La réunion du comité directeur du PS

Les socialistes reprennent l'offensive

Le PS réunit son comité directeur de rentrée, le samedi 13 septembre à Paris. Les rivalités, les états d'âme et les contradictions sont au rendez-vous.

Le comité directeur de rentrée du PS est aussi un comité directeur d'attente : attente des épisodes suivants du feuilleton du découpage électoral ; attente de la convention nationale sur l'emploi qui verra en décembre, pour la première fois depuis le 16 mars, les socialistes discuter publiquement et — si cette convention répond à son objectif premier — au fond d'un des sujets « lourds » qui font aujourd'hui les résultats électoraux en France ; attente enfin des élections législatives partielles de Haute-Garonne, dont le résultat pèsera sur l'avenir politique de M. Lionel Jospin.

Cette dernière échéance est d'autant plus attendue qu'elle interfère avec le débat sur le « silence » du parti, lancé par M. Pierre Mauroy, le 30 août à Montpellier, et qui intéresse directement le premier secrétaire. Sans doute la plupart des socialistes de « base » estiment-ils aujourd'hui qu'il convient, d'abord, de soutenir M. Jospin dans sa campagne toulousaine. Certains, toutefois, remarquent l'absence du parti, dès lors que le « patron » n'est pas là. Ce constat est dressé, à demi-mots, par M. Jospin lui-même. Mais, pour partager cette observation, tous ne la portent pas au crédit du premier secrétaire : il lui revient aussi, disent-ils, d'éviter, par le choix des hommes, un tel manque de ton.

En dépit de leur dimension nécessairement polémique — puisqu'elles émanent d'un chef de courant, présidentiable potentiel, qui souhaite renforcer son influence dans le parti — les critiques de M. Mauroy (qui devrait défendre de nouveau son point de vue devant le comité directeur) rencontrent dans le PS, comme l'a montré la réunion du club Espaces 89, à Mantes-la-Jolie, un écho certain. M. Jean Poperen, numéro deux du PS, estime qu'il y a là un vrai problème politique, dont doit se saisir le comité directeur. M. Poperen pourrait s'exprimer dans ce sens samedi.

Du côté des amis de M. Jean-Pierre Chevènement, M. Michel Charzat revendique, pour le PS, « une volonté de positionnement offensif dans tous les domaines ». M. Charzat souhaite « un parti sans complexe », qui ne doit pas être inhibé par des interrogations inutiles sur sa position par rapport au gouvernement.

Les amis de M. Fabius ont une position plus nuancée. Ainsi, M. Claude Bartolone juge-t-il que le PS traverse une « période charnière », après quelques mois dominés par le paradoxe sentiment d'euphorie qui s'est emparé des socialistes après le 16 mars. Comme l'a dit, lors du séminaire d'Espaces 89, M. André Labarrère, membre du courant B (Mauroy) mais de plus en plus proche de M. Fabius, les socialistes doivent maintenant se convaincre qu'ils ont bien essayé une défaite. Ils doivent, souligne M. Bartolone, se convaincre

que l'opinion ne pourra faire plus que les considérer avec une « neutralité bienveillante », tant qu'ils n'auront pas un projet à lui soumettre. L'ancien premier ministre trace les grands axes d'un tel projet dans *Paris-Match* de cette semaine (lire), où il affirme aussi que, pour le moment, les socialistes doivent « faire avec » la cohabitation. M. Fabius, qui revient progressivement dans l'actualité (il sera l'invité de « L'Heure de vérité », d'Antenne 2, au mois de novembre), devrait s'exprimer devant le comité directeur.

Seul M. Rocard se tient ostensiblement à l'écart de ce débat. M. Rocard est ainsi fidèle à son image : déjà dans la peau d'un candidat à l'Élysée, il ne se veut pas partie prenante dans ces débats purement partisanes et se montre plus soucieux de rassembler tous les socialistes autour de lui que d'exprimer une différence. Il souhaite aussi éviter de gêner M. Jospin. M. Rocard, en outre, juge plus positive que la moyenne des socialistes l'expérience de la cohabitation.

Opposition

Le « calibrage » de l'opposition du PS à M. Chirac, en fonction de cette situation de coexistence, est, à l'évidence, vécu douloureusement à l'intérieur du parti. Les amis de M. Jospin doivent donc montrer aujourd'hui que le PS ne ratera pas l'occasion de la rentrée et de la discussion budgétaire au Parlement, pour lancer « une offensive très nette » contre la politique du gouvernement, selon la formule de M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du parti. Le comité directeur devra aussi, juge M. Queyranne, « souligner l'échec du gouvernement ». Le PS doit maintenant prendre le visage d'une opposition « résolue et responsable ». Les termes n'ont guère changé par rapport à la définition de l'attitude du PS que donnait M. Jospin dès les lendemains du 16 mars. On peut toutefois penser que le partage entre

la « résolution » et la « responsabilité » sera désormais appelé à évoluer.

Ce qui est en cause, au-delà des états d'âme du PS, c'est, bien sûr, l'attente du « retournement » de l'opinion. Est-ce l'absence de réel projet socialiste qui empêche de basculer une opinion déjà déçue par la droite ? Le PS doit-il, pour accélérer ce retournement, parler un langage facilement compréhensible par la base sociale traditionnelle de la gauche, dont une partie a fait défection le jour du 16 mars ? Ou doit-il d'abord tenir un discours « responsable », c'est-à-dire « modéré », qui n'effraie pas ceux que M. Fabius appelle les « ni-ni » (ni de droite ni de gauche) ? Autant de questions qui, pour paraître byzantines, occupent largement les réflexions des dirigeants socialistes.

La préparation de la convention nationale sur l'emploi revêt, dans une telle perspective, une importance suffisante pour que les prémices du débat apparaissent, probablement, dès le 13 septembre. Dans ce débat, le PS testera sa capacité à formuler une réflexion programmatique à la fois crédible et réellement alternative, dans un domaine où la droite, après la gauche, est en train de démontrer la faiblesse de ses armes pour lutter contre les tendances lourdes de l'économie française.

Le PS testera aussi sa capacité à mener en son sein un débat contradictoire, puis à dégager une synthèse, puisque l'on sait déjà que des sensibilités fort différentes se manifestent sur ce terrain. C'est, sans doute, le courant Socialisme et République (ex-CERES) qui sera amené, dans la préparation de la convention, à faire valoir la « différence » la plus nette : volontarisme et recherche d'une forte croissance contre le « défaitisme » que certains, à gauche, partageraient avec la droite.

La prise de position d'Henri Weber, ancien dirigeant trotskiste, qui s'est interrogé, lors du séminaire d'Espaces 89, sur le bien-fondé de

l'institution d'un revenu minimal garanti indépendant du travail (que le PS avait officiellement inscrit dans sa plate-forme électorale pour le 16 mars) témoigne, par ailleurs, de l'ampleur du champ d'exploration. On reconnaît chez les rocardiens, qui revendiquent volontiers la parenté d'un tel projet, qu'il y a là « un vrai débat ». Les amis de M. Rocard ont d'ailleurs l'intention de s'investir largement dans la préparation de cette convention. En toile de fond, et au-delà même de l'objet premier de l'efficacité de la lutte contre le chômage, la question, lancinante, est toujours la même : pourra-t-on enrayer l'installation d'une société « duale » en France ?

Il semble, toutefois, peu probable que ce débat, quelque dix-sept mois au plus avant l'élection présidentielle, ne soit pas biaisé par les « positionnements » personnels des socialistes, qui manifestent déjà une certaine nervosité.

Certes, tout le monde au PS — sauf peut-être M. Michel Rocard — veut croire que le président de la République se représentera. Malgré tout, une petite marge d'incertitude demeure, suffisante pour que chacune des « écuries » de socialistes « franchise » un nouveau pailier dans la préparation de son poulain, qui ne doit être surpris au cas où...

Ainsi M. Mauroy et ses amis se préoccupent-ils de « marquer » à la fois MM. Rocard et Fabius, sans épargner M. Chevènement, qui, à son tour, « marque » MM. Fabius et Rocard, placés dans le même sac du consensus défaitiste à propos du chômage. Lequel M. Fabius « marque » à son tour son ancien ministre de l'Agriculture, en opposant les propositions que doivent faire les socialistes sur « cinq sujets centraux » à la défense de M. Rocard à propos des programmes.

Seul le « favori des outsiders », M. Rocard, qui sait qu'il tient la corde, n'a pas encore éprouvé le besoin d'accélérer le galop.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

L'action du gouvernement

Selon la SOFRES autant de mécontents que de satisfaits

Les Français sont indécis devant l'action du gouvernement de M. Jacques Chirac : si 45 % des personnes interrogées en sont satisfaites (au lieu de 48 % en juin), 45 % en sont mécontentes (38 % il y a trois mois). Tel est l'enseignement du sondage réalisé par la SOFRES et publié dans la *Vie française* du 15 septembre.

Cette enquête, réalisée du 22 au 28 août auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes, montre que c'est dans le domaine de l'emploi que les Français sont le plus sévères : 50 % désapprouvent la politique adoptée (au lieu de 40 % en juin), 31 % (au lieu de 34 %) l'approuvent. En outre, si l'action en matière de sécurité suscite 45 % d'avis favorables (au lieu de 55 %), 38 % émettent un avis négatif (27 % en juin). Enfin, le rapport s'inverse en matière d'immigration : 33 % (au lieu de 35 %) approuvent cette politique, tandis que 43 % (au lieu de 34 %) la désapprouvent.

M. Fabius

et la « coexistence »

M. Laurent Fabius affirme, dans une interview à *Paris-Match*, datée du 19 septembre, que « la déception [à l'égard de la politique de la droite] ne se traduit pas encore par un net transfert de voix vers la gauche, mais ce sera le cas bientôt ». M. Fabius ajoute : « Si la droite continue à se diviser (...), nous porterons l'élection présidentielle ».

A propos de la cohabitation, l'ancien premier ministre déclare : « Mieux vaut la cohérence que la coexistence, et mieux vaut la coexistence que la pagaille. Nous avons la coexistence (...), eh bien, il faut faire avec. Le PS doit conserver une attitude d'opposition ferme et ne même temps responsable. (...) La véhémence et la violence n'apporteraient rien de bon. J'ajoute que beaucoup de Français éprouvent de la méfiance à l'égard des idéologies. Je les appelle les « ni-ni », ni de droite, ni de gauche. Le PS doit s'adresser à la gauche, mais aussi à ceux-là ».

A Toulouse

M. Chirac soutient M. Baudis

« Le gouvernement, unanime, soutient la candidature de M. Dominique Baudis », a indiqué M. Jacques Chirac, le jeudi 11 septembre, à Toulouse. Le premier ministre, qui était venu confirmer à M. Baudis la participation de l'Etat à hauteur de 500 millions de francs dans la construction du métro de la ville rose, a nié avoir lancé « un appel à la délation » pour combattre le terrorisme et a précisé qu'il avait demandé aux Français d'être « vigilants ».

De son côté, M. François Guillaume, ministre de l'Agriculture, est également venu, jeudi, en Haute-Garonne, où il a annoncé en présence du maire de Toulouse l'octroi d'aides aux agriculteurs victimes de la sécheresse de cet été.

Découpage

et bricolage

Dans son journal électoral, *Union pour la Haute-Garonne*, M. Dominique Baudis, maire de Toulouse, a entrepris de raconter, en bande dessinée et articles de journaux parisiens à l'appui, ce qu'il appelle l'« histoire d'une machination », c'est-à-dire les conditions dans lesquelles le scrutin du 16 mars a été annulé en Haute-Garonne. « Toute la presse met en cause le PS », affirme cette publication qui reproduit un titre et un extrait, tous deux tronqués, du *Monde* daté 13-14 juillet.

L'extrait, finement découpé dans un article de notre correspondant à Toulouse, fait état de l'« embarras » des socialistes locaux et de cette réflexion d'un militant du PS : « Il faut faire le ménage, à cause du flou où nous sommes sur ces affaires ». Ces propos ne se rapportaient pas à une « machination » électorale, mais aux difficultés éprouvées par les socialistes à constituer leur liste en renouvelant les hommes. La publication de M. Baudis s'est donc livrée à un « bricolage » de l'information surprenant de la part d'un ancien journaliste.

J.-M. C.

LES COMMUNISTES BOUGENT, LEUR PARTI PAS ENCORE

Témoignage Chrétien

346 pages
85 F

NOUVEAU VOYAGE A L'INTERIEUR DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS



FAYARD

ARTCURIAL
LIBRAIRIE D'ART
CONTEMPORAIN

NOUVEAUTÉS

DES 4 CORNS DU MONDE

Peinture, sculpture,
architecture, graphisme,
photo, mode...

Catalogues sur demande

9, avenue Maitland Paris 8. 299.16.39
mardi au samedi de 10 h 30 à 19 h 15.

MINITEL
n°7

SALON :
toute l'auto
sur minitel

سكن من الاجل

حکذا من الاحل

Société

REPÈRES

Catastrophe

Typhon meurtrier au Vietnam

Le typhon Wayne, qui a frappé samedi 6 septembre le nord du Vietnam, a tué près de 400 personnes, et l'en recense 2 500 blessés, ce décompte étant annoncé comme provisoire par les autorités. Les destructions sont importantes : 650 000 habitations détruites ou endommagées. La région touchée (l'embouchure du fleuve Rouge) est très peuplée, et beaucoup d'habitations y sont construites en bambou et en torchis.

Environnement

Une enquête sur les déchets nucléaires dans l'Aube

L'enquête d'utilité publique pour la création d'un centre de stockage en surface de déchets radioactifs sur le canton de Soulières (Aube), aura lieu du 29 septembre au 10 novembre. La commission d'enquête sera présidée par M. Robert Pailley, directeur d'hôpital honoraire à Troyes. Dix-sept communes (douze dans l'Aube et cinq en Haute-Marne) sont concernées par ce centre, qui pourrait employer cinquante-dix personnes. Deux autres départements — l'Indre et la Vienne — ont été sélectionnés comme sites possibles de stockage.

Programme « anti-pluies acides » en Grande-Bretagne

Avant la venue de M^{me} Margaret Thatcher en Norvège, le gouvernement d'Oslo avait prévu que le premier ministre britannique serait très fraîchement reçu si rien n'était fait en Grande-Bretagne pour lutter contre les pluies acides qui s'abattent sur la Scandinavie, portées par les vents d'ouest. Le ministre britannique de l'environnement vient donc d'annoncer le lancement d'un programme de 500 millions de livres (environ 6 milliards de francs) pour diminuer de 14 % les émissions des centrales thermiques fonctionnant au charbon. Au cours de la période 1988-1997, trois des douze centrales britanniques au charbon seront équipées de filtres antipollution et dotées d'unité de lessivage des vapeurs.

Espace

Un nouveau contrat pour Ariane

Arianespace a signé, jeudi 11 septembre, un contrat avec la société américaine RCA American Communications pour le lancement, par une fusée Ariane-4 du satellite SATCOM K-3. Ce satellite lourd, construit par RCA Astro Electronics, est destiné aux télécommunications et à la diffusion de programmes de télévision. Il devait, à l'origine, être mis en orbite par la navette, mais compte tenu de l'interruption du programme spatial américain, son propriétaire s'est finalement tourné vers le lanceur européen, bien que ce dernier soit, lui aussi, pour l'instant cloué au sol.

Le lancement de SATCOM K-3 est prévu pour septembre ou octobre 1989 et celui de SATCOM K-4 a fait l'objet d'une option pour 1990. Cette nouvelle commande porte à cinquante-cinq le nombre de contrats signés par Arianespace pour une valeur de 15 milliards de francs.

Religions

Cent dix-huit Églises appellent au désarmement

Pour la première fois depuis sept ans, la Conférence européenne des Églises s'est réunie, du jeudi 4 au jeudi 11 septembre, à Sterling en Écosse. Deux cents délégués de vingt-six pays européens (tous états représentés, sauf l'Albanie) et de cent dix-huit Églises, luthériennes, réformées, évangéliques, orthodoxes, ont en particulier débattu des menaces qui pèsent sur le paix.

Un appel est lancé pour que les gouvernements européens adoptent des mesures visant à assurer une sécurité collective qui permettrait à tous les individus et à toutes les nations de vivre libres de la peur nucléaire et sans risque d'interventions extérieures. La Conférence européenne des Églises s'est donnée un nouveau secrétaire général : M. Jean Fieher, un laïc suisse de cinquante-trois ans, personnalité en vue du Conseil oecuménique des Églises de Genève, qui succède à un pasteur gallois, M. Glen Garfield Williams.

WASHINGTON
de notre correspondant

La mort par overdose d'un jeune athlète célèbre, l'apparition, surtout dans les ghettos de la misère et les salons chics, de « crack », nouvelle cocaine bon marché — et donc particulièrement dangereuse — l'approche, enfin, des élections parlementaires du 4 novembre prochain : le cocktail était à coup sûr explosif, mais ses effets sont en train de dépasser le prévisible. Dimanche 14 septembre, M. et M^{me} Reagan s'adresseront ensemble à la nation pour dire que la drogue est une calamité et pour annoncer aussi ce qu'ils ont prévu de faire. Mais ce qu'ils ont prévu de faire, c'est de demander à la nation de leur donner 1,3 million de fonctionnaires fédéraux de se soumettre à des tests.

Dès jeudi, la Chambre des représentants, largement dominée par les démocrates, a débattu d'un projet de loi déboulonnant 1,5 milliard de dollars à ajouter aux 2 milliards déjà votés en faveur du renforcement des moyens de lutte contre les ravages des narcotiques. Le seul problème, mais de taille, est que les coupes nécessaires à la réduction du déficit

budgétaire pour la prochaine année fiscale — qui s'ouvre dans deux semaines — n'ont toujours pas été faites et que l'argent alloué ici sera pris sur d'autres enveloppes.

Ro fin de soirée, les représentants avaient déjà adopté l'application de la peine de mort dans les cas de crimes liés à la drogue (296 voix contre 112), la mobilisation de l'armée aux frontières avec pouvoir d'arrestation des contrevenants et la légalisation de l'emploi de preuves illégalement obtenues. Quelques membres (conservateurs) de la commission des forces armées ont adressé une mise en garde soulignant les conséquences de telles mesures pour le Pentagone. Quelques libéraux ont timidement fait remarquer que la participation de l'armée aux tâches de maintien de l'ordre n'était pas exactement une tradition des démocrates, et qu'il y avait à cela quelque raison. Rien n'y a fait.

Le rôle de Nancy

Plusieurs mois avant la dernière élection présidentielle, en 1984, les

conseillers en relations publiques de la Maison Blanche avaient entrepris de modifier l'image de M^{me} Reagan (trop froide, trop sèche et éloignée des réalités) en lui faisant prendre la tête d'une campagne antidrogue auprès des jeunes. Le succès a été phénoménal. On a organisé des réunions au « sommet » de « premières dames » de tous les pays contre la drogue et les sondages ont montré.

Admiratifs et jaloux, les démocrates ont réalisé, au printemps dernier, qu'ils pouvaient prendre le train en marche et trouver là un thème de campagne pour les élections de novembre. C'est alors que M. Reagan a lancé, début août, sa propre croisade.

On en est à ce jour au deuxième cas recensé de parents dénoncés à la police par leurs enfants. La drogue est devenue dans les sondages l'un des tout premiers sujets de préoccu-

pation, alors même que la consommation régresse nettement dans les jeunes générations, et qu'elle ne se développe pas globalement, même si elle évolue d'un produit à l'autre et que les crédits pour le traitement et la prévention du mal ont été réduits de 200 à 126 millions de dollars depuis 1982.

Les épreuves du président

Un tiers environ des cinq cents plus grandes entreprises privées américaines imposent maintenant une forme ou une autre de dépistage à leurs employés. Elles sont chaque jour plus nombreuses à recourir à ces méthodes et l'administration va suivre. Que le même président qui s'est identifié à la dénonciation du totalitarisme et de l'Etat-providence

n'hésite pas à vouloir forcer des centaines de milliers de fonctionnaires à faire pipi dans des éprouvettes laisse rêveur.

Il est vrai que M. Reagan a lui-même donné l'exemple, après l'annonce de sa croisade. Qu'on se rassure : le résultat a été négatif, foi de médecins militaires. L'ennui pourtant est que l'idée a fait son chemin. D'une circonscription à l'autre, dans les « primaires », tant démocrates que républicains, les candidats se sont jetés, ces dernières semaines, leurs résultats de test à la figure et, dans un cas au moins, en Géorgie, un malheureux qui s'était cru au-dessus de tout soupçon a perdu quelques points cruciaux, faute de certificat de bonne conduite.

BERNARD GUETTA.

Pour soutenir la croisade du président Reagan

La Chambre dote l'armée de pouvoirs dans la lutte contre la drogue

AÉRONAUTIQUE

La succession de Marcel Dassault

Discussions « serrées » entre la famille et l'administration

Des discussions, que les interlocuteurs s'accordent pour qualifier de « serrées », « prolongées » et « importantes » opposent actuellement le ministère de la défense aux responsables du groupe aéronautique Dassault-Breguet. Objectif : mettre au point les modalités du remplacement, à la mi-octobre, de M. Benoît-Claude Vallières, le président-directeur général de la société, qui doit quitter ses fonctions à l'âge de soixante-seize ans. En réalité, à travers ces discussions, c'est tout le problème de la succession de Marcel Dassault à la tête d'un empire industriel de 16 000 personnes qui se trouve ainsi posé après la mort, en avril dernier, du constructeur des célèbres avions Mirage.

Ces discussions devraient aboutir avant la fin du mois de septembre et préparer la formule qui sera retenue pour la privatisation d'un groupe partiellement nationalisé. Au ministère de la défense, qui est, de tradition, l'administration de tutelle de la construction aéronautique en France, l'entourage de M. André Girard considère que le sort de l'empire Dassault n'est pas une simple affaire de famille. A l'heure actuelle, l'Etat détient 46 % du capital et, grâce au jeu des droits de vote double en assemblée générale des actionnaires, il a 59 % des voix. Ce qui lui donne le contrôle de fait de la société. Les conditions dans lesquelles la société Dassault-Breguet souhaite retourner au sec-

teur privé devraient néanmoins permettre à l'Etat, s'il le désire, d'y conserver une minorité de blocage même après l'application de la loi sur la dénationalisation.

« On est moins sensible que d'autres », dit-on en substance au ministère de la défense, aux considérations notariales pour la raison qu'il s'agit d'une affaire nationale où le bailleur de fonds publics qu'est l'Etat a son mot à dire, s'agissant d'un héritage et à laquelle il importe de conserver toute sa créativité dans l'intérêt du pays.

D'où la nécessité, du point de vue du ministère de la défense, grand dispensateur de crédits publics d'études et de recherches, client national et garant des marchés à l'exportation, de prévoir un mécanisme qui instaure un droit de regard sur Dassault.

Libéralisme et bon sens

Chez le constructeur, en revanche, on se récrie à la perspective de l'arrivée d'une personnalité extérieure à la tête de la société. « Nous opposons au libéralisme débridé le bon sens familial », dit-on dans l'entourage de M. Serge Dassault, le fils du constructeur, désigné par sa veuve pour prendre en charge les destinées de l'empire industriel. Parmi les arguments mis en avant par la famille Dassault, figure le propre témoignage de Marcel Dassault, qui, interrogé par Antoine 2 le 23 novembre 1978, avait expliqué : « Il est normal, étant propriétaire de la société, que ce soit mon fils qui en hérite. » Non sans humour, Marcel Dassault avait fait observer à ses interlocuteurs de l'époque que, même dans les pays de l'Est, le successeur de Toupolev avait été, « comme par hasard », avait ajouté l'ingénieur, son propre fils.

Depuis 1978, il est vrai, les conditions ont changé : l'Etat français a accru, en 1979 et en 1981, sa participation chez Dassault.

Oo devine même, à l'heure actuelle, chez certains responsables de la société, comme une irritation

devant le temps perdu dans ces négociations. En effet, le groupe aéronautique Dassault-Breguet doit se battre, parallèlement, face à une concurrence internationale dont l'agressivité commerciale est sans précédent.

C'est le cas, pour le Mirage 2000, en Indonésie, en Suisse, au Maroc, en Jordanie et en Turquie, où l'avion américain F-16 et l'avion anglo-italo-allemand Tornado menacent le cas, pour le Rafale, en Europe, où, en s'associant avec l'Espagne, l'Italie et l'Allemagne fédérale, le Royaume-Uni, qui a toujours été le principal compétiteur de Dassault en matière d'exportation dans des pays tiers, donne l'impression d'être reparti à la conquête de sa clientèle traditionnelle avec le projet d'un avion de combat, l'Eurofighter, rival du Rafale. Depuis avril dernier, date à laquelle l'Inde a confirmé sa commande de neuf Mirage 2000 supplémentaires qui était attendue, la société Dassault-Breguet n'a pas obtenu d'autres contrats étrangers.

Après le salon aéronautique de Farnborough, qui vient de s'achever en Angleterre et dont le « clou » aura été la compétition entre l'avion de Dassault et le démonstrateur britannique du programme européen Eurofighter, le ministre français de la défense a prévu de donner, en quelque sorte, un label officiel au Rafale en se rendant, le samedi 13 septembre, à Istres (Bouches-du-Rhône), au centre d'essais en vol du Rafale. D'ici là, peut-être, le problème de la succession de M. Vallières aura été résolu.

En attendant, des délégations étrangères se sont intéressées aux caractéristiques et aux performances de l'avion. Au premier rang, les Etats-Unis et la Chine populaire. Certaines de ces missions, à Farnborough, ont posé des jalons pour une future participation à la construction du Rafale. Ce qui a fait dire à M. Serge Dassault : « Rafale est très courtisé. Je veillerai tout particulièrement au montant de la dot proposée et au nombre d'enfants prévus à l'issue du mariage avant d'accorder son allé ».

JACQUES ISNARD.

AUX TROIS QUARTIERS

LES TAILLEURS JOUENT LA COULEUR

DU 12 AU 18 SEPTEMBRE

AU 3^{ème} ETAGE

TAILLEUR

tenue mélangée

veste diagonale

triste bleu dur

rouge ou carado

et ECHARPE

écossais coordonné

1 150

Formation et perfectionnement en gestion

Programme

ADMINISTRATION DE L'ENTREPRISE

- Cours intensif de formation polyvalente en gestion d'entreprise (méthodologie, formation de base, secrétariat général, gestion des ressources humaines, finances et comptabilité, production, marketing et commercialisation).
- Durée 9 mois à plein temps (ouverture de la 27^e session le 20 octobre 1986).
- Enseignement dispensé en français, exclusivement par des praticiens des affaires, tous dirigeants, cadres ou conseils d'entreprises.
- 165 jours de formation, 1800 heures d'enseignement et de travaux, avec contrôle individuel continu des connaissances et performances.
- Diplôme de formation en gestion d'entreprise.
- Effectif limité à une trentaine de participants par session.
- Bourse d'information expédiée gratuitement et sans engagement de votre part sur simple téléphone ou demande écrite.

ECADE

Ecole d'Administration et de Direction des Entreprises
Rue du Bugnon 4, CH-1005 Lausanne (Suisse)
Tél. 021/221 511 (International: 41-21-221-511)

Administration

Administration



هكذا من الاحل

Le Monde
PUBLICITÉ TOURISME-GASTRONOMIE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4344

Culture

M. Léotard : « Le patrimoine priorité des priorités »

Le dimanche 21 septembre, six mille monuments historiques ouvriront leurs portes au public. En l'annonçant, le ministre de la culture et de la communication a précisé les grands axes de sa défense et illustration du patrimoine.

Comme l'an dernier, les grands monuments historiques accueilleront gratuitement le public, le temps d'une journée. Parmi ceux-ci, quelques temples difficiles à visiter en temps ordinaire. A Paris, le Conseil d'Etat et son voisin, le Conseil constitutionnel, on la Banque de France. En province, la synagogue de Lunéville, les préfectures de la Manche et de Toulouse, le recteur de Besançon, le château de Montargis en Alsace ou celui de Montargis en Haute-Vienne. Les amateurs d'archéologie pourront visiter certains chantiers de fouilles comme celui du jardin des Tuileries. Chaque région a mis au point des dépliant proposant la liste des monuments ouverts ainsi que des idées de parcours pour découvrir l'architecture des années 30 à Boulogne-Billancourt, ou randonner à la rencontre des beffrois du Nord.

Ces bonnes nouvelles furent distillées le 11 septembre, au cours d'une conférence de presse, par M. François Léotard, qui en a profité pour réaffirmer sa priorité des priorités : la défense et l'illustration du patrimoine français. Flanqué de M. Philippe de Villiers, son secrétaire d'Etat, et de M. Jean-Pierre Bady, le nouveau directeur du patrimoine, il a présenté les grandes lignes de son plan, qui avait reçu la veille l'aval du conseil des ministres.

Le plan patrimoine est appuyé par une volonté budgétaire, a affirmé le ministre. Grâce à une loi-programme qui portera sur la période 1988-1993, l'Etat s'engage sur le maintien d'un volume de crédit pendant cinq ans. Il a, au passage, égratigné son prédécesseur : « refus de la poudre aux yeux et d'une politique spectacle », sans doute parce que la continuité entre la politique de Jack Lang et la sienne se poursuit étrangement dans ce domaine en dépit des divergences de vocabulaires.

Les deux objectifs du ministre sont la conservation du patrimoine

et la communication le concernant. En matière de conservation, M. Léotard a insisté sur l'accélération de l'inventaire du patrimoine industriel du XIX^e siècle et la tenue, en 1987, d'un colloque scientifique chargé de jeter les bases d'une protection efficace pour celui du XX^e siècle, qui souffre du manque d'intérêt du public et des collectivités locales.

L'archéologie urbaine sera également privilégiée : sept chantiers vont profiter dans ce domaine de la manne ministérielle : Arles, Reims, Grenoble, Angers, Metz, Strasbourg et Toulouse. Les sept cathédrales qui avaient vu leur budget réduit en 1986 bénéficieront de nouveaux crédits. Les grands jardins historiques (les Tuileries, Chantilly) seront remis en état. Enfin, on va s'intéresser tout particulièrement aux savoirs et aux pratiques populaires qui tendent à disparaître ainsi qu'aux métiers d'art et aux entreprises traditionnelles de restauration.

La réforme de l'Ecole du Louvre sera poursuivie. Le rôle des inspecteurs des monuments historiques renforcé et la procédure des commandes de travaux simplifiée. Enfin, le ministre a entamé une série de discussions avec son collègue des finances pour alléger la fiscalité des propriétaires privés d'éléments du patrimoine historique.

Le deuxième objectif de M. Léotard est la communication. L'enseignement artistique, son autre cheval de bataille, doit aider à la diffusion de connaissances sur le patrimoine. Pour consolider les archéologues qui voient leur budget un peu rogné, une grande exposition sera organisée au Grand-Palais, en 1989, sur le thème : « Vingt-cinq ans d'archéologie française ». L'Institut du patrimoine, structure de formation continue à l'intention de ses différents partenaires, du conservateur au gardien, recevra une subvention de 1 million de francs. Là aussi, la diffusion de la connaissance sera à l'ordre du jour.

M. Philippe de Villiers a d'ailleurs insisté sur les nouvelles formes d'animation par l'utilisation massive de techniques de pointe. Il a annoncé la création de la mission « Patrimoine 2000 » pour « combler notre retard en matière de mise en valeur et d'exploitation de notre patrimoine ».

EMMANUEL DE ROUX.

EXPOSITION

Les ardoises et collages d'Alberto Magnelli au Centre Pompidou

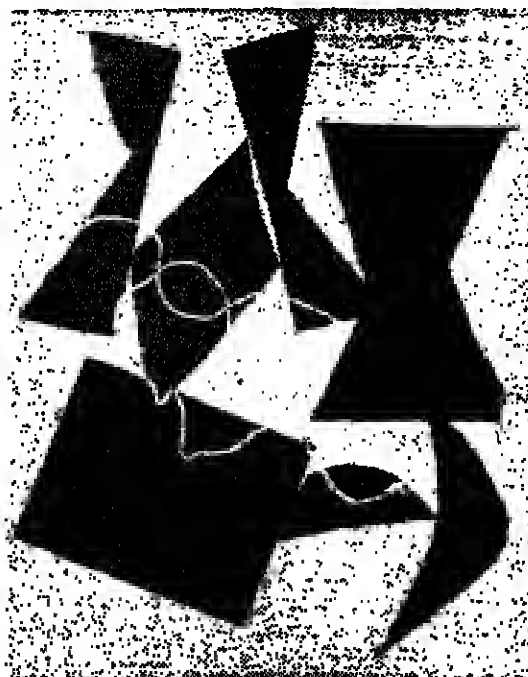
L'art de la mise à distance

Alberto Magnelli a participé au futurisme avant de se rallier à l'abstraction géométrique dès 1915. Méconnu, victime de sa discrétion, le Musée national d'art moderne lui rend aujourd'hui hommage.

C'est ici l'exemple par excellence de l'exposition précieuse : précieuse parce qu'elle présente des œuvres rares d'un artiste relativement peu connu et précieuse par la qualité de ces œuvres elles-mêmes. Quoiqu'il ait participé au futurisme et qu'il se soit rallié à l'abstraction géométrique dès 1915, Alberto Magnelli est demeuré victime de sa discrétion et de son amour de l'indépendance. On le ferait aisément passer pour un suiveur ou un timoré, sans prendre la mesure de son originalité, laquelle tient en grande partie au balancement constant qui le tient en équilibre entre la figuration, claire ou allusive, et la construction abstraite.

A preuve, ses ardoises peintes à la gouache : à partir de 1936, Magnelli imagina d'employer en guise de support des ardoises d'écolier, bien noires, quadrillées de carreaux rouges et bordées d'un large cadre de bois vernis. Or ce n'est pas pour se livrer à des dessins réglés et mathématiques qu'il choisit ce matériau si austère, mais afin de tirer bénéfice des obstacles. Le noir terni lui suggéra des effets de contrastes avec le blanc ou l'écarlate. Les grilles orthogonales, il les recouvrit partiellement si bien que leur disparition et leur retour paraissent mimer la lutte de l'ordre

« Collage à la ficelle » (1942)



qu'elles manifestent et du désordre dont le peintre inscrit les courbes, les enchevêtrements et les dissolutions.

Quant aux encadrements, qui paraissent à l'évidence les artifices ordinaires des « belles présentations », Magnelli se sert de leur ton et de leur largeur : lignes et rythmes font mine de se prolonger au-delà de ces pauvres limites de bois blanc. Comme, de surcroît, les formes ne sont pas exemptes d'allusions, que

les mâchoires, les profils schématiques, où les lames de faux s'y retrouvent avec quelque régularité, on suppose volontiers que ces ardoises reçoivent moins d'une pratique méthodique de la géométrie que d'un art fort adroit de l'arrière-pensée et de la mise à distance.

Les collages, quelle soit leur technique, trahissent semblablement un peintre ennemi de l'orthodoxie. Les uns, exécutés pendant l'Occupation, développent un genre mineur, celui du coq-à-l'âne optique d'obédience

surréaliste. Mais Magnelli l'ambigu, y introduit un principe de composition, grâce au recours au papier à mouler, et change l'incognito en exercice de style. L'absurde l'attire moins, que la pratique des répétitions d'images et que la confusion entre écriture et collage. Quant aux compositions fondées sur le fragment découpé, le papier brun et le trait de fusain, celles qui semblent appartenir à la tragédie inaugurée par Braque, Magnelli les enrichit en variant grains et textures. Sa préférence va au râpeux papier de verre bistré, aux emballages épais, au carton ondulé, aux bavards style carton à dessin, aux jutes et aux brisols. Il taille dans ses stocks des demi-homes, des trapèzes, des colonnes, des flèches et des polygones : quand il a déterminé leur place exacte, il les fixe et ajoute, de temps en temps une ficelle et un fil de fer.

Le résultat se situe à mi-chemin entre les papiers déchirés de Jean Arp et les montages savants de Motherwell. L'élégance y commande aux moindres détails une élégance qui serait un peu mince si elle ne se doublait d'ironie. Les symboles humains sont ici si visibles, si visiblement exhibés au beau milieu de l'œuvre qu'ils ne peuvent plus être pris au sérieux. Et intitulé *Visage nature* un assemblage où entrent deux grands râteaux en bois, fortement dentés et alignés, on sent moins redouter certains mythes. Ces données subtilisées devraient valoir à Magnelli un regain de faveur : ce serait rendre justice à un sceptique de la modernité.

PHILIPPE DAGEN.

* Salle d'art graphique, Musée national d'art moderne, jusqu'au 28 septembre.

CINÉMA

Au Festival de Deauville

Les tribulations d'un Sino-Américain en Chine

Peter Wang, Américain d'origine chinoise, spécialiste des ordinateurs, vient de réaliser son premier film, *The Great Wall*, qu'il a tourné à l'ombre de la Grande Muraille.

The Great Wall, de Peter Wang, est un premier film réalisé par un expert en ordinateurs et lasers, et le premier film américain à avoir été tourné en Chine populaire. Le titre vient de Richard Nixon. En 1972, le président des Etats-Unis bouleversa l'équilibre du monde en reconnaissant la Chine populaire. Il s'y rend en visite officielle. Parvint au sommet de la Grande Muraille, il aurait lancé cette phrase historique : « La Grande Muraille est vraiment... un grand mur. »

« Beaucoup de Sino-Américains sont retournés là-bas après la visite de Nixon », dit Peter Wang. « J'ai moi-même souvent fait le voyage. On retrouve des parents inconnus, qui posent des questions aussi absurdes que celles que vous leur posez. J'ai pensé qu'il y avait une comédie à faire sur la rencontre de ces deux nativités. »

Peter Wang est né à Pékin, le plus jeune d'une famille de sept enfants, mais il a été élevé à Taiwan où ses parents avaient fui la révolution, laissant derrière eux cinq filles (les filles avaient à l'époque moins de valeur que les garçons). Il a fallu que Peter Wang retrouve plusieurs fois en Chine pour les retrouver. C'est à la demande de son père, haut fonctionnaire et professeur de littérature chinoise, que Peter Wang se spécialise dans l'informatique. Il part pour les Etats-Unis, obtient son diplôme à l'université de Philadelphie, va à San Francisco où il est engagé par IBM. Expert en informatique et en lasers, il enseigne jusqu'en 1983 en Californie, et en Virginie. Mais, à San Francisco, il entre dans une troupe américano-asiatique. La mise en scène le tente, il l'aborde par le biais du documentaire, dont un tourné à Pékin. Puis il se lance dans la fiction. *The Great Wall* est le premier de ses films à être distribué commercialement. Il en a écrit le scénario avec Shirley Sim, elle-même née à Shanghai. Et il tient le rôle principal.

L'histoire est celle d'un ingénieur qui se voit refuser une promotion à cause de sa race, et qui décide de repartir pour la Chine. La distribution est moitié chinoise, moitié américaine. Côté chinois, les acteurs appartiennent tous à la troupe de San Francisco. Côté américain, c'est plus compliqué. L'une des actrices travaillant dans un hôpital, l'étudiant est un chanteur débutant, caissier dans un cinéma de Shanghai. Ils ont été recrutés sur audition. Hu Xiaogang (le père) et Shen Guanglan

(la mère) sont des professionnels. Lui appartient aux studios de l'Armée chinoise. Il est spécialisé dans les rôles de commissaires politiques ou d'officiers de haut rang. Il tient là son premier rôle comique. Elle a incarné M^{me} Ctehang Kachek, et c'est la première fois qu'elle joue une femme ordinaire.

La sortie américaine de *The Great Wall* n'a pas suscité au sein de la communauté sino-américaine, les mêmes réactions que l'année du dragon. « Il y a un problème d'image, c'est certain », dit Peter Wang, les personnages de *Cimino* sont des truands et il n'y a rien pour contrebalancer. Moi, je n'aime pas le film, mais c'est seulement parce que je ne le trouve pas très bien fait. »

Sa vision de la Chine est chaleureuse, pleine d'humour, et rejette les stéréotypes. Son message, lui, est plutôt simple : il n'est pas nécessaire de parler la même langue pour parler le même langage. Le film a été tourné en six semaines, avec un budget de 2 millions de dollars, et la coopération du gouvernement chinois. Peter Wang reste prudent sur le plan politique, mais sans doute à cause de certaines remarques concernant la vie quotidienne. *The Great Wall* n'a pas encore été distribué à travers le territoire. « Les autorités n'ont dit ni oui ni non. Mais les projections privées sont prises d'assaut. »

Peter Wang vit à New-York. Dans ses bureaux de Soho, il prépare son prochain film, *Laserman*, ou les aventures d'un expert en lasers qui découvre que sa recherche est financée par un groupe de terroristes internationaux.

HENRI BEHAR.

SALLE PLEYEL
ALBERT SARFATY
présente un unique concert
Lundi, 29 Septembre 20 h 30

ORCHESTRE SYMPHONIQUE DU BOLCHOI
Direction ALEXANDRE LAZAREV
Soliste STANISLAV BOUDINE

CHOPIN
1^{er} Concerto pour piano et orchestre
CHOSTAKOVITCH
Symphonie N° 5

Location : 54 14 Pleyel
45 43 82 73 de 12 h à 19 h, sauf le Dimanche
52 51 04 30 de 9 h à 14 h, sauf Samedi et Dimanche
Agences : 31 14 00

« La Brûlure », de Mike Nichols

Le poids de l'ennui

La présence de Jack Nicholson et de Meryl Streep au générique du dernier film de Mike Nichols ne parvient pas à sauver la *Brûlure* d'un ennui fatal.

Meryl Streep et Jack Nicholson sont des superstars. Ni l'un ni l'autre ne sont venus à Deauville, mais quand leurs noms apparaissent au générique de la *Brûlure*, dans la salle on applaudit.

Dans le film de Mike Nichols, ils forment un couple dont on suit l'histoire. Lui est journaliste à Washington. Elle tient la rubrique gastronomique dans un magazine new-yorkais. Rencontre, coup de foudre, mariage. C'est une sorte de prologue dans le style nerveux des comédies américaines qui tiennent sur la justesse ironique du détail.

Ensuite, le couple s'installe à Washington, ville de ragots où il s'agit de savoir qui couche avec qui. Meryl Streep se pelotonne dans le bonheur et attend un enfant, puis un deuxième, car elle était réellement enceinte quand elle a tourné. Elle tréballe son ventre avec l'admiration courage qu'on lui connaît.

Jack Nicholson commence à s'ennuyer et nous avec lui. C'est même effrayant ce que l'on s'ennuie. Il la trompe, elle souffre, on s'en fiche. Eux aussi, semble-t-il. Il joue du soufflet comme jamais, elle se mord les lèvres et frémit de la poitrine, soucieuse avant tout des histoires d'accouchement : douleurs, césarienne, péridurale, elle ne nous épargne rien. Au générique de fin, personne n'a plus envie d'applaudir. Puisque les stars sont restées chez elles, ce n'est pas la peine de faire venir le film à Deauville.

COLETTE GODARD.

« Le Complexe du kangourou », de Pierre Jolivet

L'homme est un animal solitaire

Une comédie bien rythmée fort drôle par moment. L'univers de Pierre Jolivet se précise.

par hasard, il retrouve Claire (Clémentine Clément), une ancienne maîtresse. Elle a un petit garçon, Eric (Stéphane Duchemin), qui pourrait être un enfant de Loti, conçu avant sa maladie. Alors ?

Après, le *Complexe du kangourou*, c'est le désir obsessionnel d'une paternité éveillée. Ne pas voir, à cause de Roland Girard et du gamini, une reprise des thèmes à succès de *Trois hommes et un couffin*. Les motivations et les situations sont bien différentes. Et l'homme est seul, à tous les points de vue. Ni les femmes, ni sa famille, ni ses amis ne le comprennent. Tout le monde le considère comme immature, capricieux, irresponsable. Odile et Claire veulent être aimées par elles-mêmes et réclament à Loti une force, une énergie portées ailleurs.

Après *Strictement personnel*, remarqué l'an dernier, Pierre Jolivet a changé de ton. Il a réalisé une comédie bien rythmée, fort drôle par moments, mais croisant avec finesse une étude psychologique réalisée par des dialogues donnant aux personnages des idées, des comportements, des sentiments toujours justes au milieu des gags. D'une certaine manière, Loti ressemble au policier joué par Pierre Arditi dans le précédent film. C'est un solitaire refusant certaines compromissions, et il cherche une vérité dont il ne tire que désillusion, amertume. L'univers de Pierre Jolivet se précise, s'ajoute et, dans une distinction épatante, Roland Girard porte, sous une fantaisie de clown, la gravité fondamentale des inadaptés de la vie.

JACQUES SICLER.

DEMAIN PREMIÈRE

MARIGNY

100 REPRÉSENTATIONS

LES BRUMES DE MANCHESTER

DARD

HOSSEIN

FRANÇOISE BRION
CHEIK DOUKOURE
SOPHIE DESCHAMPS
ERIC AVERANT
MICHEL BEAUNE

GEORGES MARCHAL
PIERRE LE RUMEUR
JACQUES FRANTZ
ANNE CAUDRY
PAUL LE PERSON

Renseignements : 42.56.04.41 - Location : 42.56.20.75
TOUS LES SOIRS A 21H (SAUF LUNDI) DIMANCHE 14 H 30 ET 18 H 30

Culture

MUSIQUE

Hommage à Furtwaengler au Festival de Besançon

Les paradoxes de la fidélité

Furtwaengler est-il « immortel » ?
Vaclav Neumann est-il « fidèle » ?
Beethoven, lui, est insubmersible.

Né à Berlin en 1886, Wilhelm Furtwaengler aurait aujourd'hui cent ans si le destin n'en avait décidé autrement. On célèbre néanmoins son centenaire comme si de rien n'était, car ses enregistrements ne cessent de repaître. La firme discographique (1) souligne d'ailleurs, dans une publication : « Wilhelm Furtwaengler, l'immortel », ce qui est à peine une banalité.

Le Festival de Besançon, quant à lui, a tenu à célébrer le grand chef, qui était venu diriger l'orchestre du festival en 1949, puis avait repassé en 1954, quelques mois avant sa mort.

En souvenir d'une mémorable *Pastorale* programmée ce soir-là, le festival a invité le Philharmonique tchèque et son chef Vaclav Neumann à redonner le chef-d'œuvre de Beethoven. Les lecteurs du *Voyage en Occident*, la fameuse histoire chinoise du roi des singes contée par Wei Chen Kong (2), savent à quel point il est difficile de rivaliser avec un immortel. Vaclav Neumann, à l'âge de 80 ans, a dû composer avec son âge, mais, son orchestre tout

juste quatre-vingt-dix et, si la *Pastorale* va sur ses cent quatre-vingts, il n'est écrit nulle part qu'elle soit immortelle, privilège réservé à la *Neuvième Symphonie*, à cause de « l'Hymne à la joie », qu'on fredonne peut-être encore dans quatre cents ou cinq cents ans.

N'importe, les interprètes désignés sont montés bravement à l'assaut, malgré l'incertitude relative de l'acoustique du Palais des sports de Besançon. En quarante minutes à peine, ils ont démontré qu'on pouvait sans déchoir respecter à la lettre les tempos plutôt vifs indiqués précisément par le compositeur. Furtwaengler, on le sait, avait prouvé le contraire. On aurait tort de croire que la fidélité aux chiffres métronomiques soit plus sûre qu'une autre. On a souvent l'impression que Beethoven (comme Schoenberg) a noté des tempos trop vifs, à l'image d'une pensée toujours en avance sur l'événement, impatient du but, privilégiant les grandes lignes et s'accrochant aux détails qu'une importance éphémère.

Retrouver cet état d'esprit et le faire sentir ainsi que Vaclav Neumann, c'est tout autre chose, on le voit, que de diriger un peu plus vite que d'autres. Comme la virtuosité, la chaleur et l'impassable discipline des musiciens tchèques offrent une

solide garantie contre l'a-pen-pria. La symphonie passe comme un souffle, sans jamais donner l'impression de la précipitation, ni de ce creux brio cache-misère des chefs en mal d'inspiration.

En seconde partie, figurait la *Symphonie en ré majeur* n° 6, de Dvorak, moins connue que les huitième et neuvième et dont l'allegro initial montre de réelles analogies avec celui de la *Pastorale*. Pour le reste, en dépit d'une orchestration plus riche et de bien des traits révélateurs des débuts de la maturité, cette sixième pâlit un peu devant l'autre. Qu'y a-t-il donc chez Beethoven pour que des succès, exposés depuis si longtemps au regard de tous ses successeurs, aient si bien conservé le mystère de leur réussite ? Peut-être le secret des artisans d'autrefois qui, sans se soucier d'être immortels, faisaient de l'insaisissable.

GÉRARD CONDÉ.

(1) Les nouveaux enregistrements mono réduits sur compact cette rentrée par EMI - La voix de son maître sont : les *Première* et *Quatrième Symphonies* de Beethoven (1474022) et la *Troisième (Héroïque)* (1474102).
(2) Le Théâtre des Marionnettes de Xian se présente quelques épisodes du 24 octobre au 7 novembre au Théâtre Genévois, en collaboration avec le Festival d'automne.

« Classic Aid » prestigieux à Genève

Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés et le chef d'orchestre Lorin Maazel ont conçu un gigantesque concert. Il sera diffusé dans le monde entier le 30 septembre.

Comment, sans rappeler les gais de bienfaisance de jadis, parvenir à organiser à Genève, en présence du prince Rainier de Monaco et de la princesse Caroline, une soirée réunissant des musiciens dont les noms sont parmi les plus prestigieux ?

Comment faire payer les billets de 150 à 200 francs suisses (1) et organiser après le spectacle un souper de gala qui coûtera plus de 200 francs suisses par personne, dans le dessein de venir en aide à quelque onze millions de réfugiés qui végètent et meurent de par le monde, le tout sans susciter une certaine gêne ?

Cela semble possible grâce à l'esprit dans lequel le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et le maître d'œuvre, le chef d'orchestre Lorin Maazel, ont conçu le gigantesque concert qui aura lieu le 30 septembre au Grand Casino de Genève. Il sera retransmis à des millions de téléspectateurs et d'auditeurs de radio sans être entrecoupé d'appels

en bon cœur de ces messieurs dames et sans présentation d'images d'affaires.

Il y a un an, Léon Davion, directeur du service d'information du HCR, avait demandé à Lorin Maazel de lui prêter main-forte pour réaliser un projet de grande envergure destiné non seulement à rapporter des sommes substantielles pour l'aide aux réfugiés, mais aussi à sensibiliser le maximum de gens à ce problème. « Comment ne pas accepter ? », dit le chef d'orchestre qui précise que tous les participants prêtent bénévolement leur concours.

L'affiche est impressionnante. La soirée débute avec l'Orchestre philharmonique de Monte-Carlo dirigé par Lorin Maazel. On entend ensuite en différé la soprano Kim Te Kanawa et, sur scène, le violoncelle d'origine chinoise Ye-Yo Ma ; Jessye Norman chante *Cecilia*, de Richard Strauss, accompagnée par Sir Georg Solti, en direct de Chicago. Le pianiste Miguel Angel Estrella, qui fut lui-même réfugié après avoir connu la prison sous le précédent régime en Argentine, exécutera, en première mondiale, un tango composé pour la circonstance par José Luis Castineira de Dios.

On entendra en différé le violoniste Itzhak Perlman accompagné par l'Orchestre philharmonique de New-York. En chœur et en sol, la soprano June Anderson, le corniste Barry Tuckwell, la danseuse Caro-

lyn Carlson, le pianiste Krysian Zimmerman et, en direct de Londres, le duo piano-violoncelle Vladimir Ashkenazy et Lynn Harrell.

Après le New Japan Philharmonic Orchestra, sous la direction de Seiji Ozawa, eu différé, Yehudi Menuhin interprétera des œuvres de Bach et de Paganini filmées spécialement à Gstaad pour cette soirée. Il sera suivi par Susan Dunn, Julian Bream, Anne-Sophie Mutter, Jean-Pierre Rampal, Ruggero Raimondi, Isaac Stern, Luciano Pavarotti...

Les interprétations en différé seront retransmises sur grand écran. La soirée sera présentée par Sally Burton (la veuve de Richard Burton), Catherine Deneuve, Gina Lollobrigida, Clariissa Mason, Peter Ustinov, Lorin Maazel et son épouse et par l'actrice allemande Dietlinde Turban, dont le beau visage rappelle celui de Romy Schneider. Le spectacle, coproduit par le HCR et TFI, réalisé par Yves-André Huber, sera retransmis par les télévisions des pays suivants : Allemagne fédérale, États-Unis, Finlande, France, Grèce, Israël, Italie, Japon, Jordanie, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Suède, Suisse et Yougoslavie, ainsi que par de nombreuses chaînes de radio, dont France-Musique. La Grande-Bretagne n'a pas encore donné sa réponse et les pays de l'Est ne semblent pas intéressés.

Les frais d'organisation, qui s'élèvent à quelque 300 000 francs suisses, sont déjà couverts par les dons de la ville de Genève et de sociétés commerciales et bancaires de la place. La chaîne américaine CBS produira et diffusera un disque *Classic Aid*. Les recettes de la vente, comme celles de la soirée, iront aux réfugiés.

ISABELLE VICHNIAC.

(1) Le franc suisse est coté aux environs de 4 francs français.

Lorin Maazel choisit Pittsburgh

Lorin Maazel a accepté le poste de directeur musical de l'orchestre symphonique de Pittsburgh, formation avec laquelle il avait effectué une tournée européenne en 1985. L'ancien directeur général et artistique de l'Opéra de Vienne (il avait démissionné en 1984) a signé avec l'orchestre de Pittsburgh un accord de quatre ans qui prendra effet le 1^{er} septembre 1988.

Communication

Coup d'Etat dans les réseaux américains

M. Laurence Tisch prend la direction de CBS

WASHINGTON
de notre correspondant

CBS est aux télévisions des États-Unis ce que le *New York Times* est à leurs quotidiens : une institution synonyme de qualité, jalouse et respectée. Ses batailles internes sont pourtant depuis le début de la semaine les gros titres de la presse et, mercredi 10 septembre, la réunion mensuelle de son conseil d'administration s'est achevée par le départ brutal de son PDG, Thomas Wyman. Un coup d'Etat parfaitement légal mais spectaculaire.

A l'âge de quatre-vingt-quatre ans, William Paley, l'homme qui avait, en 1928, acheté pour 400 000 dollars un modeste réseau de radio dont il a fait CBS, reprend la présidence du groupe après à peine trois années de retraite. Il ne revient pas seul - et bien sûr pas pour de longues années - mais avec un de ces milliardaires de l'ombre, que longtemps commencent seuls les médias financiers jusqu'au jour où le grand public les découvre au détour d'un coup moins discret que d'ordinaire.

Laurence Tisch - qui prend aujourd'hui la direction de CBS - n'appartenait même pas au conseil d'administration il y a un an encore. Lorsqu'il y fit son entrée en octobre dernier, il possédait déjà 5 % du capital, et sans rien avoir acheté en sous-main pour s'imposer de force. Bien au contraire, c'est Thomas Wyman qui était allé le chercher quelques mois plus tôt pour qu'il aide CBS à garder son indépendance et son assise financière.

Début 1985, la compagnie avait dû en effet essuyer un premier assaut, lancé par le sénateur Jess Helms. Pour ce bérat de l'extrême droite américaine, M. Reagan est nettement trop mou dans la guerre

mondiale contre le communisme, la subversion et le relâchement des mœurs. Aux yeux de M. Helms, CBS représente *a fortiori* un instrument privilégié des forces de dépravation, et il avait donc lancé, en militant, une campagne visant à réunir suffisamment de fonds pour devenir « le patron de Dan Rather ».

Veste de tweed, voix posée et célèbre pour la dureté des questions qu'il posait à M. Nixon durant l'affaire du Watergate, Dan Rather est le présentateur du journal télévisé de 19 heures sur CBS et le symbole d'un certain (et relatif) libéralisme de la presse. Sans espoir de succès, la campagne du sénateur Helms eut pourtant un grand retentissement et mit la compagnie sur la défensive en la forçant à protester de l'objectivité de ses informations.

Une vague de rachats

Presque aussitôt, Ted Turner, patron de Cable News Network - la chaîne d'information qui diffuse aux États-Unis vingt-quatre heures sur vingt-quatre, - s'engouffrait dans la brèche et essayait pour de bon (avec ou sans l'appui de l'extrême droite : on en discute encore) de prendre le contrôle de CBS. Le capital qu'il peut introduire dans l'entreprise étant évidemment insuffisant, l'opération échoua, mais un gros investisseur de Wall Street, M. Ivan Boesky, se met alors sur les rangs et s'empare de près de 9 % du capital avant de devoir battre en retraite à la suite d'une formidable bataille juridique. Au printemps 1985, c'est le magnat du pétrole Marvin Davis qui tente à son tour, sans succès, une OPA sur CBS.

Parallèlement, les deux autres grands réseaux télévisés, ABC et NBC, ont été, eux, absorbés sans coup férir - le premier par Capital

Cities, un puissant groupe de communication à la gestion rigoureuse, et le second par General Electric. Cette vague de rachats témoigne du bouleversement du marché audiovisuel aux États-Unis. Les trois grands réseaux, après s'être longtemps partagé, en position de monopole, un marché aux très confortables marges de profit, ont commencé à rencontrer des difficultés.

Leur audience totale est tombée, en six ans, de 90 % à 76 % des foyers américains sous la double concurrence de la vidéo et des chaînes payantes sur le câble. Or, dans le même temps, les revenus publicitaires se sont sérieusement tassés en raison de l'inflation des tarifs et du nombre de spots.

Pour ne pas finir par subir le sort d'ABC et de NBC, CBS devait trouver des appuis. Laurence Tisch, soixante-trois ans, paraissant être le protecteur idéal avec une forte personnalité de près de 1 milliard de dollars, une réputation d'investisseur et de gestionnaire hors pair et, derrière lui, les 16 milliards d'actifs de la Loews, le conglomérat d'hôtels et d'assurances, notamment, qu'il contrôle avec son frère.

L'ennui, pour Thomas Wyman, est qu'on ne fait pas entrer impunément le loup dans la bergerie. Quand on a les moyens de s'offrir CBS, la tentation en est évidemment forte, surtout quand les circonstances facilitent un coup d'Etat : une action sous-évaluée sur le marché, un fondateur toujours détenteur de 8 % du capital et profondément mécontent du PDG, auquel il reproche de trahir l'esprit de la maison ; un département *news* - le joyau de la couronne - qui partage ce sentiment et s'indigne de plus en plus publiquement de la régression de la rigueur au profit de la facilité.

En position d'appareiller à la fois comme le gestionnaire dont CBS a besoin et l'allié des tenants de la vertu déontologique, Laurence Tisch accroit progressivement sa part de capital jusqu'à 24,9 %, tout en déclarant à la presse qu'il se contente de faire un « placement de père de famille ».

Lundi dernier, *Newsweek* faisait sa couverture sur la « lo guerre civile à CBS ». Mardi, ABC prenait hien normalement le relais. Mercredi, Thomas Wyman était acculé au départ, hienôt suivi du patron des *news*, M. Van Gordon Sauter, auquel la rédaction ne pardonnait pas d'avoir récemment accepté la suppression du journal du matin au profit d'une future émission de « variété-journalisme », un genre qui fait des ravages dans les télévisions américaines.

Laurence Tisch a maintenant les destins de CBS en main. Reste à savoir si il veut seulement réaliser une opération financière en vendant par exemple des actifs du groupe (l'importante division « disque », CBS Records) ou s'il entend redresser la chaîne avec une nouvelle équipe de direction. A Wall Street, on reste dans l'incertitude, et l'action de CBS a accusé une chute brutale de 6 dollars.

BERNARD GUETTA.

Philippe Labarde entre au « Matin de Paris »

Philippe Labarde entrera le 1^{er} octobre au *Matin de Paris*. Au côté de Christian Fauvet, récemment nommé directeur de la rédaction du quotidien après son départ de l'Express, Philippe Labarde dirigera la rédaction avec Bernard Morot et Pierre Feydel, tous deux directeurs adjoints. Il aura notamment la charge des pages économie, social et éducation.

Entré au *Monde* en 1958, Philippe Labarde avait été nommé chef du service économique en janvier 1981. Nommé ensuite directeur de la rédaction de la *Tribune de l'économie* de 1984 à 1986, il avait démissionné de ses fonctions (*le Monde* du 18 février). Rédacteur en chef adjoint du futur « hebdomadaire » de l'Express consacré à l'économie, il avait décidé de quitter le groupe de M. James Goldsmith, où il était en désaccord avec la réorganisation en cours (*le Monde* du 13 août).

VARIÉTÉS

Jean-Paul Farré au théâtre La Bruyère

M. Plume et son piano

Depuis dix ans, ce comédien a fait de ses concerts-spectacles une spécialité burlesque.

C'est un Sim qui aurait la coupe de cheveux d'un Léo Ferré, un petit bonhomme au nez pointu et au front bombé dont les joues se gonflent et se dégonflent, pareilles à un ballon d'enfant. Son *one man show* se défile comme le journal d'un pianiste fou, enchaîné à son instrument dans des prisons modernes, médiévales ou surréalistes. Sanglé tout à tour dans des kimono bardés de croches, des queues-de-pie tricolores et des smoking de virtuose qu'il déchire, il joue, chante et danse *Vingt ans de piano forcé*.

Attaqué à un boulet verni de 450 kilos, il subit une peine musicale, puni d'arpèges et condamné aux gammes. Alors, tel un clown qui rêve de ne plus avoir le nez rouge, il cherche à s'évader, luttant contre les geôliers, les sponsors, les notes et le clavier rebelle : « Mon piano joue mieux que moi ». Et il secoue la tête, désespéré.

Sur scène, Jean-Paul Farré amuse, agace ou irrite. C'est le Coluche miniature des musiciens. Il dénonce tout haut leurs petits drames : le sponsoring, les impressions autoritaires... Depuis dix ans ce comédien, né à Paris en 1948, a fait de ses concerts-spectacles une spécialité burlesque : « Un Farré peut

en cacher un autre » (1975). « Trois pianos et un cactus » (1978). « Le Farré sifflera trois fois » (1979). « Le dernier soliste » (1983). « Mystère et boule de gomme » (1984).

En vingt ans de métier, il a joué Hugo, Shakespeare, Beckett et Goldoni, et se présente aujourd'hui comme « un acteur-qui-aime-la-musique » et se raconte ainsi : « Je suis un auto-pianiste. Mes parents ne m'ont jamais forcé à jouer. Ils m'ont offert une *Méthode Rossini*, adolescent, j'ai, comme beaucoup, mis en échec mes potes... »

En coulisse, Jean-Paul Farré se reproche de ne pas être un bon enfant : « J'aimerais bien jouer de la trompette, mais le problème, c'est qu'on ne peut pas parler en même temps ». La tête hérissée de grandes plumes grises, il parle de son piano - qu'il dompte chaque jour - comme d'un cas à part : « C'est le seul instrument qu'on ne peut pas transporter. Il est là avant le concertiste... ». On l'écoute, et sa petite voix aigüe semble se cogner à petite voix aigüe contre ce martèlement chaque fois contre ce martèlement chât : « Je n'ai pas pu faire de café-théâtre avec lui, parce qu'il était trop gros ». Jean-Paul Farré a préparé pendant un an son dernier one man show, et il confie : « A Paris, on aimerait bien que je me fasse bouffer par mon piano ».

LAURENCE BERNARD.

VOTRE TABLE CE SOIR

● Ambiance musicale ● Orchestre - P.M.R. : prix moyen des repas - J. H. : ouvert jusqu'à... heures

DINERS

LES SABLAIERS F. sem. midi dim. 45-22-02
2, rue de Vienne, 8^e

ELFACADOR 43-47-28-67
80, bd des Batignolles, 17^e F. jeudi, mardi

Déj., dîner J. 22 h. Cuisine périgourdine. CASSOLET, CONFIT, FOIE GRAS, CÈPES, MORILLES, menu 170 F. Lz. avec spécialités. CARTE 170/190 F.

Déj., dîner J. 22 h. SPÉC. ESPAGNOLES et FRANÇAISES. Zarzuela, gambas, bacalao, calamars tinta. Environ 145 F. Formule à 79,90 F. s.a.c. avec spécialités.

RIVE DROITE

MINITEL

n°7

ÉCOLE :

les devoirs sur minitel

سكنا من الاصل

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-mardi. Les émissions signalées ci-dessous par un triangle noir sont celles qui ont fait l'objet d'un article dans le dernier supplément. Les carrés placés après le titre des films expriment notre appréciation : □ A éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 12 septembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h Journal.



20 h 35 Jeux : Intervall. Une émission proposée par Guy Lux et Claude Savarit ; présentée par Guy Lux, Léon Zitrone et Simone Garnier. Finale : Nancy-Mannville.

22 h 35 Musique : Concert Jean-Michel Jarre. A Houston, réal. Rob Gerdoy. Concert donné par Jean-Michel Jarre à l'occasion du cent cinquantième anniversaire du Texas et de Houston.

23 h 50 TSF (Télévision sans frontières). Tropical Parade : Fréquence ; Zoom et concert donné au profit des victimes de Tchernobyl.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Série : Le privé. Pygmalion. Réal. Adolfo Aristarain. Pepe Carvalho enquête après l'assassinat de Laura, un meurtre maquillé en mort accidentelle par overdose.

21 h 35 Apogée. Magazine littéraire de Bernard Pivot. Les livres du mois avec François Bluche (Louis XIV) ; Daniel Cohn-Bendit (Nous l'avons tant aimé, la révolution) ; Pascal Quignard (Le Salon de Wurttemberg) ; Didier Van Cauwelaert (Les vacances du fantôme).

22 h 45 Journal.

22 h 55 Ciné-club : La fille du désert. ■■■■ Film américain de Raoul Walsh (1949), avec L. McCreary, V. Mayo, D. Malone, T. Hall, J. Archer. Un hors-la-loi se réfugie dans les montagnes du Colorado avec une jeune métisse, la seule qui ne se soit pas trahi. Drôle d'idée d'avoir confié à la blonde Virginia Mayo un rôle de méchante ; pourtant, grâce à son interprétation et à son opposition avec le grand McCreary, le film de Walsh est un chef-d'œuvre. Au départ, un remake de Elia Kazan, pour une autre fois, à l'arrivée d'un grand film égyptien sur la fidélité et la trahison, sur le destin et son caractère implacable. Une action dramatique réservée, un script très rigoureux ; un très grand western classique.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 30 Série : Le petit docteur. Réal. Marc Simonen. Avec A. Saba, P. Lafont, V. Vargas, F. Deplanche, J. Dymek. Personnage créé en 1938 par Georges Simonen, qui abandonna ainsi quelque temps son héros le commissaire Maigret, ce médecin de campagne se trouve mêlé à plusieurs affaires criminelles qu'il dénoue avant la police.

21 h 20 Magazine : Taxi. De Philippe Alfonsi et Maurice Degowson. Dossier « spécial terrorisme » par J.-P. Moscardo, avec Marc Kravetz, Yves Lévi et Dominique Jamet.

22 h 30 Journal.

22 h 50 Décibels. Émission rock, réal. Daniel Tragarz.

23 h 35 Prélude à la nuit. Salut printemps, pour chœur de Claude Debussy, interprété par la maîtrise de Radio-France, sous la direction de Michel Lasserre de Rozel, avec Georges Delvalle, piano.

CANAL PLUS

14 h, Cinéma : Terminator. □ Film d'aventures de James Cameron (1985), avec A. Schwarzenegger, M. Biehn, L. Hamilton, P. Winfield ; 15 h 40, Cinéma : The dark mirror. ■ Film américain de Robert Siodmak en v.o. (1946), avec O. De Havilland, L. Ames, T. Mitchell, R. Long ; 17 h, Cinéma : 17 h 25, Série : Cisco Kid ; 18 h 05, Des films animés ; 18 h 15, Jeu : Les affaires sont les affaires ; 18 h 45, Top 50, 19 h 15, Zénith ; 20 h 05, Starquest ; 21 h, Cinéma : Un simulé dans la ville. ■ Film français d'Edmond Selver (1959), avec L. Ventura, S. Milo, F. Fabrizzi, D. Doli, J. Jouanneau ; 22 h 20, Flash d'information ; 22 h 35, Bozza. En direct du Cirque d'hiver, Daniel Londe-Carlos M. Rodriguez ; 0 h, Cinéma : Maria's Lovers. ■ Film américain d'Andrei Konchalovsky (1984), avec N. Kinski, J. Savage, R. Mitchum, K. Carradine, A. Morris ; 1 h 45, Cinéma : Electrochose. □ Film américain de Gregory Goodell (1980), avec L. Haynes, G. Lewis, J. Kogana, E. Travolta ; 3 h 05, Cinéma : Le rayon vert. ■ Film français d'Eric Rohmer (1986), avec M. Rivière, Rosette, B. Romand, V. Gantier ; 4 h 40, Cinéma : Tente correcte exigée. ■ Film classé X de Paul Reindel (1980), avec R. Allan, C. Stewart ; 6 h 05, Série : Comics.

LA 5

20 h 30, Téléfilm : Manie Blanche. De Jackie Cooper, avec B. Davis, E. Harden, E. Hockert ; 22 h 20, Série : Kojak ; 23 h 15, Magazine Auto-Moto ; grand prix ; 0 h 10, Téléfilm : Manie Blanche ; 2 h 05, Série : Baretta.

TV 6

20 h, Tonic 6 ; 23 h, NRJ 6 ; 0 h, Tonic 6.

FRANCE-CULTURE

20 h Musique : Mode d'emploi de l'écriture musicale. Musique et technique.

21 h 30 Musique : Black and Blue.

22 h 30 Nuits magiques.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (Festival de Ludwigsburg, émis de Stuttgart). Le martyre de saint Sébastien (extraits), de Debussy ; Concerto pour violoncelle et orchestre n° 2 en la mineur, op. 33 de Saint-Saëns ; Symphonie n° 2 en ré mineur, op. 73, de Brahms, par l'Orchestre symphonique de la radio de Stuttgart, dir. Garcia Navarro.

22 h 20 Les soirées de France-Musique : Les pêcheurs de perles ; (œuvres de Lully, Grétry, Boissard, Roussel, d'Indy) ; à 24 h, musique traditionnelle.

Un supplément magazine du « Monde »
L'informatique dans la bourrasque

A l'occasion du SICOB 1988 le Monde publie un supplément magazine de 68 pages, en quadrichromie, consacré aux grandes sociétés mondiales de l'informatique.

Ce supplément sera distribué gratuitement avec le journal de lundi, numéro daté mardi 16 septembre.

Un débat au SICOB la double compétence

L'Agence de l'informatique et le Monde organisent, à l'occasion du SICOB 1988, un débat le mercredi 17 septembre à 15 heures dans la grande salle de conférence du CNIT La Défense (niveau 1, zone D) autour du thème « La double compétence ». Les métiers de l'informatique se décloisonnent, les diverses fonctions de l'entreprise s'interpénètrent ; l'acquisition d'une autre spécialisation est pour les informaticiens la meilleure réponse aux besoins de l'entreprise.

Bernard Woutas, administrateur général du journal le Monde, entouré de Daniel Bloch, président de l'Institut national polytechnique de Grenoble ; Thierry Breton, conseiller supérieur de M. René Monory, ministre de l'éducation nationale ; Alain Legendre, associé gérant d'Arthur Andersen et Cie ; Philippe Kahn, président de Borland ; Alain Gelsamer, directeur général adjoint de l'Agence de l'informatique, discuteront de ces thèmes avec la participation de spécialistes du recrutement et de l'organisation des entreprises. Le débat sera animé par Jean-Marie Dupont et Frédéric Gausson.

* Pour tous renseignements : Relations publiques, Natacha Guigand, tél. 45-55-91-82.

Samedi 13 septembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h 50 La séquence du spectateur.
14 h 20 Série : Les Suddenbrook.
15 h 20 Dessins animés.
16 h 45 Tiercé à Vincennes.
16 h Magazine : temps X.
16 h 55 Mini Mag. De Patrick Drevet.
17 h 25 Série : Agence tous risques.
19 h 20 Trente millions d'amis.
19 h Magazine : Auto-moto.
19 h 40 Le masque et les plumes.
20 h Journal.
20 h 30 Triage du Loto.
20 h 35 Série : Julien Fontanes, magistrat.
22 h 10 Droit de réponse.
22 h 40 Affaire suivie.
0 h Journal.
0 h 15 Ouvert la nuit. Série : Le prisonnier.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

14 h 25 Dessin animé : Bug's Bunny.
14 h 55 Les jeux du stade.
17 h Les carnets de l'aventure.
18 h Série : Amicalement vôtre.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 5 D'accord, pas d'accord.
19 h 15 Actualités régionales.
19 h 40 Affaire suivie.
20 h Journal.
20 h 35 Variétés : Prénom Linda. Émission de M. et G. Carpentier.
21 h 45 Série : Le voyageur.



22 h 15 Les enfants du rock.
23 h 25 Journal.
23 h 45 Les enfants du rock. (2e partie.)

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

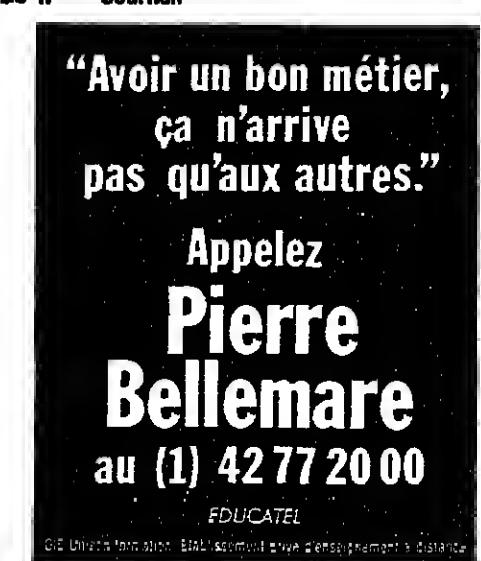


14 h 30 Espace 3 : Objectif santé.
14 h 45 Sports-jeux.
16 h 15 L'école 3. Magazine des associations.
17 h 32 Jeu : Gâmes en herbe.
17 h 55 Croqui soleil.
19 h Informations.

Dimanche 14 septembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

9 h Bonjour la France.
9 h Émission islamique.
9 h 15 A Bible ouverte.
9 h 30 La source de vie.
10 h Présence protestante.
10 h 30 Le jour du Seigneur.
11 h Tâlé Foot 1.
11 h Journal.
13 h 25 Série : Starsky et Hutch (rediff.).
14 h 20 Variétés : A la folie, pas du tout.
14 h 25 Sports dimanche.
15 h 30 Tiercé à Longchamp.
15 h 45 Variétés : A la folie, pas du tout (suite).
17 h 30 Les animaux du monde.
18 h Série : Pour l'amour du risque.
18 h Magazine Sept sur sept.
19 h 55 Loto sportif.
20 h Journal.

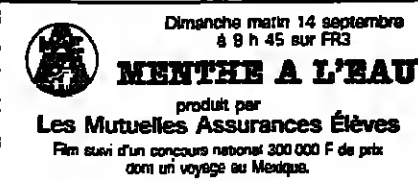


20 h 30 Cinéma : Fort Bravo. ■■ Film américain de John Sturges (1953), avec W. Holden, J. Forsythe, W. Campbell, E. Parker, W. Demarest.
22 h 10 Sport dimanche soir.
23 h 10 Journal.
23 h 25 Rubrique information.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

9 h 30 Informations et météo.
9 h 35 Les chevaux du tiercé.
10 h Récré A 2 dimanche.
11 h 30 Dimanche Martin.
13 h Journal.
13 h 30 Tout le monde le sait.
14 h 30 Série : Félicité Gravécha. Scénario et dialogues : Sylvain Joubert. Réalisation : Michel Wyz.
Avec Sylvain Joubert, Jenny Clève, Gérard Darrieu, Anne-Marie Besse, Maurice Chevit.
Lire notre article ci-contre.
15 h 25 L'école des fans.
16 h 20 Le kiosque à musique.
17 h Série : Nuits secrètes.
19 h 35 Stade 2.
19 h 30 Feuilletton : Maguy.
20 h Journal.
20 h 35 Les enquêtes du commissaire Maigret. Le pendu de Saint-Pholien. D'après G. Simonen.

19 h 15 Actualités régionales.
19 h 54 Dessin animé : Speedy Gonzales.



20 h 4 Disney Channel, pour les tout-petits.
20 h 35 Disney Channel, pour les jeunes et les moins jeunes.
22 h Journal.
22 h 25 Série : Mission casse-cou.
23 h 25 Musiclub.

CANAL PLUS

14 h, Téléfilm : Les masques de la mort ; 15 h 30, Cabon ; 16 h 40, Série : Mike Hammer ; 17 h 25, Documentaire : animaux d'Australie. Iles et récifs d'Australie ; 17 h 50, Téléfilm : Kung Fu ; 19 h 35, Top 50 ; 20 h 35, Téléfilm : Meurtres au crépuscule ; 22 h, Flash d'information ; 22 h 10, Football : Les confuses ; 22 h 40, Football : Championnat de France (en direct du Parc des Princes). Paris-Saint-Germain Racing de Paris ; 0 h 30, Cinéma : Danton (La malédiction 2). □ Film américain de Don Taylor (1978), avec W. Holden, L. Grant, J. Scott Taylor ; 2 h 10, Cinéma : J'aurais pu. □ Film américain de Richard T. Heffron (1983), avec P. Servino, B. Carrara, A. Assante ; 4 h, Cinéma : Tente correcte exigée. ■ Film classé X de Paul Reindel (1980), avec R. Allan, C. Stewart ; 5 h 30, Cinéma : L'Amour propre. ■ Film français de Martin Veyron (1985), avec J.-C. Dauphin, N. Nell, J.-L. Bideau, M. Basler.

LA 5

17 h 20, Série : Shérif, fais-moi peur ; 18 h 15, Série : K 2000 ; 19 h 10, Série : Happy days ; 19 h 35, Série : Star Trek ; 20 h 30, Téléfilm : Les veuves au parnass II (1e partie) ; 22 h 25, Football américain : 23 h 50, Téléfilm : Les veuves au parnass II (2e partie) ; 1 h 40, Football américain.

TV 6

14 h, Tonic 6 ; 17 h, Système 6, invité : Luna Parker ; 19 h, NRJ 6, invité : Patrick Bruel ; 20 h, Tonic 6 ; 22 h, NRJ 6 (rediff.) ; 23 h, Live 6, invité : Blue Monkeys ; 0 h, Tonic 6.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Nouveau répertoire dramatique : Le maître sageur, de Jacques-Pierre Amette.
22 h 10 Démarches, Maurice Roche, Écritures.
22 h 30 Musique : Croce a delizia, et Sébastien en martyr, deux œuvres de Philippe Capdenet. ■ Croce a delizia, avec L. Mazon, C. Lavoix, R. Pasquet. ■ Sébastien en martyr, avec M. Giberras, P. Damié, Y. Gournil, avec l'Orchestre du Grand Théâtre de Tours.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert, en direct du Palais des congrès de Strasbourg. Philharmonie de Pierre Boulez, par l'Orchestre symphonique de Südwestfunk de Baden-Baden.
23 h Les soirées de France-Musique.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

8 h 15 Espace 3.
9 h Debout, les enfants.
14 h 20 Sports loisirs.
17 h Taupinette.
17 h 15 Stormy.
18 h 30 RFO Hebdo.
19 h Le manège enchanté.
19 h 5 Les entrecuats.
19 h 27 L'oiseau bleu.
19 h 50 Lotte Reiniger.
20 h 5 Série : Benny Hill.
20 h 35 Document : Bêtes d'amour. Film de Serge Dubor.
Avec M^{me} Demontoy-Bonsel, maître de conférences au Muséum d'histoire naturelle ; M. Payance, vétérinaire ; le docteur Gervais, chirurgien ; M. Leduc, de la Fédération française de protection de la nature ; M. Grolleau, du CNAZ.
21 h 30 Espace francophone.
22 h Journal.
22 h 30 Cinéma de minuit : Fantomas ■■ Cycle France, l'avant-guerre.
Film de Paul Fejos (1932).
23 h 50 Prélude à la nuit.

CANAL PLUS

14 h, Téléfilm : Je cherche après Picone ; 15 h 55, Série : Les monstres ; 16 h 20, Série : Cisco Kid ; 16 h 50, Football américain ; 17 h 50, Cinéma : Le privé de ces dames. ■ Film américain de Robert Moore (1976), avec P. Falk, A. Margret, E. Brzustan, S. Caesar ; 19 h 35, Dessins animés : Ce cartoon ; 20 h 35, Cinéma : Les yeux de Laura Mars. ■■ Film américain d'Irvin Kershner (1978), avec F. Dunaway, T. Lee Jones, B. Dourif, R. Auberjonois, R. Julia ; 22 h 15, Flash d'information ; 22 h 25, Cinéma : L'Amour propre. ■ Film français de Martin Veyron (1985), avec J.-C. Dauphin, N. Nell, J.-L. Bideau, M. Basler ; 23 h 50, Cinéma : L'Espeur du Nord. ■■ Film américain de Robert Aldrich (1973). Avec L. Marvin, E. Borgnine, K. Carradine ; 1 h 50, Série : Mike Hammer.

LA 5

15 h 05, Série : K 2000 ; 17 h 20, Série : Shérif, fais-moi peur ; 18 h 15, Série : Ripside ; 19 h 10, Comédie : Happy Days ; 19 h 35, Série : Star Trek ; 20 h 30, Téléfilm : Les veuves au parnass II (2e partie) ; 22 h 25, Série : Baretta ; 23 h 20, Téléfilm : Les veuves au parnass II (2e partie) ; 1 h 15, Série : Baretta ; 2 h 10, Série : Star Trek.

TV 6

14 h, Tonic 6 ; 18 h 30, Play 6 ; 19 h, Métal 6 ; 0 h, Tonic 6.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Atelier de création : Concert d'oiseaux, musique d'images.
22 h 30 Musique : Récital Charles Rosen, pianiste.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (donné au Grosses Festspielhaus le 27 août 1986. Festival de Salzbourg). Missa Solemnis, op. 123, de Beethoven, par l'Orchestre philharmonique de Berlin. Singverein der Gesellschaft der Musikfreunde, dir. Herbert von Karajan.
23 h 30 Les soirées de France-Musique.

Supplément Radio-Télévision:
le regard du « Monde » pour choisir.

Demain, avec
Le Monde

CHEZ PHOX PAS D'INTOX

1850F Projecteur KINDERMANN AV 150 E
Projection murale ou sur écran incorporé.
Autofocus, lampe 24 V 150 W. Paniers LKM ou universels.
Télécommande à distance.

phox
CHEZ PHOX, PAS D'INTOX

350 PHOTOGRAPHES DANS TOUTE LA FRANCE

LES LILAS : PHOTO CINE RECORD - 151, rue de Paris - Tél. 43 62 71 31
PARIS 2^e : PHOTO CINE CHOISEL - 87, passage Choiseul - Tél. 42 88 97 39
PARIS 8^e : SELECTION PHOTO CINE - 24, boulevard Maubert - Tél. 42 33 58
PARIS 9^e : A.P.S. - 57, rue de Châteaudun - Tél. 48 74 73 81
PARIS 9^e : SELECTION PHOTO CINE - 81, rue La Fayette - Tél. 48 70 07 81
PARIS 16^e : PHOTO - CINE - VISION - 85, avenue Mozart - Tél. 42 88 97 89
SENILS : PHOTO DE LA HALLE - 27, place de la Halle - Tél. 44 53 10 87

سكنا من الامم

Le Monde SPORTS

OMNISPORTS

Bercy : plus de vedettes, moins de champions

Trois ans après son inauguration, le Palais omni sports de Paris Bercy (POPB) est bien devenu un pôle d'animation de la vie parisienne. Mais la facture est trois fois plus lourde que prévu. Et la pyramide abrite de moins en moins de compétitions et de plus en plus de spectacles.

Après quatre mois de formation pour travaux, le Palais omni sports de Bercy redémarre le 20 septembre. Au programme : le prédateur américain Billy Graham, entouré de mille quatre cents choristes bibliques et de chanteurs de negro spirituals. Devant quinze mille croyants, chaque soir ramené par cars entiers de France et des pays voisins, le pasteur prêchera en anglais avec traduction simultanée — la bonne parole.

Telle est la dernière surprise que nous réserve le Palais de Bercy. Le temple du sport n'a pas le droit d'abriter des manifestations politiques, religieuses ou syndicales. Ainsi le prévoit la convention passée entre la Ville et les exploitants, MM. Goddet et Thominet. Mais M. Jacques Chirac, sans doute pour amadouer les Américains en vue des Jeux olympiques de 1992, a accordé une dérogation à l'ère exceptionnelle. Le précédent sera évidemment invoqué par tous ceux — catholiques intégristes ou non, juifs, musulmans, bouddhistes — qui rêvent de célébrer des « grands-messes » médiatiques.

A vrai dire, le POPB comme disent les habitués, n'a jamais cessé de surprendre. Il a d'abord étonné par son audace architecturale et la modestie de son insertion dans le site des rives de la Seine. On mesurera mieux cette élégance lorsqu'on verra s'élever tout à côté, au-dessus du fleuve et coupant ses perspectives, la proue insolente de l'interminable vaisseau du ministère des Finances.

Le POPB a étonné aussi par son imagination technique. Dans la salle, du plancher au plafond, tout peut se transformer à volonté : l'espace, les pentes, la lumière, le nombre de sièges, la nature du sol. Aucune salle au monde n'a les capacités de Bercy-Fréjolli. Mais à l'expérience, on s'est aperçu que chaque métamorphose prend plus de temps et coûte donc plus cher que prévu. Après trois ans et demi de course, le prototype est encore en rodage.

Cet été, durant quatre mois, on s'est efforcé de le mettre au point. On a renforcé la charpente, qui en certains points accusait des faiblesses, et amélioré le fonctionnement des passerelles mobiles. Trois mille sièges mobiles d'une nouvelle conception ont été achetés qu'on stockera plus rapidement dans les parcs de stationnement. On a remplacé des supports de gradins en acier par des soutènements en aluminium quatre fois moins lourds. Conséquence : les manutentions préparatoires aux Six Jours ne coûteront plus que 1,2 million au lieu de 4 millions de francs.

Un plan d'éclairage a été conçu pour chaque type de sport, on a multiplié les réflecteurs acoustiques et créé une seconde rigole dans l'axe de la piste pour mieux réclamer les spectacles. Les loges de quinze fauteuils louées à l'année ont été agrandies, et le Palais s'est équipé pour filmer en vidéo toutes les manifestations, espérant ainsi vendre des images de qualité internationale. Bref, les mécaniciens ont peaufiné leur bolide pour qu'il atteigne enfin les performances promises.

Les tentations du show-biz

Bercy a surpris ses exploitants, Jacques Goddet et Robert Thominet, qui sont pourtant les entrepreneurs de spectacle les plus chevronnés de France. L'objectif majeur de M. Jacques Chirac était d'offrir aux sportifs en salle et à leurs supporters un lieu exceptionnel, digne de la capitale. Vingt-quatre disciplines sportives monteront aux Parisiens ce qu'elles savent faire, annonçaient. Les boxeurs sur glace, les voleurs, les cavaliers de concours bipique, les patineurs, les pistards, les judokas et, bien entendu, les « masters » de tennis ont attiré les foules. Mais depuis Acarbis, il n'y a plus de boxeur capable de remplir Bercy, les basketteurs ne font pas recette, l'athlétisme est financièrement inaccessible et bien d'autres sportifs boudent l'immense salle. A moins qu'ils ne redoutent de s'y produire devant des travées vides. En revanche, le public raffole de motocross, de trampoline et de stock-car.

Côté spectacles, les surprises n'ont pas manqué non plus. Bien qu'on ait fait appel pendant la

construction au grand acousticien israélien A. Mezler, on appréhendait les commentaires des critiques spécialisés lors des premiers concerts classiques. Ils ont été favorables : requiems, Missa solennelle, opéras, tout marche ; et les soirées de rock se donnent à guichet fermé. En revanche, les Nuits de l'armée ont été un échec.

C'est donc tout naturellement que Bercy a basculé vers le show-biz. Dans la convention d'origine — mais que n'aurait-on signé en 1981 pour emporter le morceau ? — les gestionnaires s'engageaient à organiser deux cents manifestations annuelles dont 65 % de sportives et 35 % de non sportives. Compte tenu du programme 1986/1987, c'est-à-dire sur trois ans de plein exercice, la moyenne annuelle s'établit à cent vingt-cinq manifestations seulement dont 47 % ont un caractère sportif et 53 % sont des spectacles de tout genre. Nul n'en fait grief à Jacques Goddet et Robert Thominet. Personne d'autre ne serait parvenu à faire mieux. Mais les responsables municipaux de Bercy ne se seraient pas déconsidérés en montrant un peu plus de modestie et de prudence dans leurs déclarations initiales.

Car les imprévus de toute nature ont entraîné, bien entendu des résultats financiers également inattendus. On tablait sur un investissement de 300 millions de francs 1979. Avec les 120 millions votés par le Conseil de Paris pour payer les travaux de l'été, la facture totale dépassera le milliard de francs en fin d'année 1986.

Comme chaque fois que l'on entreprend un grand équipement public, ce dépassement était prévisible. Au fil des années, on a préféré répéter, contre toute évidence, que l'on s'en tiendrait aux prévisions initiales.

Les financiers de l'Hôtel de Ville espèrent empêcher, outre les taxes sur spectacles, de substantielles réductions des bénéfices. Pour éponger les déficits de certaines soirées sportives, il faut bien renoncer à les taxes. On a débouqué 700 000 F de convention pour l'opéra *Turandot*, qui n'avait pas équilibré ses comptes malgré cent quarante-trois mille spectateurs. Quant aux redevances, après une année de vaches grasses, on en a fait son deuil. Aucune salle polyvalente au monde, même le Madison Square Garden à New-York, ne gagne de l'argent.

« Comme la saison dernière, nous espérons équilibrer en 1986/1987 », disent les managers de Bercy. Dans trois ans si tout va bien, si les transformations sont efficaces et si la renaissance sportive se confirme à Paris, nous pensons atteindre deux cent manifestations annuelles dont moitié pour le sport et moitié pour les spectacles. Gagnerons-nous de l'argent ? C'est une autre histoire. Le Palais demandera sans cesse des adaptations, et cette merveilleuse machinerie ne sera jamais bon marché.

Peu importe au fond. Paris est assez riche pour se payer un tel équipement. Car l'un des objectifs du POPB, et non des moindres, est déjà atteint. Il constitue une animation permanente de la vie parisienne. Un million de spectateurs s'y précipiteront encore au cours de la prochaine saison. Le Palais pèse de tout son poids dans le rééquilibrage de la capitale vers l'Est. Deux hôtels, le ministère des finances et des immeubles d'habitation poussent comme des champignons autour de lui. On attend avec impatience la réinstallation des « pinardiers » au fond du futur parc. Même si les Jeux olympiques de 1992 ne venaient jamais s'installer sur ces bords de Seine, la porte orientale de Paris est une terre en pleine reconquête.

MARC AMBROISE-RENDU.

Les événements de 1986-1987

Du 20 au 27 septembre : Billy Graham ; 4 et 5 octobre : finale du championnat du monde de volley-ball ; les 10, 11 et 12 octobre : tournoi de simo japonais ; 5 et 6 novembre : Requiem de Verdi ; 8 novembre : championnat de France de danse sportive ; 12 au 17 novembre : Six Jours cyclistes ; 10 au 17 décembre : circuit ; 5 et 6 janvier 1987 : Gershwin interprété par Lorin Maazel ; 6, 7 et 8 février : championnat d'Europe de tir à l'arc ; 21 février : championnat de France de hockey sur glace ; 19, 20 et 21 mars : internationaux de gymnastique ; 8 au 12 avril : championnat du monde de jumping ; 5 au 22 mai : Nabucco, spectacle lyrique.

VOILE

Les formule 40 entre la rade et le large

La Rochelle fête la voile jusqu'à dimanche. A l'occasion du Grand Pavois, quelque trois cents exposants présentent des centaines de bateaux dans le port des Minimes, qui est devenu, au fil des ans, le grand rendez-vous des plaisanciers en septembre. Mais La Rochelle accueille aussi beaucoup de multicoques, des catamarans géants inscrits au grand prix couru entre les Minimes et l'île d'Yeu, et les formule 40 qui disputeront les deux dernières régates de la Multi-Figaro.

Partis mercredi 3 septembre de Brest, les quinze multicoques de 12, 18 mètres de long ont alterné les courses au large et les régates en rade. Des épreuves difficiles pour les deux hommes à bord de ces bolides des mers qui peuvent facilement atteindre la vitesse de 20 nœuds. Et tout aussi facilement dématé. Banc d'essai pour les formule 40, la Multi-Figaro illustre les divergences qui existent entre coureurs et organisateurs à l'heure du sport-spectacle.

Deux traits blancs matérialisent le passage du bateau sur la mer. Lorsque le petit avion pique vers son objectif, la voile largement arrondie du catamaran apparaît. Un battement d'aile de l'appareil laisse entrevoir les deux coques rouges de 12 mètres du formule 40 Optique-Baumont. Grâce à l'émetteur-récepteur VHF, la conversation s'engage avec les deux navigateurs. Le skipper Bertrand de Broc assure qu'il est « au bord de l'épuisement ».

Plus près de la balise des Pierres Noires, deux des trois coques jaunes et blanches de Région Nord-Pas-de-Calais effleurent l'eau. Les Nordistes profitent au maximum de la vitesse de leur bateau, révolutionnaire dans les petits temps. A 9 nœuds, ils semblent foncer vers la victoire après de rudes heures passées à lutter, au début de l'épreuve, contre une mer un peu hachée.

La première épreuve de la Multi-Figaro, course des côtes de Finistère à la pointe ouest de l'Angleterre, a été fertile en rebondissement. La haute mer est impitoyable dès que les multicoques ne sont pas parfaitement au point. Cinq concurrents n'ont pas été beaucoup plus loin que l'île de Sein : avarie de gréement pour Biscuit-Cointreau, problème de structure sur sa poutre de liaison pour le catamaran de Loïc Pajot Cahiers-Clairefontaine, déformation de mât pour Chevilho, dématage pour le leader américain The Smyth-Team et bôme brisée pour GAI-Neptune.

La plupart de ces avaries seront vite réparées à terre, afin que les bateaux soient prêts pour la deuxième épreuve. Le nombre des incidents mécaniques a néanmoins surpris Jean-Michel Barraud, l'un des créateurs de cette course, refuse de sombrer dans le catastrophisme. Il parle avec amour des « très beaux jouets » que sont les formule 40, « très spectaculaires et plus rapides que les grands catamarans ». Il décrit les bateaux sortant leurs dérivés de l'eau et dont certains naviguent à près de 20 nœuds : « Imaginez une voiture roulant à 200 kilomètres à l'heure, sur des chemins défoncés... les risques de casse sont grands ».

Manque de préparation des équipages à leur bateau, sous-estimation des contraintes exercées par les éléments, trop grande sophistication du matériel, expliquent les abandons de la première étape. Le début de saison des formule 40 a privilégié les courses en rade. De Cherbourg à Southampton, en passant par Newport (en Belgique), les équipages

ont contourné des bouées dans des baies plus ou moins abritées. Pour Jean-Michel Barraud, la Multi-Figaro est une course différente. Certes, elle comporte des régates qui attirent le public sur les côtes, mais aussi des courses au large de 300 à 500 milles nautiques qui rappellent que les skippers ne doivent pas seulement être de bons pilotes de circuit fermé, mais également des marins.

Le rapprochement avec le sport automobile est évident. Alors, les comparaisons provoquent des réticences, comme le souligne un équipier : « On ne fait jamais court de rallyes aux voitures de formule 1 ». Des concurrents se plaignent des difficultés de la Multi-Figaro, des nuits en mer, de la navigation au large : des objections repoussées par Jean-Michel Barraud qui se moque des coureurs qui ont perdu l'habitude de se mouiller et qui « préfèrent la chambre d'hôtel à la couchette ».

Mais, du côté de la Fédération française de voile, les responsables semblent plus sensibles aux doléances des coureurs. Henri Baccini, chargé de mission à la FFV, estime que les jeunes marins se détournent de plus en plus de la course au large et préfèrent le système des régates. Adepte du sport-spectacle, il souhaite que quelques grands prix soient organisés en France et dans d'autres pays européens. Des épreuves bien visibles de la côte et courtes. « Une heure à une heure et demie pour pouvoir être filmées et transmises en direct à la télévision ».

Des skippers aimeraient être aussi célébrés que Prost ou Laffite. Des commanditaires apprécieraient que le nom de leur marque passe un peu plus souvent à l'écran. Mais les amateurs de voile peuvent-ils se contenter de trois petits tours autour d'une bouée, même à très grande vitesse ? Quelques organisateurs de courses soutiennent que les formule 40 doivent « encore » affronter les intempéries car « c'est à ce prix que la recherche sur les matériaux progresse ». Eux ne s'inquiètent pas lorsque les concurrents arrivent la nuit — « très mauvais pour la télévision » — ou lorsque s'accumulent les retards. Les deux catamarans qui ont franchi la balise du port de plaisance du Moulin Blanc soixante heures après les vainqueurs de la première étape ont bénéficié de toute leur attention. La mer, les vents, les courants demeurent encore des éléments pleins d'imprévus.

SERGE BOLLOCH.

ATHLÉTISME

Saïd comme un caïd

ROME
de notre envoyé spécial

Le « petit caïd » est resté le caïd. Sur 5 000 mètres, le Marocain Saïd Aouita ne craint personne. Biezo que grippé, fiévreux et la gorge en feu, il l'a rappelé à ses adversaires mercredi 10 septembre à Rome, lors du bouquet final du grand prix Mobil. Les manigances de Salvatore Antibo, se fauflant avec l'aplomb d'un chauffeur de taxi romain dans le peloton de tête pour casser le rythme de la course, auront été vaines. Tout comme la démonstration de force du Portugais Antonio Leitao s'emparaient du commandement aux 3 000 mètres, ou l'attentionisme de la nouvelle idole italienne, Stefano Mei. D'un coup d'accélérateur à 250 mètres du but, Aouita assura l'essentiel (13 min. 13 sec. 14), c'est-à-dire la victoire et une consolation sonnante et réverbérante (1) à une saison somme toute assez pauvre pour lui.

Dans l'euphorie de ses records mondiaux des 1 500 mètres (3 min. 29 sec. 45) et 5 000 mètres (13 min. 00 sec. 40) établis à un mois d'intervalle en 1985, le champion marocain s'était en effet senti capable d'inscrire toutes les distances intermédiaires à son palmarès. 1986 tombait bien. En cette année exemplaire pour lui de compétitions officielles, il pouvait se consacrer « au seul adversaire qu'il connaît, le chronomètre ». Les records du miles et des 2 000 mètres (Cram) des

3 000 mètres (Rono) et des 2 miles (Overt) ne tenaient plus qu'à un fil. Ils tiennent toujours. A chacune de ses tentatives, à Zurich, à Bruxelles ou à Paris, il a échoué d'un souffle. La faute à un « lièvre » qui jouait les tortues, ou au contraire à un « pace maker » (version anglaise des lièvres) qui battait la chamade. Prompt à se lamenter de la noire malchance qui s'acharne sur lui, Saïd Aouita bat aussi sa couple : « Ma préparation hivernale a été insuffisante, reconnaît-il, car j'ai été très sollicité au Maroc. Tous ces voyages sont perturbants. » Licencié dans un club de Sienne, après avoir passé plusieurs saisons à Marignane, il doit en effet franchir à tout propos la Méditerranée. Aujourd'hui sa décision est prise. « Je rentre définitivement au Maroc », a-t-il annoncé à Rome. Retour au pays d'un fils prodige.

Le jeune Saïd s'était expatrié en France au début des années 1980, avec des rêves de gloire. Vainqueur du Cross du Figaro en 1981, il confirmait sa classe aux championnats du monde à Helsinki en 1983. Mais la gloire ne devint réalité qu'en 1984, à Los Angeles, avec un titre de champion olympique des 5 000 mètres. Combé d'honneurs et d'avantages en nature par son roi, Aouita échangea alors de statut. En quelques foulées, le travailleur émigré était devenu, selon la formule d'Hassan II, l'ambassadeur itinérant du Maroc.

Saïd Aouita prend son rôle à cœur. « Je veux faire plaisir à mes

compatriotes, être un exemple pour la jeunesse », répète-t-il, sans omettre de dédier ses exploits « à mon roi et à mon peuple ». Il n'est donc pas surprenant que le champion, à vingt-six ans, veuille retourner chez lui après avoir exploité la filière « sportive et financière » des clubs étrangers. « L'argent que j'ai gagné avec le grand prix Mobil sera investi dans un complexe sportif que je fais construire actuellement à Casablanca », explique-t-il.

Un grand 10 000 mètres

Le 1^{er} novembre, il commencera donc une préparation à 100 % marocaine dans les environs de Rabat, mais avec une soif des conquêtes intacte. Les médailles d'or du 5 000 mètres et des 10 000 mètres sont déjà programmées pour les championnats du monde de Rome en septembre 1987. « Sur ces deux distances, je n'ai pas d'adversaire, tandis que sur les 1 500 mètres les chances seraient partagées avec Steve Cram », lâche-t-il avec cynisme. En ce qui concerne les 1 500 mètres, Aouita a l'intention de « se concentrer sur le record » dans l'espoir de l'abaisser jusqu'à 3 min. 28 sec. Sur d'être bientôt le premier coureur sous la barre des 13 min. aux 5 000 mètres (il estime valoir 12 min. 50 sec.). Le coureur marocain manque encore de références sur 10 000 mètres. Il pense cependant pouvoir finir avec les 27 min. Un « grand 10 000 » est prévu en

mai prochain à Casablanca pour confirmation.

Volontiers habileur, un rien fanfaron, mais s'efforçant toujours de tenir à son mieux ses promesses sur la piste, Saïd Aouita est incontestablement le champion qu'il fallait au grand prix Mobil. Dans les épreuves reines du demi-fond, il assure le spectacle. Or c'est justement l'athlétisme-spectacle que Primo Nebiolo, le président de la Fédération internationale (IAAF), a voulu promouvoir en passant l'an dernier un pacte diabolique avec l'argent. L'association avec la firme Mobil, déjà organisatrice d'un circuit indoor aux États-Unis, visait la création d'un circuit mondial international comparable à celui du tennis. Le vainqueur est désigné par addition de points, un bonus étant accordé en cas de record du monde.

Doté de 763 000 dollars contre 542 000 en 1985, le grand prix 1986 s'est avéré être un stimulant pour les athlètes. Six records du monde ont été battus au cours des seize réunions qui le composaient. Saïd Aouita aurait aimé ajouter son nom à la liste — Dreetsler, Kristiansen, Bubka, Puica, Donkova — sur la piste du stade olympique de Rome mais, explique-t-il : « avec 38^e de fièvre, j'ai dû me contenter de gagner ». Seuls les virus résistent encore aux dollars.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

(1) 35 000 dollars : 10 000 pour sa victoire dans les 5 000 mètres du grand prix Mobil et 25 000 pour sa victoire au classement général.

LES HEURES DU STADE

Basket

Championnat de France Nationale 1 premier tour aller. Samedi 13 septembre.

Cyclisme

Tour de l'Avenir de la Communauté européenne. Quatorze étapes entre Porto et Turin du 10 au 22 septembre. Résumé sur A2 vers 23 heures.

Equitation

Championnat d'Europe des jeunes cavaliers. Reims jusqu'au dimanche 14 septembre.

Escalade

Grand Prix de France. Les 13 et 14 septembre à Troubat (Hautes-Pyrénées).

Football

Championnat de France Première division Neuvième journée samedi 13 septembre

Marseille-Nantes ; Laval-Brest ; Auxerre-Saint-Etienne ; Sochaux-Bordeaux ; Le Havre-Rennes ; Nancy-Metz ; Paris-SG-RC-Paris ; Lens-Lille ; Marseille-Toulon.

Hockey sur gazon

Tournoi de Paris les 12, 13 et 14 septembre au stade Emile-Antoine, avec les équipes de Pologne, Espagne, Italie et France.

Tennis

National à Vichy. TF1 Sport-Dimanche à partir de 14 h 20.

Triathlon

1^{er} Triathlon international de Paris. Dimanche 14 septembre.

Le Monde sans visa

CHINE
1976-1986

MAO N'EST MORT QUE DEUX FOIS

Par
Patrice de Beer

EN cette chaude matinée crisolée de début septembre, la file s'étire sur plus d'un kilomètre place Tiananmen. En rangs par quatre, des milliers de personnes avancent lentement vers le mausolée où est exposé le corps embaumé du Grand Timonier, Mao Zedong, mort il y a dix ans. Les gens parlent doucement entre eux. Ils sont venus seuls ou en famille, rarement en groupe, pour passer quelques instants à regarder le catafalque où brille la face cireuse du fondateur de la République populaire et grand ordonnateur de la révolution culturelle. Ils se dispersent ensuite à travers les boutiques des marchands du temple installées à la sortie.

Peu d'émotion visible chez eux, pour la plupart des touristes venus de province ou des militaires en permission. Quelques vieux se recueillent brièvement, un fœder salu. On n'est guère loquace avec le journaliste étranger pour répondre à toutes ses questions sur un passé que l'on n'a pas envie de réveiller. Notre voisin de queue, un Pékinien venu avec femme et enfant, dit que c'est sa première visite et qu'il est là « parce qu'il avait du temps libre ». Il sourit sans en dire plus, puis nous retourne les questions : « Et de Gaulle, a-t-il lui aussi son mausolée ? ». Non. « Et Napoléon ? Parce que nous, Chinois, nous l'admirons beaucoup... » Pas un mot sur Mao.

En fait, il semble que la plupart des visiteurs venus spontanément — car, sauf pour les scolaires, on n'organise plus guère de pèlerinages collectifs — se soient déplacés avant tout pour voir un des lieux célèbres de la capitale, ou se faire photographier devant. Des minibus attendent les touristes provinciaux pour les emmener à leur prochaine destination : « Qui veut aller au Palais d'été ? ». « Qui veut aller à la Grande Muraille ? ».

A mille deux cents kilomètres à vol d'oiseau au sud, le village natal de Mao, Shaoshan, ne reçoit plus guère de visiteurs : officiellement un millier par jour, sans doute bien moins. La voie ferrée construite pour y amener les gardes rouges par millions ne sert plus qu'une fois par jour. Plus loin vers l'ouest, Yanan, la Mecque du maoïsme, vit aussi confiante dans ses souvenirs révolutionnaires et en rêvant aux profits passés,

quand il fallait avoir fait le pèlerinage à la grotte sacrée.

Quant aux « badges » fabriqués jadis par centaines de millions, ils sont devenus des objets de collection. Seuls les touristes étrangers en achètent encore, de même qu'ils sont les seuls à encore s'arracher les casquettes Mao bleues ou vertes frappées de l'étoile rouge, soldées au « magasin de l'amitié ». Aucun Chinois n'oserait plus se déguiser de la sorte...

En dix ans, la Chine a bien changé. Le régime est certes resté communiste. Mais le communisme est devenu comme une auberge où le menu « idéologique », le personnel et la vaisselle auraient changé, de même que de nombreux plats.

Il ne faudrait pas croire que Mao soit passé aux oubliettes de l'histoire. Son portrait reste accroché au fronton de la porte Tiananmen, au centre de Pékin, comme la personnification du régime. L'idéologie qu'il a fondée en adaptant aux spécificités de la Chine un marxisme-léninisme trop rigide demeure celle de ses successeurs. Le culte de la personnalité qui avait parsemé le pays de statues fabriquées à la chaîne a cédé la place à la bonhomie apparente et à la simplicité de M. Deng Xiaoping. Enfin le jugement hagiographique porté pendant des décennies sur le Grand Timonier a été rééquilibré. Depuis 1978, au nom de la « pensée Mao Zedong », on a abattu des pans entiers de l'édifice qu'il avait élevé ou reconstruit, ceux que la « grande révolution culturelle prolétarienne » avait mis à bas.

En 1980-1981, M. Deng a remis les choses au clair : « En somme, malgré les détours parcourus et les erreurs commises, le bilan des dix-sept années qui ont suivi la fondation de la République populaire est fondamentalement positif ». Bref, Mao a été dans le vrai, ou presque, jusqu'à la révolution culturelle. Après, « à la fin de sa vie », « l'erreur du camarade Mao réside dans le fait qu'il est allé à l'encontre de ses propres idées justes ». Il faut donc « rechercher la vérité dans les faits », un des rares slogans encore ressuscités, et « rétablir, maintenir et développer cette doctrine dont il a jeté le fondement ». C'est-à-dire faire du maoïsme sans Mao, voire contre lui.

Vieux compagnon de route, M. Deng a préféré éviter les termes trop durs et s'est contenté de bouleverser tranquillement

l'univers maoïste. D'autres y sont allés plus fort. D'abord, la jeunesse du « mur de la démocratie », dont la soif de liberté et la critique corrosive ont été jugées insupportables, même par le libéral M. Deng. Ses promoteurs sont toujours en prison. Ensuite, par des gens d'une autre génération, comme le secrétaire général du PCC, M. Hu Yaobang, qui, après avoir loué la « pensée brillante » du philosophe Mao dans un discours prononcé le 9 avril dernier, l'a accusé d'avoir patagé dans ses propres théories : « Il les inverse même dans beaucoup de

parfois à titre posthume, comme celle de l'ancien président Liu Shaoqi.

Une Chinoise nous a raconté l'histoire d'amis de sa famille : ils avaient célébré un peu bruyamment la mort de Mao ; pris de panique, ils se suicidèrent quelques jours après. Aujourd'hui, on n'hésite plus guère à le critiquer. Mais la plupart préfèrent tirer un trait. L'annéisme collective est moins douloureuse.

Et puis, surtout, il s'agit d'un passé si lointain... Désormais, la « politique au poste de comman-

Depuis 1978, au nom de la « pensée Mao Zedong », les Chinois ont reconstruit par pans entiers l'édifice que la « grande révolution culturelle prolétarienne » avait mis à bas.

cas et alla jusqu'à déclencher la révolution culturelle, qui fut pour le parti et l'Etat une catastrophe terrible qui aurait pu être évitée. »

Si Mao était mort dix ans plus tôt, tout aurait été plus simple. Mais, pour les Chinois, il est à jamais confondu avec les dernières et dramatiques années de son règne, avec cette révolution culturelle et avec la « bande des quatre » — d'aucuns disent des cinq.

Officiellement considéré comme « symbole » dont l'on ne peut se dispenser sous peine de voir disparaître la justification même du régime, il est de plus en plus oublié, négligé, pour ne pas dire haï par beaucoup, qui lui reprochent qu'un parent ou des amis disparus, qu'une carrière brisée... Des millions de morts, trois millions de réhabilitations,

dement » a cédé la place à l'économie, au profit. Les structures sclérosées héritées du stalinisme ont été remises en cause. D'abord avec la réforme dans les campagnes, la suppression des communes populaires et la remise des terres aux paysans par le système du contrat.

L'« égalitarisme » n'a plus cours : les paysans peuvent garder le produit de leur travail une fois les livraisons de céréales à l'Etat effectuées. Ce qui a permis à la récolte de céréales de passer de 280 à 380 millions de tonnes, à celle de coton de presque doubler. La valeur de la production agricole a augmenté de près de 11 % par an, contre 3,5 % entre 1949 et 1978. Le revenu rural a triplé. Celui des villes s'est presque multiplié par deux. Plus des neuf dixièmes de la population mangent à leur faim sans aide de

l'Etat. Il a aussi fallu pour cela imposer un sévère contrôle des naissances à la suite de l'explosion démographique qui, au nom de la puissance des masses, avait fait doubler la population chinoise en trente ans sans que l'intendance suive au même rythme. Sa croissance s'est réduite, non sans mal, non sans brutalité.

Tandis que les paysans s'enrichissent, l'industrie n'a cessé de progresser : plus de 10 % par an, surtout au profit de l'industrie légère, de la consommation. La Chine est devenue le premier producteur mondial de machines à laver, a doublé sa production textile, fabrique des téléviseurs couleur par millions. La nouvelle « réforme urbaine », en réalité industrielle et de gestion, a pour but de donner plus libre cours à l'initiative, à la responsabilité des entreprises, et de contraindre la bureaucratie à réduire ses contrôles tatillons. But louable, mais combien difficile à atteindre ! Mais aussi combien inimaginable au temps où Mao subordonnait tout à l'idéologie.

Traditionnellement repliée sur elle-même, la Chine, qui avait atteint le paroxysme de l'isolement dans les années 60, se tourne aujourd'hui vers le monde. Le volume du commerce extérieur est passé de 9 à 70 milliards de dollars en dix ans. La Chine importe plus, exporte davantage, s'endette, s'ouvre aux capitaux et aux entreprises occidentales capitalistes, crée, comme Taiwan, des zones franches pour les investisseurs américains ou japonais.

L'ère des militaires a cédé la place à celle des managers. L'uniforme n'est plus le costume Mao mais le complet veston et la petite serviette. Les gestionnaires montent, montent... jusqu'aux échelons les plus élevés du parti et de l'Etat. On ne doit plus avoir honte

d'être communiste et de gagner de l'argent. Pour son entreprise ou pour l'Etat, bien entendu, car il n'est pas question de mettre de l'argent dans sa poche. Mais la tentation est grande, et les Chinois ont de moins en moins peur du gendarme !

Plus surprenant encore : on découvre qu'une réforme politique est à son tour nécessaire. Exhumant de vieilles déclarations de Mao, oubliées de tous si tant est qu'elles aient jamais été publiées, les dirigeants décrètent que la critique peut être positive, que l'on a le droit d'avoir une position différente de la ligne officielle — à condition, bien entendu, de rester dans la mesure et de se plier à la discipline commune, — que l'on n'est plus un pestiféré quand on n'est pas membre du parti.

Que de changements en dix ans ! D'une Chine dont les masses de gardes rouges fanatisés défilaient par millions devant un leader énigmatique et vieillissant, dont l'armée de fournis bleus faisait trembler un monde effrayé par le « péril jaune + rouge », où il valait mieux être révolutionnaire et avoir le ventre vide, être pauvre mais fier, rouge plutôt qu'expert, on est passé à une Chine sage, calme, cannyeuse parfois, mais colorée et vivante. Tout cela est bien loin du rêve imaginé et imposé de force par Mao. Dernier paradoxe, pourtant, tout cela se fait, et risque de se faire encore longtemps, au nom du maoïsme.

Le successeur du Grand Timonier, M. Deng, a été limogé deux fois pour manque de souplesse d'échine. Chaque fois, il a refait surface. Il est trop madré, et trop fin joueur de bridge, pour ne pas savoir que ce ne sont pas les « ismes » qui survivent au temps mais les réalisations concrètes. ■



C'est en touristes plus qu'en pèlerins que les Chinois rendent visite au mausolée de Mao, sur la place Tiananmen, à Pékin.

سكنا من الامم

l'enquête

1976, ANNÉE DES SÉISMES

1976, année noire en Chine :
tremblement de terre fin juillet ;
Mao meurt le 9 septembre ;
la crise politique se noue. En octobre,
on arrête ceux qui deviendront,
lors de leur procès,
la « bande des quatre ». Tout bouge...

Par
Aline Jacob

CHACUN savait que le dénouement ne pouvait beaucoup tarder. Depuis la mi-juin, le vieux président ne recevait plus d'hôtes étrangers. Les images que la télévision avait montrées des audiences — de plus en plus brèves — accordées à ses derniers visiteurs l'avaient fait apparaître de plus en plus tassé, presque allongé dans son fauteuil, le visage figé, le verbe à peine intelligible pour ses propres interprètes.

La santé de cet octogénaire malade demeurait un secret d'Etat — la fiction voulait qu'il « reste très occupé par son travail » — mais l'opinion ne pouvait en fait avoir été mieux préparée à l'inéluctable échéance.

Le malheur est que celle-ci — délicate en toute hypothèse compte tenu de la place occupée par le personnage — survenait dans les pires circonstances qu'on puisse imaginer. Depuis le début de l'année, le pays avait été secoué par la succession de deuils, de heurts politiques et de catastrophes naturelles qui le laissaient fortement ébranlé.

Cela avait commencé, le 8 janvier, par la mort de Zhou Enlai, le modèle du premier ministre intègre dans les plus hautes traditions chinoises, l'homme qui avait su tenir le cap dans toutes les tourmentes. Le vide qu'il laisse est considérable, et il n'est pas comblé. Un autre père de la révolution, Zhu De, maréchal et chef de l'Etat, est mort en juillet. Le choc

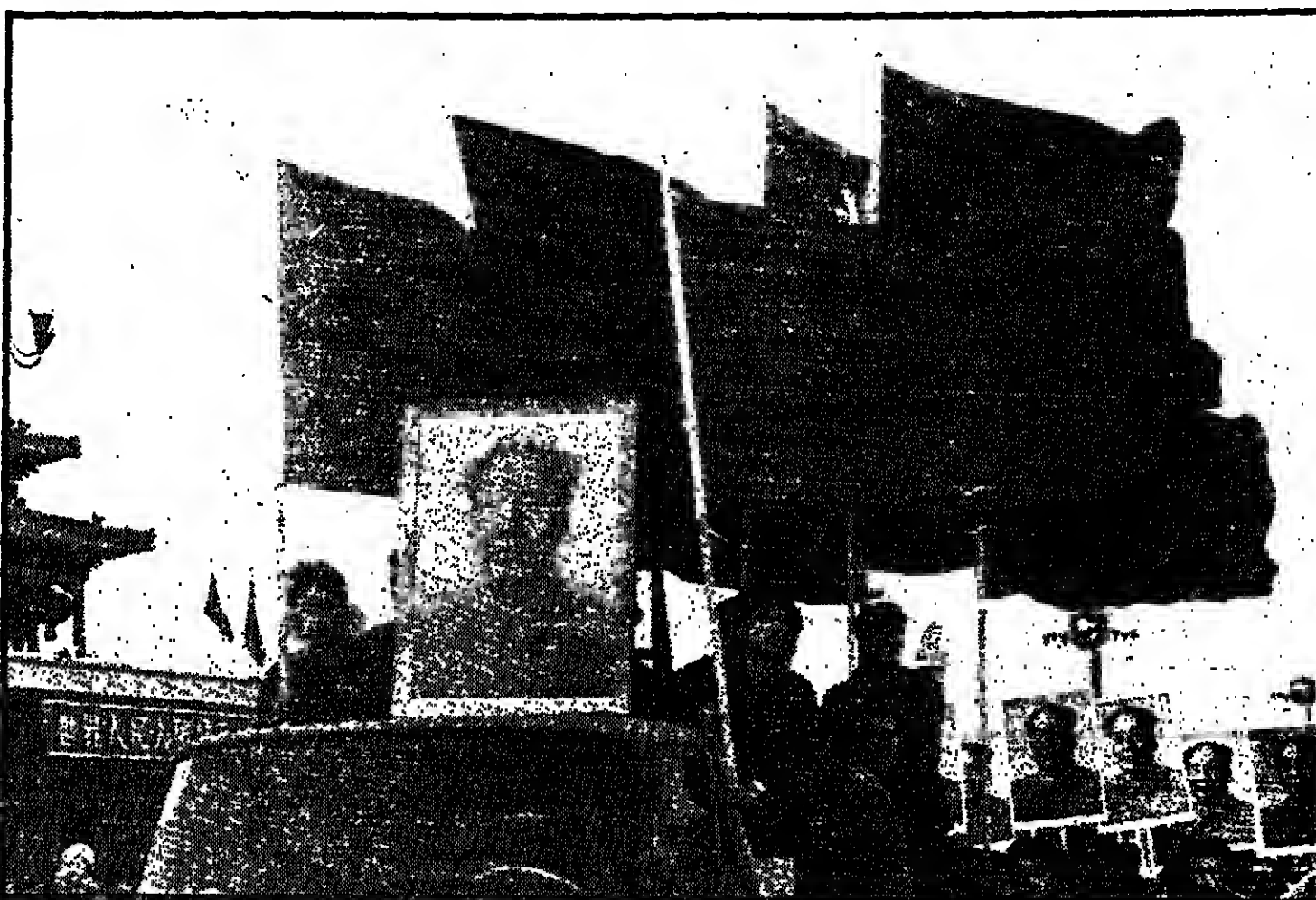
est moindre, mais cette nouvelle disparition montre trop bien qu'une génération est en train de s'éteindre — alors que la relève n'est nullement assurée.

Car Pékin et la Chine tout entière sont plongés dans une crise politique qui, de l'hiver au début de l'été, n'a cessé de s'envenimer. Le conflit est ouvert entre la « gauche » de la direction du parti — les « fondamentalistes » de la révolution culturelle, ce « groupe de Shanghai », ceux qu'on appellera plus tard « la bande des quatre » et dont fait partie l'épouse de Mao, Jiang Qing — et une « droite » pragmatiste conduite par Deng Xiaoping, un revenant de la révolution culturelle où il avait été dénoncé comme le « Khrouchchev chinois », réapparue en 1973 et qui ne cachait guère que son heure, à son sentiment, était venue.

La crise a atteint son paroxysme au mois d'avril avec les émeutes de la place Tien-An-Men. Du jamais vu en Chine depuis la Libération. Ce n'est pas la violence qui est inédite — le pays a vu bien pire — mais le fait qu'elle a pour théâtre ce haut lieu presque sacré du régime, défi à l'autorité établie, comme si, pour une fois, les règles du jeu échappaient au pouvoir.

Signes extraordinaires

Deng Xiaoping est le perdant de cette première manche (il disparaît pour plus d'un an) mais la nomination du fétide Hua Guofeng au poste de premier ministre par interim a une allure de replâtrage



Cortège de deuil après la mort du président Mao, le 9 septembre 1976.

qui ne parvient vraiment à convaincre personne, encore moins à satisfaire les uns ou les autres parmi les principaux protagonistes de l'affrontement. La campagne qui se poursuit tout l'été contre « le vent déviationniste de droite » montre bien, au reste, que la crise n'est nullement terminée.

La nature elle-même s'en est mêlée, et elle n'y a pas été de main morte. Le 28 juillet, l'un des plus graves séismes de l'histoire aplatit littéralement la ville de Tangshan, non loin de la capitale. On comptera près de 300 000 morts. Pékin n'est pas épargné et les ruines y sont nombreuses. Tout le mois d'août les tritonniers y sont envahis d'abris de fortune, bâches, plastiques, couvertures tendus de brique et de broc, où les habitants vivent dans la crainte et l'attente de nouvelles secousses. On y dort, on y cuisine, on y fait la lessive en maintenant tant bien que mal un minimum d'hygiène.

Le tremblement de terre de Tangshan n'est d'ailleurs pas un phénomène isolé. D'autres séismes sont signalés dans le Sud, une pluie de météorites sans précédent (la plus grosse approche les 2 tonnes) dans le Nord-Est, des inondations catastrophiques du fleuve Jaune. « Cette année, dit-on couramment à Pékin, rien n'est normal. »

Cette accumulation de « signes extraordinaires » a de quoi impressionner une population au demeurant encline, de longue tradition, à interpréter auspices et présages. A tel point que, le 26 août, le journal *Clarité* éprouve le besoin de mettre les choses au point. Il est vrai, rappelle-t-il, qu'à l'époque de la dynastie des Song (dixième-treizième siècles) un premier ministre avait été chassé du pouvoir sous prétexte que son œuvre réformatrice avait entraîné toutes sortes de calamités, signe évident de la colère du Ciel qui, ainsi, lui « retirait son mandat ». Mais *Clarité* s'indigne d'une pensée typiquement confucianiste qui voudrait que l'homme soit « soumis à la volonté du Ciel » au lieu de « se dresser dans la lutte ». On n'en a pas fini, pourtant, avec les coïncidences...

Le 9 septembre dans l'après-midi, il fait à Pékin le chaleur moite d'un été tardif. Depuis le milieu de la journée, une communication officielle a été annoncée

pour 16 heures. Elle est diffusée par toutes les radios, tous les haut-parleurs qui permettent d'atteindre les plus larges avenues comme les plus étroites ruelles de la capitale : le président Mao Zedong est mort la nuit dernière. Un hommage vibrant est rendu à son œuvre — « le grand dirigeant et éducateur, le président Mao Zedong, vivra éternellement » — et un appel rituel est lancé à l'unité nationale.

Une impression d'ordre

L'émotion est réelle, faite peut-être plus de désarroi, d'inquiétude du lendemain que de douleur. Toutes les craintes éprouvées après la disparition de Zhou Enlai redoublent aujourd'hui. Le vieux Timonier, au printemps, n'a-t-il pas encore été en mesure de jouer le rôle d'arbitre entre des forces si résolues à s'opposer que l'affrontement débordait dans la rue ? Qui, désormais, serait en mesure d'imposer sa volonté aux uns comme aux autres si les choses, de nouveau, tournaient mal ?

Ces interrogations se lisent sur les visages, mal cachés par les sourires de rigueur devant l'étranger. Le pouvoir — ô combien intérimaire ! — en est conscient et s'applique avant tout à donner une impression d'ordre.

Pékin est en deuil, drapeaux en berne, brassard noir au bras de la majorité des habitants — certains y ajoutent une fleur blanche à la boutonnière — mais la vie continue partout aussi normale que possible, à l'exception des spectacles, dont les représentations sont interrompues.

Un coup de pouce supplémentaire est même donné pour éviter tout sentiment de laisser-aller : dans les quartiers du centre, les abris de fortune qui battaient au vent depuis le tremblement de terre de juillet disparaissent, les tas de gravats qui subsistaient autour des bâtiments touchés par le séisme sont évacués et balayés jusqu'à la dernière poussière.

Entre-temps, hommage au défunt est rendu par d'interminables cortèges qui défilent devant le corps exposé dans le grand hall de l'Assemblée nationale populaire, sur la place Tien-An-Men. De hauts dignitaires sont en permanence alignés à proximité du catafalque, mais c'est Jiang Qing,

le visage enveloppé de voiles noirs, qui est au premier rang lorsque nous passons, à notre tour, devant la dépouille mortelle.

Etrange vision de ce géant politique qui paraît petit sous le drapeau rouge qui le reconvoque jusqu'au torse. Le visage est parcheminé, le front immense, les derniers cheveux grisonnants.

Le samedi 18 septembre, les obsèques mobilisent un million de personnes rangées dans un ordre rigoureux (les dalles de la place ont été numérotées), toujours sur Tien-An-Men. A la tribune, le dos au mur de la Cité interdite, les dirigeants survivants s'alignent dans l'ordre hiérarchique, toutes



Un dazibao contre la « bande des quatre » arrêtée en octobre 1976 et jugée en 1980.

tendances politiques confondues. M. Hua Guofeng prononce l'éloge funèbre — plutôt plat, mais on en apprécie plus tard la prudence, — et l'ensemble de la cérémonie dure tout juste une demi-heure. Dignité et rigueur, jugent les observateurs, légèrement intrigués tout de même par tant de sobriété.

Où est le corps ?

S'ouvre alors un étrange intermède où les points d'interrogation ne cessent de s'accumuler. Et d'abord, quelle destination va-t-on donner au corps de Mao Zedong ? Sera-t-il incinéré, comme l'ont été de la révolution chinoise, Zhou Enlai y compris, dont les cendres, conformément à sa volonté, ont même été « dispersées dans les rivières et sur les terres de la patrie » ? On ne sait pas même,

pour l'instant, où est conservé le corps du président défunt, bien que la période officielle de deuil ait cessé et que des musiques plus légères, à la radio, aient pris la place des marches funèbres et de l'Internationale, qui occupaient les ondes depuis le décès.

Politiquement, la situation n'est pas plus claire. M. Hua Guofeng n'est toujours qu'un dirigeant « intérimaire » qu'aucune instance collective n'a encore confirmé dans ses fonctions à la tête du parti et du gouvernement. Depuis la mort de Mao, les forces armées elles-mêmes restent sans chef suprême.

Le temps fraîchit vite en cet automne pékinois, mais l'atmosphère s'alourdit de jour en jour, en particulier lorsque des affiches annonçant des nominations aux postes de l'Etat sont arrachées quelques heures plus tard des murs sur lesquels elles sont apparues.

Bref, il se passe quelque chose... ou plutôt quelque chose ne tourne pas rond. La surprise sera tout de même de taille lorsque, à la mi-octobre — dans la nuit du 11 au 12 exactement — la nouvelle commencera à filtrer que la veuve du président défunt, Mrs Jiang Qing, et trois de ses collègues du bureau politique du comité central du parti ont été arrêtées.

L'événement, tenu secret, date de plusieurs jours (du 6 au soir). Entre-temps, une décision a enfin été annoncée concernant la dépouille mortelle de Mao : embaumée, elle sera conservée dans un cercueil de cristal pour lequel un imposant mausolée sera construit place Tien-An-Men, face à l'ancien palais impérial. C'est Tiao qui, à la fin de l'été 1977, sera le premier visiteur étranger de ce monument ; ô symbole ! La dénonciation du tyranisme a été au cœur de la dispute entre Mao Zedong et Khrouchchev...

Nous perirons d'auspices et de coïncidences ? Dans le calendrier traditionnel chinois, Mao est mort à 0 h 10 exactement, le seizième jour du premier mois d'août de cette année du « double huit », placée sous le double signe du Dragon et du Fen. C'était aussi la première pleine lune de l'automne, fête depuis six siècles dans le monde chinois comme l'anniversaire de l'insurrection contre la domination mongole. ■

AUTOMNE CHINOIS A PARIS

Plus de deux cents acteurs, musiciens, chanteurs, conteurs, marionnettistes de différentes provinces de Chine seront à Paris au cours des mois de septembre et octobre, invités par le Festival d'automne.

Une grande première pour eux, comme pour les amateurs de théâtre qui, jusqu'ici, n'avaient pu voir que l'opéra de Pékin, alors qu'il existe d'autres styles plus anciens et plus appréciés. Le *qunku*, entre autres, sera au Théâtre Mogador du 18 au 22 septembre avec l'une des plus belles pièces du répertoire : *le Pivillon des pivores*, ou l'amour fou d'une jeune fille pour un jeune homme dont elle a rêvé et qu'elle retrouvera après sa mort. Après être tombé plusieurs fois dans l'oubli, le *qunku* a été ressuscité au vingtième siècle. C'est le plus raffiné et le plus lyrique des styles d'opéra chinois.

Du 25 au 29 septembre, lui succédera l'opéra de *yueju*, avec une pièce non moins célèbre : *le Rêve dans le pavillon rouge*, tiré d'un roman qui a fait pleurer des générations de Chinois depuis le dix-huitième siècle (traduction française dans la « Bibliothèque de la Pléiade »). Théâtre chanté dont tous les rôles sont tenus par des femmes.

Troisième événement : la venue du dernier théâtre masqué, un genre qu'on croyait depuis longtemps disparu, alors qu'il se perpétuait dans plusieurs villages de la province du Guizhou depuis le début de la dynastie Ming (quatorzième siècle). Théâtre exorciste, dont le répertoire est composé exclusivement de pièces militaires,

le *doi*, « théâtre de la terre », appelé aussi « danse des dieux », et joué par les paysans, en plein air, à même le sol, à l'époque du Nouvel An, est un vestige d'une valeur considérable, que les gardes rouges ont failli irrémédiablement faire disparaître. Les représentations de *doi*, auxquelles il manquait le décor des rizières et des montagnes du Guizhou, auront lieu sur terre battue du Théâtre des Bouffes du Nord, du 13 au 26 octobre.

D'autres spectacles seront présentés dans une maison de thé sera installée dans le grand foyer du Théâtre de Chaillot, du 2 au 26 octobre. La Chine est aussi à la Défense à partir du 12 septembre : Festival du cinéma chinois contemporain (huit films récents), exposition d'artisanat et présentations scientifiques et techniques.

Enfin, la traduction française d'un roman situé dans la Chine d'après Mao, *Alles de plomb*, est annoncée pour le 18 octobre aux éditions Maren Sell. L'auteur, Zhang Jie, une femme de quarante-huit ans, a d'abord eu quelques ennuis lors de la parution de son livre en Chine en 1981 car il décrit sans complaisance les mœurs et les compromissions de la vie quotidienne... puis elle a obtenu, en 1985, le prix Mao-Tun, et l'autorisation de se rendre à Paris.

► Festival d'automne : 166, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-96-12-27.

► La Défense, relations publiques, tour Fiat, place de la Coupole. Tél. : 47-96-25-43.

1986, UN MILLIARD D'INDIVIDUALISTES

**La Chine reste communiste.
Mais son communisme a changé.
Culture, économie, affaires, consommation...
L'idéologie cède la place
au pragmatisme.**

MONTÉS à Pékin avec 130 000 francs d'économies et leurs tableaux, six jeunes étudiants de l'institut des beaux-arts de Hangzhou ont loué une salle par l'intermédiaire du bureau des expositions du ministère de la culture et envoyé des cartons d'invitation. Leur peinture n'a rien d'officiel : nus tourmentés, jeux de caractères chinois, œuvres parfois contestataires, comme ces *Murs du palais*, au rouge oppressant, symbolisant la bureaucratie qui étouffe la personnalité.



« Docteur, mon pénis est trop court, faites quelque chose. » Il ne s'agit pas des petites annonces d'un journal spécialisé, mais d'un article sur la greffe effectuée par un groupe de chirurgiens sur un mari frustré, publié par le très officiel journal du PC chinois de Shanghai. Le *Wen Hui Bao* est d'ailleurs l'un des seuls quotidiens dont le tirage ne soit pas en diminution, y compris celui du *Quotidien du peuple*.

Après la disparition des « petits journaux », spécialisés dans les faits divers parfois crapuleux, voire le sexe « soft », qui ont fleuri en 1984 comme champignons après la pluie, les Chinois, de plus en plus politisés, lisent surtout des revues techniques, scientifiques ou commerciales, pour élever leur niveau de connaissances ou tout simplement pour apprendre comment faire plus d'argent. Qui achète encore le *Petit Livre rouge*, mais aussi les ouvrages politiques que l'on continue de publier et qui prennent la poussière dans les bibliothèques en attendant l'éventuel client ? Seuls les ouvrages de M. Deng Xiaoping se vendent. Mais on s'arrache *Alvin Toffler*, *Henry Kissinger* ou... *Astérix*.

Les écrivains victimes des purges après avoir été accusés de « droitisme » ont recommencé à écrire. L'un d'eux, Wang Meng, vient d'être nommé ministre de la culture. Mais tout n'est pas simple. Un autre auteur, Zhang Xianliang, lui aussi victime du maoïsme, vient d'être sévèrement critiqué pour « pornographie » parce qu'il avait décrit les frustrations sexuelles d'un de ses héros. Mais son livre reste en vente, il a pu se défendre et a conservé toutes ses positions officielles. Il ne faudrait pas en déduire que la Chine est devenue une démocratie à l'occidentale. Elle en est loin, même si des pas importants ont été franchis. Il existe encore des camps de « réforme par le travail », et M. Deng a lancé une campagne contre la criminalité qui a conduit des milliers de « criminels » face au peloton d'exécution depuis trois ans.

Quand Mao vivait encore, il fallait être révolutionnaire et donc mettre en avant les intérêts du parti et de l'Etat, travailler pour une maigre pitance mais suivre la ligne convenable, obéir aveuglément, à l'instar du héros-soldat Lei Feng, aux ordres du président. Aujourd'hui, les gens rient, discutent et se disputent, allant même jusqu'à faire des confidences aux étrangers. Surtout, ils pensent avant tout à leur carrière, à leur famille, à arrondir leurs revenus.

Avec la réforme rurale, les paysans travaillent jour et nuit leurs champs pour en tirer le maximum, alors qu'auparavant ils ne montraient guère d'enthousiasme pour creuser le sillon communautaire.

Il y a dix ans, M. Lu Guojing vivait dans l'ombre, caché par ses amis. Fils de capitaliste — son père était armateur sur le fleuve Yangzi, — il risquait d'être affublé d'un bouc et de parader

dans les rues, d'avoir à confesser ses fautes lors d'un procès public avant de finir dans un camp de travail ou d'être exécuté. En 1986, il est fier de se dire à nouveau capitaliste et d'avoir recréé, avec la bénédiction du parti, l'entreprise paternelle, dans laquelle il ne veut ni syndicat ni cellule du PC.

Dix-sept millions de Chinois travaillent dans une entreprise individuelle, sans compter les millions de « familles spécialisées » rurales qui se lancent dans l'élevage, l'artisanat, le commerce ou les transports. Des Bourses ont été créées à Shanghai et à Shenyang. Le Parlement débat d'une loi sur la faillite. Les Chinois, si habiles spéculateurs dans le Shanghai des années 30, où des fortunes se faisaient ou se défaisaient en quelques heures, mais qui avaient oublié ces combines pendant les années de pureté révolutionnaire, redécouvrent — à dose homéopathique, il est vrai — le plaisir de posséder actions et obligations.

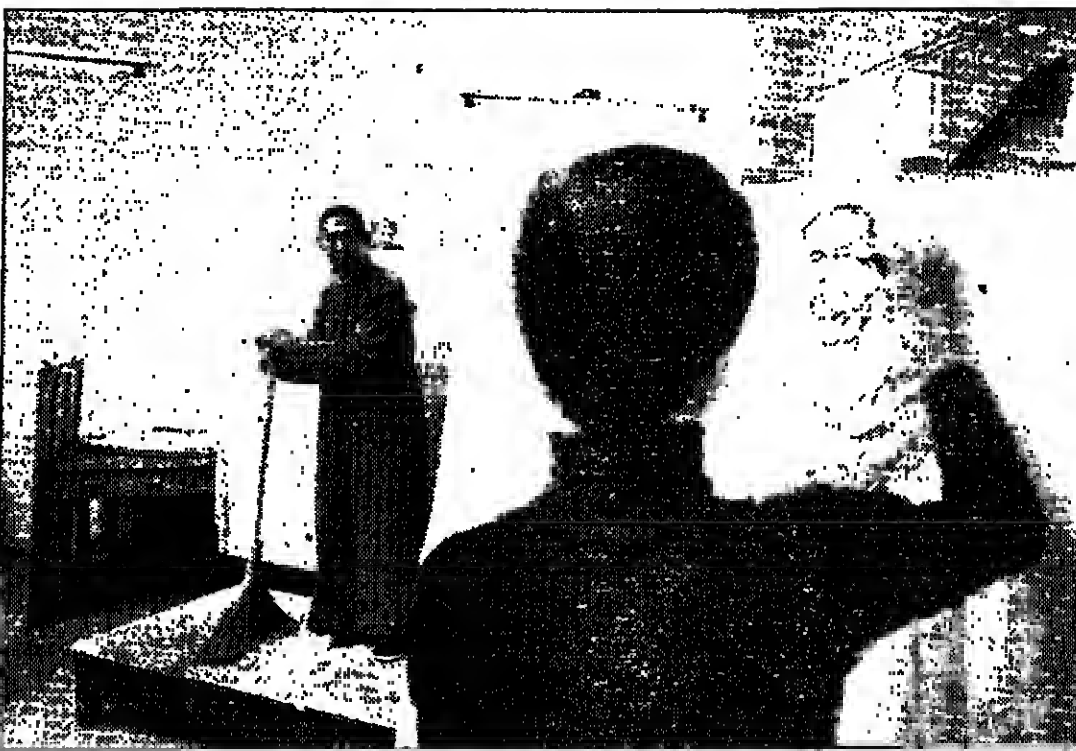
Il y a dix ans, Pékin vibrail au rythme des manifestations de masse et des campagnes politiques, des limogements et des disparitions. Le dernier grand défilé

date du 1^{er} octobre 1984, trente-cinquième anniversaire du régime. Les gardes rouges hyperpolitisés ont cédé la place à des enfants uniques surnourris et gâtés par leurs parents, qui ne pensent qu'à manger et à s'amuser.

Le parti commande toujours, mais il se donne le visage d'un gestionnaire bon enfant — la sécurité demeurant toujours aussi efficace, mais plus discrète et plus limitée dans ses objectifs — qui se préoccupe avant tout du développement économique et de la hausse du niveau de vie. Celui-ci a beaucoup augmenté, et l'on parle plus du magasin où l'on peut trouver un poste de télé en couleurs ou une machine à laver que de la boutique où il reste encore de la viande ou des légumes. La télévision diffuse même des programmes étrangers : on peut y apprendre le français ou voir des opéras traditionnels. Ceux-ci sont réhabilités, et le répertoire ne se limite plus à la demi-douzaine d'ouvrages révolutionnaires d'origine estampillés par M^{me} Mao. Le cinéma devient parfois contestataire, comme *Le Canon noir*, primé mais toujours pas visible par le public car il critique certains cadres communistes obtus.

Tout est devenu plus subtil, nuancé. Davantage de liberté d'expression mais toujours des limites imprécises, plus d'ouverture vers l'étranger mais encore de la surveillance, des arrestations et des expulsions. Les étrangers, admis au compte-gouttes en fonction de leur dosage idéologique, se sont transformés en millions de touristes, en milliers d'hommes d'affaires. Des usines jadis baptisées de noms révolutionnaires arborent désormais sans crainte le logo d'une multinationale. En bref, il y a dix ans, quand Mao mourut, un petit homme était en prison, attendant son heure. C'était Deng Xiaoping. En dix ans, il a fait le ménage, transformant la Chine au moins autant que pendant les vingt-sept années précédentes. La Chine reste communiste, mais son communisme a changé. L'idéologie a cédé la place au pragmatisme.

P. de B.



Entre la télévision et le renouveau des beaux-arts.

MÉMOIRE EN FÊTES

**Incursion dans
des provinces
à demi rouvertes
où l'on constate
que marionnettes
et traditions ont pu
résister
aux gardes rouges.**

La Chine est une puissante mémoire que ni les propagandistes du matérialisme dialectique ni les iconoclastes de la révolution culturelle n'ont réussi à effacer. Maintenant que le messianisme politique de l'ère Mao s'est éteint, la culture chinoise reprend ses droits.

Culture au sens large, n'en déplaise aux « lettrés » qui réservent ce terme à ce qui est noble, élevé, raffiné, par opposition à ce qui est populaire, vulgaire, entaché d'irrationalité. De cette part la plus vivante et la plus authentique de la vie sociale témoignent des fêtes et des traditions, comme celles que nous avons pu observer, il y a quelques semaines, dans les provinces du Hunan et du Shaanxi.

Le cinquième jour du cinquième mois lunaire, jour anniversaire de la mort de Qu Yuan, sur nommé le Prince des poètes, les rameurs de plusieurs dizaines de villages sur leurs bateaux dragon,

levant leurs rames au rythme des tambours, saluaient la foule massée des deux côtés de la rivière et les chanteurs se répondaient d'une rive à l'autre. Ces psalmes alternés, chantés avec une force inouïe, comme pour se faire entendre de l'autre, et sur un registre vocal suraigu, ne sont pas les descendants en droite ligne des chants du plus ancien livre de poésie qui nous soit parvenu : le *Libre des odes*, (*Shi-jing*) vieux de trente siècles ?

La veille, les jeunes du district de Yiyang, au son des tambours et des gongs, portant solennellement les têtes de dragon qui ornent la proue de leurs bateaux, étaient venus dans le temple de Qu Yuan s'incliner devant sa tablette. Vibrant hommage à celui qui se jeta dans les eaux de la rivière Milo, toute proche, il y a deux mille trois cents ans, après avoir écrit la *Li Sao*, l'éloge intitulé *Lisao*.

En atterrissant quelques heures plus tard à Xi'an, dans la province du Shaanxi, on a presque le sentiment d'avoir changé de pays et de saison. C'est l'époque des grandes moissons. Sur des centaines de kilomètres, la plaine est couverte d'or et l'activité intense. Les tracteurs sont rares et même les chevaux sont probablement insuffisants pour battre ces montages de blé qui arrivent de partout.

Le village situé sur le plateau de lous, au nord de la rivière Wei, vers lequel nous conduit Wang Ningyu, un ami de Xi'an, est

l'épicentre d'une énigme dont il n'a pas trouvé la clé, mais qui l'a conduit depuis quelques années sur des chemins, semble-t-il, incertains.

Sous les dernières lumières du soir, les maisons de terre et les murs d'enceinte des villages fortifiés ont pris des teintes ocre pâles. Nous faisons étape à Heyang dans un hôtel de campagne, tout proche d'un grand temple, apparemment fermé et en très mauvais état, dédié à Confucius. Wang croit savoir qu'en ce moment, ici à Heyang, se produit l'une des dernières troupes de marionnettes à fils de la province.

Occasion rarissime et d'autant plus intéressante que les marionnettistes ont aussi été les victimes des persécutions des gardes rouges et que des collections entières de poupées et de livrets ont été jetées aux flammes, car, entre autres raisons, les marionnettes à fils avaient une fonction religieuse et exorciste très marquée.

Nous ne nous attendions en fait à trouver que deux marionnettistes et trois vieux musiciens jouant devant un parterre d'enfants et de paysans ravis. Première surprise, le spectacle est installé à l'intérieur d'un théâtre de deux ou trois cents places sur une scène d'au moins 50 mètres carrés. Quant aux poupées, d'un mètre de haut, leurs costumes, la beauté de leurs expressions, la précision de leurs gestes, donnent l'impression d'être à l'Opéra devant des acteurs en chair et en

os. En bas, caché du public, un orchestre tout à fait remarquable, composé d'instruments traditionnels à cordes, à vent et à percussion.

Spectacle pur, dont toute la partie rituelle a été supprimée, mais d'une qualité rare qui fait honneur à une très longue tradition, car c'est dans cette province que les marionnettes à fils ont fait leur apparition à l'époque des Tang, il y a mille ans.

Le lendemain, à Xiguan, où, là non plus, aucun Occidental n'est passé, tout est « inédit ». En premier lieu, ces poteaux de pierre sculptés, plantés devant les maisons de part et d'autre de la grande rue de terre orientée nord-sud qui traverse ce village de trois cent cinquante familles.

On y attache encore les chevaux. Ces poteaux sont là depuis cinq ou dix siècles, surmontés de splendides sculptures de lions, de singes, de personnages au nez aquilin, au faciès de Mongol ou de musulman, portant des turbans, des chapeaux pointus, des bonnets lamprobes, des boucles d'oreilles ou de longues nattes. Chevauchant des licornes, des lynx, des crapauds. Portant un enfant, un aigle, un singe sur le dos. Jouant du luth, fumant la pipe ou sifflant dans leurs doigts. Mais personne avant Wang Ningyu et son ami Dang Ronghua n'avait, semble-t-il, remarqué que ces « poteaux à chevaux » étaient de véritables œuvres d'art, dont on est encore, pour l'instant, incapable de dire

ce qu'elles racontent ni de quand elles datent. Pour les paysans, il n'est pas question de supprimer ces stèles : elles ont conservé leur fonction tutélaire et représentent pour eux des symboles de fertilité et de puissance.

Cette découverte archéologique à ciel ouvert a conduit les deux chercheurs à remonter le filon et à dresser la carte des poteaux à chevaux bien au-delà de leur province. Ils en ont trouvé des centaines qui témoignent du brassage des races et des cultures que la Chine, et plus particulièrement cette région du Shaanxi, a connu bien avant même que la dynastie des Tang n'y installe sa capitale.

L'histoire des chevaux les a passionnés et ils sont arrivés à cette conclusion spectaculaire que la fameuse Route de la soie qui fait rêver tant de voyageurs devrait s'appeler la Route des ébéniers. En effet, depuis la grande expédition du général Zhang Qian, parti en 139 avant J.-C. de Xi'an vers ce qu'on appelait les « contrées occidentales », c'est-à-dire l'Asie centrale, toutes les missions diplomatiques et commerciales eurent comme but principal de rapporter des chevaux, car la puissance militaire chinoise, pour ses conquêtes comme pour sa défense, face aux incursions des populations nomades du Nord, dépendait de sa cavalerie. Poteaux de pierre, marionnettes de Heyang, chants du Hunan, autant de machines à remonter le temps.

PATRICE FAVA.

سكزا من الالجل

rencontre

TÉLÉ PUBLICS

Le grand public n'existe pas. Il faut faire une télévision pour les publics, estime Bernard Langlois qui vient de quitter, avec éclats, Antenne 2.

Propos recueillis par Michel Castaing

Le trente-sixième numéro de « Résistances », diffusé jeudi 11 septembre sur Antenne 2, portait, pour la dernière fois, la grille de Bernard Langlois. Le producteur du magazine des droits de l'homme a, on le sait (le Monde du 3 septembre), décidé de quitter la deuxième chaîne, après que son PDG, M. Jean Drucker, lui eut signifié qu'il maintenait la sanction — interdiction d'antenne — prise à son encontre, pour avoir taillé des croupières, dans l'émission du 5 juin, à MM. Pasqua et Fandrad (1).

Depuis quelque temps déjà, une menace planait sur l'existence même de « Résistances » : il était question de fonder, en une émission unique mais hebdomadaire, les trois mensuels d'information de la chaîne (« Résistances », « le Magazine » et « Actions »), dirigés par Michel Honorin.

Une rémovalade, qui n'était pas du tout du goût de Bernard Langlois, peu soucieux de se voir

attribuer une ou deux séquences, noyées parmi des sujets n'ayant rien à voir avec la défense des droits de l'homme. Cette refonte était prévue pour la fin de l'année, « Résistances » étant normalement programmé en septembre et en octobre.

Son contrat (annuel) ayant expiré au 30 juin, Bernard Langlois n'en demandait alors le renouvellement que pour ces deux numéros : « Je ne voulais pas, dit-il, cautionner, pour un an, le fourre-tout, qui risquait d'être instauré ensuite. » Après négociations, cependant, et avec l'appui de Pierre-Henri Arnstam, directeur de l'information — Michel Honorin était, lui, favorable au projet de fusion, — l'animateur de « Résistances » obtenait de M. Jean Drucker que l'émission restât autonome. Mais une hypothèse et une inconnue demeuraient : à la mi-août, le contrat de Bernard Langlois n'était toujours pas reconduit, et qui allait, à la rentrée, présenter le magazine ?

Pour Pierre-Henri Arnstam, le « carton rouge », reçu par le journaliste après une conversation téléphonique orageuse — le PDG d'Antenne 2 était alors en vacances, —



Bernard Langlois : carton rouge.

lors du numéro de juillet, présenté par Michel Honorin. Ce n'était pas l'avis de M. Jean Drucker et, après une conversation téléphonique orageuse — le PDG d'Antenne 2 était alors en vacances, —

la rupture était consommée le 28 août. Dans le quart d'heure qui suivait cette conversation, Bernard Langlois écrivait notamment à M. Drucker : « Les plaisanteries les plus courtes étant les meilleures, je vous informe donc de mon intention de ne pas solliciter le renouvellement de mon contrat. »

« En liberté surveillée »

Coup de sang ? L'animateur de « Résistances » n'est pas connu pour son sens du compromis, et encore moins de la compromission. L'homme sait dire non, et, du reste, une émission consacrée à la défense des droits de l'homme n'aurait pu être créée par un tempérament timoré et ne saurait honnêtement exister sans refus, sans coups de gueule ni coups de cœur.

Comportement de diva, alors, dépitée de ne plus paraître à l'écran ? En fait, l'animation de « Résistances », tel que le magazine a été conçu, ne s'accommodait pas d'un simple présentateur, mais requiert un véritable rédacteur en chef, responsable à la fois de l'éditorial, du lancement commenté des sujets de reportage, de l'interview des invités, etc.

Dans ces conditions — attente d'un contrat, interdiction d'antenne, — la décision de Bernard Langlois n'a pas été irréfléchie. « C'est, explique-t-il, l'expression d'un grand ras-le-bol. Il faut savoir que si, à l'extérieur, dans les discours officiels, la direction d'Antenne 2 proclame que « Résistances » est « l'honneur de la chaîne », nous ne sommes pas considérés à l'intérieur même de la maison. Soit c'est la méfiance : « émission à problèmes », « show Langlois », etc., avec cette désagréable impression d'être en liberté surveillée ; soit c'est l'indifférence, pour ne pas dire plus : ni Drucker, ni Arnstam, ni Honorin n'avaient vu l'émission du 5 juin. Et quand, par solidarité envers moi, la veuve du sculpteur Glacometti a fait enlever, du décor de l'émission, la statue l'Homme qui marche — la symbolique de « Résistances », cela les a laissés complètement froids.

Ce manque de considération, Bernard Langlois le percevait aussi dans la faiblesse des moyens financiers, qui lui étaient dévolus : « Pour les frais techniques — moyens SFP, décors, etc., le budget est de 350 000 F par émission. Mais, pour les dépenses « directes » — reportages à tra-

vers le monde, frais de voyages des invités... — il n'est que de 170 000 F. Or le salaire du réalisateur et le mien, il restait 120 000 F par numéro.

« Cela ne me laissait aucune marge de manœuvre et j'étais parfois contraint de passer des reportages pas très réussis, parce que je n'avais rien d'autre. Aussi j'ai bondi, quand j'ai lu dans la presse qu'Antenne 2 avait payé Platini 1 200 000 F pour ses commentaires durant le Mondial : l'équivalent de dix émissions. »

Malgré les imperfections et les embûches, malgré les nombreux changements de programmation — jour et heure — intervenus depuis son premier numéro du 27 janvier 1983, « Résistances » a su s'attirer, dès le départ, un public très fidèle de deux à deux millions et demi de téléspectateurs.

Ecoute collective

Audience respectable, public hanté de gamme, courrier de grande qualité : autant de sujets de fierté pour Bernard Langlois. « L'émission, dit-il, bénéficie aussi d'une écoute collective. Les gens se réunissent souvent à sept ou huit, pour la regarder. Beaucoup d'enseignants l'enregistrent pour la montrer à leurs élèves. »

Par son ton tonique, mordant, voire corrosif, « Résistances » a évité les pièges du larmoiement et des bons sentiments et, a contrario, de l'autocensure. Une seule fois, son producteur-animateur a été forcé de retirer un sujet (repris d'une autre manière par la suite) : la séquence portait sur la situation des prisonniers politiques au

Maroc, à la veille d'un voyage officiel de M. Mitterrand au royaume de Hassan II. Pour le reste, les protestations d'ambassades n'ont certes pas manqué, mais Bernard Langlois s'est toujours montré inflexible. Même face à Michel Honorin : « Résistances » avait alors acheté un film de Patrick Segal sur les handicapés en URSS, et le directeur des magazines avait exigé que soit diffusé, juste après, un document de la télévision soviétique.

« Honnête, mais engagé »

« Pas question de cette fausse symétrie, objecte Bernard Langlois, qui consiste à donner la parole aux victimes, puis aux bourreaux. Oui, « Résistances » est une émission engagée, à tonalité tiers-mondiste, mais nous avons dénoncé les atteintes aux droits de l'homme autant à l'Est qu'à l'Ouest. Il n'y a, pour des raisons essentiellement techniques, que sur le terrain de l'Afrique francophone, que nous n'avons pas été assez présents. »

« Oui, poursuit-il, il faut des journalistes engagés. Le commentateur engendre une télévision autrement stimulante, alors qu'aujourd'hui on remplacerait certains présentateurs par un téléx, cela reviendrait au même. Le seul critère sur lequel on devrait être jugé, c'est celui de l'honnêteté dans le traitement de l'information. »

Partisan déclaré d'un service public « costaud », avec au moins deux chaînes nationales — « la loi Léotard casse cet instrument », — Bernard Langlois accuse : « D'une façon générale, le produit télévision se médiocrise, avec la course à l'audience et la concurrence sauvage. Opposer à tout prix, avant le journal de 20 heures, un comique à un autre comique, c'est lamentable. Dans le même temps, on force à choisir entre « Apostrophes » et « Taxi ». »

« C'est la carte de la complaisance entre les chaînes qu'il fallait jouer, ce que n'a pas su ou pu faire la Haute Autorité. Or les chaînes s'opposent à servir la même soupe (séries américaines, variétés, sports) au même moment : les audiences vont forcément s'éparpiller, alors que les publics ciblés restent. Mais ils vont mettre deux ans avant de s'en apercevoir. »

Quel sera, d'ici là, le cheminement de « Résistances » ? Une nouvelle équipe doit être constituée : Gilles Daude, réalisateur, et Rose-Hélène Teissière, documentaliste, quittent l'émission. « Au fond, pense Bernard Langlois, la direction souhaite la normalisation de « Résistances ». Un magazine comme les autres. Et ses nouveaux responsables auront peut-être alors plus de moyens, comme la constitution d'une équipe autonome de reporters, ce que je n'ai jamais obtenu. »

(1) Sur cette « nouvelle affaire Langlois », lire l'article d'André Laurens dans le Monde Radio-Télévision daté 29-30 juin.

nouvelle présentation



AU SOMMAIRE DU NUMERO 400 (Septembre 1986)

■ LA PREMIERE EMISSION DE FRANCE. L'histoire des premiers timbres français émis en 1849. Leur rareté - Leurs cours.

■ LA SEMEUSE CAMEE DE 1907. Comment reconnaître les multiples variétés.

■ MERMOZ ET CHARCOT.

LE MONDE DES PHILATELISTES POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES

en vente chez votre marchand de journaux.

les Antilles en Concorde pour 98 écus

C'est le nombre de places pour ce vol supersonique exceptionnel avec Air France. Noël ou jour de l'An et 9 jours passés à l'hôtel Méridien de Guadeloupe (★★★★ NN) à partir de 18 950 francs. Abroad, 93, rue de Monceau, 75008 Paris. 45-22-86-46.

Le Monde
PUBLIANT TOURNÉE GASTRONOMIQUE
Renseignements :
45-55-91-32, poste 4344

Isolé dans un vaste parc de 6 hectares, en bord de mer entre Nice et Monaco.

VE LUXUEUSE
devant LE LARGE.

67 chambres climatisées et nouvellement décorées
Restaurants
Terrasses - Bars
Piscine d'eau de mer, 2 terrasses, ténis, club privé.

LE GRAND-HOTEL DU CAP-FERRAT

06290 ST-JEAN-IM-BA (93) 01 6454
Tél. 470184F

Voyages



Port-Campbell, en Australie, capitale mondiale du requin blanc. Où l'on peut, enfermé dans une cage, descendre taquiner le carnassier...

SAFARI-SQUALES

Par
Francis Le Guen

« **L** e musée plat et conique, du requin avait surgi à moins de trois mètres de la poupe, un peu à tribord... Il émergeait de près de soixante centimètres. La tête du squal, d'une teinte gris foncé, était percée de deux yeux noirs. De part et d'autre de ce museau, là où la peau grise devenait d'un blanc laiteux, s'ouvraient les narines, sillons profonds creusés dans le cuir épais. La gueule entrouverte était une obscure cavité, défendant d'énormes dents triangulaires... »

Les Dents de la mer, le célèbre roman de Peter Benchley, figure en bonne place parmi le fatras de matériel de plongée, à l'arrière du fourgon aux amortisseurs fatigués. Si j'ai choisi les cahots de la Great Ocean Road, c'est moins parce qu'elle longe la plus belle côte d'Australie que pour caler mes roues dans celles de Benchley et de Steven Spielberg.

Depuis Melbourne, le parc national de Port-Campbell est à deux cents kilomètres, cap à l'ouest. C'est un genre d'Etretat à l'australienne : démesuré, rempli d'arches, de porches et d'aiguilles creuses. Les monnettes y sont presque des albatros et râlent avec l'accent cockney. C'est magnifique et un peu ennuyeux.

Tout ici attend l'été : la plage, les vagues à surf en chabotage qui roulent, inutiles, les maisons en planches peintes, aux volets fermés. J'ai choisi l'hiver australien, préférant toujours prendre les pays à contrepied : c'est sur l'envers des cartes postales qu'on lit le plus de choses. Il fait froid.

Avec la nuit qui tombe, l'asphalte de la rue polie d'embruns clignote de rose et de vert : les néons clinquants du « fish and chips » local viennent de s'allumer. Typiques, ces boutiques vitrées, à la fois débits de boissons, baraques à souvenirs et restaurants rapides.

On est ici à la ligne de partage des bières : Foster's lager de Melbourne contre Cooper's draught d'Adélaïde, voilà en gros la conversation des habitués vêtus de jeans, casquettes ajourées pour un soleil qui ne viendra que plus

tard et chemise molletonnée à carreaux pour le vent, qui, lui, est bien là.

J'essaie d'engager la conversation au sujet des requins « mangeurs d'hommes »... Soudain, c'est comme si l'odeur de grillon s'était figée dans l'atmosphère, et j'entre de plain-pied dans un Délivrance à l'australienne. Où avais-je la tête, il n'y a pas de requins en Australie, et surtout pas ici. Même si c'est à Port-Campbell qu'ont été tournés les extérieurs des Dents de la mer. Ici également que Peter Benchley eut l'idée de son roman. Ne l'a-t-on d'ailleurs pas accusé de faire périliter le commerce local. La sortie du film a même déclenché un bain de sang : un massacre de requins sans précédent orchestré par des héros de la dernière heure d'une guerre qui n'avait pas été déclarée.

Pas de requins donc. D'ailleurs, qui a peur aujourd'hui de ces gros poissons condamnés à nager à perpétuité pour oxygéner leurs ouïes et qui ne possèdent même pas de vessie natatoire, bouée gonflable pour se reposer un peu ? On nous les a démythifiés à longueur d'écran. En son temps, Cousteau lui-même prit la défense de ces mal-aimés.

Alors, comme tout le monde, j'ai tapé sur le ventre des requins gris, courus des albinos, révélés des requins dormeurs, mis un requin-tigre dans mon hors-bord, que sais-je encore ?

Mais le grand blanc d'Australie manquait à ma collection. Le carcharodon carcharias, alias white pointer, qu'on appelle aussi « la mort blanche »...

Pour ne pas avoir peur, il n'aurait pas fallu que je voie toutes ces photos : ces nageurs auxquels il manque une bouche, ces femmes qui ressemblent à un pilon de dinde entamé on cet enfant qui fit un superbe plongeon au bout de la jetée d'une plage d'Adélaïde, droit dans une gueule ouverte. Et j'allais oublier la jeune Allemande des Maldives : dernièrement, un de ses admirateurs « à crocs » a raté sa sortie et lui a bouffé la moitié du sourire. Pas de quoi fouter un squal, vraiment...

Mon passeport pour les requins s'appelle Rodney Fox. C'est l'un des rares hommes que je connaisse qui, en guise de présentation, ôte son tee-shirt. On dirait qu'il a cherché à s'épiler à la

tronçonneuse. La cicatrice traverse son corps en diagonale comme la cartouche de Pancho Villa ; Rodney « fait » dans le requin et tient à montrer ses références. Il était pêcheur d'abaloes, un gastropode marin qui nage comme un pied. Pied comestible d'ailleurs, dont on fait des conserves pour les Japonais. Alimenté depuis la surface par un tuyau à air comprimé, le plongeur entasse dans un panier de grillage les délicieux galets.

« L'eau était trouble, raconte Rodney, et je n'ai pas vu venir le requin, qui a attaqué d'un seul coup ; il m'a mordu de travers en me broyant les côtes. Mais, au lieu de secouer la tête pour me couper en deux, il a écarté ses mâchoires. J'ai pu alors me dégager en m'aidant des bras et des jambes. J'ai eu du mal à retrouver le bateau, car mon sang, qui sous l'eau coulait vert, obscurcissait tout. »

A l'appui de son histoire, il montre une photo horrible où, à travers les nombreuses plaies alignées, on devine les pulsations ghastres d'organes miraculeusement épargnés ; Jonas en fut quitte pour une jaunisse.

Mon passeport pour les requins s'appelle Rodney Fox... La cicatrice traverse son corps en diagonale comme la cartouche de Pancho Villa.

Mais sa cicatrice a fait le tour du monde, et, en quelques années, il devient un « mordu », spécialiste incontesté des grands requins. D'innombrables conférences, les télévisions, le National Geographic ; par un curieux retour des choses, le requin nourrit son homme. Pendant le tournage des Dents de la mer, il sera docteur squal, même si finalement on préférera filmer un requin en plastique articulé, moins aléatoire.

Car la « requinologie » n'est pas une science exacte, je m'en rends compte. Voilà deux jours de suite que nous apparaît, sans succès. A mes pieds, un baquet rempli d'une mixture à faire vomir un médecin légiste : entrailles de poissons macérées dans le sang de cochon. Louche après louche, j'offre à la mer cette soupe populaire à l'odeur

insoutenable. C'est la traine, capable d'attirer les requins à des kilomètres.

Rodney Fox est à la barre, et plus que jamais il ressemble à Quint, le chasseur de requins qu'il inspira à Benchley. Fixant des amers à la côte que seul il peut voir, il jure et vire de bord souvent. Le troisième homme qui nous accompagne pourrait bien être le chef de la police locale. Je ne lui voyais pas cette tête-là, mais c'est normal : à mettre un visage aux héros de roman on est toujours déçu. Voilà donc ce brave chef Brody qui risque d'être envoyé par le fond quand sa femme s'envoie en l'air avec Matt Hooper, l'océanographe... Et donc avec moi ! Sans émotion, Rodney annonce : « Le voilà. » Dans le sillage, un alleron livide est apparu. Relié au treuil du bateau, la cage antirequins est mise à l'eau. Je pénètre par le haut dans cette cabine d'ascenseur à claire-voie et referme soigneusement la grille.

L'eau froide m'enveloppe. Je flotte dans la cage qui descend. Des rayons de soleil obliques font briller le plancton. Mon cœur s'accélère, je me retourne : il est là ; son œil noir m'observe à travers les barreaux. J'en ai le souffle coupé et serre à la briser la caméra vidéo. Il tourne autour de la cage sans mouvements apparents. C'est un petit, 4 mètres à peine. Le plus grand homologué faisait 6,35 mètres, mais on parle de prises de 10 mètres et plus.

Benchley a fait ses premières plongées en France, en 1961. Pour écrire Jaws, son humour mordant, affûté par deux générations d'auteurs écrivains, n'aurait pas suffi ; il fallait qu'il plonge ici même pour vivre ce qui reste de son propre avertissement l'épisode le plus scabreux de sa carrière sous-marine.

Il avait vu, comme moi, descendre les appâts, de gros thons attachés par la queue et mis en pièces en quelques secondes ; le squal retournait les plaies exsangues fendant le cuir métallique qui lui sert de lèvres, dégager les rangées de dents, mordre puis cisailait d'une large oscillation de la tête.

Comme Benchley, comme Hooper, j'appréhendais la large gueule ouverte sur un sourire malsain, et c'est vrai qu'il a toujours l'air de se fendre la gueule : « Oh le beau petit plongeur ! Je m'en vais lui arracher une cuisse. Ah ! ah ! la bonne blague... »

Dans la frénésie du festin, sous les coups de gueule et les coups de queue, la cage se balance, rebondit, un barreau est enfoncé. Des volutes de sang, capiteux parfum aquatique, rendent fou l'animal solitaire. Ce n'est plus qu'un ange de mort qui se rappelle la sauvagerie de l'être tertiaire dont il est issu. Et cette créature au cerveau qu'on dit primaire s'attaque au câble d'acier, seul lien qui me retient au bateau. Après les entrées de poissons, peut-être s'interroge-t-il à cette grande saucisse dans sa boîte de conserve ajourée ? La saucisse est morte de trouille. Je ne veux pas goûter à ces dents amères. Benchley avait subi une attaque semblable, qui avait à demi disloqué la cage.

«... Quand les mâchoires du monstre se referment sur son torse, il ressentit une douleur inimaginable... »

Quant à moi, je l'imagine trop bien. La cage tangue et se balance sous les coups de boutoir du requin en furie. Il a une dent contre moi, c'est sûr. Je ne suis pas d'accord avec la fin que me réserve l'auteur. Je préfère élore le chapitre immédiatement en gonflant le ballast de secours qui ramène la cage en surface, avec son occupant.

En décembre, avec le soleil, la population de Port-Campbell va décoller. Les estivants se baigneront, puisque le requin est un mythe. Des vacances pleines du chant des tiroirs-caisses et de l'odeur de crème solaire. Peut-être y aura-t-il aussi de ces escouades de sauveteurs musclés, bonnet de bain rayé et maillot à bretelles, capables d'intervenir à tout moment en cas d'alerte aux requins. Pour ramasser les morceaux...

En photo on en film, le requin fait recette. Le planning de Rodney est bouclé à l'année. Une dernière fois, je regarde son Boston Wahler traverser la baie et son sillage empuantir l'Océan.

Dans toutes les mers du globe, on s'est donné le mot. A coups d'aïlons puissants, des touristes hilares et blêmes approchent. Même un mégalodon qui est remonté des abysses pour dire un petit bonjour. On le croyait éteint, mais il porte bien ses trente mètres de long. Au loin, les plages où l'on régale gratis... Port-Campbell, capitale mondiale du requin blanc. Bon appétit et bonnes vacances.

► Plongeur et reporter, Francis Le Guen vient de publier, aux éditions Albin Michel, les Scaphandriers du désert.

سكنا من الاحل

guide

SATISFAIT OU REMBOURSÉ

Si l'avion ne part pas, si la plage est trop loin, si la brochure a menti, si les vacances sont ratées, que faire ?

Dossier établi par Isabelle d'Erceville

LS sont partis, des rêves plein la tête. Beaucoup ont fait un « beau voyage » ; certains sont rentrés déçus. Victimes d'une mauvaise organisation, de publicité mensongère, d'un accident de parcours, les vacanciers en détresse peuvent-ils vraiment être satisfaits ou remboursés ? Sur quelles bases ?

LE CONTRAT DE VOYAGE

Si tout voyage comporte une part de rêve, l'appréhension de son accomplissement demeure subjective. Aussi la contestation ne peut-elle être prise en compte qu'à partir d'éléments objectifs.

Défini par l'arrêté du 14 juin 1982 relatif aux conditions de vente des agents de voyages, le contrat de voyage, que l'on signe malheureusement trop souvent sans le lire, est la pièce maîtresse de la réclamation. Délivré au moment de la vente de la prestation (billet, forfait, séjour...), c'est le document contractuel qui doit comporter le descriptif du voyage : date, heure approximative du départ et de retour, itinéraire du circuit, mode et catégorie du transport et de l'hébergement, et, s'il y a lieu, taille minimale et maximale du groupe. Il précise aussi le nom et l'adresse de l'assureur et du garant de l'agence qui vend le voyage, le nom et la marque de l'agence qui l'organise, le prix et les modalités de paiement, ainsi que les formalités de santé et de police.

A ces renseignements, le client peut ajouter les éléments de son choix : jouer au tennis, demander la visite de telle ville avec guide particulier...

LA FICHE D'APPRECIATION

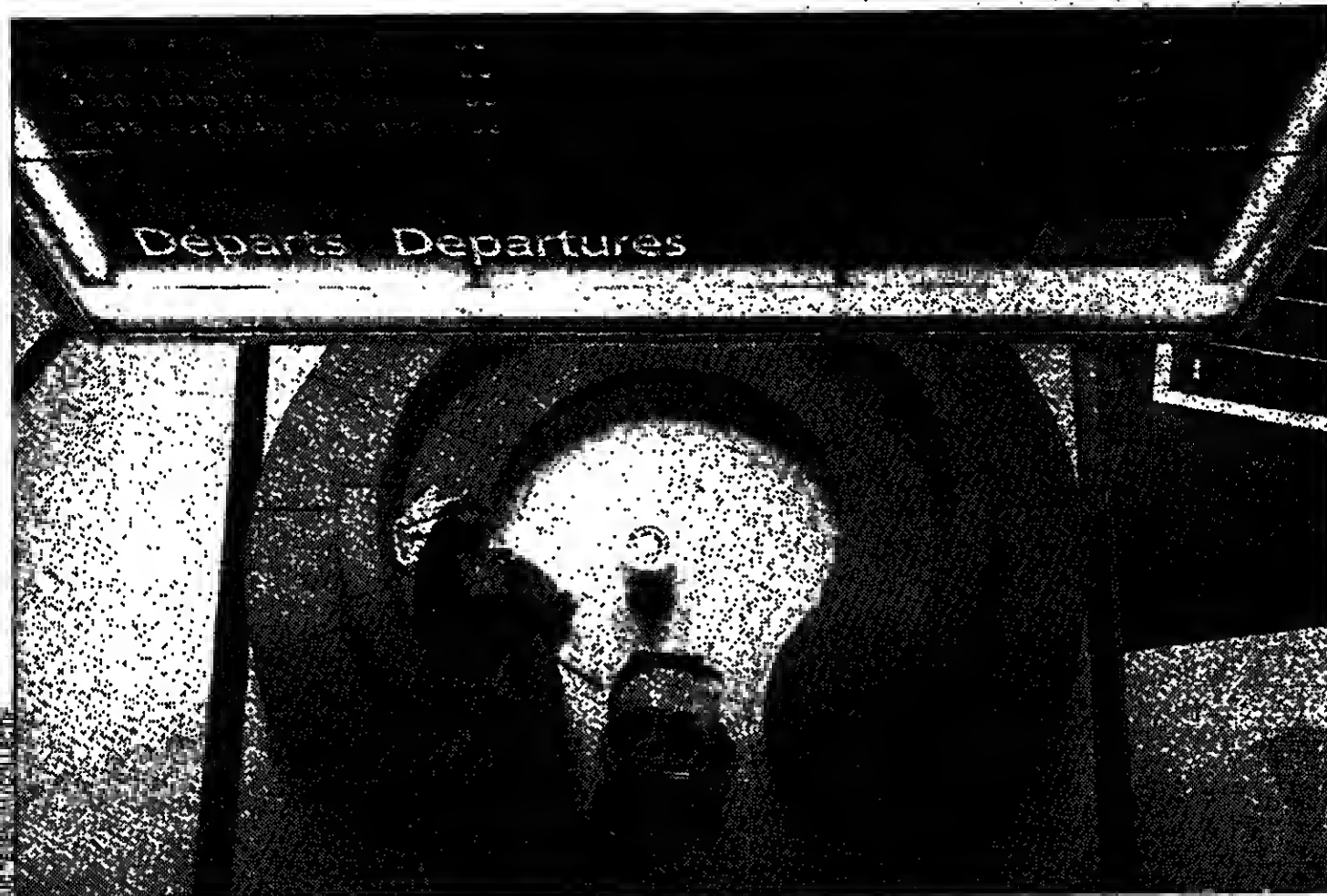
Remise en deux exemplaires en même temps que le contrat de



Salzbourg
Un été musical dans la ville de Mozart

A partir du 30 mars 1986, 2 vols directs les jeudis et dimanches au départ d'Orly-Sud. Choisissez la qualité : Austrian Airlines vous offre un service de haut niveau. Et le confort de ses DC9.

AUSTRIAN AIRLINES
Austrian Airlines, Orly-Sud.
Réservations : (1) 42.66.34.66



Le voyage, le client doit y signaler les éventuels manquements aux obligations prévues et en apporter la preuve. Ce peut être un constat de l'hôtelier, de l'accompagnateur ou d'un participant au voyage, ou une lettre décrivant le préjudice. La réclamation ainsi faite doit être ensuite adressée dans les meilleurs délais, avec accusé de réception, à l'agence de voyages.

LES DIFFÉRENTS TYPES DE RÉCLAMATIONS

On distingue les réclamations portant sur les manquements à la brochure (l'hôtel annoncé au bord de la plage se trouvait en fait à 600 mètres de la mer ; la pension complète indiquée était en fait une demi-pension) ; la non-fourniture de la prestation (visite supprimée, croisière écourtée, transferts non effectués) ; la fourniture insuffisante de la prestation

ou le problème de la qualité (hôtel 5 étoiles correspondant en fait à au 3 étoiles ; guide ou accompagnateur local pas à la hauteur...) ; l'accident dû au défaut du prestataire ou transporteur (autocar qui se renverse) ; les annulations tardives du voyage ou d'une partie du voyage, dues à la faillite de l'agent de voyages ou de son prestataire.

LES OBLIGATIONS DES VOYAGISTES ET LEUR RESPONSABILITÉ

Si les agences de voyages font le plus souvent la sourde oreille, elles n'en sont pas moins, selon les articles 1 et 2 de l'arrêté de 1982, garantes de l'organisation du voyage et responsables de sa bonne exécution. Quant aux défaillances de leur fait ou du fait du prestataire de services, elles sont couvertes par une assurance

responsabilité civile professionnelle.

Cette assurance est définie par un arrêté de mars 1977 et par la loi du 11 juillet 1975 ; elle garantit les conséquences pécuniaires des dommages corporels, matériels et immatériels, causés à des clients ou prestataires, par suite de faute, d'erreur de fait ou de droit, omission ou négligence commises à l'occasion de la vente de prestations de voyages.

Elle couvre donc les frais complémentaires supportés par les clients et directement imputables à la non-fourniture ou à la fourniture insuffisante des prestations, par suite d'insolvabilité ou de défaillance de tout intermédiaire français ou étranger, hôtelier et transporteur.

Dans la pratique, pour éviter de majorer la prime de leurs assurances, les voyagistes s'appliquent à résoudre les litiges à l'amiable, ne saisissant en dernier recours leur assurance responsabilité civile professionnelle que pour les dommages et intérêts.

QUI TRAITE LES DOSSIERS DE RÉCLAMATION ?

Aucune règle ne prévaut en matière de réclamation, ni pour le traitement du dossier ni pour le barème d'indemnisation, à ce jour inexistant.

Les grands producteurs de voyages ont un service « consommateurs » intégré, qui reçoit toutes les fiches « consommateurs » et les réclamations. Chaque service a sa politique commerciale. Chez Jet Tours, par exemple, qui compte, pour la saison 1984-1985, 2 % de réclamations sur 206 000 vacanciers, Françoise Ayon explique : « Nous tenons beaucoup au geste commercial, avec le remboursement de la prestation non fournie, mais chaque dossier est un cas particulier. »

Chez Nouvelles Frontières, où les réclamations vont directement

au responsable du produit, le PDG, Jacques Maillot, déclare : « Tout litige doit être réglé clairement et rapidement. » Des réactions d'information, des fiches techniques, des rapports de l'accompagnateur et du consommateur sembleraient limiter les dégâts : le voyagiste annonce 0,3 % de réclamations sur 503 000 vacanciers.

Le groupe Havas Voyages s'est adjoint un service « consommateurs » extérieur dirigé par un professionnel des assurances responsabilité civile, Michel Girard, assureur-conseil de l'APPS. Serge Weinberg explique : « C'est le droit du consommateur qui l'emporte, et en qualité de distributeur nous sommes prêts à aller porter partie prenante et à aller plus loin juridiquement quand l'attitude du tour-opérateur n'est pas convenable. » En attendant, le taux de réclamations est de 0,3 p. mille sur 260 000 vacanciers, et la moyenne des remboursements de 800 francs.

LE CIRCUIT DE LA RÉCLAMATION

Le plus souvent, le règlement de la réclamation se fait par le remboursement à l'amiable de la prestation non fournie. Si le client n'est pas satisfait, le dossier est réexaminé par le service commercial, qui décide éventuellement

d'augmenter le remboursement prévu. Si le client maintient sa réclamation, elle est alors envoyée à l'assurance responsabilité professionnelle, qui, s'il y a faute de la part de l'agence et préjudice matériel ou immatériel, pourra allouer au client des dommages et intérêts.

Lorsque l'agent de voyages et le tour-opérateur ne sont pas d'accord pour régler le conflit, ce sont leurs assurances responsabilité professionnelle qui statueront sur les dommages et intérêts.

En cas de faillite du tour-opérateur ou de l'agent de voyages garanti par l'association professionnelle de solidarité des agents de voyages, le client aura la possibilité soit d'être remboursé intégralement, soit de partir en voyage avec un autre prestataire quand celui-ci peut être assuré.

LES LIMITES DE L'INDEMNISATION

Le remboursement de la prestation non fournie devient beaucoup plus aléatoire dès que la réclamation porte sur un voyage long-courrier de plus de 25 000 francs.

L'Institut national de la consommation, qui préconisait un remboursement au prorata du prix du voyage, est très satisfait de l'arrêt de juin 1986 contre RevVacances. Le tribunal a ordonné un remboursement de 4 500 francs pour une croisière sur le Nil à 13 426 francs, dont l'itinéraire avait été interrompu trois jours entre Assouan et Louxor, et remplacé par un trajet en car, en raison de la fermeture des écluses.

Le tribunal a statué sur l'absence de contrat de voyage, la connaissance par l'organisateur de la fermeture des écluses, et donc la possibilité d'informer sa clientèle sur la modification du parcours, lui laissant de même une possibilité d'annulation.

Cet arrêt souligne l'importance du préjudice du client par rapport au budget qu'il a consacré à un tel voyage, et l'importance du contrat de voyage et de l'obligation d'information à laquelle est tenu tout voyagiste. Du côté de l'Institut national de la consommation, on espère que cette décision fera jurisprudence et sera pour l'agent de voyages un modèle d'indemnisation.

QU'EST-CE ?

Institut national de la consommation, 80, rue Lavoisier, 75015 Paris. Tél. : 46-67-35-68.

Syndicat national des agents de voyages, 6, rue Villaret-de-Joyeuse, 75017 Paris. Tél. : 42-67-61-20.

(Publicité)

ACCESS VOYAGES L'AMÉRIQUE AU MEILLEUR PRIX		
	AS	AR
NEW YORK	1 200 F	2 400 F
BOSTON	1 480 F	2 960 F
PHILADELPHIE	1 480 F	2 960 F
WASHINGTON	1 850 F	3 700 F
CHICAGO	1 750 F	3 500 F
ATLANTA	1 750 F	3 500 F
MIAMI	1 750 F	3 500 F
NEW ORLEANS	1 750 F	3 500 F
HOUSTON	1 750 F	3 500 F
DALLAS	1 750 F	3 500 F
DENVER	1 750 F	3 500 F
LOS ANGELES	1 950 F	3 900 F
SAN FRANCISCO	1 950 F	3 900 F
SEATTLE	2 300 F	4 600 F
MONTREAL	1 650 F	3 300 F
TORONTO	1 750 F	3 500 F
VANCOUVER	2 350 F	4 700 F
MEXICO	2 600 F	5 200 F

— ET ENCORE D'AUTRES DESTINATIONS.

ACCESS VOYAGES (licence d'Etat 175111) 6, rue Pierre-Lescot 75001 Paris.
Tél. : (1) 42-21-46-94. Métro et RER Châtelet-Les Halles

(Publicité)

LA S.N.C.F. COMMUNIQUE

Les samedis 6, 13 et 27, les dimanches 7, 14 et 28 septembre 1986, de 5 h 45 à 22 heures, afin de permettre la réalisation d'importants travaux liés à la création de la future liaison VALLÉE-DE-MONTMORENCY - INVALIDES, la circulation ferroviaire sera interrompue, dans les deux sens, entre les gares de BOULEVARD-VICTOR et des INVALIDES (ligne C du RER).

Un service d'autobus desservant JAVEL, CHAMPS-DE-MARS et PONT-DE-L'ALMA sera mis en place entre ces deux gares.

Il est toutefois conseillé aux voyageurs au départ des gares parisiennes d'utiliser de préférence les services R.A.T.P. (autobus ou métro) pour rejoindre directement les gares :

- Des INVALIDES, s'ils se dirigent vers la banlieue Sud-Ouest ;
- De BOULEVARD-VICTOR, s'ils se dirigent vers la banlieue Ouest.

La S.N.C.F. prie sa clientèle de bien vouloir l'excuser pour les dérangements occasionnés par ces travaux.

CURES THERMALES A ABANO TERME, ITALIE
HOTEL MIONI PEZZATO
Tél. : (0) 49-66-83-77 - Télex 430082 MPHT

Renommé pour ses cures, la cuisine soignée et la piscine dans le jardin. Hôtel traditionnel propriété d'une très vieille famille d'hôteliers. Les chambres sont avec bain/douche et toilettes privées, air conditionné, téléphone avec service direct et chauffage central. Salles de bain, saunas, hammams, etc. Les cours sont bordées par les jardins. Parking couvert et gardé. Première catégorie, quatre étoiles, Gold (18 ans).

VACANCES-VOYAGES
HÔTELS

Côte d'Azur 06500 MENTON Forfait 7 jours/7 nuits en demi-pension à partir de 1 065 F. Cuisine soignée. HOTEL VILLA NEW YORK Ch. et confort, TV, tél. dir. Vse. magnifique, parc exotique, parking clos, 100 m des plages et du port de Garavan. Avenue K. Mandi 06500 MENTON. Tél. : 93-35-76-69. ALCOOL DE FRANCE.	Italie VENISE HOTEL LA FENICE ET DES ARTISTES (près de l'Opéra de la Fenice) Situé à pied de la place St-Marc. Atmosphère intime, tout confort. Prix modérés. Réservation : 41-52-313 VENISE. Tél. : 611150 FENICE I. Directeur : Dante Agnoloni.
---	---

ENSEIGNE

SUR LA SCÈNE DU GARRICK



D'OU viennent les clubs anglais? Cinq ans avant la Révolution française, ils laissent déjà la jeune François de La Rochefoucauld perplexe à l'idée que « des gens qui ont reçu une bonne éducation et qui pourraient faire autre chose trouvent du plaisir à se rassembler avec des hommes pour boire et manger ».

Le passage du café au club n'est pas évident. Toujours est-il que les clubs devaient, au début, être un lieu de rencontre, où se constituaient ces lieux de convivialité, d'échange d'idées et de projets de carrière.

La particularité du Garrick est de ne pas être le simple cadre où se prolongeraient dans l'âge mûr telles confrontations d'adolescents tourmentés à Oxford ou Cambridge. Ce club ne laisse pas le conformisme étouffer l'imagination et garde sa fantaisie.

Dans ce club de Londres, le prince Charles vient enfin d'être admis. Le Garrick joue à huis mi-clos.

On ne faisait pas la part belle aux gens du théâtre, de la littérature, du cinéma et des médias en général. Si Laurence Olivier et John Gielgud en sont membres, c'est sans doute que le club est placé par baptême sous le signe du plus célèbre acteur anglais du dix-huitième siècle, David Garrick (1717-1779).

Fameux dès l'âge de vingt-quatre ans pour son interprétation de Richard III, le jeune homme joua Macbeth en « gilet de peluche écarlate, calotte courte et habit soutaché d'or », avant de réinventer le personnage du vieux roi Lear d'après un fait divers : Garrick rapporte comment il réussit à recruter le folie d'après l'histoire d'un pauvre homme qui avait accidentellement tué son fils en le laissant tomber d'une fenêtre. On il apparaît que l'Actors' Studio n'aura rien inventé.

Directeur à trente ans du théâtre Drury Lane, Garrick réforme là aussi les usages en interdisant aux spectateurs, si puissants fussent-ils, de s'asseoir sur la scène, résultat obtenu à la même époque par Voltaire à Paris.

La création du Garrick Club, sous la présidence du duc de Sussex, en 1831, avait pour but de permettre aux gentlemen de rencontrer des acteurs. On raconte qu'il y avait au Garrick un moment où l'on sonnait le cloche, et qu'à partir de ce moment-là seulement les comédiens avaient le droit d'adresser la parole aux autres membres. La commerce avec les baladins avait, outre-Manche comme en France, un goût de soufre, et le docteur Johnson, lexicographe fameux, s'abusait, qui compose la mort de Garrick l'épithète : « Ce coup de la mort éclipse la gaieté des nations et appauvrit le registre public des plaisirs in-

nocents ». Le théâtre, plaisir innocent ?

Un siècle et demi plus tard, au Garrick, la seule façon de voir que le temps a passé est de constater l'usure du cuir sur les grands fauteuils à têtes. Ici, tout concourt à cette impression de ses, hors d'un monde qui continue de courir.

On peut abandonner des trésors au vestiaire du Garrick, une serviette pleine de documents précieux ou un portefeuille garni de billets. C'est un couloir ouvert à tous les courants d'air, où la notion de voir n'a pas eu, en cent cinquante-cinq ans, la malice de pénétrer.

D'ailleurs, on n'a pas la choix : on passe à table en veste et les mains vides. Il est exclu d'exhiber des documents pour en causer au-dessus du saumon poché.

Le repas en ces lieux est une fonction sacrée et privée que

nul ne saurait troubler. Essayez de joindre quelqu'un, insistez auprès des portiers en uniforme vert, trépinez, perdez patience au téléphone, rien n'y fera. On vous répondra, poli et impavide, qu'on est sorry terriblement mais que ces messieurs sont à table.

Au Garrick, les vivants évoluent dans une vaste galerie d'ancêtres : les hauts murs sont tapissés de la plus étonnante collection de portraits d'acteurs. Cependant, on peut être un jeune membre du club. Un homme de vingt-trois ans fut élu l'an passé. On ne dévoile pas son nom, mais on laisse entendre que ce jeune lord avait pour mérite d'être le fils de son père. On peut penser que pour le prince Charles, qui vient d'être enfin admis, son seul mérite a suffi.

Si les aristocrates ont des privilèges, les acteurs aussi, qui passent dès le début de candidature en tête de la liste d'attente, longue de douze ans. On veille à ce que, sur les neuf cent cinquante happy few, un quota de comédiens soit respecté. La cotisation annuelle s'élève à 350 livres, mais rien ne sert de payer, il faut être choisi.

Outre les avantages qui génèrent d'une précieuse grégarité, la qualité de membre permet de dîner après le théâtre, ce qui n'est pas un mince avantage dans une ville où la plupart des restaurants empiètent les chaises dès 22 heures.

Elle invite à renouer sans cesse avec l'Angleterre éternelle dans la pièce aux cartes où Somerset Maugham vint, en 1954, jouer au bridge jusqu'à ce que « la langue de fer de minuit » donne son quatre-vingtième anniversaire.

JEAN-MARIE BESSET.

Par
La Reynière

CES Genevois, quand même ! La poudre aux yeux ne les empêche point de voir clair, et un brevet de parisianisme n'est pas suffisant pour les épater longtemps. Fauchon a fermé boutique rapidement. Lendré aussi, qui vendait 1,30 franc (suisse) des croissants que les meilleurs pâtisseries de Genève vendent au plus 0,80 franc ! Régine n'a pas laissé un souvenir éblouissant, et l'on dit que la chère Olympe cherchait déjà à se retirer de l'aventure genevoise. Passons.

L'hôtellerie de luxe, là-bas, se regroupe du quai des Bergues au quai du Mont-Blanc. En tête, l'Hôtel des Bergues, presque historique, animé par Reto Grass avec une plaisante autorité (amélioration d'une série de chambres prévue prochainement, et les Bergues seront complètement rajournées). Le restaurant L'Amphitryon est de qualité. J'en parle ci-dessous. Le Beau Rivage, en sortant duquel Sissi fut assassinée ; le Richemond, dont le propriétaire assure que « l'hôtellerie est un relais naturel offrant un théâtre privilégié pour de multi-

GENEVOISERIES

ples engagements envers les arts » (sic), et enfin, récemment transformé, le Bristol, dont le directeur général Paul Bougenaux a fait une maison dont on parle (restaurant Relais Bristol).

A Genève, on trouve tous les 10 mètres des marchands de montres. Mais, pour trouver un horloger, c'est autre chose ! Si vous tombez en panne, voici une adresse de dépannage : André Maspoll, 11, rue du Mont-Blanc.

A Genève, on sort peu la nuit, mais les amateurs savent qu'il est un seul endroit où, c'est le Grifin's Club (36, bd Helvétique - tél. : 022-35-12-18), où l'on mange et surtout boit fort bien. Bernard Grobet, le patron, étant un fin connaisseur en vins de France.

Nocturnes

A Genève, enfin, le meilleur restaurant me paraît être celui du Noga Hilton : Le Cygne. Une belle salle face au fameux jet d'eau du Lac, tables disposées habilement pour préserver les conversations. Une cuisine subtile du chef Gilles Dupont, un service que les meilleurs restaurants de Paris peuvent envier (dirigé par J.-P. Fantoni et avec un sommelier de qualité, M. Esmaïler).

Une carte où certains plats peuvent être commandés « en dégustation » (moins copieux et moins chers), un chariot apéritif, un chariot des fromages, cinq chariots de desserts, celui des alcools, celui des cigares (il est vrai que MM. Gérard sont dans la maison, j'y reviendrai !). De la salade tiède de homard à la vinaigrette de piments doux aux rougets farcis aux herbes et beurre à l'ail doux, du bar euit à la fumée de bois à la côte de bœuf américain à la moelle et son gratin vaudois, tout est délicieux. Mais, pour faire connaissance, pourquoi ne pas essayer le « menu découverte » (quatre plats, fromages et desserts - 105 FS) ?

Comme tous les Hilton, le Noga Hilton (19, quai du Mont-Blanc - tél. : 022-31-98-11) est un caravansérail. Il abrite trois autres restaurants, dont un chinois et La Grignotière (moyenne des plats entre 23 et 30 FS), qui mérite d'être signalée parce qu'une partie de sa salle est réservée aux non-fumeurs (et même cette partie doit s'agrandir à la demande de la clientèle). Cela n'empêche pas cependant MM. Gérard père et fils de dormir. Leur boutique, dans le Hilton même, est le temple des bons cigares, qu'ils conservent dans des caveaux climatisés. Cigares dont

les fameux *cohiba*, jusqu'ici réservés à l'élite castriste (par parenthèse, Vahé Gérard m'a appris que *cohiba* était le nom de la plante à l'époque où les hommes de Colomb surprisent les Indiens fumant à travers une sorte de fourchette de bois creuse qu'ils appelaient *tabaco* - c'est une confusion qui fit appeler la plante « tabac »).

L'hôtel abrite aussi un Hilton Fit-Club, la plus belle piscine couverte de Genève. Michel Felli, directeur du Noga Hilton, doit être un directeur heureux : on vient dîner au Cygne comme à une fête !

Les Français aussi

Il y a quand même des Français qui réussissent ici. Daniel Huvel, avec son *Beauf rouge* (7, rue des Pâquis - tél. : 022-32-75-37), triomphe avec ses lyonnaises. Paul Minchelli semble revenu aux fourneaux de Le Duc (7, quai du Mont-Blanc - tél. : 022-31-73-30), et Edgard, avec Robert Lesenne venu de Liège, a installé son *Transat* au 11, route de Florissant (tél. : 022-46-46-56). Cadre remarquable, accueil chaleureux, cuisine de qualité (avec un beau menu « Transat » à 50 FS).

LÉMAN GOURMAND

L'AMPHITRYON

Reto Grass a eu la main heureuse avec son chef, Michel Felli. Dans cette jolie salle claire mais ancien style, au service distingué, il est agréable de découvrir des potages (élixir de canard aux quenelles et Ti Pope - crème de volaille au lait d'amandes et julienne de truffes), des entrées (de la salade de lentilles bressane au foie gras au torchon), les filets de fœra fumés mousseline d'avocat, de belles viandes (dont une côte de veau au gingembre frais), le chariot des desserts. A la carte : 100-150 FS.

► L'Amphitryon (Hôtel des Bergues), 33, quai des Bergues. Tél. : 31-50-50.

AUBERGE DU LION D'OR

Dominant la rade et le lac, une très belle salle, un jardin de sérénité. Henri Large succédant au regretté « papa » Lacombe, l'excellent maître d'hôtel Ramello toujours

présent, ce Lion d'Or reste une bonne adresse, avec ses menus « Plaisir » à 100 FS et « Lion d'Or » à 148 FS (trois et quatre plats, fromages ET dessert). Et la carte où le gaspacho andalou est de mise en cette saison, où le homard nage dans un vin vaudois, où le quasi de veau est au gingembre et la grillade de canard au verjus. Très beaux desserts. Grande carte des vins français et suisses.

► Le Lion d'Or, 5, place Gauthier, à Coligny (3 km de Genève). Tél. : 36-44-32. Fermé samedi et dimanche.

HOSTELLERIE DE LA VENDÉE

Le chef Michel Bonneau travaille dans le sérieux et la classique, et cela lui réussit. MM. Righetto peuvent être heureux du succès de leur maison, fleuron helvétique de la chaîne dirigée par Michel Messia. Remarquable plateau des fromages et très belle cave, notamment de

vins suisses et du bordelais. Du foie gras à la poêlée en vessie, un régal. Menu 86 FS et, à la carte, compter 150 FS.

► Hostellerie de la Vendée, 28, chaussée de la Vendée au Petit-Lancy (1 km). Tél. : 92-04-11. Fermé samedi midi et dimanche.

AU BISTROT DU GOTHARD

Minuscule pinte, comme on dit là-bas, avec derrière un minijardin. Cuisine bon enfant de M. Hermitte, accueil chaleureux de Liliane son épouse et cuisine simple surtout, de l'andouillette moutardée au ris de veau aux poireaux, de l'onglet échalote à l'amourette basilic, avec une remarquable terrine de ratatouille. Vins blancs et rouges « ouverts », lisez au verre.

► Au Bistrot du Gothard, 11, rue du Gothard à Chêne-Bourg (5 km). Tél. : 49-82-38. Fermé dimanche.

LE MAZOT D'ALLÈVES

Les derniers filets de perchettes, le papet de poireaux, l'escalope au jambon de montagne, les vins valaisans de Bernard d'Allèves, pour accompagner l'un des plus beaux plateaux de fromages du pays. Tout cela dans la bruyance de l'arnité, la bonne humeur et à des prix raisonnables. Les artistes français de passage connaissent bien cette adresse « sympa ». N'est-ce pas, chère Patachou ?

► Le Mazot, 13, passage Kléberg. Tél. : 32-15-30.

L.R.

Rive gauche

L'Alcôve à Paris!
TERRASSE PLEIN AIR
9, place Saint-André-des-Arts, 6
43-26-89-36 - Ouvert T.L.C.
DÉJEUNERS, DINERS, SOUPERS
Grillades - Chateaubriots
Poissons - Coppiolages
Salons pour groupes de 15, 20, 30, 60 personnes

Rive droite

AUX ROSES DE BLIDA
Sur commande spécialités pieds-noirs
SOUBRESSADE, COUSCOUS,
PAELLA, PASTILLA, TAGINE
29, rue de Chazelles, 75017 PARIS
46-22-43-86

Caveau François Dillon
236, 10.02
64, rue de l'Arbre-sec, Les Bains Carrés, 1^{er}

suggestions
quotidiennes
Déjeuner et Dîner
195 F
service compris
LE SALLAMBIER
Restaurant de l'Hôtel
BALZAC ** LUXE**
6, rue Balzac, PARIS VIII
45-61-97-22

BROCANTE DE PARIS

PORTE D'ORLÈANS (XIV^e)
On y chine
On y mange... on y boit
DU 12 AU 21 SEPTEMBRE
Fou d'artifice Vendredi 12
SQUARE DU SERMENT KOUFRA
(sous chapiteau)
11h/19h, du lundi au vendredi
10h/20h, samedi et dimanche

SAHARA-PASSION I

de dunes en canyons avec nos amis
Touaregs à pied, en 4x4, à chameaux
NOMADE
« LES AMIS DU SAHARA »
10 années d'expérience
Des guides 150 \$ de Tenez, 75017 Paris
Tél. 43-25-06-30
ÉQUIPEMENT
MALI, MAROC, TANZANIE

Aux quatre coins de France

Vins et alcools

CHAMPAGNE Claude DUBOIS
A la propriété LES ALMARCHES
VENTEUX 51200 ÉPERNAY. Tél. 26-58-48-37
Vin vieilli en foudre. Tarif sur demande.

MERCUREY A.O.C. Vente directe
propriété
12 bouteilles 1982 : 440 F TTC franco dom.
TARIF SUR DEMANDE - Tél. (88) 47-13-84
Louis Mercurey, viticulteur, 71160 Mercurey.

VOL DIRECT PARIS-KUALA LUMPUR

TOUS LES DIMANCHES
TOUS LES JEUDIS

Et depuis Kuala Lumpur, nombreuses correspondances vers l'Asie et l'Australie. Pour plus d'informations, contactez votre agent de voyages ou MAS - 12 boulevard des Capucines - 75009 Paris. Tél. : (1) 47.42.26.00.

mas
DECOUVREZ LE MONDE EN OR DE MAS.

سكزا من الاجل

échecs

N° 1194

LAISSER-FAIRE : UNE STRATÉGIE

(Dernière finale du championnat du monde par correspondance)

Blancs : V. ALEXEIEV
Noirs : S. MOROSOV
Variante des quatre plans de la défense Rosol.

1. d4 Cb5 18. Dg5 Cc7
2. e4 e6 19. Cc3 Fc6 (1)
3. Cc3 f5 20. Fg7 (x) Rg7
4. e5 f6 21. Fg8 (1) f6g6
5. e6g6 22. Cc4 (g) Cc5 (g)
6. e4 f5 23. Fg7 (x) Rg7
7. f4 Fg7 24. Fg8 (1) f6g6
8. Fg5 (b) Cc7 (g) 25. Cc5+ Tc5 (g)
9. Cc3 (d) e6 26. Cc5+ Rf7 (r)
10. Fd3 e5 27. Tt1 (a) Rb8 (1)
11. e4 e6 28. Dd6 (n) Rf7 (v)
12. Rb4 (g) Cc6 (r) 29. Dd6+ Rb8
13. Dd3 (g) Cc6+ 30. Dg6+ Rb7
14. Fg5 Dg7 31. Cg7 (w) Dd6
15. Dd3 e4 32. Dd8+ Rg7
16. Cc1 e5 (h) 33. Cc6+ Rb7
17. Fh6 Cc6 (1) 34. Dd7+ Abandon.

NOTES

a) En non 5... g67 en raison de la règle 6. d67 avantage aux Blancs ; par exemple, 6... Dd6 : 7. Fg5, Cc5 ; 8. Dd5l, f6 : 9. 0-0-0 ou bien 6... Fg7 : 7. e4, 0-0 : 8. f4, Cc6 : 9. e5, Cc8 ; 10. Cc3.

b) La subtilité « variante Taimanov », qui semble avoir pris le pas, ces derniers temps, sur le système Mikenas (8. e5).

c) La seule réponse, 8... Cc6-d7 est refusé par 9. e5, dxc6 (si 9... Dd7 : 10. Dd2, Cc5 ; 11. e6 et si 9... Cc5 :

10. e6, Dd4+ ; 11. g3, Cc6+ ; 12. Cc3, Dd3 ; 13. Tg1) ; 10. fxc6, Cc5 : 11. e6, fxc6 (ou 11... Dd4+ ; 12. Rb2l, Dd4+ ; 13. Rb2) ; 12. dxc6, 0-0 : 13. Cc3l Une autre défense, 8... Fd7, ne paraît pas satisfaisante après 9. e5, Cc5 ; 10. Cc3, 0-0 : 11. Fxd7.

d) Une stratégie intéressante, peu connue, celle du « laisser-faire ». En effet, dans cette variante, il est d'usage que les Blancs s'opposent à l'expansion des Noirs sur l'aile - D par 9. e4 ou par 9. Fd3, e5 ; 10. e4.

e) Indifférents au déferlement des plans de l'aile - D, les Blancs mettent d'abord leur R à l'abri avant de concentrer leurs efforts sur - R, ce qui paraît plus précis que 12. Fd3 en 12. Dd1.

f) 12... b4 va peut-être mieux : si 13. Cc4, Cc6 ; 14. e5, Fg4.

g) Tel est l'objectif stratégique visé : l'attaque du R ennemi commence par cette fermeture de la diagonale du Fg8 qui permet le passage du Fc1 et d'autres forces blanches en direction du roque adverse.

h) Après 16... e4 : 17. Fd2, e5 la case d4 appartient aux Blancs.

i) Si 17... Cc5 : 18. e6d5! forçant la réponse 18... dxc5 qui libère le pion d5.

j) Le R noir semble bien défendu malgré l'accumulation des troupes blan-

ches et l'élimination des F sur cases blanches devrait permettre de renforcer la pression sur la colonne g.

k) Mais les Blancs engagent le combat.

l) Sans crainte 21... Fxd3 à cause de 22. Cc3+ suivi du mat.

m) Une T bien mal placée, ce détail peut avoir son importance.

n) Ce C est dangereux : la menace Cc5+ Cc7+ Cc6g et le passage de la Tt1 en h3 ou g3 ainsi que le doubleage des T sur la colonne f posent autant de problèmes à la défense.

o) Si non 22... Cc6d7 : 24. Dd7+ La position des Noirs semble solide, le C centralisé en e5 défendant les cases vulnérables.

p) Mais ce premier coup de tonnerre démontre la fragilité du roque des Noirs.

q) Si 25... Rf7 : 26. Dd6!.

r) Si 26... Rg8 : 27. Cc6+ Rb8 ; 28. Dd6+ Dg7 : 29. Dd8+.

s) La prise du C donne lieu à une jolie variante : 27... gxf5 : 28. Dxf5+ Rb8 ; 29. Dd6+ Dg7 : 30. Dg8+ Dd8 ; 31. Td8+ Rb7 : 32. Dxc8+ Rf7 : 33. Dd8!

t) Le R fait mais sans succès.

u) Élégant et efficace. La menace est 29. Cg7+ avec un mat rapide.

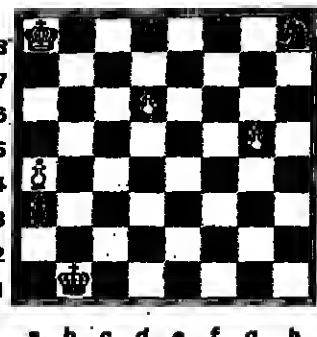
v) Si 28... gxf5 : 29. Dd6+ Dg7 (ou 29... Rb8 : 30. Txf5, Dd7 ; 31. Txf5) : 30. Dg8+ et la T mal placée tombe.

w) Menace mat par 32. Dd8.

x) Si 34... Ra8 : 35. Tt3+ La victoire des Blancs semble parfaitement logique, sans qu'on puisse remarquer une erreur des Noirs.

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1193
G. KASPARIAN, 1934.
(Blancs : Rb1, Fc7, Cc5 et f5. Noirs : Rd1, Cc6 et g2, Fd7.)
Notes tout de suite que 1. Rb2 (menaçant 2. Fd5) est insuffisant : 1... Rd2! ; 2. Fd6, Cc7 ; 3. Ff1, Cc1 ; 4. Cc4, Cc3+ ; 5. Rb1, Cc5 et la partie est nulle.
1. Fd6, Cc3+ (si 1... Cc7 : 2. Ff1, Cc1 ; 3. Cc3+ Rd2 ; 4. Cc4+ Rd1 ; 5. Cc3 mat) ; 2. Rb2, Cc2 ; 3. Ff1, Cc2+ (3... Cc2-d1 ne change rien) ; 4. Cc3+ Rd2 ; 5. Cc4+ Rd1 ; 6. Cc5+ Rd1 (menaçant de 7. Fd2 mat), Cc4 ; 7. Fd2+ quand même 1... Cc6d2 ; 8. Cc2+ Rd1 ; 9. Cc1 mat (et les quatre C sont regroupés).
CLAUDE LEMOINE.

ÉTUDE G. NADAREICHVILI (1962)



BLANCS (4) : Ra8, Pa8, d6, g5.
NOIRS (3) : Rb1, Cb8, Pa3.
Les Blancs jouent et gagnent.

bridge

N° 1192

CHAMPIONNAT JUNIOR

Le défaut des jeunes champions est de se laisser parfois emporter par leur fougue. Mais leur talent dans le jeu de la carte peut leur permettre souvent de retomber sur leurs pieds, comme dans cette donne du Championnat d'Europe junior de 1982.

♠ A653
♥ RV72
♦ 06
♣ 9542

♠ 94
♥ 863
♦ RV83
♣ V1073

♠ DV82
♥ 1094
♦ 1075
♣ R86

♠ R107
♥ VAD5
♦ AD942
♣ AD

Ouest ayant entamé un petit Trèfle pour le Roi de Trèfle d'Est et l'As de Sud, comment l'Est Helms a-t-il gagné ce PETIT CHELEM A PIQUE contre toute défense ?

Réponse :
Quand on ne voit pas les mains adverses, il semble qu'on ait besoin de l'impassé à Carreau et d'un partage 3-3 des Piques. Le déclarant tire l'As de Pique, puis il fait l'impassé à Carreau (qui doit réussir), coupe un Carreau, reprend la main avec la Dame de Carreau, coupe un autre Carreau, revient chez lui par l'As de Carreau et tire le Roi de Pique et le 7 de Pique. Si les atouts sont 3-3, Sud fait le reste.

Mais, avec le Roi de Carreau mal placé et les atouts 4-2, le chelem semble infaisable à moins de jouer... en double coupe : As de Carreau, 2 de Carreau coupé (avec le 3 de Pique), As de Carreau, 4 de Carreau coupé (avec le 5 de Pique), Dame de Trèfle, Dame de Carreau, Roi de Carreau, 5 de Trèfle (coupé avec le 7 de Pique). On arrive à cette position où la main est en Sud :

♠ A6VV9
♥ 94ORV
♦ DV82
♣ R10DD9

Helms a joué Carreau qu'il a coupé avec l'As, puis il a joué le 9 de Trèfle. Est-il coupé avec la Dame de Pique que Sud a refusé de surcouper afin de faire encore Roi, 10 de Pique, les onzième et douzième levées...

Attaque au casino
Chaque année, fin juillet, au hridgerama du casino de Deauville, des matches sont organisés entre plusieurs équipes internationales. Les vainqueurs ont été cette année les champions d'Europe autrichiens. Mais les Français avaient gagné ce Tournoi des champions les deux années précédentes, notamment grâce à cette donne où, malgré une excellente entame de Garozzo, le

déclarant français avait réussi le grand chelem.

♠ AR8765
♥ A
♦ 054
♣ V965

♠ DV4
♥ V9
♦ V3
♣ D108742

♠ 92
♥ R4
♦ ARD9876
♣ A3

Ann. : N. don. E-O. vuln.

Ouest	Nord	Est	Sud
Garozzo	Stetten	de Falco	Faigenb.
-	1 ♠	passé	3 ♠
-	passé	3 ♠	passé
-	passé	4 ♠	passé
-	passé	5 ♠	passé
-	passé	7 ♠	passé

Garozzo ayant entamé le Valet de Carreau, comment Faigenbaum, en

Sud, a-t-il gagné le GRAND CHELEM A CARREAU contre toute défense ?

Notes sur les enchères
L'annonce de « 4 Carreaux » montrait le contrôle de la couleur, « 4 SA » était le Blackwood des As et « 5 SA » le Blackwood des Rois. Il garantissait que Nord-Sud avaient tous les As et il invitait Nord à déclarer « 7 Carreaux » s'il avait des valeurs supplémentaires que ses annonces précédentes n'avaient pu indiquer.

Le Tournoi des champions
Le Tournoi des champions du récent Festival du casino de Deauville a été marqué par la domination des champions d'Europe autrichiens, mais les Français (Claude Reiplinger, Sharif et Sussel), qui ont fini troisièmes derrière les Hollandais, ont eu la consolation de battre les Autrichiens 19 à 1 au cours du dernier match de 20 donnes.
PHILIPPE BRUGNON.

scrabble®

N° 249

ESCALADE A VAL-THORENS

N°	TIRAGE	SOLUTION	RÉF.	PTS
1	EEGNPUU	GUÈPE	B4	28
2	NU+AEKSZ	SAUNÈZ	9H	35
3	K+AIEINTW	KENTIA	L3	50
4	WE+EFINQ	IFWAN	13J	26
5	EEQF+EUR	QUEUE	J6	30
6	EER+EIMR	FERMIÈRE	9A	32
7	AEEOSST	TOREASSE	C6	70
8	CEIEMNN	MINCE	B2	24
9	DN+AAGSU	ANUS	14I	37
10	ADG+ATTU	GAZZA	M7	29
11	DTTU+EO	DURTIO	B10	35
12	I+ENRRS	ROSINEN(T) (a)	15A	42
13	EFILLOV	JE	14F	52
14	FLOV+EO	FOLIOLE (b)	E5	40
15	ACILTUV	KALI	8L	39
16	ACTUV+LO	LAC	F4	24
17	OTUV+ABO	VOL	N6	17
18	ABOTU+REP	HIBOU	3A	20
19	APT+ABRT	PHOT (c)	D1	24
20	AART+ELL	PAIERAIT	1D	80
21	BLMRVXY	YEN	G13	22
22	-BDDLMS?	ST (1) LB (d)	11E	26

Le Festival de Val-Thorens, disputé du 3 au 9 août, peut être considéré comme un excellent stage d'altitude préparant aux championnats francophones disputés la semaine suivante. Les scrabbleurs

ont pu herboriser sur les soulages, apprendre (ou désapprendre) le stem (m), et participer au tournoi de Jarnac, jeu voisin de l'escalade : il faut créer des mots de plus en plus longs à partir d'un mot de trois lettres. Michel Duguet, vainqueur du tournoi de Scrabble, a bronché sur le dernier coup de Jarnac, qui n'a pas échappé à Philippe Mellissa, futur champion de Scrabble français. Nous vous avons concocté un escaladeur dont les deux derniers coups sont les mêmes que dans cette fin de tournoi (solution en fin d'article).

TUUF

1. TUUF +E(+1)
2. TUUF +S(+1)
3. TUUF +O(+2)
4. TUUF +M
5. TUUF +L
6. TUUF +I

(a) ou no(u)ries ou (c) ornières.
(b) v80, 1 A, 33. (c) ancienne unité d'éclaircissement. (d) ancienne unité de luminosité. Mes (A) S, 12 A, perd 1 point. I. B. Bloch, 915. 2. F. Pluven, 914. 3. H. Mollard, 912.

Résultats finals :
1. Duguet ; 2. Hamana ; 3. Bloch et Lachaud ; 5. Pluven.

Festival de Vittel, Club Maitre-à-maison, du 19 au 21 septembre. Inscriptions et tarifs. Prix du week-end, 1 040 F. Droits d'engagement, 80 F par séance. Tél. 42-41-85-00, poste 3576.

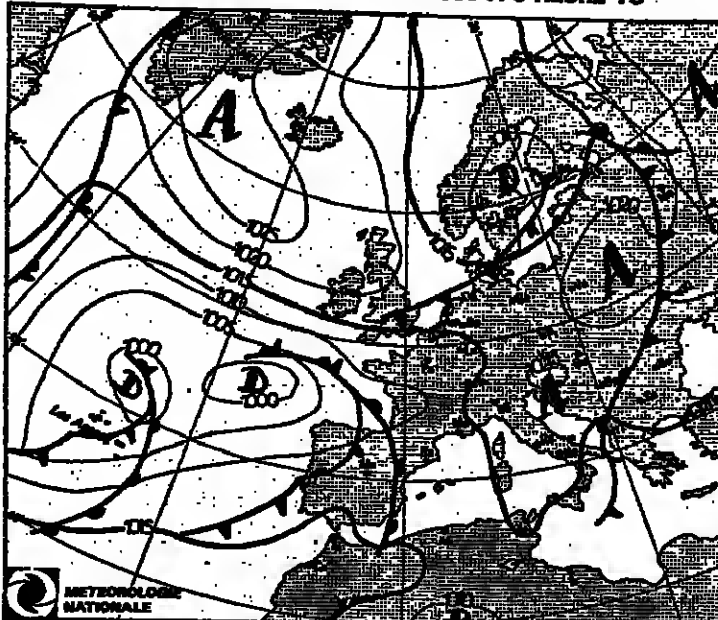
Tournoi homologué de septembre. Le 21 : Angers, 41-49-35-74. Hagerman, 88-73-84-86. Les 27 et 28 : Rennes, 99-54-51-96. Le 28 : Forbach, 87-85-79-84.

Solution de l'escaladeur. 1. fure (ou fure) ; 2. fure (ou fure) ; 3. fure (ou fure) en fure ; 4. fure ; 5. fure ; 6. fure ; 7. fure ; 8. fure ; 9. fure ; 10. fure ; 11. fure ; 12. fure ; 13. fure ; 14. fure ; 15. fure ; 16. fure ; 17. fure ; 18. fure ; 19. fure ; 20. fure ; 21. fure ; 22. fure ; 23. fure ; 24. fure ; 25. fure ; 26. fure ; 27. fure ; 28. fure ; 29. fure ; 30. fure ; 31. fure ; 32. fure ; 33. fure ; 34. fure ; 35. fure ; 36. fure ; 37. fure ; 38. fure ; 39. fure ; 40. fure ; 41. fure ; 42. fure ; 43. fure ; 44. fure ; 45. fure ; 46. fure ; 47. fure ; 48. fure ; 49. fure ; 50. fure ; 51. fure ; 52. fure ; 53. fure ; 54. fure ; 55. fure ; 56. fure ; 57. fure ; 58. fure ; 59. fure ; 60. fure ; 61. fure ; 62. fure ; 63. fure ; 64. fure ; 65. fure ; 66. fure ; 67. fure ; 68. fure ; 69. fure ; 70. fure ; 71. fure ; 72. fure ; 73. fure ; 74. fure ; 75. fure ; 76. fure ; 77. fure ; 78. fure ; 79. fure ; 80. fure ; 81. fure ; 82. fure ; 83. fure ; 84. fure ; 85. fure ; 86. fure ; 87. fure ; 88. fure ; 89. fure ; 90. fure ; 91. fure ; 92. fure ; 93. fure ; 94. fure ; 95. fure ; 96. fure ; 97. fure ; 98. fure ; 99. fure ; 100. fure ; 101. fure ; 102. fure ; 103. fure ; 104. fure ; 105. fure ; 106. fure ; 107. fure ; 108. fure ; 109. fure ; 110. fure ; 111. fure ; 112. fure ; 113. fure ; 114. fure ; 115. fure ; 116. fure ; 117. fure ; 118. fure ; 119. fure ; 120. fure ; 121. fure ; 122. fure ; 123. fure ; 124. fure ; 125. fure ; 126. fure ; 127. fure ; 128. fure ; 129. fure ; 130. fure ; 131. fure ; 132. fure ; 133. fure ; 134. fure ; 135. fure ; 136. fure ; 137. fure ; 138. fure ; 139. fure ; 140. fure ; 141. fure ; 142. fure ; 143. fure ; 144. fure ; 145. fure ; 146. fure ; 147. fure ; 148. fure ; 149. fure ; 150. fure ; 151. fure ; 152. fure ; 153. fure ; 154. fure ; 155. fure ; 156. fure ; 157. fure ; 158. fure ; 159. fure ; 160. fure ; 161. fure ; 162. fure ; 163. fure ; 164. fure ; 165. fure ; 166. fure ; 167. fure ; 168. fure ; 169. fure ; 170. fure ; 171. fure ; 172. fure ; 173. fure ; 174. fure ; 175. fure ; 176. fure ; 177. fure ; 178. fure ; 179. fure ; 180. fure ; 181. fure ; 182. fure ; 183. fure ; 184. fure ; 185. fure ; 186. fure ; 187. fure ; 188. fure ; 189. fure ; 190. fure ; 191. fure ; 192. fure ; 193. fure ; 194. fure ; 195. fure ; 196. fure ; 197. fure ; 198. fure ; 199. fure ; 200. fure ; 201. fure ; 202. fure ; 203. fure ; 204. fure ; 205. fure ; 206. fure ; 207. fure ; 208. fure ; 209. fure ; 210. fure ; 211. fure ; 212. fure ; 213. fure ; 214. fure ; 215. fure ; 216. fure ; 217. fure ; 218. fure ; 219. fure ; 220. fure ; 221. fure ; 222. fure ; 223. fure ; 224. fure ; 225. fure ; 226. fure ; 227. fure ; 228. fure ; 229. fure ; 230. fure ; 231. fure ; 232. fure ; 233. fure ; 234. fure ; 235. fure ; 236. fure ; 237. fure ; 238. fure ; 239. fure ; 240. fure ; 241. fure ; 242. fure ; 243. fure ; 244. fure ; 245. fure ; 246. fure ; 247. fure ; 248. fure ; 249. fure ; 250. fure ; 251. fure ; 252. fure ; 253. fure ; 254. fure ; 255. fure ; 256. fure ; 257. fure ; 258. fure ; 259. fure ; 260. fure ; 261. fure ; 262. fure ; 263. fure ; 264. fure ; 265. fure ; 266. fure ; 267. fure ; 268. fure ; 269. fure ; 270. fure ; 271. fure ; 272. fure ; 273. fure ; 274. fure ; 275. fure ; 276. fure ; 277. fure ; 278. fure ; 279. fure ; 280. fure ; 281. fure ; 282. fure ; 283. fure ; 284. fure ; 285. fure ; 286. fure ; 287. fure ; 288. fure ; 289. fure ; 290. fure ; 291. fure ; 292. fure ; 293. fure ; 294. fure ; 295. fure ; 296. fure ; 297. fure ; 298. fure ; 299. fure ; 300. fure ; 301. fure ; 302. fure ; 303. fure ; 304. fure ; 305. fure ; 306. fure ; 307. fure ; 308. fure ; 309. fure ; 310. fure ; 311. fure ; 312. fure ; 313. fure ; 314. fure ; 315. fure ; 316. fure ; 317. fure ; 318. fure ; 319. fure ; 320. fure ; 321. fure ; 322. fure ; 323. fure ; 324. fure ; 325. fure ; 326. fure ; 327. fure ; 328. fure ; 329. fure ; 330. fure ; 331. fure ; 332. fure ; 333. fure ; 334. fure ; 335. fure ; 336. fure ; 337. fure ; 338. fure ; 339. fure ; 340. fure ; 341. fure ; 342. fure ; 343. fure ; 344. fure ; 345. fure ; 346. fure ; 347. fure ; 348. fure ; 349. fure ; 350. fure ; 351. fure ; 352. fure ; 353. fure ; 354. fure ; 355. fure ; 356. fure ; 357. fure ; 358. fure ; 359. fure ; 360. fure ; 361. fure ; 362. fure ; 363. fure ; 364. fure ; 365. fure ; 366. fure ; 367. fure ; 368. fure ; 369. fure ; 370. fure ; 371. fure ; 372. fure ; 373. fure ; 374. fure ; 375. fure ; 376. fure ; 377. fure ; 378. fure ; 379. fure ; 380. fure ; 381. fure ; 382. fure ; 383. fure ; 384. fure ; 385. fure ; 386. fure ; 387. fure ; 388. fure ; 389. fure ; 390. fure ; 391. fure ; 392. fure ; 393. fure ; 394. fure ; 395. fure ; 396. fure ; 397. fure ; 398. fure ; 399. fure ; 400. fure ; 401. fure ; 402. fure ; 403. fure ; 404. fure ; 405. fure ; 406. fure ; 407. fure ; 408. fure ; 409. fure ; 410. fure ; 411. fure ; 412. fure ; 413. fure ; 414. fure ; 415. fure ; 416. fure ; 417. fure ; 418. fure ; 419. fure ; 420. fure ; 421. fure ; 422. fure ; 423. fure ; 424. fure ; 425. fure ; 426. fure ; 427. fure ; 428. fure ; 429. fure ; 430. fure ; 431. fure ; 432. fure ; 433. fure ; 434. fure ; 435. fure ; 436. fure ; 437. fure ; 438. fure ; 439. fure ; 440. fure ; 441. fure ; 442. fure ; 443. fure ; 444. fure ; 445. fure ; 446. fure ; 447. fure ; 448. fure ; 449. fure ; 450. fure ; 451. fure ; 452. fure ; 453. fure ; 454. fure ; 455. fure ; 456. fure ; 457. fure ; 458. fure ; 459. fure ; 460. fure ; 461. fure ; 462. fure ; 463. fure ; 464. fure ; 465. fure ; 466. fure ; 467. fure ; 468. fure ; 469. fure ; 470. fure ; 471. fure ; 472. fure ; 473. fure ; 474. fure ; 475. fure ; 476. fure ; 477. fure ; 478. fure ; 479. fure ; 480. fure ; 481. fure ; 482. fure ; 483. fure ; 484. fure ; 485. fure ; 486. fure ; 487. fure ; 488. fure ; 489. fure ; 490. fure ; 491. fure ; 492. fure ; 493. fure ; 494. fure ; 495. fure ; 496. fure ; 497. fure ; 498. fure ; 499. fure ; 500. fure ; 501. fure ; 502. fure ; 503. fure ; 504. fure ; 505. fure ; 506. fure ; 507. fure ; 508. fure ; 509. fure ; 510. fure ; 511. fure ; 512. fure ; 513. fure ; 514. fure ; 515. fure ; 516. fure ; 517. fure ; 518. fure ; 519. fure ; 520. fure ; 521. fure ; 522. fure ; 523. fure ; 524. fure ; 525. fure ; 526. fure ; 527. fure ; 528. fure ; 529. fure ; 530. fure ; 531. fure ; 532. fure ; 533. fure ; 534. fure ; 535. fure ; 536. fure ; 537. fure ; 538. fure ; 539. fure ; 540. fure ; 541. fure ; 542. fure ; 543. fure ; 544. fure ; 545. fure ; 546. fure ; 547. fure ; 548. fure ; 549. fure ; 550. fure ; 551. fure ; 552. fure ; 553. fure ; 554. fure ; 555. fure ; 556. fure ; 557. fure ; 558. fure ; 559. fure ; 560. fure ; 561. fure ; 562. fure ; 563. fure ; 564. fure ; 565. fure ; 566. fure ; 567. fure ; 568. fure ; 569. fure ; 570. fure ; 571. fure ; 572. fure ; 573. fure ; 574. fure ; 575. fure ; 576. fure ; 577. fure ; 578. fure ; 579. fure ; 580. fure ; 581. fure ; 582. fure ; 583. fure ; 584. fure ; 585. fure ; 586. fure ; 587. fure ; 588. fure ; 589. fure ; 590. fure ; 591. fure ; 592. fure ; 593. fure ; 594. fure ; 595. fure ; 596. fure ; 597. fure ; 598. fure ; 599. fure ; 600. fure ; 601. fure ; 602. fure ; 603. fure ; 604. fure ; 605. fure ; 606. fure ; 607. fure ; 608. fure ; 609. fure ; 610. fure ; 611. fure ; 612. fure ; 613. fure ; 614. fure ; 615. fure ; 616. fure ; 617. fure ; 618. fure ; 619. fure ; 620. fure ; 621. fure ; 622. fure ; 623. fure ; 624. fure ; 625. fure ; 626. fure ; 627. fure ; 628. fure ; 629. fure ; 630. fure ; 631. fure ; 632. fure ; 633. fure ; 634. fure ; 635. fure ; 636. fure ; 637. fure ; 638. fure ; 639. fure ; 640. fure ; 641. fure ; 642. fure ; 643. fure ; 644. fure ; 645. fure ; 646. fure ; 647. fure ; 648. fure ; 649. fure ; 650. fure ; 651. fure ; 652. fure ; 653. fure ; 654. fure ; 655. fure ; 656. fure ; 657. fure ; 658. fure ; 659. fure ; 660. fure ; 661. fure ; 662. fure ; 663. fure ; 664. fure ; 665. fure ; 666. fure ; 667. fure ; 668. fure ; 669. fure ; 670. fure ; 671. fure ; 672. fure ; 673. fure ; 674. fure ; 675. fure ; 676. fure ; 677. fure ; 678. fure ; 679. fure ; 680. fure ; 681. fure ; 682. fure ; 683. fure ; 684. fure ; 685. fure ; 686. fure ; 687. fure ; 688. fure ; 689. fure ; 690. fure ; 691. fure ; 692. fure ; 693. fure ; 694. fure ; 695. fure ; 696. fure ; 697. fure ; 698. fure ; 699. fure ; 700. fure ; 701. fure ; 702. fure ; 703. fure ; 704. fure ; 705. fure ; 706. fure ; 707. fure ; 708. fure ; 709. fure ; 710. fure ; 711. fure ; 712. fure ; 713. fure ; 714. fure ; 715. fure ; 716. fure ; 717. fure ; 718. fure ; 719. fure ; 720. fure ; 721. fure ; 722. fure ; 723. fure ; 724. fure ; 725. fure ; 726. fure ; 727. fure ; 728. fure ; 729. fure ; 730. fure ; 731. fure ; 732. fure ; 733. fure ; 734. fure ; 735. fure ; 736. fure ; 737. fure ; 738. fure ; 739. fure ; 740. fure ; 741. fure ; 742. fure ; 743. fure ; 744. fure ; 745. fure ; 746. fure ; 747. fure ; 748. fure ; 749. fure ; 750. fure ; 751. fure ; 752. fure ; 753. fure ; 754. fure ; 755. fure ; 756. fure ; 757. fure ; 758. fure ; 759

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 12 SEPTEMBRE 1986 A 0 HEURE TU



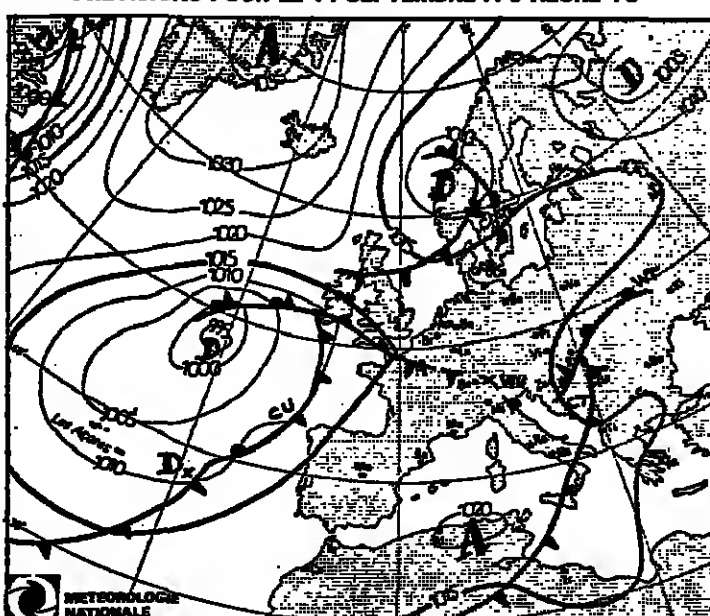
Evolution probable du temps entre le vendredi 12 septembre à 0 heure et le samedi 13 septembre à 24 heures.

Le courant perturbé de sud-ouest humide et très doux s'est établi sur la France et se maintiendra pour les quarante-huit heures à venir. Une petite hausse de pression sur l'Espagne et le sud du pays apportera une amélioration dimanche.

Samedi, sur les Alpes et la Corse des résidus orageux le matin se décaleront vers l'Italie l'après-midi, mais le ciel restera nuageux décevant.

Sur les régions pyrénéennes et l'Aquitaine le ciel restera très nuageux. Sur toutes les autres régions le temps sera couvert et passagèrement pluvieux. Les petites pluies ou bruines intermittentes

PRÉVISIONS POUR LE 14 SEPTEMBRE A 0 HEURE TU



Arriveront toutefois sur le Nord-Est qu'en milieu de journée.

Les températures seront en hausse le matin. Il fera de 11 à 18 degrés du Nord au Sud, les températures maximales seront encore entre 18 et 22 degrés sur la moitié nord mais dépasseront 25 degrés sur la moitié sud.

Dimanche, sur les régions au nord de Bordeaux, et de Lyon, le ciel restera très nuageux; la journée sera redoublée humide par de petites pluies ou bruines.

Au sud de Bordeaux, et de Lyon, les nuages alternent avec des éclaircies qui pourront par moments, être assez belles et durables en plaine.

Les températures resteront stationnaires.

JOURNAL OFFICIEL

Est publiée au Journal officiel du vendredi 12 septembre :

UNE LOI

• N° 86-1025 du 9 septembre 1986 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France.

UNE LISTE

• D'admission à l'école militaire de la flotte (section officiers spécialisés de la marine) en 1986.

WEEK-END D'UN CHINEUR

ILE-DE-FRANCE

Dimanche 14 septembre
L'Isle-Adam, 14 h 30 : tableaux modernes, mobilier, tapis.

PLUS LOIN

Samedi 13 septembre
Bar-le-Duc, 14 heures : chemises, escaliers, boiserie; Deauville, 15 heures : affiches de cinéma; Gien, 10 heures : livres.

Dimanche 14 septembre
Bagnols-de-l'Orne, 10 h 30 : affiches; 14 h 30 : tableaux modernes; Bayeux, 14 heures : linge, poupées, jouets; Gien, 14 heures : vaisselle, objets d'art, mobilier; Nogent-le-Rotrou, 14 heures : argenterie, objets d'art, mobilier, tableaux; Rouen, 14 heures : mobilier rustique.

FOIRES ET SALONS

Auch, Chantilly, Compiègne, Dijon, Limoges (salon du livre ancien et du vieux papier), Paris-Austerlitz (Numismatics), Paris, square de Kouffra (14^e); Paris bois de Vincennes; Vélizy II.

Démonétisation de billets de banque

La Banque de France a décidé de retirer de la circulation un certain nombre de billets de banque. Un décret, paru au Journal officiel du 4 septembre, précise que les billets de 100 F Cornille (type 1964), 50 F Racine (type 1962), 10 F Barizot (type 1972) et 10 F Voltaire (type 1963) cesseront d'avoir cours à dater du 15 septembre 1986. Ils continueront toutefois à être échangés librement et sans limitation aux guichets de la Banque de France.

loterie nationale

TRANCHE N°203 DU

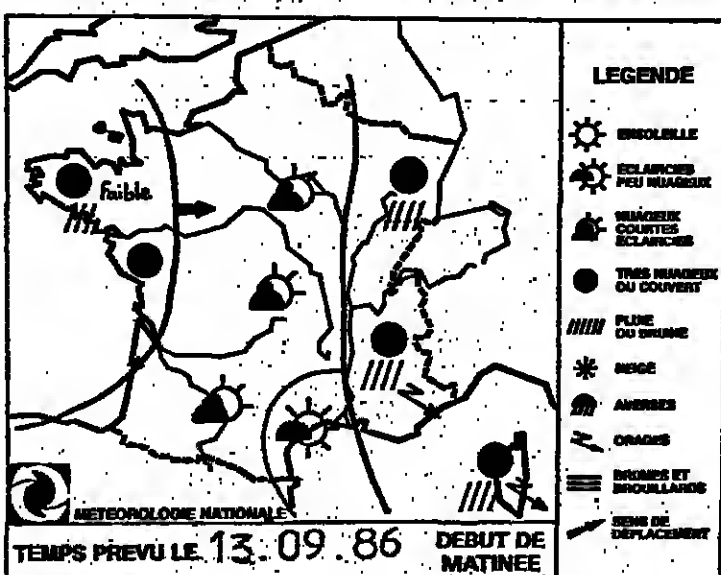


TIRAGE DU VENDREDI 12 SEPTEMBRE 1986

LE NUMÉRO 257301 GAGNE LE LOT DE 1 000 000,00 F

LES BILLETS SE TERMINANT PAR 632 GAGNENT 1 500,00 F

AVEC LE MÊME BILLET, PROCHAIN TIRAGE DEMAIN



TEMPÉRATURES maxima - minima				Temps observé			
Valeurs extrêmes relevées entre le 11-9-1986 à 6 h TU et le 12-9-1986 à 6 h TU				le 12-9-1986 à 6 heures TU			
FRANCE							
AMBOISE	25	14	N	TOULOUSE	21	12	P
ANJOU	26	15	N	TREBISKAN	21	12	P
BOULOGNE	20	10	P	VALDREUIL	27	17	S
BRETAGNE	20	10	P	ÉTRANGER			
BRETAGNE	20	10	P	ALGER	31	20	P
CAEN	18	12	P	AMSTERDAM	15	5	N
CHARENTAIS	16	13	P	ATHÈNES	27	21	S
CLERMONT-FERRAND	27	14	C	BANGKOK	28	24	C
COCHIN	22	14	C	BARCELONE	27	18	O
GRENOBLE-SAINTE	25	11	S	BELGRADE	23	15	C
LILLE	18	9	C	BERLIN	18	9	C
LIMOGES	24	15	P	BRUXELLES	15	7	C
LYON	27	18	C	LE CAIRE	31	23	S
MARSEILLE-MAR	27	17	C	COPENHAGUE	15	7	S
NANCY	21	12	A	DAKAR	28	23	S
NANTES	21	14	P	DELHI	36	26	C
NICE	26	18	N	DIJON	28	20	S
PARIS-MONTMARTRE	21	13	P	GENÈVE	23	12	N
PAU	30	18	P	HONGKONG	32	26	C
PERPIGNAN	24	18	C	ISTANBUL	29	19	S
RENNES	20	12	P	JERUSALEM	25	19	N
STRASBOURG	27	16	C	LESBONNE	24	20	P
STRASBOURG	21	11	P	LYONS	18	8	N
A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V W X Y Z *				av. br. couv. nuageux orage pluie soleil tempête neige			

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

NATIONAL
LOTO N° 37 TIRAGE DU MERCREDI 10 SEPTEMBRE 1986

9 33 35 38 43 47 18

NUMÉRO COMPLÉMENTAIRE

PROCHAIN TIRAGE, EN DIRECT SUR
SAMEDI 13 SEPTEMBRE 1986 A 20H35
VALIDATION : AU PLUS TARD MARDI
AUX HEURES HABITUELLES
POUR LES DEUX TIRAGES DE LA SEMAINE PROCHAINE

NOMBRE DE GRIFFES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRIFFE GAGNANTE (POUR 1 F)
6 BONS N°	3 2 380 840,00 F
5 BONS N° + complémentaire	19 199 825,00 F
5 BONS N°	1 155 10 865,00 F
4 BONS N°	75 574 170,00 F
3 BONS N°	1 597 929 11,00 F



Il était écrit que nos routes finiraient par se croiser.

Dès le 1^{er} Octobre, une grande première dans le ciel d'UTA: un vol direct Paris-San Francisco 2 fois par semaine, le mercredi et le samedi. Assurés par DC 10, ces vols vous permettront ainsi de retrouver le service 3 classes d'UTA, Première de Luxe, Galaxy et Classe Économique à destination des États-Unis. Welcome UTA, welcome to the USA.



NOS PASSAGERS SONT NOS HÔTES.

سكزا من الاجل

Le Monde ANNONCE

Le groupe EGOR rappelle aux lecteurs du Monde les postes qu'il leur a proposés cette semaine :

Intégrez une banque à la mesure de vos aspirations à Paris, Bordeaux, Lyon.

EXPLOITANTS ENTREPRISES

Réf. VM 11/654 C



RESPONSABLE DE LA CONSOLIDATION

Réf. VM 11/296 J

Un groupe international, parmi les tout premiers de l'industrie chimique, offre une carrière dans la fonction Marketing/Vente à un

JEUNE DIPLOME DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Réf. VM 4/020 AF

Rhône-Alpes

RESPONSABLE DE LOGISTIQUE DE PRODUCTION

Réf. VM 29/150 B

HEC ESSEC, Sup. de Co.

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

Réf. VM 32/1688 A

Si vous êtes intéressé par l'un de ces postes, nous vous proposons de nous adresser un dossier de candidature en précisant la référence choisie :

GROUPE EGOR

8, rue de Bern - 75005 PARIS

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GRC BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPON

egor

FORUM Le Monde - ADI

« La double compétence »

Acquérir une autre spécialité, la meilleure réponse aux besoins informatiques de l'entreprise.

Le mercredi 17 septembre à 15 heures au Sioob. Grande salle de conférence - Niveau 1 - Zone D.

Débat animé par : Frédéric Gausson et Jean-Marie Dupont, journalistes au journal « Le Monde ».

En présence de Bernard Wouts, administrateur général du journal « Le Monde », Olivier Marec, président-directeur général de l'Agence de l'Informatique, Daniel Bloch, président de l'Institut national polytechnique de Grenoble, Thierry Breton, conseiller auprès de M. René Monory, ministre de l'Éducation nationale, Alain Legendre, associé gérant d'Arthur Andersen et C^e, Philippe Kahn, président de Borland, Alain Geismar, directeur général adjoint de l'Agence de l'Informatique.

Tél. : 45-55-91-82, poste 42-95.

L'IMMOBILIER

appartements ventes

5^e arrdt

AVENUE DE VERSAILLES
Vaste séjour + chbr 90 m²
stand., imm., récent, balcon
GARBI - 45-67-22-88.

GENSIEUR DAUBENTON

Bon imm. chbr, cuis., ind. ind.
111, rue de Neuilly
Boulevard 9, 9^e étage
Cerve - Peu de charges
Surface totale 110 m²
Samedi, dimanche, 15-18 h.

12^e arrdt

M^e DAUMESNIL
Imm. récent, 2 chbr, 54 m².
2 chambres, cuisine, salle
111, rue de Neuilly
Boulevard 9, 9^e étage
Samedi, dimanche, 14 h 30 à 17 h.

15^e arrdt

XV^e MONTFARVASSE
Belle su. + 3 chbrs, 2 bns.
95 m² + jard. privé + petit
GARBI - 45-67-22-88.

M^e CONVENTION

Imm. pierre de t. sac. 2 p., en-
trée, cuis., bns. 3^e ét.
PRUX INTERESSANT
35, rue Deniquettes
Samedi, dimanche, 11 h 30/13 h 30.

16^e arrdt

M^e TROCADERO
Bon imm. p. de table sur rue
solide, chauffage central. Living
double, 1 chbr, entrée, cuis.,
bains, w.c., tout jusqu'au
30 juin 1988
128, rue Lauriston
Samedi, dimanche, 15 h à 18 h.

92 Hauts-de-Seine

NEUILLY
magnifique 1-2 chbr, avec jar-
din privé, 45 m², 3^e ét. Park.
GARBI - 45-67-22-88.

NEUILLY

M^e SABLONS, bel immeuble
pièces de l'édifice, 2 chbrs, en-
trée, cuis., bns, 118 m² +
serv. 17, rue Angélique
VERIER, samedi, dimanche, 14 h
à 17 h.

94 Val-de-Marne

VINCENNES

M^e CHATELAIN Bon Immeuble
2 p., entrée, cuis., bain
w.c., - 1^{er} étage
24, rue de l'Église
Samedi, dimanche, 11 h 30 à 13 h 30.

Provins

SAINT-TROPEZ

Villa, 5 chbrs, réception,
Vigne de Saint-Arne.
Téléphone : (11) 84-54-51-89.

locations non meublées offres

Région parisienne

CHEVREUILLES

Petit imm. neuf standing
A. P. 85 m², 3.055 F. + charges
P.P. 118 m², 4.110 F. + charges
P.P. 43-35-36-23.

locations non meublées demandées

Paris

Établissement
d'enseignement supérieur
recherche pour ses étudiants
chambres, studios, 9, 17, La-
vallette et Neuilly, 18, du lundi
au vendredi, de 10 h à 12 h
et de 15 h à 17 h
42-70-34-00 ou 42-70-90 95.

Région parisienne

Pour AGENTS et CADRES
HUTES, IMPORTANTE SIE
FRANCAISE de PETROLES
rech. Paris et Région Parisienne
des APPTs des catégories
STUDIOS et PAVILLONS
Téléphone : 48-04-04-85.

Région parisienne

Étude cherche pour cadres
villes très bien. Loyer garanti
(1) 48-69-69-98 - 42-57-57-02.

pavillons

Particulier vend à St-
Germain-le-Corbail (91) pavil-
lon Kaufmann, 6 pièces avec
garage (salle, cuis., 4 chbrs,
2 w.c., 1 a. de bain, terrasse,
carnot, 600 m² plant d'arbres
clôt par haie de lauriers
Prix 700.000 F.
42-51-65-18 ou 42-70-05-31.

villas

Genève, centre ville
à vendre, S.A. avec ardoise de
220 m² surface totale
J. TRADICHER, case postale
578 CH-1211 Genève 3.

maisons de campagne

A SAISIR

TRÈS RARE, 1 MEURIE PARIS
Directeur aut. sud MONTAIGNE
Au 1^{er} de l'eau sur parc 5 ha clos,
semi-boisé, cachet exceptionnel.
SUIVEZ-VOUS MAISON
DE CAMPAGNE EN ÉQUERRE
entièrement aménagée, gd sé-
jour, 6 chbrs, 5 bns, w.c., s. de
jeu + dépend., bns, cab. de
toit, 2 w.c., cuis. équipée + cuis.
 indép., garage, dép., dé-
bar., bureau, grenier, chauff.
cent., clim. 1990.000 F.
Cred. 100 %
Turpin Relais Miel Montargis
Tél. (11) 35-55-22-82 et 30
20 h : (11) 35-55-22-28,
24 h sur 24.

Part. v. à TOULON (Boulevard,
maison de plein-pied sur jardin,
500 m² environ, comprenant 1
entrée, gd séj., 2 chbrs, s. de
jeu, cab. de toit, 2 w.c., cuis.
équipée + cuis. indép., veranda
+ chbrs indép., garage, dép., dé-
bar., bureau, grenier, chauff.
cent., clim. 1990.000 F.
Cred. 100 %
Turpin Relais Miel Montargis
Tél. (11) 35-55-22-82 et 30
20 h : (11) 35-55-22-28,
24 h sur 24.

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL

Construction de Sociétés
et sa services, 42-55-17-50.
03500 SAULCET
Téléphone : 70-48-35-70.

bureaux

Rech. Urgent 110 à 140 m²
Paris, proche 9^e, 7^e, 14^e,
15^e, 16^e, 4^e, 12^e, 9^e,
PAE COMPT. - 48-73-87-80.

manoirs

Rech. Urgent 110 à 140 m²
Paris, proche 9^e, 7^e, 14^e,
15^e, 16^e, 4^e, 12^e, 9^e,
PAE COMPT. - 48-73-87-80.

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL

Construction de Sociétés
et sa services, 42-55-17-50.
03500 SAULCET
Téléphone : 70-48-35-70.

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL

Construction de Sociétés
et sa services, 42-55-17-50.
03500 SAULCET
Téléphone : 70-48-35-70.

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL

Construction de Sociétés
et sa services, 42-55-17-50.
03500 SAULCET
Téléphone : 70-48-35-70.

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL

Construction de Sociétés
et sa services, 42-55-17-50.
03500 SAULCET
Téléphone : 70-48-35-70.

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL

Construction de Sociétés
et sa services, 42-55-17-50.
03500 SAULCET
Téléphone : 70-48-35-70.

REPRODUCTION INTERDITE

DEMANDES D'EMPLOIS

J.F. 27 ans, maîtrise anglaise,
b. étranger-anglais, prof. dans
lycée en GB pendant 1 an. Surtout
des relations humaines. Quel-
quement effectif club tennis
en trois ans. Étudierait tous pro-
positions même à l'étranger.
Tél. après 18 heures :
64-57-83-91.

Jeune homme, possédant BEP
Télécom, C.T.S. finitions +
1 an électronique
Titulaire permis conduire
cherche 1^{er} emploi
Téléphone : 48-73-40-69.

propositions diverses

L'Etat offre des emplois
stables, bien rémunérés, à tous
les Français avec ou sans di-
plôme. Demandez une docu-
mentation sur la revue spéciale
de FRANCE CARRIÈRES
101 BP 402-06
PARIS CEDEX 09.

automobiles

de 5 à 7 CV.

Inventé de Tomez
1979, grise métallisé
Tait ouvrant, radio-cassette
moteur 900 cm³, 13.000 F.
43-54-78-12.

Vendu LNA 11 AC, parfait état,
1^{er} main, 12/10/83, rouge,
69.000 km, Option radio FM
essuie-glace arrière, siège
arrivé rabatt. séparément
Prix 27.000 F à débattre
Tél. h.h. : 47-61-44-43
le soir : 60-03-47-18.

ventes

de 5 à 7 CV.

Inventé de Tomez
1979, grise métallisé
Tait ouvrant, radio-cassette
moteur 900 cm³, 13.000 F.
43-54-78-12.

Vendu LNA 11 AC, parfait état,
1^{er} main, 12/10/83, rouge,
69.000 km, Option radio FM
essuie-glace arrière, siège
arrivé rabatt. séparément
Prix 27.000 F à débattre
Tél. h.h. : 47-61-44-43
le soir : 60-03-47-18.

Le Carnet du Monde

Fiançailles

M. Hermand Teste de Sagay
et M^{me}, née Antoinette de Vedrines,
M. Jacques G. Vidal
et M^{me}, née Marie Giraud d'Huart,
sont heureux d'annoncer les fiançailles
de leurs enfants.

M^{lle} TESTE de SAGAY
et
Benoît VIDAL GIRAUD,
83190 Ollioules,
75016 Paris.

Mariages

M^{me} André BANCE,
M^{me} Elisabeth BANCE,
directrice Banco-Publicité,
M. et M^{me} Anat PANKOTAY,
ont la joie d'annoncer le mariage de
leurs enfants

Isabelle et Pierre,
qui sera célébré le samedi 13 septembre
1986, à 15 heures, en l'église Saint-
Généreux de Boisset-les-Prévanches
(Eure).

91, rue de la Croix-Nivert,
75015 Paris.
15, rue des Hautes-Formes,
75013 Paris.

Décès

Les familles Alliot et Millet
font part du décès de

M^{me} Gabriel ALLIOT,
née Marie-Thérèse Millet.
Requiescant, 11 septembre 1986.

M. et M^{me} Pierre de Backer
et leurs enfants,
M. et M^{me} Philippe de Backer
et leurs enfants,
M. et M^{me} François de Backer
et leur fille,
M. et M^{me} Jean-Loup Grozier
et leurs enfants,
M. et M^{me} Jacques de Backer
et leurs enfants,
M. et M^{me} Paul de Backer
et leurs enfants,
seuls enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Yves Behrle,
M^{me} Anne-Marie de Backer,
son frère et belles-sœurs,
ont la douleur de faire part du décès de
leur père

M^{me} HÈNE DE BACKER,
survécue le 11 septembre 1986, dans sa
quatre-vingt-neuvième année, en son domi-
cile.

Les obsèques seront célébrées le lundi
15 septembre, à 10 h 30, en l'église de
Vaux-lez-Sablons.

A vos prières sera associé le souvenir
de son époux

Adrien DE BACKER,
décédé le 15 janvier 1984.

6, rue des Bois,
77250 Vaux-lez-Sablons.

M^{me} René Bady,
Jean-Pierre et Françoise Bady,
Paul et Jeanne Bady,
François et Marie-Odile Bady,
Catherine et Paul de Roujou,
Vincent Bady,
Bernard Basset,
Ses quinze petits-enfants,
Les familles Bady, Jacquand et
Chavréat,
font part du décès, à l'âge de quatre-
vingts ans, de

M^{me} René Bady,
ancien élève
de l'École normale supérieure,
professeur de littérature française
à l'université de Lyon,
officier de la Légion d'honneur,
reformé dans l'espérance et la paix du
Seigneur, le 11 septembre 1986.

Messe à Saint-Joseph de la Demi-
Lune, le samedi 13 septembre, à 8 h 30.
Ni fleurs ni couronnes.

21 bis, avenue du Général-Leclerc,
69160 Tassin.

M^{me} Charles Chemla,
M. et M^{me} André Chemla
et leurs enfants,
M. et M^{me} Gérard de Mendez
et leurs enfants,
M. et M^{me} Fernand Petit
et leurs enfants,
M. et M^{me} Armand Boccard
et leurs enfants,
ont l'honneur de faire part du
décès de leur époux, père et grand-père,

M^{me} Charles C. CHEMLA,
ancien directeur
des Galeries Lafayette de Tunis,
survécue le 11 septembre 1986.

Suivant la volonté du défunt, il a été
inhumé, entouré de ses proches, au
cimetière parisien de Pantin, le vendredi
12 septembre.

Les prières d'usage auront lieu le
dimanche 14 septembre, à 19 heures, à
l'Oratoire, 13, rue Sainte-Isaure, à
Paris-18^e.

7, Impasse Compoint,
75017 Paris.

Nos abonnés, bénéficiant d'une
réduction sur les insertions du « Carnet
du Monde », sont priés de joindre à
leur envoi de texte une des dernières
bandes pour justifier de cette qualité.

Fiançailles

M^{me} Louis Harlé,
née Alice Thois
et ses enfants,
M. et M^{me} Paul-André Harlé,
M^{me} Georges Conard-Harlé,
M. et M^{me} Pierre Vossin,
font part du décès de

M. Louis HARLÉ,
survécue à Paris, le 10 septembre 1986,
dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Un service religieux aura lieu au tem-
ple Saint-Marcel, rue Pierre-Nicolas, le
lundi 15 septembre, à Paris-5^e, à 8 h 30.

15, rue Pierre-Nicolas,
75005 Paris.

« Ben c'est chet che serve,
e son desir d'essere servito. »
(Saint François.)

Les Pères de la communauté du
Châteaufort et de La Louvesc confient à
votre prière le

Père Robert ISAAC,
décédé à Lyon, à l'âge de soixante-trois
ans, le 5 septembre 1986.

Florence et Scott Mc Kenzie,
M. et M^{me} Max Couillard,
M. Jacques Mc Kenzie,
M^{me} Michel Machetouf,
M^{me} Françoise Machetouf,
M. et M^{me} Lionel Chauveinc
et leurs enfants,
Leurs amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Alain Mc KENZIE,
survécue le 7 septembre 1986.

Les obsèques auront lieu le mardi
16 septembre, à 10 h 30, en l'église
Notre-Dame-des-Champs, 91, boule-
vard du Montparnasse, à Paris-6^e.

Ce présent avis tient lieu de faire-
part.

146, boulevard du Montparnasse,
75014 Paris.

Services religieux

Le Consistoire central,
Le Consistoire israélite de Paris,
Le Conseil représentatif des Institu-
tions juives de France,
informent les fidèles du service religieux
qui sera organisé le mardi 16 septembre
1986, à 18 h 30, à la grande synago-
gue, 44, rue de la Victoire, 75009 Paris, à la
mémoire des victimes de l'attentat de
la synagogue d'Istanbul et de toutes les
victimes du terrorisme.

En souvenir de l'ingénieur général (CR)
Henri SABATIER,

piémontais décédé le 22 mai 1986,
le général de division Jacques Lignot,
directeur central du matériel de l'armée
de terre, invite tous ceux qui l'ont connu
et estimé à participer à la messe qui sera
célébrée le jeudi 18 septembre 1986, à
17 h 30, en la chapelle de l'École mili-
taire, à Paris.

En souvenir de l'ingénieur général (CR)
Henri SABATIER,

piémontais décédé le 22 mai 1986,
le général de division Jacques Lignot,
directeur central du matériel de l'armée
de terre, invite tous ceux qui l'ont connu
et estimé à participer à la messe qui sera
célébrée le jeudi 18 septembre 1986, à
17 h 30, en la chapelle de l'École mili-
taire, à Paris.

En souvenir de l'ingénieur général (CR)
Henri SABATIER,

piémontais décédé le 22 mai 1986,
le général de division Jacques Lignot,
directeur central du matériel de l'armée
de terre, invite tous ceux qui l'ont connu
et estimé à participer à la messe qui sera
célébrée le jeudi 18 septembre 1986, à
17 h 30, en la chapelle de l'École mili-
taire, à Paris.

En souvenir de l'ingénieur général (CR)
Henri SABATIER,

piémontais décédé le 22 mai 1986,
le général de division Jacques Lignot,
directeur central du matériel de l'armée
de terre, invite tous ceux qui l'ont connu
et estimé à participer à la messe qui sera
célébrée le jeudi 18 septembre 1986, à
17 h 30, en la chapelle de l'École mili-
taire, à Paris.

En souvenir de l'ingénieur général (CR)
Henri SABATIER,

piémontais décédé le 22 mai 1986,
le général de division Jacques Lignot,
directeur central du matériel de l'armée
de terre, invite tous ceux qui l'ont connu
et estimé à participer à la messe qui sera
célébrée le jeudi 18 septembre 1986, à
17 h 30, en la chapelle de l'École mili-
taire, à Paris.

En souvenir de l'ingénieur général (CR)
Henri SABATIER,

piémontais décédé le 22 mai 1986,
le général de division Jacques Lignot,
directeur central du matériel de l'armée
de terre, invite tous ceux qui l'ont connu
et estimé à participer à la messe qui sera
célébrée le jeudi 18 septembre 1986, à
17 h 30, en la chapelle de l'École mili-
taire, à Paris.

En souvenir de l'ingénieur général (CR)
Henri SABATIER,

piémontais décédé le 22 mai 1986,
le général de division Jacques Lignot,
directeur central du matériel de l'armée
de terre, invite tous ceux qui l'ont connu
et estimé à participer à la messe qui sera
célébrée le jeudi 18 septembre 1986, à
17 h 30, en la chapelle de l'École mili-
taire, à Paris.

En souvenir de l'ingénieur général (CR)
Henri SABATIER,

piémontais décédé le 22 mai 1986,
le général de division Jacques Lignot,
directeur central du matériel de l'armée
de terre, invite tous ceux qui l'ont connu
et estimé à participer à la messe qui sera
célébrée le jeudi 18 septembre 1986, à
17 h 30, en la chapelle de l'École mili-
taire, à Paris.

En souvenir de l'ingénieur général (CR)
Henri SABATIER,

Baisse des impôts et augmentation des prélèvements

Un bénéfice politique incertain

En voulant renouer la Sécurité sociale par une augmentation des prélèvements, le gouvernement risque de se priver du bénéfice politique de la baisse des impôts.

« Il est vrai que nous retirons d'une main ce que nous donnons de l'autre », M. Balladur a confirmé, lors de l'émission télévisée « L'heure de vérité » que les 15 milliards de francs de réduction d'impôts sur le revenu promis pour 1987 seraient annulés par 15 milliards de francs de prélèvements supplémentaires entraînés par la perception, en février prochain, d'une contribution fiscale de 0,4 % destinée à la Sécurité sociale et par le relèvement de 0,7 % des cotisations vieillesse intervenant cet été.

Pour compenser la déception que risquent de produire ces paroles, le ministre a tenu à prendre des engagements : en 1988, une nouvelle baisse des impôts sur le revenu, de 10 milliards à 12 milliards de francs, laissera aux contribuables français un gain net de deux ans. Sous-entendu : 25 milliards de francs de baisse d'impôt sur le revenu (15 + 10) seront plus que compensés par 15 milliards de francs de prélèvements sociaux.

M. Balladur, en revanche, a déclaré qu'il était incorrect de dire que les contribuables disposent de revenus moyens paieront pour les autres : « Tout le monde bénéficiera d'une baisse d'impôt de 3 à 4 % ».

Le projet de budget pour 1987, qui sera examiné lundi 15 septembre

en conseil des ministres, quelques heures avant le départ de M. François Mitterrand pour l'Indonésie, prévoit bien, en effet, une baisse de trois points de l'impôt sur le revenu, baisse qui jouera jusqu'aux tranches les plus basses du barème et entraînera donc les contribuables à faible revenu, déjà concernés par une autre mesure favorable (extension du système de la décade aux familles).

Seuls les hauts salaires...

Mais le problème que nous avons posé (le Monde du 10 septembre) était de savoir si les revenus moyens ne supporteraient finalement pas autant de prélèvements sociaux qu'en 1986, les cotisations sociales supplémentaires effaçant ou dépassant la baisse des impôts. D'après nos calculs, la réponse est que, dans presque tous les cas, les prélèvements sociaux supplémentaires (le 0,4 % et le 0,7 % vieillesse) seront supérieurs en 1987 aux baisses d'impôts pour les titulaires de revenus moyens. Par revenus moyens, il faut entendre des revenus supérieurs à 7 500 F par mois pour un couple sans enfant et d'un mois 10 000 F pour un couple avec un enfant, chiffres correspondants grosso-modo aux revenus salariaux à partir desquels la décade cesse de jouer.

M. Balladur a cité le cas d'un ménage disposant d'un revenu mensuel de 15 000 F qui paiera, en 1987, 1 000 F d'impôts de moins qu'en

1986. Cette famille sera effectivement gagnante mais à une condition, que M. Balladur a d'ailleurs précisée : bénéficier de la décade pour frais de garde, portée de 5 000 F à 10 000 F.

Sans être exceptionnel, ce cas n'est pas fréquent : 300 000 ménages seulement ont bénéficié, en 1985, de cet abattement réservé aux enfants de moins de cinq ans et aux ménages dont les deux conjoints ont une activité professionnelle. Si l'on reprend la même famille, mais sans le bénéfice de la décade pour frais de garde — cas le plus fréquent — on s'aperçoit que les prélèvements sociaux supplémentaires — 1 314 F en 1987 — seront supérieurs à la réduction d'impôts (380 F).

D'après nos calculs encore, pour un couple marié sans enfant, le poids des prélèvements sociaux l'emporte sur les réductions d'impôts pour tous les salaires supérieurs à environ 8 000 F par mois. Encore dans le bas de l'échelle, les contribuables les plus démunis, s'ils ne paient pas d'impôts, subissent tout de même une cotisation vieillesse qui entraîne pour eux un bilan négatif.

Le jeu contradictoire des allègements et des augmentations ne devient positif pour un couple marié sans enfant qu'à partir de revenus élevés, de l'ordre de 30 000 F par mois. Même à ce niveau, la réduction d'impôt ne provient que du jeu de la minoration d'impôt de 3 %, supérieure à l'augmentation de la cotisation vieillesse (celle-ci ne croît plus puisqu'elle est calculée sur un

salaires plafonné) et à la contribution fiscale de 0,4 %.

A partir de 80 000 F de salaire mensuel pour un couple marié sans enfant, le taux marginal, ramené de 65 % à 58 %, abaisse très fortement l'impôt sur le revenu (de plus de 25 000 F). Les prélèvements sociaux supplémentaires ne représentent que 4 000 F environ.

Pour un couple marié avec deux enfants, le bilan des mesures fiscales et des prélèvements sociaux est négatif depuis le bas de l'échelle sauf pour une zone de salaires situés aux environs de 8 000 F par mois (les salaires de 11 000 F retrouvent un bilan négatif). L'apport final ne redevient positif que pour des salaires élevés, supérieurs à 30 000 F par mois. Ce bilan est extrêmement favorable à partir de 60 000 F par mois, c'est-à-dire dans les zones où commencent à se faire sentir l'effet de l'abaissement de la tranche marginale de 65 % à 58 %.

Pour les célibataires, qui bénéficient déjà de la décade et ne trouveront donc aucun avantage à l'extension de ce système au couple, le bilan est toujours négatif jusqu'aux environs de 15 000 F de salaire mensuel. La minoration d'impôt de 3 % est en effet constamment inférieure au poids du relèvement de la cotisation vieillesse cumulée avec la contribution fiscale de 0,4 %. Il faut arriver à des salaires supérieurs à 30 000 F par mois pour trouver des bilans nettement positifs, la tranche à 58 % produisant ses effets.

De ces calculs, qui demandent à être affinés, on peut tirer deux conclusions. La première est que les effets contraires des allègements fiscaux et de la majoration des prélèvements sociaux seront presque toujours négatifs pour les revenus moyens et toujours positifs pour les revenus élevés. La seconde est que les bas revenus seront tantôt bénéficiaires — grâce à la décade, — tantôt perdants, ce qui sera le cas des contribuables non ou très faiblement imposés en 1986. On pourra aussi trouver des contribuables complètement exonérés d'impôts en 1987 — deux millions de ménages supplémentaires — mais qui paieront un supplément de cotisation vieillesse non négligeable, de l'ordre de 500 F.

ALAIN VERNHOLLES.

ENTREPRISES

Une usine de disques compacts Philips-Du Pont en France

Philips-Du Pont (PDO), filiale commune des groupes néerlandais Philips et américain Du Pont-de-Namours, créée au début de 1986, va transformer l'usine de Louviers (Eure) en unité de fabrication de disques compacts. Cette usine appartenait à Polygram, autre filiale de Philips, et fabriquait des disques microsillons et des cassettes.

L'investissement se monte à 250 millions de francs. L'effectif (quatre cents personnes) sera maintenu et devrait dépasser cinq cents personnes en 1989. PDO produira, à cette date, 30 millions de disques compacts par an pour un chiffre d'affaires de 500 millions de francs, la moitié de la production sera exportée.

Peugeot

premier exportateur français en 1985

Le groupe Peugeot a retrouvé l'an passé la première place au classement des exportateurs français de l'hebdomadaire *Le Monde du commerce international* (MOCI), avec un chiffre d'affaires à l'exportation de 39 milliards de francs. Renault, qui avait ravi cette place il y a trois ans, est redevenu second, devant Saclor, le CGE, l'Aérospatiale, puis IBM-France. Les cent plus grands exportateurs vendent, 39 % de leurs produits à l'étranger, a calculé le MOCI. Ils représentent 700 milliards de francs d'exportations, soit la moitié de ce qu'exporte l'ensemble des entreprises françaises.

KWU cherche à prendre pied aux Etats-Unis

Kraftwerk Union (KWU), filiale à 100 % de l'allemand Siemens, spécialisée dans la construction de centrales nucléaires, cherche à prendre une participation dans la société Excon Nuclear, filiale du groupe américain Excon. Un porte-parole de KWU a indiqué que des pourparlers allaient encore se poursuivre pendant plusieurs mois, mais n'a pas révélé si la société avait l'intention de prendre la majorité du capital d'Excon Nuclear.

KWU traverse une passe très difficile du fait de l'absence de commandes de réacteurs nucléaires. Il cherche à se diversifier et à accroître son activité de fabricant d'équipements combustibles pour ces réacteurs. D'où l'intérêt porté à Excon Nuclear, qui est le troisième fournisseur américain de ces combustibles, derrière Westinghouse et General Electric, mais qui, à la différence de ces deux groupes, n'est pas lui-même un fabricant de centrales nucléaires.

Alcoa souhaite reprendre la Société des céramiques techniques (groupe CGE)

Le groupe américain Alcoa souhaite racheter la majorité des actions de la société des céramiques techniques (SCT), filiale de Carver (groupe CGE) située à Tarbes. L'accord entre les deux compagnies est soumis à l'approbation du gouvernement.

Carver, avec un chiffre d'affaires de 800 millions de francs en 1985, produit des isolateurs électriques en verre et des céramiques techniques. Une partie de cette dernière activité a été vendue à Rhône-Poulenc (céramiques thermo-mécaniques), et le reste a été regroupé dans SCT, avec un chiffre d'affaires de 120 millions de francs l'an dernier et 240 personnes (céramiques industrielles, prothèses chirurgicales, membranes...).

TRANSPORTS

Annoncée depuis sept ans

La privatisation de British Airways va entrer dans les faits

LONDRES de notre correspondant

Le gouvernement britannique a fait savoir, le jeudi 11 septembre, qu'il procéderait en janvier prochain à la privatisation de la compagnie aérienne British Airways. La nouvelle a été accueillie avec soulagement dans les milieux politiques et financiers les plus favorables, qui finissaient par ne plus y croire. Voilà en effet sept ans qu'il en était question.

Lorsque M^{re} Thatcher est arrivée au pouvoir en 1979 et qu'elle a précisé son programme de dénationalisation, British Airways figurait en tête de liste. Mais, depuis, une série de problèmes divers n'ont cessé d'obliger le gouvernement à repousser ce projet. Ce fut d'abord, en 1980, le constat des difficultés de gestion plus graves, des pertes massives. En 1982, c'était la faillite de la compagnie Laker Airways et des poursuites judiciaires pour lesquelles un arrangement n'allait être trouvé que trois ans plus tard (1).

Puis une commission gouvernementale allait préconiser que British Airways cède à d'autres compagnies (notamment British Caledonian), certaines de ses lignes. Cette recommandation ne devait pas être acceptée. Cette année encore, en

juillet, le cabinet de M^{re} Thatcher était contraint à un nouvel ajustement en raison cette fois de la délicate négociation avec les Etats-Unis des accords dits « des Bermudes », qui déterminent la répartition des lignes aériennes transatlantiques. Mardi, les discussions ont abouti à une solution.

Une dernière hypothèque pesant sur l'avenir de British Airways avait été ainsi levée, le gouvernement a pu, deux jours après, annoncer enfin la décision tant attendue. Elle donne au cabinet de M^{re} Thatcher l'occasion d'essayer de mettre un terme à une période de doute concernant l'ensemble des privatisations qu'il s'est promis de réaliser avant les prochaines élections législatives.

La révélation est d'un nouveau déclin à propos de British Airways avait fait très mauvais effet, car, après les vives controverses qui avaient eu lieu au début de l'année au sein même de la majorité au sujet de l'éventuelle cession à General Motors d'une partie de British Leyland (intitulé maintenant Rover Group) (2), le gouvernement avait dû successivement avouer qu'il devait renoncer *in extremis* à la privatisation de certains arsenaux militaires et de la Compagnie des eaux.

Avec trente-huit mille employés et près de deux cents avions, British Airways est la plus grande compagnie aérienne assurant des liaisons internationales. Placée depuis 1981 sous la houlette d'un nouveau président, lord King, au proche de M^{re} Thatcher, qui a pris des mesures draconiennes (la suppression d'un tiers des emplois), la société a dégagé en 1985 des profits appréciables : 181 millions de livres, alors qu'elle accusait encore trois ans auparavant 544 millions de pertes.

La plus grande compagnie aérienne

Le gouvernement entend renouveler bientôt avec British Airways l'opération réussie en 1984 avec British Telecom, c'est-à-dire céder l'entreprise à de petits porteurs de parts qui, pour beaucoup, comme dans le cas de British Telecom, accèderont pour la première fois à l'actionariat. La vente de British Airways devrait être un nouvel exemple du « capitalisme populaire » cher à la Dame de fer et devrait rapporter au Trésor 800 millions de livres (contre 4 milliards pour British Telecom).

Quelques doutes subsistent cependant dans la City quant au succès de cette nouvelle dénationalisation : 1986 ne sera pas une très bonne année pour le transport aérien et les bénéfices de British Airways seront vraisemblablement en baisse. L'attrait pour les investisseurs risque d'être moins grand que prévu. D'autre part, de nombreux économistes craignent que le marché ne soit soudain trop sollicité, puisque deux mois seulement auparavant, en novembre, aura eu lieu — comme vient de le rappeler le gouvernement — la plus importante de toutes les privatisations, celle de British Gas (opération estimée à 5 à 8 milliards de livres).

Enfin, une victoire des travaillistes lors des prochaines élections (en 1987 ou au plus tard début 1988) paraît aujourd'hui de moins en moins improbable. Le Labour vient de confirmer qu'il procéderait à la « renationalisation » de British Telecom et que celle de British Airways était envisagée. Voilà un motif supplémentaire de prudence pour les futurs actionnaires. Aussi le gouvernement pourrait-il être obligé de proposer les actions à un prix relativement bas et de nouveau s'exposer aux critiques de l'opposition, qui l'accuse de « brader » les avoirs de l'Etat à seule fin de respecter un programme électoral et d'équilibrer un budget qu'il a de plus en plus de mal à établir.

FRANCIS CORNU.

FO et la FEN hostiles à la modification de la contribution sociale des fonctionnaires. — FO et la FEN se sont déclarées opposées à une modification du calcul de la contribution solidarité chômage des fonctionnaires (le Monde du 11 septembre) visant à prendre en compte les primes pour le seuil de déclassement de ces prélèvements. FO s'oppose à toute modification de ce seuil d'exonération qui aurait pour conséquence de frapper les catégories les plus défavorisées. Quant à la FEN, elle s'oppose à une modification qui « transférerait la charge des prélèvements obligatoires sur les revenus bas et moyens ».

AGRICULTURE

Surplus dans la CEE

18 millions d'hectolitres de vin vont être distillés

La CEE vient d'arrêter son programme de distillation alors que débute la vendange 1986. Deux sortes de distillation permettront de se débarrasser d'environ 18 millions d'hectolitres de vin, alors qu'on s'attend à une production de 155 millions d'hectolitres dans l'Europe des Dix (en hausse de 10 %) et de 38 millions d'hectolitres en Espagne (en hausse de 15 %). En France, d'après les estimations de l'Office national interprofessionnel des vins (Onivins), la récolte sera de l'ordre de 72 millions d'hectolitres, en hausse de 4 %, se décomposant entre 21 millions de vins d'appellation, 41 millions de vins de table et 9 millions de vins de cognac.

La première distillation décidée par la CEE s'élève à environ 8 millions d'hectolitres, prélevés sur les stocks de l'ancienne campagne. Elle est payée à 90 % du prix d'orientation et limitée à 13 % de la production totale de chaque viticulteur. La seconde distillation, dite préventive, porte sur les excédents de l'actuelle campagne. Elle concernera 6 à 7 millions d'hectolitres dans la CEE à dix et, selon les premières estimations, sur 3 millions d'hectolitres en Espagne. Elle est payée aux produc-

teurs à 65 % du prix d'orientation. Les quantités acceptées au titre de la distillation préventive sont plafonnées à 13 hectolitres par hectare en France et en Espagne, à 13 % de la production en Italie et à 26 % en Grèce.

Les producteurs espagnols bénéficient cependant d'un autre critère de plafonnement correspondant à 26 % de la production totale pour les exploitants individuels et à 20 % pour les coopératives.

SICOB
15 AU 20 SEPTEMBRE CNIT - PARIS LA DÉFENSE

C'EST L'AUTOMNE, OUVREZ LES YEUX SUR LE SICOB!

OUVREZ LES YEUX SUR L'INFORMATIQUE!

Pleins feux sur les ordinateurs universels et spécialisés, les mini et micro-ordinateurs. Zoom avant sur les équipements auxiliaires ainsi que sur les progiciels, qu'ils soient de base, verticaux ou horizontaux.

OUVREZ LES YEUX SUR LES SYSTEMES DE REPRODUCTION!

Plan serré sur les systèmes de copie, photocopieurs, systèmes de reprographie et de duplication. Le voile est levé sur toute la micrographie.

TENDEZ L'OREILLE A LA CONVENTION INFORMATIQUE!

Au programme : développements techniques et aspects du management informatique. Tout sera dit sur les derniers outils informatiques et leur apport dans la productivité de votre entreprise.

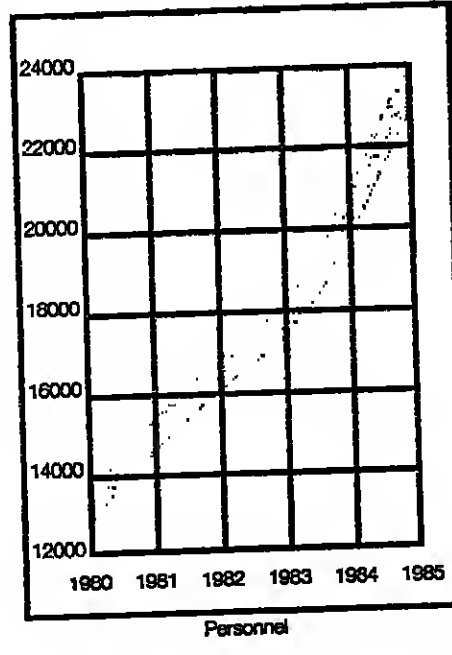
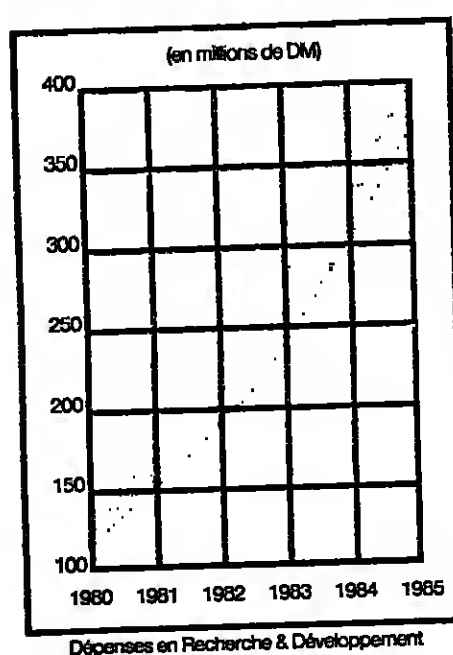
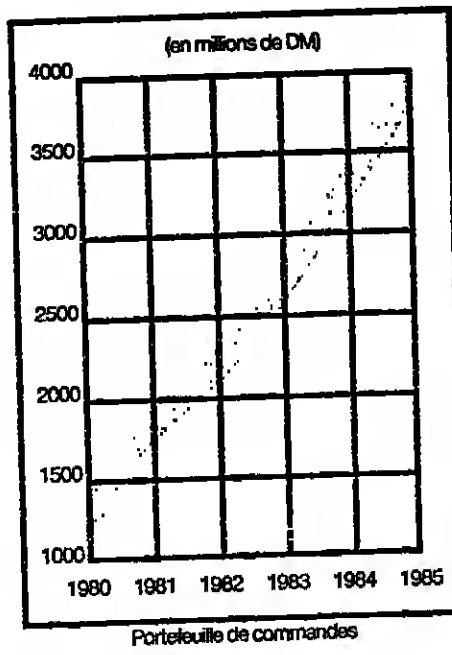
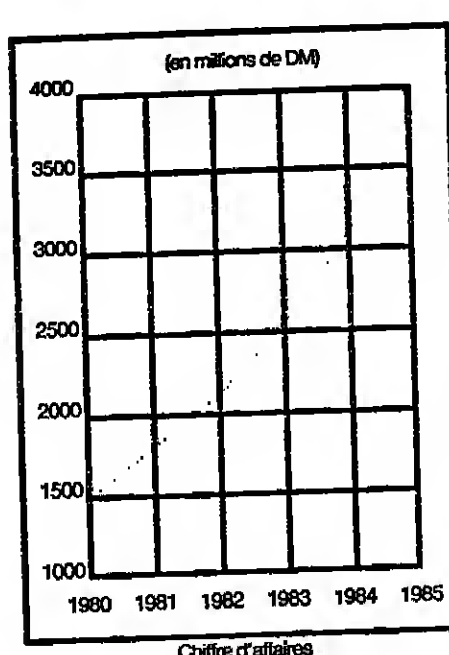
Sicobtel vous guide dans vos choix toute l'année à partir de votre minitel (numéro d'appel : 36.15, code d'accès Sicob). A partir du 8 septembre.



SICOB
POUR MIEUX VOIR.
TOUT VOIR.

سكنا من الاجل

Les 4 courbes qui assurent notre réussite.



Notre action en Bourse est suivie de près par nos investisseurs.

Et celle de vos actions Nixdorf.

4 courbes seulement suffisent à visualiser les résultats de notre passion pour la réussite. Notre croissance est supérieure à celle du marché.

C'est la conséquence de la pertinence de notre philosophie d'entreprise. Pour nous, la valeur d'un produit n'existe que par la qualité des services qui en permettent son utilisation. 70 % de nos effectifs sont les partenaires quotidiens des utilisateurs de nos systèmes dans des tâches d'organisation, de formation, d'assistance logicielle, de téléassistance des matériels et logiciels.

Notre portefeuille de commandes est en augmentation de plus de 15 % par rapport à l'année précédente.

A partir de cette connaissance concrète des besoins des entreprises, nous développons des solutions globales de traitement de l'information. En 1985, grâce à cette approche, nous avons renforcé notre position de leader en systèmes de réseaux et de libre-service bancaire, nous avons accentué notre pénétration du secteur en pleine mutation qu'est la distribution et nous avons apporté à un nombre sans cesse croissant de professions - plus de 130 actuellement - des solutions sectorielles modulaires et évolutives garantissant pour le futur, l'investissement informatique.

Nous intensifions nos capacités de Recherche et de Développement.

Nous investissons systématiquement près de 10 % de notre C.A. dans la Recherche et le Développement. L'esprit de partenariat qui anime nos relations avec les clients oriente nos centres de Recherche et de Développement. Nous sommes à la fois créateurs et utilisateurs d'innovations en matière de télécommunications, de

réseaux, de systèmes experts... pour concevoir de nouveaux systèmes rapidement opérationnels dans les entreprises. C'est ainsi par exemple que nous travaillons actuellement sur le concept d'intégration des traitements avec des systèmes multifonctionnels capables d'utiliser les données, les graphiques, la voix, les images. Nous démultiplions notre potentiel de production. De nouveaux sites industriels, la robotisation, les systèmes de contrôle de qualité constituent pour notre groupe une puissance de production souple et fiable permettant de relever les défis des nouvelles technologies et des nouveaux standards de l'industrie.

Nous avons créé 3100 emplois en 1985.

A la fin 1985, notre groupe employait 23300 personnes dans 44 pays. Nous accordons une place primordiale à la formation : près de 10 % de notre personnel en Allemagne est en formation ou en apprentissage, car nous croyons qu'avant tout la richesse d'une entreprise ce sont ses hommes.

L'Europe est le centre de notre activité et la France y occupe la première place après la RFA. 1100 personnes, 1 milliard de C.A. en 1985, 28 directions régionales ou succursales, 80 points techniques, 4 centres de formation, 7.000 clients. Ces quelques chiffres témoignent de notre profonde implication dans le tissu économique français. Aujourd'hui avec l'introduction à la Bourse de Paris du titre Nixdorf nous poursuivons notre volonté de participer à la construction d'une Europe technologique, économique et sociale forte. C'est la nouvelle frontière de cette fin de siècle.

Avec votre soutien et votre confiance, nous réussirons ce pari.

l'informatique de la réussite

**NIXDORF
COMPUTER**

Bentley

Economie

La chute de Wall Street

Vagues contradictoires et remous techniques

Fortement secouée par un courant de ventes quasi ininterrompues, la Bourse de New-York a connu, le jeudi 11 septembre, une de ses journées les plus sombres. En valeur absolue, le marché a reculé de 4,6 %, une chute sans commune mesure avec l'effondrement de 13 % des actions lors du « jeudi noir » du 28 octobre 1929, qui avait marqué le début de la grande dépression.

NEW-YORK
de notre envoyée spéciale

La rentrée est pour le moins tumultueuse à la Bourse de New-York. Jeudi 11 septembre, l'indice Dow Jones a perdu plus de 80 points, un record en valeur absolue pour une seule séance, tombant au-dessous de 1 800 points, alors que quelques jours auparavant il avait battu ses propres records au-dessus de 1 900. La turbulence actuelle est le résultat de deux vagues de spéculation, l'une sur la baisse des taux d'intérêt et l'autre sur leur hausse, en même temps que se produisent des perturbations techniques dues à l'annonce de l'introduction d'une nouvelle réglementation des achats de valeurs à terme. L'effet multiplicateur d'un système informatique décentralisé, qui conduit les analystes à réagir tous ensemble sur les mêmes informations, en accélère encore les effets. Il faut s'attendre à d'autres perturbations d'ici à la fin de l'année, avec les conséquences sur le marché financier de l'introduction de la nouvelle réforme fiscale américaine.

« Quand la frousse prend le spectateur, elle emporte en même temps le pianiste et le piano », conclut une analyste de Wall Street, déplorant la chute d'excellents titres et épuisée par l'agitation d'une séance au cours de laquelle le

Cette vive réaction de Wall Street s'explique par des considérations techniques sur un marché qui avait récemment atteint son plus haut niveau historique. Mais, souligne notre correspondant à Washington, Bernard Guetta, elle est aussi le résultat de la morosité ambiante depuis que les derniers résultats de la croissance et de la balance

commerciale sont venus démentir les effets bénéfiques qu'on avait pu avoir la baisse du dollar et des taux d'intérêt.

La chute de Wall Street a rapidement contaminé les autres grands marchés, tels que Londres et Tokyo. Au Japon, vendredi 12 septembre, la Bourse a enregistré une chute record.

patron de la charge d'agents de change pour laquelle elle travaille, reconquiert à joindre ses opérations par téléphone ou par le circuit interne, toutes les lignes de communication étant encombrées, avait fini par s'emparer d'un haut-parleur pour faire savoir à tous : « Pass on bids. » (Ne plus répondre à aucune proposition.)

Le mieux étant parfois l'ennemi du bien, c'est en voulant régulariser le marché financier que la Commission des opérations de Bourse américaine semble avoir, en partie, contribué à cet effondrement. Elle annonçait en effet mercredi un plan, et son expérimentation dès le prochain terme du 19 septembre, pour éviter les baisses fréquemment provoquées par les grands nombres d'actions jetées anonymement sur le marché dans la dernière demi-heure de la séance, limite à laquelle les porteurs de titres achetés à découvert choisissent de rester ou non sur le marché. De peur de ne pouvoir manoeuvrer conformément à leurs habitudes, nombre d'opérateurs ont préféré commencer à vendre leurs titres à terme dès jeudi 11.

Comme ces titres furent largement partie de l'indice Dow Jones, celui-ci a commencé à s'effondrer. Les chartistes, ces analystes qui travaillent sur graphiques, ayant donné à l'avance leurs ordres de vente automatique à certains niveaux, une

baïsse en a appelé une autre et ainsi de suite, entraînant un phénomène de boule de neige d'ampleur inattendue. S'il s'agit là de ce qu'il est convenu d'appeler un « mouvement technique », il n'en reste pas moins qu'il est aussi significatif de la nervosité et de l'incertitude qui animent actuellement le marché. Les cours des actions cotées à New-York se sont multipliés par 140 % en quatre ans. L'indice Dow Jones est passé de 1 550 début janvier à plus de 1 900 pendant l'été. On se demande, devant ces chiffres comme devant ceux de l'économie, si après quatre années de hausse il ne faut pas quand même finir par s'attendre à la baisse.

Mouvement de balancier

Après l'optimisme printanier, les statistiques de l'économie américaine publiées au cours du mois d'août ont semblé indiquer un ralentissement de la conjoncture. Une chute du marché et des taux d'intérêt s'est produite pendant les grandes chaleurs, suivie immédiatement d'une reprise, car les informations du début du mois de septembre sont allées complètement à l'inverse.

Chacun y allant de sa statistique, le mouvement oscillatoire s'amplifie au fil des jours, avec heureusement un effet de balancier régulateur : ceux qui croient que l'économie est faible attendent de la Banque fédé-

rale de réserve une baisse des taux d'intérêt, de nature à faire monter les cours des actions, et ceux qui la croient forte anticipent une hausse des taux d'intérêt et des risques d'inflation, qui auraient plutôt tendance à la faire tomber. L'opinion selon laquelle « la peur d'inflation vaut mieux que la déflation » commence néanmoins à se répandre, soutenue par le début de hausse des prix de l'or et des matières premières. En outre, la réforme fiscale devrait exempter d'impôt nombre de ménages modestes et abaisser globalement à une économie pour les particuliers. S'il est vrai que pour seulement 18 % la population américaine détient des actions, ce sont quarante millions d'adultes représentant 56 % des ménages du pays. Or 1 dollar de hausse en Bourse se traduit, d'après des études récentes, par 7 cents de consommation nouvelle.

Nombre d'analystes démontrent en outre que, sous l'effet de la déflation, le cours des actions à la Bourse de New-York, malgré la hausse des quatre dernières années, est encore inférieur en réalité à ce qu'il était en 1974, au plus bas. Leur démonstration s'appuie sur le fait que, depuis le début des années 80, les entreprises amorcent leurs investissements à un rythme plus rapide, alors que celui de l'inflation a spectaculairement diminué. Dans les années 70, les sociétés s'amortissaient pas assez vite pour compenser les pertes dues à l'inflation, en sorte qu'elles présentaient des bénéfices fictifs. Au contraire, depuis lors, elles présentent des profits réels évalués, compte tenu de la quasi-disparition de l'inflation. Le cours actuel des actions est donc moins cher qu'il y paraît, puisque les bénéfices réels sont plus élevés. Mais il est aussi moins cher qu'il y paraît bas de la période d'inflation passée. C'est ce qui fait dire à certains, même le jour où Wall Street est en berne, que l'indice Dow Jones devrait prochainement atteindre le palier des 2000.

En outre, la réforme va pousser les détenteurs d'actions à les vendre d'ici à la fin de l'année, afin de leur permettre de comptabiliser leurs profits sur valeurs mobilières dans l'exercice 1986. Ils s'assurent ainsi une imposition inférieure, compte tenu des déductions auxquelles ils auront droit cette année pour la dernière fois avant l'entrée en vigueur de la réforme. Vraisemblablement, les sommes ainsi dégagées se réinvestiront sur les mêmes marchés, dans d'autres actions ou dans les mêmes, mais c'est un beau remue-ménage qui est en perspective.

JACQUELINE GRAPIN.

Préfecture de l'AUBE
Préfecture de la HAUTE-MARNE

Projet de construction d'un centre de stockage en surface de déchets radioactifs sur le territoire des communes de Soullaines-Dhuys, La Ville-au-Bois et Epothémont (Aube)

Avis d'enquête d'utilité publique

MM. les préfets, commissaires de la République des départements de l'Aube et de la Haute-Marne, font connaître qu'il sera procédé à une enquête publique du projet présenté par le Commissariat à l'énergie atomique - Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs, - en vue de la construction d'un centre de stockage en surface de déchets radioactifs de faible et moyenne activité à vie courte, à réaliser sur le territoire des communes de Soullaines-Dhuys, La Ville-au-Bois et Epothémont, dans le département de l'Aube.

Cette enquête tiendra lieu également :
- d'enquête publique relative à l'autorisation de création de l'installation nucléaire de base et d'enquête propre aux installations classées situées dans la première de ces communes ;
- d'enquête relative au permis de construire ;
- d'enquête préalable à l'autorisation de démantèlement.
La commission d'enquête, dont les membres ont été désignés par M. le président du tribunal administratif de Châlons-sur-Marne et dont le siège est fixé à la sous-préfecture de Bar-sur-Aube, comprendra :
- M. Robert Paillier, directeur d'hôpital honoraire, 36, avenue P.-Brossolette, à Troyes, président de la commission ;
- M. Pierre Drot, ingénieur des Travaux publics de l'Etat (TPE), en retraite à Eclaron (Haute-Marne) ;
- M. André Gaudy, expert agricole à Arcis-sur-Aube ;
- Suppléant éventuel : M. Serge Morisseau, architecte des Bâtiments de France honoraire, 3, rue des Gayettes, à Troyes.

Les pièces du dossier, ainsi que les registres d'enquête, seront déposés à la sous-préfecture de Bar-sur-Aube et dans les mairies de Brienne-le-Château, Soullaines-Dhuys et Montier-en-Der, pendant six semaines consécutives, du 29 septembre au 10 novembre 1986 inclus, afin que chacun puisse en prendre connaissance :

• les lundis, mardis, jeudis et vendredis : de 18 heures à 18 heures ;
• le mercredi : de 8 heures à 12 heures et de 16 heures à 19 heures ;
• le samedi : de 8 heures à 12 heures, à l'exception du 1^{er} novembre.

Pendant la durée de l'enquête, un exemplaire du dossier sera tenu à la disposition du public, aux fins de consultation :

1) Dans le département de l'Aube : en mairies de La Chaise, Chaumesnil, Crespy-le-Neuf, Epothémont, Fuligny, Juzanvigny, Mazères-lès-Brienne, Morvilliers, Petit-Mesnil, Vallentign, La Ville-au-Bois et Ville-sur-Terre.

2) Dans le département de la Haute-Marne : en mairies de Ceffonds, en mairies annexes d'Angoulême et de Sauvage-Magny et en mairies de Longeville-sur-la-Laines et de Louz.

La consultation du dossier sera ouverte dans ces communes, trois demi-journées par semaine, pendant toute la durée de l'enquête. Outre le samedi matin, de 8 heures à 12 heures, excepté le 1^{er} novembre 1986, les personnes qui le souhaitent pourront en prendre connaissance :

- en mairies de Fuligny, Petit-Mesnil : les lundis et mardis, de 14 heures à 18 heures ;
- en mairies de Chaumesnil, Crespy-le-Neuf, Mazères-lès-Brienne, les lundis et jeudis, de 14 heures à 18 heures ;
- en mairie de Ceffonds : les mardis et mercredis, de 14 heures à 18 heures ;
- en mairie annexe d'Angoulême : les mardis et jeudis, de 14 heures à 18 heures ;
- en mairie annexe de Sauvage-Magny : les lundis et jeudis, de 14 heures à 18 heures ;
- en mairies de La Chaise, La Ville-au-Bois : les mardis et jeudis, de 14 heures à 18 heures ;
- en mairies d'Epothémont, Juzanvigny, Longeville-sur-la-Laines, Morvilliers, Vallentign : les mardis et vendredis, de 14 heures à 18 heures ;
- en mairie de Louz : les jeudis et vendredis, de 14 heures à 18 heures ;
- en mairie de Ville-sur-Terre : le mardi, de 15 heures à 19 heures, et le jeudi, de 14 heures à 18 heures.

Pendant la durée de l'enquête, les observations pourront être également adressées, par écrit, à M. le président de la commission d'enquête, à la sous-préfecture de Bar-sur-Aube.

Un membre de la commission d'enquête recevra le public :
- à la mairie de Brienne-le-Château, de 16 heures à 18 heures : les 28 et 31 octobre et 3 et 7 novembre ;

- à la mairie de Soullaines-Dhuys : les 29 octobre, de 9 heures à 12 heures ; 30 octobre, de 18 heures à 19 heures ; 31 octobre, de 16 heures à 19 heures ; 4 novembre, de 16 heures à 19 heures ; 5 novembre, de 16 heures à 19 heures ; 7 novembre, de 16 heures à 19 heures ; 8 novembre, de 9 heures à 12 heures ; 10 novembre, de 16 heures à 19 heures ;
- à la mairie de Montier-en-Der : les 31 octobre, de 18 heures à 19 heures ; 5 novembre, de 18 heures à 19 heures ; 8 novembre, de 9 heures à 12 heures ; 10 novembre, de 18 heures à 19 heures ;
- à la sous-préfecture de Bar-sur-Aube : les 29 octobre, de 9 heures à 12 heures ; 5 novembre, de 9 heures à 12 heures ; 8 novembre, de 9 heures à 12 heures ; 10 novembre, de 18 heures à 19 heures ;

Il pourra être pris connaissance des conclusions motivées de la commission d'enquête qui seront déposées environ un mois après la clôture de l'enquête à la préfecture de l'Aube à Troyes, à la préfecture de la Haute-Marne à Chaumont, à la sous-préfecture de Bar-sur-Aube, ainsi que dans les mairies des communes lieux d'enquête.

Le préfet, commissaire de la République du département de l'Aube,
signé : Roger GROS.

Le préfet, commissaire de la République du département de la Haute-Marne,
signé : Philippe de NAZIERES.

AFFAIRES

Première étape des privatisations

M. Balladur lance un appel d'offres aux banques et aux cabinets d'audit

Le ministère de l'économie, des finances et de la privatisation a lancé un double appel d'offres aux sociétés d'audit et aux banques d'affaires pour l'évaluation du prix de cession des trois premières entreprises nationalisées, Saint-Gobain, Paribas et Assurances générales de France (AGF). Une

opération de même nature pour TF 1 avait été lancée en août dernier.

Les cabinets d'audit seront chargés de la première étape du processus de privatisation : ils examineront les comptes des entreprises. Les banques interviendront ensuite pour évaluer les entreprises en fonction de leur marché, leur compétitivité, leurs perspectives. Elles devront en outre « recommander les modalités de la vente des actions sur le marché français et éventuellement sur le marché étranger », indique la Run de Rivoli.

Leur rapport servira de base à l'élaboration d'un document que le ministre remettra à la commission

de la privatisation, composée de sept « sages ». Celle-ci fixera un prix minimum pour la cession des titres, afin que la collectivité nationale, propriétaire des entreprises, ne soit pas lésée. M. Balladur, à partir de tous ces éléments, fixera enfin le prix et les modalités de vente en Bourse, par augmentation de capital.

Au-delà de son enjeu industriel et financier, la privatisation représente une énorme et complexe opération boursière. Il s'agit d'un gros « marché » pour les cabinets d'audit et les banques d'affaires. Tous les grands noms français et étrangers de cette profession sont intéressés (voir la liste dans le Monde du 22 août).

Nominations

• Au Sarnam : M. JACQUES PETER, quarante-huit ans, sera nommé le 1^{er} novembre prochain directeur général, en remplacement de M. Didier Sautter, appelé à l'inspection générale de la SNCF. M. Peter, ancien élève de l'Ecole polytechnique, est entré en 1966 à la SNCF. Il était depuis 1985 directeur financier de la société nationale.

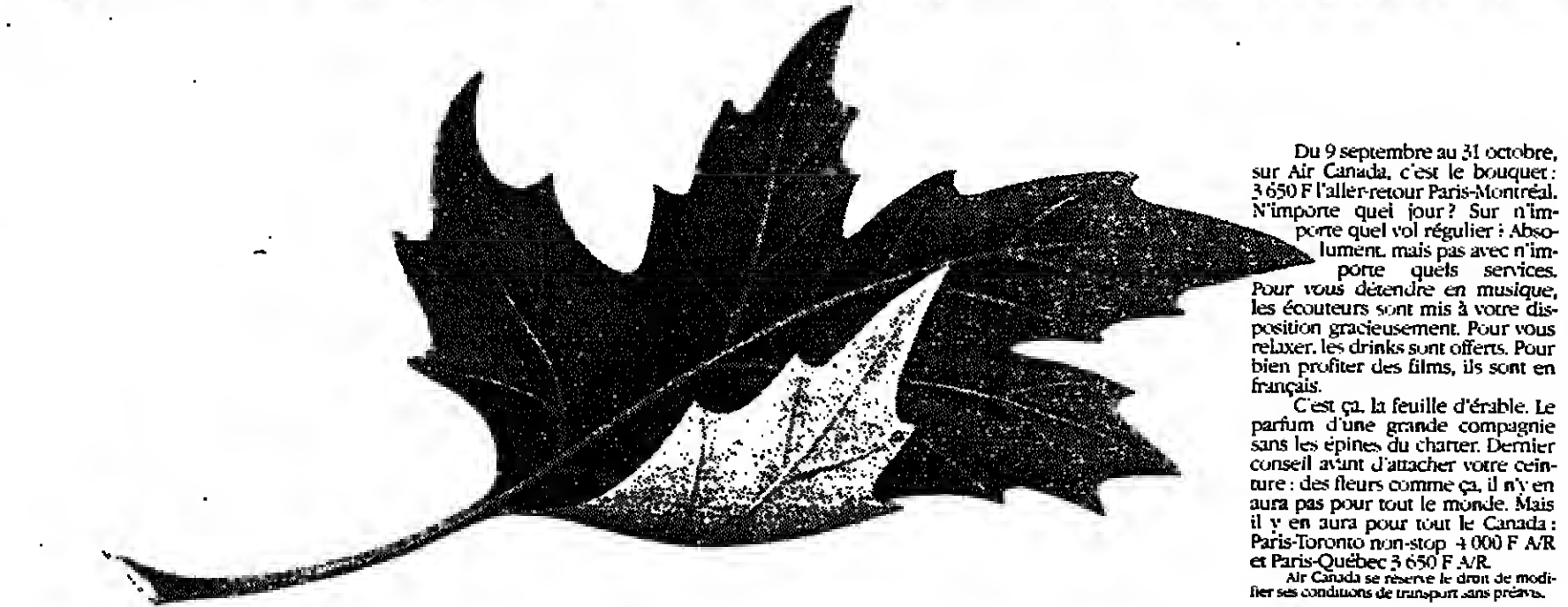
• A la SNCF : M. JEAN-MARIE METZLER, quarante-quatre ans, sera nommé le 1^{er} janvier 1987, directeur commercial voyageurs, en remplacement de M. Olivier Weber atteint par la limite d'âge. Ancien élève de l'Ecole polytechnique, il est entré en 1968 à la SNCF où il s'est toujours occupé du matériel roulant. Il a eu notamment en charge les projets TGV Sud-Est. Depuis 1984, il dirigeait la section matériel roulant ferroviaire à la société MTE (Jaumont-Schneider).

• A Paribas, dans le cadre d'une réorganisation qui privilégie les promotions internes, M. FRANÇOIS MORIN, déjà confirmé dans ses fonctions le 24 juillet dernier, et M. HUBERT DE SAINT-AMAND, jusqu'alors directeur général adjoint, chargé du département international, ont été nommés directeurs généraux de la Compagnie financière, aux côtés du président M. Michel François-Poncet.

• A la Compagnie financière de Crédit industriel et commercial : M. WILLY STRICKER vient d'être nommé délégué général. Il était précédemment directeur de la communication à l'Association française de banque.

• A l'Association française de banque : M. JEAN DROMER a été reconduit à la présidence pour « une période limitée ». M. Dromer est président de l'AFB depuis 1982. Il a été nommé PDG de la Compagnie financière de CIC, en juillet dernier, et traditionnellement le président de l'AFB est choisi parmi les PDG des banques moyennes. Aussi l'AFB désignera-t-elle prochainement un autre président.

AIR CANADA VOUS FAIT UNE FLEUR.



PARIS-MONTREAL
3650 F
DU 9 SEPT. AU 31 OCT.

UNE BOUFFÉE D'AIR FRAIS.

AIR CANADA

Du 9 septembre au 31 octobre, sur Air Canada, c'est le bouquet : 3 650 F l'aller-retour Paris-Montreal. N'importe quel jour ? Sur n'importe quel vol régulier ? Absolument, mais pas avec n'importe quels services. Pour vous détendre en musique, les écouteurs sont mis à votre disposition gracieusement. Pour vous relaxer, les drinks sont offerts. Pour bien profiter des films, ils sont en français.

C'est ça, la feuille d'érable. Le parfum d'une grande compagnie sans les épines du charter. Dernier conseil avant d'attacher votre ceinture : des fleurs comme ça, il n'y en aura pas pour tout le monde. Mais il y en aura pour tout le Canada : Paris-Toronto non-stop 4 000 F A/R et Paris-Québec 3 650 F A/R. Air Canada se réserve le droit de modifier ses conditions de transport sans préavis.

سكزا من الاجل

Economie

Avant la réunion du GATT

L'inconfortable position française

La cause est entendue. Alors que le ton monte dans les capitales impliquées dans la réunion ministérielle du GATT (1) qui s'ouvre le lundi 15 septembre à Punta-del-Este, en Uruguay, comme toujours à la veille de discussions difficiles, chacun sait avoir plus à perdre qu'à gagner de l'échec d'une rencontre censée lancer un nouveau round de négociations commerciales internationales. Qui, dans le paysage de plus en plus complexe des échanges mondiaux, pourrait souhaiter la victoire du bialisme et du protectionnisme? L'importance des enjeux dans des secteurs économiques traditionnels (comme l'agriculture ou ceux dont dépend l'avenir à long terme, celui des services, notamment) est pourtant telle qu'établir une tactique exige des gouvernements des concessions parfois délicates. La France, à cause du poids politique des agriculteurs et de ses atouts dans le domaine des services, y échappe d'autant moins qu'elle entend préserver aussi un discours favorable au développement du tiers-monde.

Un triple souci paraît difficile à concilier, les dernières déclarations du ministre français du commerce extérieur, M. Michel Noir, le confirment. « Personne ne doit arriver à Punta-del-Este en jouant les Rambo ou les fiers-à-bras », a-t-il dit à Radio-France internationale, faisant clairement allusion aux propos du représentant commercial américain, M. Clayton Youtter, prêt à claquer la porte s'il n'obtient pas satisfaction. Reste à savoir si la délégation française a les moyens de refuser « de marcher ou pas ». M. Noir a soigneusement souligné que la CEE, et la France en particulier, ne pouvait faire figure d'accusé sur le dossier agricole. « La Communauté européenne importe 45 % de ses besoins », façon d'indiquer que la Communauté, restée un important

acheteur. Mais si M. Noir était en droit de rappeler que les subventions européennes ne pouvaient être seules montrées du doigt — les Etats-Unis accordent 10 000 dollars de soutien par exploitation agricole, le Canada 20 000 dollars et l'Australie pratique une politique de double prix, — nul ne peut affirmer que la position ferme défendue par la France sera vraiment soutenue par tous ses partenaires de la Communauté à Punta-del-Este.

Au moins Paris et Washington devraient trouver un terrain d'entente sur d'autres thèmes moins immédiatement explosifs en termes politiques. Prête à soutenir un système de dérogations permettant aux pays en développement de s'adapter progressivement à de nouvelles règles du jeu pour les services, après l'ouverture de négociations en bonne et due forme, la France se retrouve aux côtés des Etats-Unis et opposée à certains de ses partenaires européens, pour écarter l'idée d'une négociation à deux voies sur ce thème. Un artifice de procédure envisagé par la Commission de Bruxelles pour vaincre les réticences des pays en développement « durs » qui, comme le Brésil ou l'Inde, hésitent à accepter de discuter de ce sujet.

Paris se voit également favorable à la discussion sur la propriété intellectuelle et les contrefaçons soulevées par Washington et accueillies avec « réticence » par d'autres pays européens. Même attitude positive à l'égard d'un sujet qui est loin de faire l'unanimité, celui d'un accord encadrant les politiques d'investissement. Ces éléments de convergence permettront-ils à la France d'éviter de se trouver en position de faiblesse sur d'autres sujets.

FRANÇOISE CROUIGNEAU.

(1) Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

Le débat entre M. Maire et M. Séguin

Cache-cache

Il s'y était très soigneusement préparé. Avec application, pour réussir cette première confrontation télévisée entre un ministre du travail et un dirigeant syndical, depuis un débat Fontanet-Maire il y a treize ans. Rarément le titre de l'émission de TF1, « L'enjeu », apparaissait aussi justifié que pour ce débat, le 11 septembre, entre M. Philippe Séguin et M. Edmond Maire. Chacun ayant pris la mesure du « partenaire-adversaire », il s'agissait d'éviter les chausse-trappes. Le ministre des affaires sociales ne semblait pas vouloir faire apparaître de trop grandes divergences avec le syndicaliste dans le débat sur l'emploi, tout en contenant le piège d'une trop grande complexité qui l'aurait rendu suspect aux yeux de ses amis politiques. Le secrétaire général de la CFDT ne tenait pas à se laisser enfermer dans les apparences convergentes sur l'analyse et les objectifs de la lutte contre le chômage, sans céder à un négativisme qui aurait nu à l'image réaliste de sa centrale.

An fur et à mesure que l'émission avançait, le dialogue est devenu de plus en plus conflictuel et même polémique sur la fin. M. Maire a ainsi assimilé la « logique » de M. Séguin à celle de M. Gattat (ce qui n'a pas dû être du goût de son interlocuteur), en dénonçant vivement le « beau gâchis social » de la suppression de l'interdiction préalable de licenciement qui se traduit déjà, selon lui, par une « recrudescence de l'autoritarisme patronal » face aux « menaces ». M. Séguin feignait de croire que M. Maire s'était trompé de cible.

A ce petit jeu où chacun s'est loué ou irrité, selon les cas de figure, de « l'optimum », du « talent » ou du « toupet », son interlocuteur, le débat s'est rapidement plombé. Si MM. Maire et Séguin ont fait l'un et l'autre un effort louable après avoir

rejeté la responsabilité de la formule honnête de « petits boulots » sur M. Krasucki et ses « ramasseurs de mégots », — pour rendre plus concrètes les formules d'« emplois intermédiaires » ou de « nouvelles activités », ils n'ont pas complètement évité une dérive vers une trop grande technicité et, pour tout dire, une certaine confusion. Dix minutes d'échanges sur des « SIVP » (Stages d'initiation à la vie professionnelle pour les seize-vingt-cinq ans), qu'on s'abstient de définir ou sur la prime de 200 000 F pour les licenciés de la Normed ont dû laisser perplexes bien des téléspectateurs.

Le débat sur l'avenir du code du travail et des « acquis sociaux » (« objectifs sociaux », préfère M. Séguin), a été carrément marqué, les formules stéréotypées n'ayant pas été évitées. En revanche, les téléspectateurs ont eu droit pendant dix minutes à une esquisse de négociation sociale en direct sur les activités occasionnelles pour les chômeurs de longue durée. M. Maire a annoncé qu'une négociation était « en cours » à l'Unedec (ce qu'a démenti M. Bergeron le 12 septembre) afin qu'ils puissent « percevoir leur allocation de chômage quand ils en ont tout en ayant une activité occasionnelle ». Quant à M. Séguin, il a donné l'assurance que la rémunération de ces chômeurs de vingt-cinq à quarante-neuf ans serait sensiblement supérieure à celle des TUC de moins de vingt-cinq ans. Associé par M. Maire sur ses moyens financiers, le ministre a évité un chiffre trop précis — en rappelant que les collectivités locales et l'Unedec étaient dans le coup comme l'Etat. « Il y aura de l'argent, vous verrez. » Débats à suivre... Ou cache-cache?

MICHEL NOBLECOURT.

Marchés financiers

PARIS, 11 septembre

Repli surprise : - 1,6 %

Une excellente prestation le veille à la télévision, de l'avis des professionnels et un repli de plus de 1 % des cours de Bourse le lendemain ! Tel a été le verdict surprise du palais Brongniart après l'émission « L'heure de vérité » dont l'invité était M. Edouard Balladur. En hausse de 1,2 % à l'issue de la séance du matin, les valeurs françaises, qui accentuaient ainsi leur avance de mercredi, devaient brusquement tourner court, et, à l'approche du soir de clôture, le cours clôturait de près de 1,2 %.

« Et cela aurait pu être pire... », affirmait tel familier de la rue Vivienne en racontant, autour de la corbeille, comment il avait dû contenir les ordres de vente qu'il avait en carnet pour ne pas peser outre-mesure sur les cours. Visiblement les déceptions se sont télescopées face à une demande que l'on escomptait plus nourrie.

Car, à première vue, les grandes mesures budgétaires confirmées par le ministre de l'économie, pour favoriser les entreprises et les hauts revenus — ce qui irrite la Bourse, — étaient accompagnées, par contre, le fait que M. Balladur ait laissé dans l'ombre certaines dispositions dont il réserve la faveur aux élus du peuple a irrité. A défaut d'enquêter vraiment.

On sait par exemple que les compensations attendent toujours de savoir exactement quel sera leur sort en matière de fiscalité en 1987. Et il ne faut pas s'étonner de voir Refinances, ESSO, ELF (souvent) voter 4 à 5 %, les valeurs CDE, CDF, Nord-Est et Compagnie Industrielle accusant également des replis, tandis que Cotelec, OPI-Paribas et DMC étaient « rétrogradés à la baisse ». A l'inverse, TRF, Borealis, Dunlop, Primopast et la Viste participative de la BNP gagnaient 2 % à 3 %.

Sur le marché de l'or international, le métal fin a poursuivi son repli en s'effondrant à 407 dollars l'once à Londres dans la matinée.

A Paris, le lingot a également marqué un recul, à 88 000 F (- 900 F) tandis que le népoillon cotait 6 F, à 535 F.

NEW-YORK, 11 septembre

Le Dow Jones au tapis

La Bourse de New-York a connu, le jeudi 11 septembre, l'une de ses plus fortes baisses historiques sous le double effet d'un correctif technique, après une hausse régulière qui avait lancé l'indice Dow Jones à son plus haut historique la semaine précédente, et d'une morosité compréhensible que manifestent les milieux financiers à l'égard de la situation économique aux Etats-Unis.

D'entrée de jeu, le cours, qui avait déjà reculé de près de 5 points la veille, a brusquement plongé sous le poids des ordres de vente successifs par certaines fuites à propos des prochaines chiffres relatifs à l'évolution de la production industrielle et des données statistiques concernant, par exemple, les réductions de dépenses d'investissement, qui atteindraient 2,5 % cette année. De plus, certains analystes s'écartant plus théoriquement d'une légère remontée des taux d'intérêt accompagnée d'un coup de pouce donné à l'inflation.

Il n'en fallait pas plus pour que l'indice Dow Jones plonge, de 86,61 points en une seule séance pour s'établir à 1 792,89 points, soit un recul de 4,6 %, tandis que le volume des échanges atteignait le niveau record de 238 millions de titres. Tous les secteurs ont piqué du nez, CDS étant également en repli, mais pour des raisons liées aux changements annoncés récemment à la tête de la chaîne de télévision américaine.

VALEURS	Cours de 10 sept.	Cours de 11 sept.
Alcoa	38 3/8	36 1/4
A.T.T.	25 1/8	24 1/4
AT&T	55 5/8	54 3/8
Chase Manhattan Bank	38 7/8	38
De Beers	60	58 1/2
Exxon	56 1/2	54 1/4
General Motors	89 7/8	86 1/4
IBM	123 1/4	121 1/4
Intel	57 1/8	54 1/4
Johnson & Johnson	72 3/4	70 1/4
Merck	34 1/4	32 1/4
Microsoft	144 1/8	138 1/4
Rockwell	52 1/2	50 3/8
Schlumberger	37 3/4	36 1/4
Union Carbide	60 1/8	58 1/4
U.S. X. Corp.	23 3/4	22 1/4
U.S. Steel	33 1/8	32 1/4
Verizon	22 1/4	21 1/4
Walt Disney	20 5/8	20 1/4
Yale Corp.	58 1/4	56 1/4

CHANGES

PARIS

Dollar : 6,8650 F ↑

L'accès de mauvaise humeur de Wall Street, qui a gagné les autres marchés, et notamment Tokyo, a entraîné une hausse du dollar en attendant certaines statistiques économiques américaines sur les ventes de détail notamment. A Paris, le dollar cotait 6,8650 F le 12 septembre en fin de matinée (contre 6,77 F la veille). Le même mouvement était observé à Frankfurt et à Zurich. L'or cotait 414/417 dollars l'once à Zurich.

FRANCFORT 11 sept. 12 sept.
Dollar (en DM) ... 2,98 2,98
Tokyo 11 sept. 12 sept.
Dollar (en yen) ... 155,35 156,65

MARCHE MONÉTAIRE
(effets privés)
Paris (12 sept.) ... 7 %
New-York (11 sept.) ... 6 1/2 %

INDICES BOURSISERS

PARIS

(INSEE, base 100 = 31 déc. 1985)

10 sept. 11 sept.
Valeurs françaises ... 153,3 158,4
Valeurs étrangères ... 115,5 115,9

C° des agents de change
(Base 100 = 31 déc. 1981)
Indice général ... 482,3 395,8

NEW-YORK

(Indice Dow Jones)

10 sept. 11 sept.

Industrielles ... 1 792,89 1 792,89

LONDRES

(Indice « Financial Times »)

10 sept. 11 sept.

Industrielles ... 1 315,28 1 309,30

Mines d'or ... 297,3 297,4

Fonds d'Etat ... 87,62 87,61

TOKYO

11 sept. 12 sept.

Nikkei Dow Jones 18 662,53

Indice général ... 1 546,06

MATIF

National 70 % - Cotation en pourcentage du 11 septembre

Nombre de contrats : 11 158

ÉCHÉANCES

COURS

Sept 86

Oct 86

Nov 86

Déc 86

Jan 87

Févr 87

Mars 87

Avril 87

Mai 87

Juin 87

Juillet 87

Août 87

Sept 87

Oct 87

Nov 87

Déc 87

Jan 88

Févr 88

Mars 88

Avril 88

Mai 88

Juin 88

Juillet 88

Août 88

Sept 88

Oct 88

Nov 88

Déc 88

Jan 89

Févr 89

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CICA

(Société commerciale et industrielle de la côte d'Afrique) Groupe CFAO

Résultats du premier semestre 1986
Le conseil d'administration, qui s'est réuni le 10 septembre 1986, a examiné le tableau d'activités et de résultats au 30 juin 1986 ainsi que la situation consolidée du premier semestre 1986 dont le chiffre d'affaires atteint 837,5 millions de francs, en augmentation de 34,7 % sur les réalisations du premier semestre 1985; les résultats progressent de 24,6 %, s'établissant à 34,6 millions de francs contre 27,8 millions de francs au cours de la même période de l'exercice précédent.

La société mère réalise, pour sa part, un bénéfice net de 8,6 millions de francs contre 4,5 millions de francs à fin juin 1985. Cette avance permet d'envisager de clôturer l'année avec un résultat en progression sur celui obtenu en 1985.

Compagnie française de l'Afrique occidentale (CFAO)

Le conseil d'administration s'est réuni le 10 septembre 1986 et a pris connaissance de la situation consolidée du groupe CFAO pour le premier semestre 1986, qui montre un chiffre d'affaires de 7 090 millions de francs, en progression de 6 % sur celui du premier semestre 1985, avec des bénéfices de 225 millions de francs, en avance de 9,8 % sur ceux au 30 juin 1985.

Les profits de la CFAO, société holding du groupe, de 74,6 millions de francs pour la même période, font apparaître une augmentation de 9,9 % sur ceux au 30 juin 1985.

Ces résultats favorables laissent bien augurer de l'exercice 1986.

La compagnie publiera courant octobre la lettre habituelle d'information aux actionnaires.

LE PORTEFEUILLE OBLIGATAIRE

Le SCS Michel Noualhetas, Via Banque, Via Assurance, Navigation Mixte, Bayerische Vereinsbank AG, Zurich Assurance, Utrecht SA, Agence Havas SA viennent de créer une nouvelle SICAV : le Portefeuille obligataire au capital de 100 000 000 francs.

L'ouverture au public aura lieu le 17 septembre 1986.

Cette SICAV sera principalement composée d'obligations de toutes natures et de titres participatifs (taux fixes, taux variables). Elle se réserve la possibilité d'intervenir sur le MATIF suivant les textes en vigueur.

Le Portefeuille obligataire pourra être détenu notamment par les compagnies d'assurances (en conformité avec les articles R 332-2 et 3 du code des assurances), les caisses de retraite et les organismes régis par le code de la mutualité.

Lors des réunions des fondateurs et du conseil d'administration, tenues le 8 juillet 1986, la composition du conseil d'administration a été définie comme suit :

Président : Monsieur Max de Boysson.

Vice-présidents : M. Jean-Claude Labarraque, Bayerische Vereinsbank AG représentée par M. Edouard Veltin, président-directeur général.

Administrateurs :

● Via Banque, représentée par M. Guillaume de Chalus, directeur ;

● Via Assurance, représentée par M. Derek Duku, directeur ;

● Navigation Mixte, représentée par M. Max de Boysson, directeur ;

● Zurich Assurance, représentée par M. Mathieu Feffer, responsable des valeurs mobilières ;

● Utrecht SA, représentée par M. Pierre Leroux, président-directeur général ;

● Agence Havas SA, représentée par M. Pascal Dupin de Saint-Cyr, directeur financier ;

● M. Olivier Dasmuël ;

● M. Michel Noualhetas.

Directeur général : M. Jean-Pierre Perron.

Directeur général adjoint : M. Réginald Blondel.

Conseillers : M. Bernard Fisch ;

M. Henry Fremiot ;

M. Georges Hervet ;

M. Marc Sultizer.

La gestion de ce portefeuille sera assurée par le service Actuarial de la charge Noualhetas sous la responsabilité de M. Jean-Pierre Perron.

Les dépositaires sont :

SCS Michel Noualhetas, 8, rue Vivienne 75002 Paris.

Via Banque, 10, rue Voltaire 75002 Paris.

Les ordres de souscription et de rachat sont enregistrés chez les dépositaires, chaque jour ouvré, avant 10 heures.



RÉSULTATS CONSOLIDÉS DU PREMIER SEMESTRE 1986

Pour le premier semestre 1986, le chiffre d'affaires consolidé du groupe BSN s'est établi à 15 067 millions de francs contre 14 370 millions de francs pour la même période de 1985.

Au 30 juin 1986, le bénéfice consolidé de BSN (part du groupe) est de 540 millions de francs contre 321 millions de francs pour les six premiers mois de 1985.

Les données relatives à Générale Biscuit ne sont pas intégrées dans les comptes consolidés du premier semestre 1986.

Les résultats nets des différentes branches d'activité ont évolué comme suit :

(en millions de francs)	1 ^{er} semestre 1986	1 ^{er} semestre 1985
Bière	78	43
Champagne, eau minérale	60	23
Produits frais	111	24
Epicerie	171	113
Emballage	73	56
Sociétés diverses	43	62
TOTAL	540	321

Ces comptes consolidés semestriels de 1986 ont fait l'objet de vérifications spécifiques des commissaires aux comptes.

Les résultats de premier semestre 1986, en progression de 68 %, se comparent à des résultats du premier semestre 1985, qui avaient été influencés négativement par divers événements exceptionnels.

Compte tenu de l'évolution favorable des activités en cours de l'été, il apparaît aujourd'hui que les résultats de l'ensemble de l'année 1986 devraient s'établir en très net progrès par rapport à ceux de 1985 et dépasser les prévisions antérieures.

les câbles de Lyon



Le chiffre d'affaires de la société pour le 1^{er} semestre 1986 s'élève à 1 803 millions de francs contre 1 259 millions de francs au 1^{er} semestre 1985, soit une progression de 43 %.

Cette forte progression est due pour une part importante à la répartition inégale de la facturation entre les deux semestres de 1985 et pour une moindre part à la prise en compte en 1985 des activités provenant de LIT.

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe Câbles de Lyon s'est établi pour la même période à 5 370 millions de francs contre 4 550 millions de francs au 1^{er} semestre 1985.

Cette progression de 18 % se répartit en parts sensiblement égales entre la croissance interne et la croissance externe qui résulte des acquisitions et fusions réalisées en 1985 et 1986 en France, en Belgique, au Danemark et aux USA.

Ces chiffres intermédiaires confirment, pour la société comme pour le groupe, l'évolution favorable annoncée lors de l'introduction en Bourse des actions de la société, le 17 juin dernier.



Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

هكذا من الالجل

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES
2 La sonnette israélienne-égyptienne d'Alexandrie. — Les suites de l'affaire Daniloff. 3 La visite de M. Chirac à Alger. 4 Chilli : les trois prisonniers français arrêtés ont été expulsés.	8 La lutte contre le terrorisme. — « Journal d'un amateur », par Philippe Bouchard. 9 Le découpage électoral. — La répartition de élections sénatoriales. 9 La réunion du comité directeur du PS.	10 L'armée américaine dotée de pouvoirs dans la lutte contre la drogue. — La succession de Marcel Desautel. 11 Justice : une réforme des saisies en préparation. — A Epinal, le juge refuse le non-lieu à la mère de Grégory.	12 Cinéma : le Complexe du kangourou. — Peinture : Magnelli à Beau-bourg. — Musique : hommage à Furtwängler au festival de Besançon. 13 Communication.	27 Baisse des impôts et augmentation des prélèvements sociaux. — La privatisation de British Airways. 29 La chute de Wall Street. — La première étape des privatisations. 30-31 Les marchés financiers.	Radio-télévision 15 Annonces classées 26 Cartes 26 Météorologie 26 Mots croisés 24 Loto 25 Programmes des spectacles 14

Le Crédit lyonnais ramène son taux de base bancaire de 9,60 % à 9,45 %

Le Crédit lyonnais annonce l'abaissement de son taux de base bancaire (actuellement fixé à 9,60 % pour l'ensemble des établissements) à 9,45 % à compter du lundi 15 septembre.

Interrogé sur cette diminution dont il admet qu'elle est « faible », M. Jean-Maxime Lévêque, le nouveau président du Crédit lyonnais, explique sa décision par « l'évolution générale des résultats » de son établissement, qui, selon lui, « doit permettre à la clientèle des PME qui n'a pas accès aux nouveaux modes de financement mis en place pour les grandes entreprises de bénéficier d'une légère baisse des taux ». « Le Crédit lyonnais se porte bien, ce qui lui permet d'augmenter son dividende », indiquait-il récemment en présentant les résultats semestriels de cette banque (Le Monde du 6 septembre).

Pour l'instant, les autres grands établissements de la place semblent assez réticents à emboîter le pas au Crédit lyonnais. Et l'on sentait un certain « agacement » dans quelques établissements concurrents, à la décision de M. Lévêque, a-t-il semblé-t-il, pris beaucoup de monde par surprise.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 12 septembre

Lourde chute : - 3 %

Suivant les indications des autres marchés européens impressionnés par le plongeon de Wall-Street la veille, la Bourse de Paris a marqué un vil recul le 12 septembre. En repli de 4 % à l'ouverture de la « petite séance », les actions françaises ont cependant repris un peu de hauteur par la suite, ce que les observateurs attribuent à la décision du Crédit lyonnais d'abaisser son taux de base bancaire. Au total, la cote a perdu 3 % avec des replis marqués (5 % à 7 %) sur Europe 1, UCB, Bongrain, Alstom et Eco, Havas et Compagnie bancaire étant « réservés à la baisse ». Seule SEB s'est adjugée une hausse de 3 %.

Valeurs françaises			
	Cote précédente	Plus haut	Plus bas
Alstom	441	422	425
Agropar	1825	1810	1820
Alcatel	738	740	720
Air France	385	385	385
Alcatel	1234	1180	1208
Bongrain	2058	1925	1980
Bouygues	1370	1280	1330
CBF	4510	4030	4180
Carrefour	3500	3285	3410
Champs	1338	1245	1280
Club Méditerranée	630	581	595
Danone	1710	1640	1644
Euro (G&L)	1350	1280	1305
ELF-Aquitaine	336	325	325
Elf	3278	3185	3198
Elf-Paris	1390	1350	1345
Michelin	3130	3020	3080
Mid (G&L)	1880	1820	1822
Midi-Horizon	2275	2180	2200
Navig	1155	1100	1110
Oréal	3840	3540	3580
Parif	1907	1800	181
Paysan S.A.	1170	1120	1130
Saatchi	770	748	752
Sauvage	781	752	782
Télécom	2590	2540	2570
Thomson	1580	1528	1580
Tout-CFR	482	458	457
T.S.T.	3100	2870	2880
Veolia	350	340	332

Où trouver le Glenlivet ?

Pure single Highland Malt 12 years old scotch whisky. Jusqu'ici on ne pouvait se le procurer qu'à la distillerie (la plus ancienne d'Écosse, fondée en 1775). Aujourd'hui on peut le découvrir chez quelques rares spécialistes, passionnés de vieux whiskies, par exemple Front Page, 50, rue St-Denis, Paris 1^{er}.

Only Church's
CARTIER
22, rue des Mathurins, Paris 8^e
TEL. 42.55.55.55
PREVOIST
42, rue Vienne, Paris 2^e
TEL. 42.36.22.82

La lutte contre le terrorisme M. Denis Baudouin dément l'existence de divergences au sein du gouvernement

M. Denis Baudouin, porte-parole du premier ministre, a indiqué, le jeudi 11 septembre, au cours de son point de presse hebdomadaire, que M. Jacques Chirac annoncerait lui-même, la semaine prochaine, les mesures décidées par le conseil de sécurité intérieure, réuni les 8 et 10 septembre.

M. Baudouin a précisé que ces mesures n'avaient pas été « définitivement arrêtées », certaines d'entre elles supposant une étude de leur application. En outre, toutes les dispositions prises ne seront pas rendues publiques. M. Baudouin a précisé, en réponse à une question, que la libération du chef des Fraternités armées révolutionnaires libanaises (FARL), Georges Ibrahim Abdallah, ne fera « certainement pas partie » de ces mesures secrètes.

Selon un ancien responsable de la DGSE M. François Mitterrand était opposé aux éliminations de terroristes

M. Pierre Marion, responsable de 1981 à 1983 de la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), affirme dans un entretien accordé au *Nouvel observateur* que le président Mitterrand était, en 1982, opposé aux éliminations physiques de terroristes.

A cette question : « Mitterrand était-il par principe contre ce genre d'opération ? », M. Pierre Marion répond : « A l'époque oui, absolument. Cette « époque » à laquelle l'ancien patron de la DGSE fait allusion est la fin de l'année 1982, à la suite des attentats de la rue Marbeuf (22 avril, un mort) et de la rue des Rosiers (9 août, six morts) à Paris. M. Pierre Marion, avait proposé au président de la République des « actions positives contre des ennemis du terrorisme », c'est-à-dire des « contacts » de terroristes.

« Les armes et les bombes passaient par les valises diplomatiques. Le terroriste, lui, arrivait par avion et par train, les mains dans les poches. Il rencontrait son contact, qui lui remettait des objectifs et des moyens d'action. Nous avons identifié à cette époque six contacts sur Paris », indique M. Marion qui ajoute : « Alors j'ai proposé à François Mitterrand de les faire éliminer physiquement par mes services. Le président a refusé. »

Les dirigeants de la communauté juive mondiale réclament une action concertée

Particulièrement inquiets face à la récente vague d'attentats terroristes à Karachi, à Istanbul et à Paris, les dirigeants de la communauté juive mondiale ont réclaté, jeudi 11 septembre, la mise en œuvre d'une action concertée des gouvernements occidentaux. « Les gens en ont assez. Aujourd'hui ils tiennent des juifs, demain ils vous rattrapent », déclarait à la presse M. Israël Singer, secrétaire général du Congrès juif mondial, à l'occasion d'une réunion organisée à Paris en présence de son président, M. Edgar M. Brodman, du docteur Lionel Kopelowitz, président du Congrès juif européen, et de M. Théo Klein, président du CRIF (Conseil représentatif des institutions juives de France).

« La question du terrorisme n'est pas nouvelle : ce n'est pas contre les juifs qu'il est exclusivement tourné, mais contre les démocraties occidentales », soulignait le président du Congrès juif mondial. « Face à cette tentative de déstabilisation des démocraties, tous les États se doivent d'adopter une détermination commune », ajoutait le docteur Lionel Kopelowitz, visiblement bouleversé. Le président du CRIF, M. Théo Klein, après avoir repris cette argumentation — « il nous faut convaincre le gouvernement français et, à travers lui, les Européens, que le terrorisme s'attaque réellement à la démocratie » — insistait sur la nécessité

A ce sujet, M. Baudouin a démenti l'existence de divergences au sein du gouvernement. « Cela ne tient pas debout, a-t-il dit, il y a un gouvernement, une décision qui est prise, et tout le monde s'aligne. » Selon M. Baudouin, « la réponse de M. Balladur correspond à la réponse du gouvernement ». Le ministre de l'économie, des finances et de la privatisation avait, le 10 septembre, qualifié de « chimérique » la libération du chef des FARL. Le porte-parole a ajouté : « Nous rejetons, la manière la plus violente, la plus ferme, toutes ces interprétations, les bruits disant « il y a les mous, les faucons et les colombes ». Rien du tout. Il y a une procédure judiciaire, qui se développe. Laissez-la se développer. »

(Lire nos informations page 6.)

M. Marion précise même que le président était contre les éliminations par ses services de « contacts » terroristes à l'étranger et les « actions commando » contre des objectifs précis, en l'occurrence, une école de formation de terroristes et l'état-major d'un groupe terroriste à Beyrouth-Ouest.

(M. Mitterrand s'est opposé à l'élimination (ce qu'on appelle aussi l'action « bon », pour homicide, à la DGSE et les « services actions » à la CIA) de chefs du terrorisme international sur territoire étranger. C'est ainsi que M. Marion avait proposé, sans succès, à M. Mitterrand — en lui tendant une liste de dix noms sur une simple feuille de papier — de supprimer deux des chefs du terrorisme international ainsi recensés. Le chef de l'Etat a refusé cette feuille, sans la moindre explication. A M. Marion, après avoir coché d'une croix deux noms contre lesquels il était « action-bon », de la DGSE était sûrément le plus difficile à mener : Carlos, qui se trouvait alors en Tchétchéstan, et Abou Nidal, qui était en forteresse en Irak. Officiellement, le président de la République n'aurait pas dit un mot de ce qui se passait réellement comme une commission. En revanche, le « patron » de la DGSE, en recevant sa mission impossible, était invité à comprendre qu'il avait peut-être à organiser d'« actions-bon ». — A. L.)

saire attitude de fermeté à adopter face à ces tentatives sanglantes de déstabilisation. « On ne lutte pas seulement contre le terrorisme en annonçant des mesures de sécurité dans nos pays, mais en s'attaquant réellement aux terroristes là où ils se trouvent », affirmait M. Théo Klein, tout en se félicitant de l'attitude de fermeté affichée par M. Edouard Balladur au cours de l'émission « L'heure de vérité » sur Antenne 2.

Parallèlement, le Parlement européen adoptait, jeudi, à une écrasante majorité, une résolution préconisant la création d'un bureau européen de lutte antiterroriste. Le Parlement, qui regroupe que les récentes déclarations des ministres des affaires étrangères de la Communauté européenne sur le sujet n'ait pas abouti à des actions concrètes, s'est également prononcé pour un renforcement des règles d'extradition, par une motion qui a été adoptée par 193 voix contre 11 (le groupe communiste) et une abstention.

ANTIQUITE BROCANTE
12 au 21 Septembre
FOIRE A LA FERRAILLE ET AUX JAMBONS
Parc Floral de Paris - Bois de Vincennes
Navette gratuite de 14 à 19 h du métro Chateau de Vincennes

A l'Institut des hautes études M. Chirac se félicite « de l'accord profond qui rassemble les Français sur leur défense »

« Aussi longtemps que nous serons confrontés au surarmement des deux superpuissances et au déséquilibre des forces classiques en Europe, notre sécurité passera par la dissuasion stratégique nucléaire. A cet égard, il convient d'adopter vis-à-vis de l'initiative de défense stratégique l'attitude responsable et lucide d'un pays qui n'entend pas se déterminer en fonction des lois d'autrui. » C'est ce qu'a déclaré, vendredi 12 septembre, à Paris, le premier ministre, M. Jacques Chirac, lors du traditionnel discours marquant l'ouverture de la nouvelle session de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEN), qui doit célébrer, en octobre prochain, le cinquantième de sa création.

Après s'être félicité de « l'accord profond qui, pour la première fois peut-être dans leur histoire, rassemble les Français sur leur défense », M. Chirac a confirmé que son gouvernement entendait sans tarder l'effort de modernisation de la défense française à l'occasion d'une nouvelle loi de programmation militaire qui sera présentée au Parlement avant la fin de l'année.

Le premier ministre proposait de moderniser la flotte des sous-marins nucléaires stratégiques, de lancer un satellite d'observation et de prévoir « le déploiement aléatoire » d'une composante terrestre de la dissuasion capable de survivre à une première frappe adverse. Il s'est prononcé aussi pour un « couplage » entre la manœuvre des forces classiques et la menace de recours aux armes « préstratégiques nucléaires » (les armes tactiques). « La France a indiqué, a précisé M. Chirac, qu'elle consulterait dans les limites qu'impose l'extrême

rapidité de telles décisions son allié, la République fédérale d'Allemagne, au cas où elle envisagerait d'utiliser des armes préstratégiques sur le territoire allemand. Il est clair que les conditions mêmes de la dissuasion font que la décision, en la matière, ne peut être partagée. »

Rappelant que « la France est prête à marquer davantage encore sa solidarité avec ses voisins européens » et en particulier avec son partenaire ouest-allemand, le premier ministre a ajouté cependant : « La démarche doit être pragmatique et il convient de ne pas s'engager dans des débats stériles sur l'extension éventuelle de notre garantie nucléaire. » « La survie de la nation, explique encore M. Chirac, se joue aux frontières du pays. Sa sécurité, elle, se joue aux frontières des pays qui sont ses voisins. »

« Force est de constater que la dissuasion, qui a préservé la paix en Europe, n'empêche pas les stratégies indirectes de se développer dans de nombreuses régions », a ajouté le premier ministre, qui estime que la France « doit disposer d'une gamme de moyens aussi large que possible » pour faire face. « Cette menace peut s'exercer par l'intermédiaire d'actions militaires, mais aussi par le terrorisme, véritable acte de guerre qui attend ses succès de la peur individuelle et collective qu'il provoque au sein d'une population à laquelle il s'attaque en tentant de la plonger en situation d'angoisse virtuelle. Tout doit être mis en œuvre pour réduire de telles menaces et diminuer ces vulnérabilités nouvelles qui cherchent à déstabiliser l'Etat et à affaiblir la volonté de résistance de la nation », a conclu M. Chirac.

M. Krasucki a été reçu par le gouverneur de la Banque de France

Les murs de la vénérable Banque de France ne se sont pas effondrés sous le choc. Mais quelle surprise, le jeudi 11 septembre, en fin de matinée. Pour la première fois, le gouverneur de la Banque de France, recevait, en son secrétariat général de la CGT, un secrétaire général de la CGT, en la personne de M. Henri Krasucki. En sortant du bureau de M. Michel Camdessus, après une heure d'entretien, M. Krasucki a croisé les banquiers, chefs d'entreprise et directeurs généraux de l'institut d'émission venus comme chaque jeudi participer au conseil général de la banque. Nombre d'entre eux ont dû se frotter les yeux devant cette image surréaliste. Mais ce n'était pas un mirage.

Le secrétaire général de la CGT était venu pour célébrer le 50^e anniversaire du syndicat CGT de la Banque de France, ce qui lui a aussi permis de débattre longuement avec plusieurs centaines de salariés, « inquiets » pour l'avenir de leur statut ou d'éventuelles compressions d'effectifs. « Ce n'était pas une rencontre protocolaire », a indiqué à la presse M. Krasucki à propos de sa visite à M. Camdessus. Le syndicaliste a exprimé la crainte que les réformes en cours aboutissent à « un effacement dangereux » de la Banque de France. Comme quoi, on peut être syndicaliste — même adepte de la lutte de classes — et avoir des idées sur une aussi respectable institution.

M. N.

PIANO: LE BON CHOIX
• Vente à partir de 8.600 F ou 182 F par mois*
(Crédit souple et personnalisé).
• Le plus vaste choix : 25 marques, plus de 200 modèles exposés.
• Location à partir de 235 F par mois.
• Service après-vente garanti.
Fournisseur du Conservatoire National Supérieur de Musique et du Théâtre de l'Opéra.
hamm
139, rue de Rennes, 75006 PARIS. Tél. 45 44 38 66. Parking à proximité.

Plus vite, moins cher !
SEMAINE EXTRAORDINAIRE du 8 au 15 septembre
LIQUIDATION des DERNIERS MODELES 86 à des prix exceptionnels.
PEUGEOT NEUBAUER
Ouvert samedi 13 et dimanche 14 toute la journée de 9 h à 18 h.
227, bd Anatole France - 93200 ST-DENIS 48.21.60.21